

RAPPORT ANNUEL 1997



Siège

BANQUE
CENTRALE DU
CONGO

BANQUE CENTRALE DU CONGO*Siège social :*

Boulevard Colonel Tshatshi

B.P. 2697

KINSHASA I

Téléphone : 20.690 - 20.694 - 20.701 - 20.702 - 20.703 - 20.704 - 20.707 -
20.709 - 20.711 - 20.803.

Télex : Congobanque 21.365 - 21.366 - 21.367 - 21.028 - 21.335 - 20.355.

Téléfax : 871-1676200.

Directions provinciales :

Bandundu, Boma, Bukavu, Kananga, Kisangani, Lubumbashi, Mbandaka et Mbuji-Mayi.

Bureau de représentation à Bruxelles (Belgique) :

Avenue des Arts, 50

1040 BRUXELLES

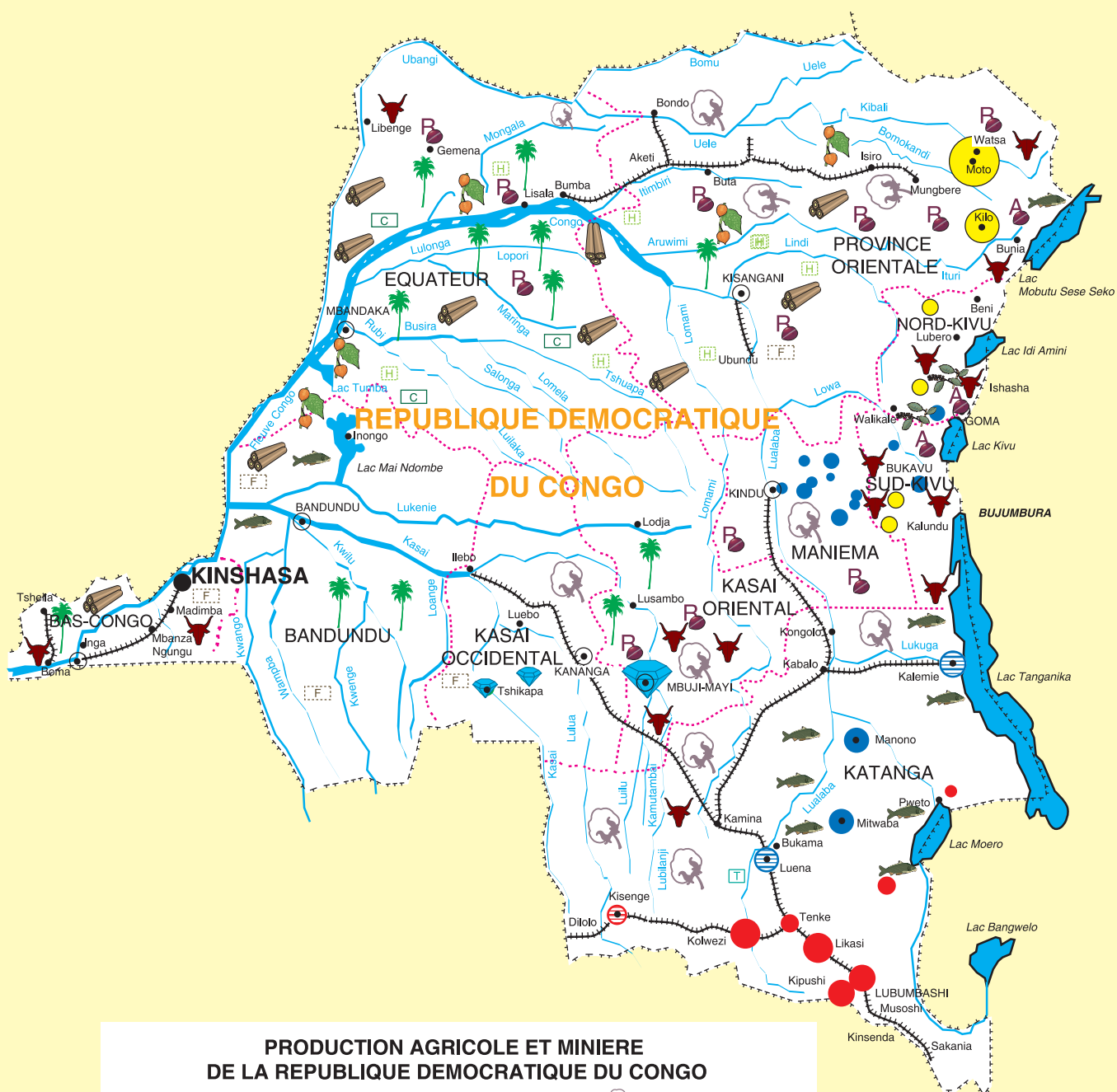
Téléphone : (02) 502 58 00

Téléfax : (02) 502 67 07

Télex : 61810

Agences :

• Inkisi, Matadi, Mbanza-Ngungu, Muanda, Tshela • Kenge, Kikwit, Inongo
• Basankusu, Boende, Bumba, Gbadolite, Gemena, Lisala, Zongo • Bunia, Buta,
Isiro • Beni, Butembo, Kindu, Goma, Uvira • Ilebo, Kabinda, Lodja, Mwene-
Ditu, Tshikapa, Tshimbulu • Kalemie, Kamina, Kolwezi, Likasi, Kongolo.



- | | | |
|---|---------|--------------|
| Or | Fibre | Coton |
| Diamant | Copal | Thé |
| Cuivre, cobalt, zinc | Hévéas | Palmariaes |
| Cassitérite, wolfram, colombo - tantalite | Tabac | Café-Arabica |
| Charbon | Pêche | Café-Robusta |
| Manganèse | Elevage | Cacao |
| Chemins de fer | Bois | |

BANQUE CENTRALE DU CONGO



LE GOUVERNEUR

Kinshasa, le 30 juin 1998.

Monsieur le Président de la République,**Concerne : Transmission du Rapport Annuel de la Banque
Centrale du Congo pour l'exercice 1997**

J'ai l'honneur de Vous transmettre le Rapport Annuel de la Banque Centrale du Congo pour l'exercice 1997, conformément aux dispositions statutaires.

Le Rapport comprend deux parties essentielles. La première décrit le comportement des secteurs de la Production, des Finances Publiques, des Relations Extérieures ainsi que de la Monnaie et du Crédit. Il apparaît que le cadre macro-économique de l'économie congolaise s'est globalement amélioré au cours des huit derniers mois de 1997, à la suite des politiques budgétaires et monétaires restrictives appliquées par les nouvelles autorités à partir du 17 mai 1997. L'amélioration observée au second semestre dans la maîtrise de l'inflation et la stabilité du taux de change contraste avec l'hyperinflation et la dépréciation continue de la monnaie qui ont caractérisé les périodes antérieures à Votre avènement. Cependant, en raison de la situation de guerre, la production a fortement reculé.

Trois notes spécifiques accompagnent cette première partie, à savoir la situation du Compte Général du Trésor, la déflation monétaire ainsi que la multiplicité des espaces monétaires et la tentative réussie de leur unification.

La deuxième partie du Rapport est consacrée aux différentes modifications intervenues dans l'Administration de la Banque, ainsi que dans la politique du change et du crédit. Comme l'exigent les statuts, le bilan et les comptes des résultats de la Banque Centrale sont annexés à ce rapport.

Je Vous prie d'agréer, **Monsieur le Président de la République**, l'hommage de mon très respectueux dévouement.

J.C. MASANGU MULONGO



TABLE DES MATIERES

	Pages
INTRODUCTION	XIX
PREMIERE PARTIE : L'EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE, 1996-1997	1
TITRE I : LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	3
Chapitre I : L'EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT ET DE SON UTILISATION	4
I. EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT	4
II. UTILISATION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT	5
Chapitre II : L'EVOLUTION DE LA PRODUCTION DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS	6
I. PRODUCTION AGRICOLE	6
II. PRODUCTION MINIERE ET METALLURGIQUE	7
III. PRODUCTION DES INDUSTRIES MANUFACTURIERES	9
IV. ENERGIE	11
V. TRANSPORT	12
Chapitre III : LES INVESTISSEMENTS	13
Chapitre IV : LES PRIX, LES SALAIRES ET L'EMPLOI	14
I. PRIX INTERIEURS	14
II. SALAIRES	15
III. EMPLOI	15
Tableaux annexes du Titre I	19
TITRE II : LES FINANCES PUBLIQUES	51
APERÇU GENERAL	52
Chapitre I : LES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE	52
I. RECETTES COURANTES	52
II. DEPENSES PUBLIQUES	56
Chapitre II : LES BESOINS ET LES MOYENS DE FINANCEMENT DES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE	58
I. Besoins de financement	58
II. Moyens de financement	58
Chapitre III : LES OPERATIONS A FINANCEMENT EXTERIEUR SPECIFIQUE	60
Chapitre IV : LA SITUATION DU COMPTE DU TRESOR	61
Tableaux annexes du Titre II	63
TITRE III : LES RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES	83
APERÇU GENERAL	84
Chapitre I : LE COMMERCE EXTERIEUR	84

	Pages
I.	COURS DES MATIERES PREMIERES 84
II.	ECHANGES COMMERCIAUX 86
Chapitre II :	L'EVOLUTION DU MARCHE DES CHANGES 92
Chapitre III :	LA DETTE EXTERIEURE 94
Chapitre IV :	L'EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS 97
I.	COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES 97
II.	COMPTE DES OPERATIONS FINANCIERES 101
III.	BESOINS ET MOYENS DE FINANCEMENT 102
Chapitre V :	LES RESSOURCES EXTERIEURES 102
I.	DONATIONS MULTILATERALES 102
II.	DONATIONS BILATERALES 103
Chapitre VI :	LA COOPERATION SOUS REGIONALE 105
I.	CHAMBRE DE COMPENSATION DE LA CEEAC 105
II.	MARCHE COMMUN DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DU SUD (COMESA) 105
III.	EVALUATION DES MESURES D'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS DU COMESA 106
	Tableaux annexes du Titre III 109
TITRE IV :	LA MONNAIE ET LE CREDIT 145
	APERÇU GENERAL 146
Chapitre I :	LA SITUATION MONETAIRE INTEGREE 146
I.	EVOLUTION DE LA MASSE MONETAIRE 146
II.	EMISSIONS MONETAIRES 152
III.	EVOLUTION DES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE 153
Chapitre II :	LE CREDIT AUX ENTREPRISES ET AUX PARTICULIERS 156
I.	CREDITS A DECAISSEMENT 157
II.	CREDITS DE SIGNATURE 158
Chapitre III :	LE MARCHE MONETAIRE 158
I.	MARCHE EN BANQUE 158
II.	MARCHE INTERBANCAIRE 160
Chapitre IV :	LES INSTITUTIONS FINANCIERES NON BANCAIRES 160
I.	SOCIETE FINANCIERE DE DEVELOPPEMENT 161
II.	INSTITUT NATIONAL DE SECURITE SOCIALE 163
III.	FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE 164
Chapitre V :	LA TENTATIVE D'UNIFICATION DES ESPACES MONETAIRES 165
I.	PROBLEMATIQUE 165
II.	INCIDENCE 166
III.	TENTATIVE D'UNIFICATION 167
Chapitre VI :	LA DEFLATION MONETAIRE 168
I.	ORIGINES 168

	Pages
II. CONSEQUENCES	169
Tableaux annexes du Titre IV	171
 DEUXIEME PARTIE : L'ADMINISTRATION, LES ACTIVITES ET LES COMPTES	
DE LA BANQUE	203
Chapitre I : L'ADMINISTRATION ET LES ACTIVITES DE LA BANQUE	204
I. HAUTE DIRECTION DE LA BANQUE	204
II. ADMINISTRATION DE LA BANQUE	204
III. PARTICIPATION DE LA HAUTE DIRECTION AUX REUNIONS INTERNATIONALES	204
IV. PERSONNEL DE LA BANQUE	205
V. FORMATION	206
Chapitre II : LA REGLEMENTATION DU CREDIT ET DU CHANGE	206
I. REGLEMENTATION DU CREDIT	206
II. REGLEMENTATION DE CHANGE	207
Chapitre III : L'ANALYSE DU BILAN, DU COMPTE DE PERTES ET PROFITS ET DES COMPTES D'ORDRE POUR L'EXERCICE 1997	208
L'ADMINISTRATION DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO EN 1997	218
Tableaux annexes de la deuxième partie	225

LISTE DES TABLEAUX STATISTIQUES

PREMIERE PARTIE : L'EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE

TITRE I : LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

I.1.	Taux de croissance en volume de différents secteurs et de leurs composantes	4
I.2.	Utilisation du produit intérieur brut (en pourcentage du PIB à prix courants)	5
I.3.	Produit intérieur brut	20
I.4.	Produit national brut et revenu national	21
I.5.	Contribution de différents secteurs au produit intérieur brut (à prix courants)	22
I.6.	Contribution de différents secteurs au produit intérieur brut (à prix constants)	23
I.7.	Utilisation du produit intérieur brut (à prix courants)	24
I.8.	Utilisation du produit intérieur brut (à prix constants)	24
I.9.	Compte des opérations courantes de l'Etat	25
I.10.	Compte de capital et financier de l'Etat	26
I.11.	Formation brute de capital fixe (à prix courants)	27
I.12.	Formation brute de capital fixe (à prix constants)	28
I.13.	Compte extérieur de l'économie	29
I.14.	Evolution des indices d'activité économique	30
I.15.	Importations et estimations de la production commercialisée des principaux produits vivriers	31
I.16.	Production vivrière, élevage, sylviculture, pêche et chasse	32
I.17.	Production agro-industrielle	33
I.18.	Production minière et métallurgique	34
I.19.	Principales productions manufacturières	35
I.20.	Indice de la production des industries manufacturières	36
I.21.	Production, exportation et consommation intérieure de ciment	37
I.22.	Production de la raffinerie de pétrole	38
I.23.	Consommation des produits pétroliers	38
I.24.	Production et consommation d'électricité par province	39
I.25.	Production et consommation d'eau et d'électricité	40
I.26.	Consommation d'électricité par secteur	40
I.27.	Activités des principaux organismes de transports	41
I.28.	Marchandises manutentionnées dans les principaux ports	42
I.29.	Investissements agréés dans le cadre du code des investissements	43
I.30.	Engagement d'intervention de la SOFIDE dans le financement des investissements	44
I.31.	Indice des prix à la consommation des ménages à Kinshasa	44
I.32.	Indices des prix de détail à Kinshasa	45
I.33.	Indice des prix moyens de détail à Kinshasa	46
I.34.	Variations des indices des prix à la consommation	47
I.35.	Effectifs des travailleurs de l'administration publique et du secteur privé	48

Pages

I.36.	Salaire réel dans le secteur privé et dans l'administration publique	48
I.37.	Répartition des salariés des entreprises par secteur d'activité	49
I.38.	Répartition par province des salariés affiliés à l'INSS	49

TITRE II : LES FINANCES PUBLIQUES

II.1.	Opérations intégrées des administrations publiques	52
II.2.	Importance relative de différentes catégories des recettes courantes	56
II.3.	Structure des dépenses courantes par ministère et institution	57
II.4.	Besoins de financement des opérations du cadre budgétaire	59
II.5.	Couverture des besoins de financement des opérations du cadre budgétaire	59
II.6.	Opérations à financement extérieur spécifique	60
II.6 bis.	Importance relative des finances publiques dans l'économie	64
II.7.	Situation intégrée des opérations des administrations publiques	65
II.8.	Prévisions des recettes budgétaires de l'Etat	66
II.9.	Recettes courantes des Administrations Publiques	67
II.10.	Prévisions des recettes des contributions sur le commerce extérieur	68
II.11.	Recettes des contributions sur le commerce extérieur	68
II.12.	Prévisions des recettes des contributions sur les revenus	69
II.13.	Recettes des contributions sur les revenus	69
II.14.	Prévisions des recettes des contributions sur biens et services	70
II.15.	Recettes des contributions sur biens et services	70
II.16.	Cours du cuivre, valeur de base et droits de sortie	71
II.17.	Taxes et contributions versées au Trésor par la Gécamines et son personnel	72
II.18.	Evolution des effectifs payés par l'Etat - Répartition par ministère	73
II.19.	Budget des dépenses courantes de l'Etat - Répartition par ministère	74
II.20.	Exécution du budget des dépenses courantes de l'Etat - Répartition par ministère	75
II.21.	Dépenses courantes de l'Etat par nature	76
II.22.	Budget des dépenses en capital de l'Etat - Répartition par ministère	77
II.23.	Budget des dépenses en capital de l'Etat - Répartition des crédits de paiement par secteur	78
II.24.	Exécution du budget des dépenses en capital de l'Etat - Répartition par ministère	79
II.25.	Dépenses publiques en capital du cadre budgétaire - Répartition par secteur	80
II.26.	Encours de la dette publique libellée en monnaie nationale	81
II.27.	Couverture des besoins nets de financement de l'Etat	81

TITRE III : LES RELATIONS ECONOMIQUES EXTERIEURES

III.1.	Evolution du taux de change parallèle en provinces	93
III.2.	Stock de la dette extérieure de la RDC au 31/12/1997	95
III.2.bis.	Service de la dette extérieure au 31/12/1997	96
III.3.	Composantes de la balance des paiements	97

	Pages
III.3.bis.	Structure des exportations 98
III.4.	Structure des importations 99
III.4.bis.	Répartition des opérations sur les services 100
III.5.	Evolution des transferts courants 101
III.5.bis.	Evolution du compte d'opérations financières 101
III.6.	Donations d'origine multilatérale 103
III.7.	Donations d'origine bilatérale 103
III.8.	Provenance des donations extérieures d'origine publique 104
III.8.bis.	Nature des donations d'origine publique 104
III.9.	Cours des principaux produits minéraux intéressant l'économie congolaise 110
III.10.	Cours des principaux produits végétaux intéressant l'économie congolaise 111
III.11.	Evolution des indices des cours de matières premières 112
III.12.	Répartition des exportations par principaux pays de destination 113
III.13.	Répartition des importations par principaux pays fournisseurs 114
III.14.	Balance commerciale 115
III.15.	Evolution des termes de l'échange 116
III.16.	Exportation des principaux produits végétaux et animaux 117
III.17.	Ressources extérieures utilisées 118
III.18.	Ressources nettes en provenance du secteur public extérieur 119
III.19.	Ressources nettes en provenance du secteur privé extérieur 120
III.20.	Provenance des donations extérieures d'origine publique 121
III.20 bis.	Provenance des donations extérieures d'origine publique 122
III.21.	Nature des donations extérieures d'origine publique 123
III.22.	Encours utilisé de la dette publique extérieure 124
III.23.	Dette extérieure 125
III.23 bis.	Dette extérieure 126
III.23 ter.	Mouvement de la dette publique extérieure 127
III.24.	Répartition de l'utilisation des emprunts publics extérieurs 128
III.25.	Balance générale des paiements 129
III.25 bis.	Balance générale des paiements 130
III.26.	Solde de la balance générale des paiements 131
III.27.	Prévision de la balance des paiements 132
III.28.	Répartition des recettes d'exportation de marchandises par groupe d'entreprises 133
III.29.	Répartition des paiements d'importation de marchandises par mode de financement 134
III.30.	Répartition des recettes d'exportation de marchandises par produit 135
III.31.	Répartition des paiements d'importation de marchandises par groupe d'utilisation sur ressources propres 136
III.32.	Répartition géographique des opérations de change du système bancaire 137
III.33.	Répartition géographique des opérations de change du système bancaire en 1992 138
III.34.	Cours interbancaires des devises 139

	Pages
III.34 (suite) Cours interbancaires des devises.....	140
III.35. Ecart entre les taux de change interbancaires et parallèles	141
III.36. Balance des règlements financiers	142
III.36 bis. Balance des règlements financiers.....	143
III.37. Solde de la balance des règlements financiers	144
TITRE IV : LA MONNAIE ET LE CREDIT	
IV.1. Variation de la masse monétaire et de ses composantes	147
IV.2. Facteurs de variation de la masse monétaire (M2)	156
IV.3. Variation de l'encours des crédits aux entreprises et aux particuliers	157
IV.4. Encours de refinancement des banques de dépôts	160
IV.5. Situation monétaire intégrée	172
IV.5 (suite) Situation monétaire intégrée	173
IV.5 bis. Situation monétaire intégrée	174
IV.5 bis(suite) Situation monétaire intégrée	174
IV.6. Liquidités monétaires et quasi-monétaires	175
IV.6(suite) Liquidités monétaires et quasi-monétaires	176
IV.7. Origine des variations de la masse monétaire	176
IV.7(suite) Origine des variations de la masse monétaire	177
IV.7 bis. Origine des variations de la masse monétaire	177
IV.7 bis(suite) Origine des variations de la masse monétaire	178
IV.8. Ventilation des émissions monétaires en billets et pièces	179
IV.9. Dépôts bancaires à vue - Ventilation par secteur d'activité, catégorie de déposants et province	180
IV.10. Dépôts bancaires à terme - Ventilation par secteur d'activité, catégorie de déposants, province et échéance	181
IV.11. Crédits aux entreprises et aux particuliers	182
IV.12. Encours des crédits aux entreprises et aux particuliers - Utilisations des crédits	183
IV.13. Ventilation des crédits bancaires à décaissement par secteur d'activité	184
IV.14. Ventilation des crédits bancaires à décaissement par branche d'activité	185
IV.15. Ventilation des crédits bancaires de signature par branche d'activité	186
IV.16. Ventilation des crédits bancaires de signature suivant la forme des crédits	187
IV.17. Ventilation des crédits octroyés par les institutions spécialisées de crédit par branche d'activité	188
IV.18. Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo	189
IV.18 (suite) Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo	189
IV.19. Situation monétaire des banques créatrices de monnaie	190
IV.19 (suite) Situation monétaire des banques créatrices de monnaie	190
IV.20. Réserves de la Banque Centrale du Congo	191
IV.20 (suite) Réserves de la Banque Centrale du Congo	192
IV.20 bis. Réserves de la Banque Centrale du Congo	193

	Pages
IV.21.	Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires 194
IV.21 (suite)	Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires 195
IV.22.	Situation résumée de la Société Financière de Développement 196
IV.23.	Situation résumée de la Société Mobilière et Immobilière 197
IV.24.	Situation résumée de l'Institut National de Sécurité Sociale 198
IV.25.	Situation résumée de la Société Nationale d'Assurances 199
IV.26.	Recettes et dépenses de différentes branches d'assurances 200
IV.27.	Situation résumée du Fonds de Promotion de l'Industrie 201

DEUXIEME PARTIE : L'ADMINISTRATION, LES ACTIVITES ET LES COMPTES DE LA BANQUE

1.	Répartition du Personnel de la Banque suivant le niveau d'études et le grade au 1er janvier 1997 226
1 (bis)	Répartition du Personnel de la Banque suivant le niveau d'études et le grade au 1er janvier 1997 227
2.	Répartition du Personnel de la Banque par Direction au premier janvier 1997 228

LISTE DES GRAPHIQUES

1.	Evolution des indices d'activités 8
2.	Evolution des prix à la consommation des ménages à Kinshasa 16
3.	Evolution des prix de détail des ménages à Kinshasa 17
4.	Salaire minimum légal, indice général des prix sur les marchés à Kinshasa et revenus réels 18
5.	Opérations intégrés de l'Etat 53
6.	Cours des principaux produits exportés 85
7.	Cours du cuivre électrolytique à Bruxelles, Londres et New York 87
8a.	Cours des principaux produits minéraux exportés 89
8b.	Cours des principaux produits végétaux exportés 90
9.	Termes de l'échange 91
10a.	Situation monétaire intégrée - Engagements 148
10a.(suite)	Situation monétaire intégrée - Engagements 149
10b.	Situation monétaire intégrée - Avoirs 150
10b. (suite)	Situation monétaire intégrée - Avoirs 151
11.	Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo 154
12.	Situation monétaire des banques créatrices de monnaie 155
13.	Ventilation des crédits bancaires par secteur d'activité économique 159

LISTE DES BANQUES CREATRICES DE MONNAIE ET DES INSTITUTIONS FINANCIERES NON BANCAIRES 229
--

LISTE DES ABREVIATIONS UTILISEES 232
--

AVERTISSEMENT

Conformément au changement politique qu'a connu le pays depuis le 17 mai 1997 avec l'arrivée des nouvelles autorités, l'Institut d'Emission s'appelle désormais Banque Centrale du Congo.

Jusqu'en 1993, tous les chiffres repris dans ce rapport sont exprimés dans l'ancienne unité monétaire nationale, le Zaïre (Z), à l'exception de ceux du titre III qui sont en DTS. A partir de 1994, les chiffres du titre III sont demeurés en DTS tandis que les autres sont libellés dans la nouvelle unité monétaire, le nouveau zaïre (NZ), consécutivement à la réforme monétaire intervenue le 22 octobre 1993. Au moment du lancement de celle-ci, la parité était de 1 NZ pour 3.000.000 Z.

Tous les montants en zaïres ou en nouveaux zaïres correspondent à des valeurs à prix courants, sauf indication contraire.

Les signes conventionnels suivants ont été utilisés dans les tableaux statistiques :

...	renseignement non disponible
—	renseignement nul
p	renseignement provisoire
e	estimation
r	rectifié
a	chiffre inférieur à l'unité
n.d.a.	chiffre non déterminé ailleurs

INTRODUCTION

EVOLUTION ECONOMIQUE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO EN 1997

La situation économique en République Démocratique du Congo s'est caractérisée par une disparité dans le comportement des principaux agrégats du cadre macro-économique. Ces derniers ont évolué de façon divergente sur l'année. Cette situation a été affectée par la guerre déclenchée en octobre 1996 à l'Est du pays par l'Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo et qui s'est achevée en mai 1997 par le changement de régime politique.

1. PRODUCTION ET PRIX INTERIEURS

En 1997, le PIB a connu une chute brutale estimée à 6,4 % après une baisse de 1,8 % en 1996. Cette chute a été ressentie dans les secteurs des biens et des services.

En effet, le secteur des biens qui avait baissé de 0,5 % en 1996, a reculé de nouveau en 1997 de 6,4 %. Cette diminution est imputable à la régression observée dans toutes les branches. Le mauvais comportement du secteur des biens s'est répercuté sur celui des services. Ceux-ci ont connu une baisse de 5,5 % en 1997 contre -2,3 % en 1996.

S'agissant des prix intérieurs, leur tendance a connu une forte décélération en 1997. En effet, le taux d'inflation est passé de 693,0 % en 1996 à 13,7 % en 1997, consécutivement à l'application des politiques budgétaires et monétaires restrictives.

2. FINANCES PUBLIQUES

La gestion des finances publiques en 1997 a été fortement influencée, comme en 1996, par la situation de guerre qui a conduit au mois de mai à d'importants changements politiques dans la direction du pays. Elle a enregistré des résultats très mitigés, en dépit d'efforts réels consentis pour leur ajustement.

En effet, les recettes et les dépenses de l'Etat se sont élevées respectivement à 40.363,8 milliards de NZ et 46.655,4 milliards dégageant ainsi un mali de 6.291,6 milliards de NZ qui, après ajustement statistique, est monté à 26.709,3 milliards. Il a été financé à concurrence de 23.555,2 milliards par les avances directes de la Banque Centrale et la différence par les banques de dépôts. Il convient d'indiquer que le mali des cinq premiers mois s'est chiffré à 8.713,1 milliards de NZ, soit 32,6 % de l'ensemble du déficit de l'année et que de juin à octobre 1997, l'exécution du budget a été équilibrée.

Pour marquer la rupture avec le passé, les nouvelles autorités ont décidé en juin 1997 de l'ouverture d'un nouveau compte général du Trésor dont les mouve-

ments en recettes et en dépenses ne devaient pas être consolidés avec ceux de l'ancien compte du Trésor.

D'autres mesures visant la rigueur dans la gestion des finances de l'Etat ont été prises en 1997. Il s'agit essentiellement (i) du non recours aux avances directes de la Banque Centrale pour couvrir le déficit de trésorerie, (ii) des paiements des impôts, droits et taxes aux seuls guichets de la Banque Centrale et (iii) de la limitation des dépenses à hauteur des recettes effectivement recouvrées.

L'année 1997 aura été marquée également par l'absence d'une loi de finances. Lors des changements politiques intervenus dans le pays en mai, un projet de cette loi était en discussion au Parlement qui a été dissout avant la fin de ses travaux.

3. RELATIONS EXTERIEURES

En 1997, la balance des paiements s'est soldée par un déficit moins important que celui enregistré en 1996, soit 227,1 millions de DTS contre 313,7 millions.

Le bon comportement des cours des matières premières en 1997 n'a pas pu influencer favorablement les recettes d'exportation dont le niveau a baissé durant cette période. Elles sont évaluées à 1.000,3 millions de DTS contre 1.189,6 millions en 1996. Par contre, les importations se sont accrues, passant de 635,8 millions de DTS en 1996 à 744,8 millions en 1997. Il en est résulté un solde positif de la balance commerciale de 255,5 millions de DTS contre 553,8 millions un an auparavant.

En régression depuis plusieurs années, le taux de change de la monnaie nationale a connu une appréciation de 1,5 % par rapport au dollar américain à l'interbancaire et de 8,1 % au parallèle. Cette amélioration, en dépit d'une importante détérioration entre janvier et avril (-36,1 %) a été favorisée notamment par l'arrêt des émissions monétaires.

S'agissant de la dette extérieure, aucun paiement n'a été effectué en 1997 au titre du service de la dette. Les arriérés de la dette se sont accumulés à cet effet et ont totalisé 5.879,99 millions de DTS. Le stock de la dette extérieure est évalué à cette période à 9.439,83 millions de DTS.

4. MONNAIE ET CREDIT

La situation de la monnaie et du crédit a accusé une décélération de l'expansion de la masse monétaire en 1997. Globalement, le taux d'expansion de la masse monétaire est passé de 534,9 % en 1996 à 51,9 % en 1997.

Cette évolution s'est opérée en deux phases différentes. En effet, dans la première phase, le volume des liquidités monétaires a progressé de 94,3 % au cours des quatre premiers mois de l'année. Dans la seconde phase couvrant les huit derniers mois, la masse monétaire a baissé de 21,8 %.

La Banque Centrale a procédé en janvier 1997 à l'élargissement de son éventail fiduciaire, en mettant en circulation les nouvelles coupures à valeurs faciales élevées de 100.000 NZ, 500.000 NZ et 1.000.000 NZ.

Le refus de la population d'utiliser ces nouvelles coupures, dans la plupart des provinces, a aggravé la dislocation de l'espace monétaire portant de deux à quatre le nombre de zones disposant d'un éventail différent de coupures.

Par ailleurs, la situation monétaire en 1997 est restée marquée par la crise des liquidités au sein du système bancaire, la faillite de plusieurs établissements de crédit et la désarticulation du système des paiements. Ce dernier phénomène s'est manifesté notamment par l'inconvertibilité des dépôts bancaires et le refus d'utiliser le chèque dans les transactions.

Dans la perspective de résoudre ces différents problèmes, le Gouvernement et la Banque Centrale ont décidé d'opérer la réforme monétaire, avec comme principaux objectifs, l'assainissement de l'environnement monétaire et financier ainsi que le lancement d'une nouvelle unité monétaire dénommée franc congolais.

PREMIERE PARTIE

***L'EVOLUTION DE L'ACTIVITE
ECONOMIQUE ET FINANCIERE, 1996-1997***

TITRE I

LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

CHAPITRE I

L'EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT ET DE SON UTILISATION

La timide reprise de l'activité économique amorcée en 1995 ne s'est pas poursuivie en 1996 et en 1997.

En effet, le Produit Intérieur Brut en termes réels, qui s'était amélioré de 0,7 % en 1995, a enregistré un recul de 1,1 % en 1996.

L'estimation du PIB en 1997 indique également une régression de 6,4 % imputable aux conséquences de la guerre sur l'activité économique. A ce facteur important s'ajoutent l'attentisme des opérateurs économiques ainsi que le délabrement prononcé des infrastructures de base.

I. EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

L'analyse des différents secteurs contribuant à la formation du Produit Intérieur Brut révèle une baisse dans le secteur des biens ainsi que dans celui des services.

Tableau I.1. Taux de croissance en volume de différents secteurs et de leurs composantes
(Variations en pourcentage par rapport à l'année précédente)

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997 (e)
Secteur des biens	-1,9	-7,2	-6,7	-8,1	-2,7	-0,8	0,7	-0,5	-6,4
Agricult. Sylv. Elev. Ch. & Pêche	2,8	2,6	2,8	3,1	1,8	-0,8	-2,3	-2,8	-2,6
Extraction minière et métallurgique	-3,6	-15,0	-22,8	-36,4	-20,3	1,9	6,3	3,2	-10,3
Industries manufacturières	-4,2	-14,6	-21,5	-27,6	-12,2	-7,4	9,7	-3,4	-12,6
Bâtiments et travaux publics	-8,2	-39,7	-16,5	-35,0	-11,3	12,8	26,2	24,7	-27,5
Electricité, eau	4,4	3,2	-6,2	7,8	-17,1	-3,3	6,7	18,9	-27,5
Secteur des services	-2,6	-6,1	-9,9	-11,8	-28,7	-10,0	-0,6	-2,3	-5,5
Transports et communications	2,7	-27,6	-15,9	13,7	-25,7	-2,8	-0,6	-3,5	-14,5
Commerce	-6,2	-2,5	-12,0	-9,7	-28,4	-2,2	-0,6	-0,2	-21,7
Services marchands et non marchands	1,7	1,9	-5,9	-18,8	-29,7	-23,4	-0,8	-13,7	42,7
Droits et taxes à l'importation	1,4	-31,6	-30,1	-48,9	-29,0	-2,1	48,0	-4,2	-26,5
Produit Intérieur Brut	-1,4	-6,6	-8,4	-10,5	-13,5	-3,9	0,7	-1,1	-6,4

La branche Agriculture, Sylviculture, Chasse et Pêche a accusé une baisse estimée à 2,6 % en 1997 contre -2,8 % en 1996 et -2,3 % en 1995. Cette chute a affecté la quasi-totalité des produits de cette branche. Outre le contexte de guerre évoqué ci-haut, cette évolution s'explique par la persistance des contraintes structurelles notamment la vétusté des équipements, le vieillissement des plantations et l'état défectueux des routes de desserte agricole.

L'extraction minière et métallurgique a enregistré une baisse de 10,3 % en 1997 après avoir connu un accroissement de 3,2 % et 6,3 % respectivement en

1996 et 1995. Cette évolution est imputable essentiellement aux difficultés d'approvisionnement du secteur en pièces de rechange et à l'augmentation des coûts opératoires.

La valeur ajoutée de l'industrie manufacturière a reculé de 12,6 % en 1997 et de 3,4 % en 1996 contre un accroissement de 9,7 % en 1995. Cette baisse est liée à l'environnement socio-économique caractérisé par l'incertitude et l'attentisme des opérateurs économiques à la fin de l'année 1996 et au cours du premier semestre de 1997.

La branche Bâtiments et Travaux Publics a connu un recul de 27,5 % en 1997 après des hausses enregistrées en 1995 (26,2 %) et 1996 (24,7 %). Cette situation est consécutive au déclin de la demande intérieure.

La dégradation du secteur des biens s'est répercutée sur celui des services. En effet, les activités de commerce et de transports ont régressé respectivement de 21,7 % et 14,5 % en 1997 contre -0,2 % et -3,5 % en 1996.

S'agissant de l'activité des services marchands et non marchands, elle s'est accrue de 42,7 % en 1997 contre des reculs de 0,7 % en 1995 et 13,7 % en 1996. Cette hausse s'explique par la liquidation des arriérés des salaires des fonctionnaires et la libération des frais de fonctionnement de l'Administration Publique.

La contraction des droits et taxes à l'importation constatée en 1996 (-4,2 %), s'est aggravée en 1997 (-26,5 %).

II. UTILISATION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

L'examen de l'affectation du Produit Intérieur Brut renseigne un accroissement des parts de la consommation publique, de la formation brute de capital fixe et de la variation des stocks. Par contre, celles de la consommation des ménages et des exportations nettes des biens et services ont régressé.

Tableau 1.2. Utilisation du produit intérieur brut
(en pourcentage du PIB à prix courants)

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
1. Consommation des ménages	75,0	71,5	79,8	68,8	80,5	83,9	75,9	69,3
2. Consommation publique	10,1	11,5	13,3	21,7	15,4	5,2	5,4	6,2
3. Formation brute de capital fixe	13,3	12,8	6,2	7,1	2,2	5,6	10,5	15,5
4. Variation des stocks	2,3	3,8	0,5	0,2	0,0	0,3	-0,5	0,8
5. Exportations nettes des biens et services	-0,7	0,4	0,2	2,2	1,9	4,9	8,6	8,2
	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

La part relative des dépenses des ménages dans le PIB est passée de 75,9 % en 1995 à 69,3 % en 1996 à la suite principalement de la dégradation de l'activité économique.

De 5,4 % en 1995, la part de la consommation publique dans le PIB est montée à 6,2 % en 1996, consécutivement à l'augmentation des dépenses publiques.

La formation brute de capital fixe s'est améliorée ; ainsi, le taux d'investissement qui était de 10,5 % en 1995 est passé à 15,5 % en 1996. Cette situation

s'explique essentiellement par l'accroissement des biens d'équipement importés ainsi que par celui de la consommation intérieure de ciment.

La part des échanges avec l'extérieur dans le PIB qui était de 8,6 % en 1995, a légèrement baissé en 1996 pour se situer à 8,2 %.

CHAPITRE II

L'EVOLUTION DE LA PRODUCTION DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS

Au terme de l'année 1997, la quasi-totalité des branches d'activité ont connu des baisses comparativement à l'année précédente.

Les effets de la guerre, la baisse de la demande intérieure, l'état défectueux des infrastructures de base et les difficultés d'approvisionnement en intrants constituent les principaux facteurs explicatifs de cette évolution.

Les baisses les plus importantes ont affecté les bâtiments et travaux publics, la production brute de l'énergie électrique ainsi que le trafic des marchandises et des personnes.

I. PRODUCTION AGRICOLE

La baisse observée l'année dernière dans le secteur agricole, s'est poursuivie en 1997. Selon les estimations, l'indice d'activité de ce secteur a accusé une diminution de 5,3 %, se situant ainsi à 89,5 points contre 94,5 points en 1996.

1. Production vivrière

La production des cultures vivrières s'est inscrite en baisse au terme de l'année 1997. En effet, l'indice de production vivrière s'est situé à 90,5 points contre 94,1 points en 1996, soit un recul de 3,8 %. Cette évolution est consécutive à l'abandon et à la destruction des champs à l'Est du pays du fait de la guerre.

2. Elevage, sylviculture, pêche et chasse

Au terme de l'année 1997, les estimations font état de la baisse de production des principaux cheptels notamment les bovins (-10,8 %), les ovins (-40 %) et les caprins (-27 %). Les vols et les abattages anarchiques perpétrés pendant la guerre à l'Est du pays sont essentiellement à la base de cette situation.

Quant à la sylviculture, l'année 1997 a été marquée par une évolution divergente. La production de bois de chauffage s'est accrue de 1,8 %, passant de 17.353 tonnes en 1996 à 17.659 tonnes en 1997. En revanche, la production du charbon de bois a baissé de 25,2 % avec un volume de 604 tonnes en 1997 contre 808 tonnes en 1996.

S'agissant de la pêche, les données estimées font état d'une production de 142.000 tonnes de poissons frais en 1997 contre 146.000 tonnes en 1996, soit un recul de 2,7 %. Cette situation est attribuable principalement à l'insuffisance des moyens de production. Par contre, l'activité de la chasse s'est améliorée de 2,3 %.

3. Production agro-industrielle

Les activités du secteur de l'agro-industrie ont été marquées par des évolutions divergentes en 1997. En effet, comparées à leurs niveaux de 1996, les données estimées renseignent les baisses des productions de café, de cacao, de thé, d'huile de palme, de quinquina, de caoutchouc et de canne à sucre. Les autres cultures industrielles se sont inscrites en hausse (tabac, coton fibre, bois, huile de palmiste).

Hormis le tabac dont la production s'est accrue de 12 %, les autres produits de la branche des plantes stimulantes se sont inscrits à la baisse en 1997. En effet, le café, le cacao et le thé ont chuté respectivement de 13 %, 4,5 % et 14 %.

La production du bois a accusé un regain d'activité. En effet, la production du bois grume s'est chiffrée à 494.518 m³ en 1997 contre 453.686 m³ en 1996, soit une hausse de 9 %. Le volume du bois scié est passé de 102.420 m³ en 1996 à 111.638 m³ en 1997, soit une amélioration de 9 %.

Le recul observé en 1996 dans la production des oléagineux s'est poursuivi en 1997. Le volume produit est passé de 28.873 tonnes en 1996 à 27.732 tonnes en 1997, soit un fléchissement de 4 %.

La production d'huile de palmistes a augmenté de 10 %. Par contre, la production d'huile de palme et celle des tourteaux de palmistes ont régressé chacune de 4,9 %. Le vieillissement des plantations et la vétusté de l'outil d'exploitation constituent les principales causes de cette évolution.

La production des plantes textiles qui a connu une baisse en 1996 a été marquée par une très légère hausse au cours de l'année sous analyse. En effet, les productions de coton-fibres, d'huile et de tourteaux de coton se sont accrues respectivement de 1 %, 0,8 % et 1 %.

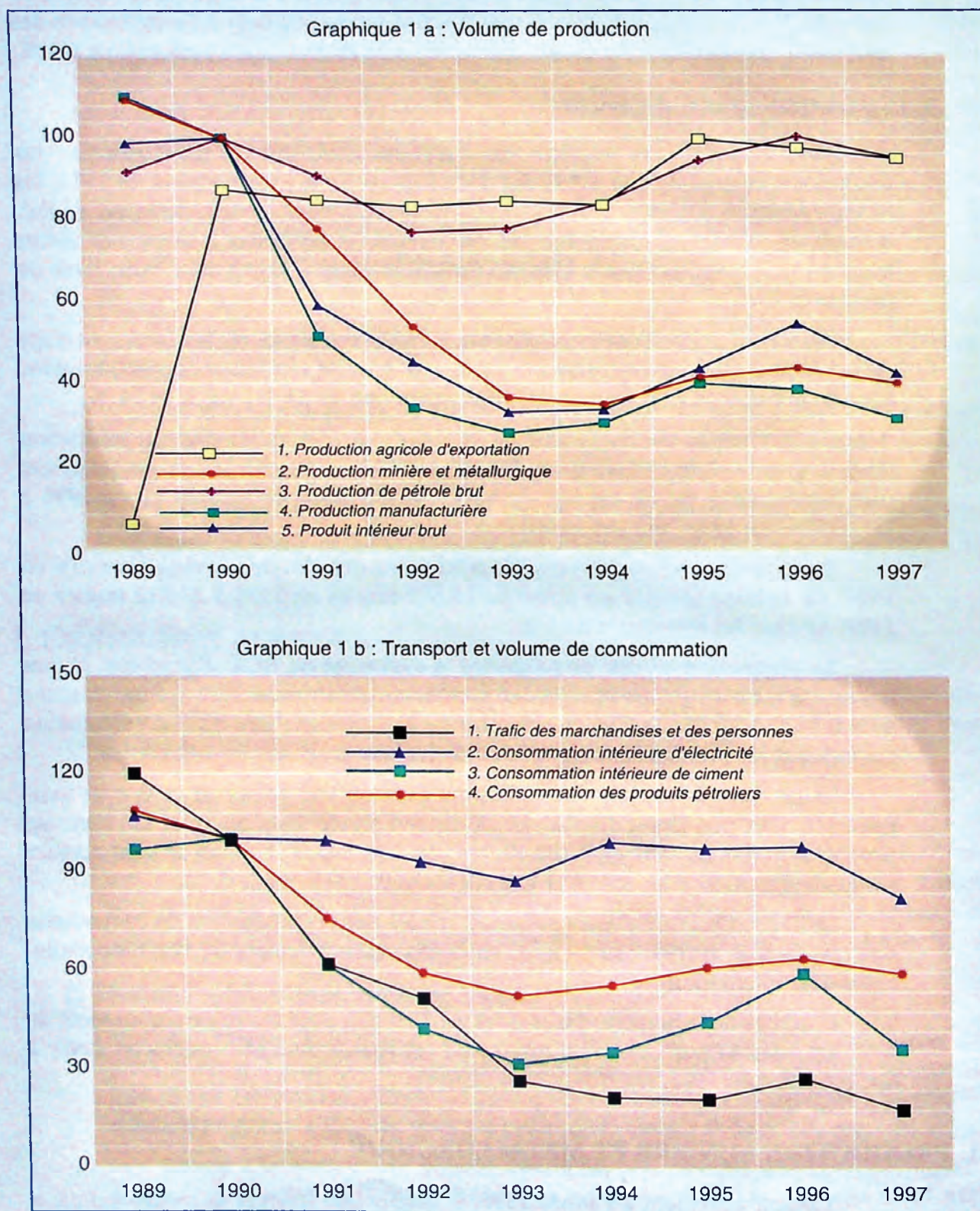
La baisse observée depuis plusieurs années dans la production du caoutchouc s'est poursuivie en 1997, soit - 6 %, en raison essentiellement du non renouvellement des plantations.

L'activité de la branche des plantes médicinales a été marquée par un recul de 4 %. En effet, la production du quinquina est passée de 6.687 tonnes en 1996 à 6.420 tonnes en 1997.

II. PRODUCTION MINIERE ET METALLURGIQUE

Comparativement à l'année 1996, la production minière et métallurgique a connu une régression au cours de l'année 1997. En effet, l'indice de production de ce secteur s'est situé à 40,0 points contre 43,4 points en 1996, soit une baisse de 7,8 %.

Graphique 1 : Evolution des indices d'activités (1)
(Base 1990 = 100)



(1) Cfr Tableau I.14

L'activité de la Gécamines s'est fortement ressentie de la grève des travailleurs au mois de janvier 1997 et des difficultés financières. En outre, il convient de mentionner les pannes techniques et la précarité des moyens de transport et de chargement dans les mines. Aussi, la production de cuivre est passée de 38.900 tonnes en 1996 à 36.423 tonnes en 1997 soit un recul de 6,4 %. Pour sa part, la SODIMICO a réalisé 1.228 tonnes de cuivre contre 1.265 en 1996, représentant ainsi une baisse de 2,9 %.

Les productions de cobalt et de zinc ont chuté respectivement de 26,2 % et de 46,6 % passant de 4.041 et 3.159 tonnes en 1996 à 2.982 et 1.686 tonnes en 1997. La contraction de la production de cobalt est liée à l'épuisement des remblais de ce minerai et à la vétusté de l'outil de production, tandis que celle de zinc tient essentiellement aux fréquents arrêts de l'usine et à la détérioration de son cours sur le marché mondial.

La production de la cassitérite, en recul depuis plus d'une décennie, a de nouveau baissé de 66,6 % en 1997 se situant à 232 tonnes contre 694 tonnes en 1996.

La production de diamant a été marquée par un léger recul de 1,2 %, se chiffrant à 21.977 milliers de carats contre 22.240 milliers l'année précédente. Il convient de noter que la production artisanale a presque stagné (0,8 %) tandis que celle de la MIBA s'est contractée de 5,6 %, en raison principalement des pillages perpétrés dans les installations de cette entreprise pendant la guerre au mois d'avril.

En ce qui concerne la production d'or, elle s'est inscrite en retrait de 68,5 % pour s'établir à 394 Kgs en 1997 contre 1.252 Kgs une année auparavant. La diminution de la production d'or est imputable, en plus de la guerre, à la détérioration des voies d'accès aux gisements, à la hausse des coûts d'exploitation et à l'intensification de la fraude.

L'extraction de pétrole brut a régressé de 5,6 % pour se chiffrer à 10,1 millions de barils en 1997 contre 10,7 millions en 1996. La baisse notable de pression dans les puits a conduit les deux Sociétés pétrolières, FINAREP et CHEVRON OIL CONGO, à procéder à leur reconditionnement.

III. PRODUCTION DES INDUSTRIES MANUFACTURIERES

L'activité de l'industrie manufacturière s'est inscrite à la baisse en 1997, son indice étant passé de 38,6 points en 1996 à 31,4 points.

La faiblesse de la demande intérieure, la dislocation du marché national du fait de la guerre ainsi que la concurrence des produits similaires importés expliquent cette évolution.

1. Industries des biens de consommation

De 22,8 points en 1996, l'indice de production des industries des biens de consommation s'est établi à 23,1 points en 1997, soit un accroissement de 1,3 %. Le bon comportement des industries des produits alimentaires, du plastique et des fabrications métalliques légères explique cette évolution.

Après une baisse de 5,5 % en 1996, la production des industries alimentaires a enregistré une hausse de 2,3 % en 1997. Cette amélioration est liée notamment à la régularité des approvisionnements en blé et en pièces de rechange.

Quant à l'industrie brassicole, sa production a connu une régression de 21,4 % par suite des difficultés d'approvisionnement en matières premières.

En hausse depuis 1994, l'activité des industries tabassicoles s'est inscrite en baisse de 2,9 % en 1997 en raison de la concurrence des cigarettes étrangères et de la carence du tabac local.

S'agissant de l'industrie textile, son niveau de production a connu une baisse de 30,6 %. Cette diminution provient essentiellement des difficultés d'approvisionnement en matières premières et de la faiblesse de la demande intérieure.

Hormis l'industrie du plastique qui s'est améliorée de 3 % à la suite de l'augmentation de la demande, l'industrie de la chimie de consommation a de nouveau régressé de 8,7 % en 1997. Cette diminution est imputable à la chute de la production des savons (-9,1 %) ainsi que des peintures, vernis et émaux (-9,7 %).

En ce qui concerne la branche des imprimeries et industries diverses, leur production a connu une chute de 35,8 % au cours de l'année sous revue.

2. Industries des biens d'équipement et d'approvisionnement

Le ralentissement des activités des industries d'approvisionnement et d'équipement observé depuis plusieurs années s'est poursuivi ; l'indice de ce sous-secteur est passé de 45,8 points en 1996 à 38,2 points en 1997, soit un recul de 16,6 %. Cette contre-performance a concerné toutes les branches de ce sous-secteur.

Les difficultés d'approvisionnement en coton fibres sont à la base de la baisse de 19,3 % enregistrée dans la production des filatures et tissages.

La chute de la production dans la branche des industries de chimie de base en 1997 (-12,3 %) est liée principalement à la faiblesse de la demande des explosifs par la GECAMINES.

Les industries mécaniques ont connu une nouvelle baisse de 42,8 % en 1997 influencée notamment par la faible activité des fonderies.

Quant à l'industrie du matériel de transport, elle a enregistré une baisse de 12,5 % en 1997. La diminution des réparations navales ainsi que l'absence de nouvelles constructions des bateaux constituent les principaux facteurs explicatifs de cette évolution.

L'industrie des minéraux non métalliques qui était en augmentation de 20,0 % en 1996, a régressé de 42,7 % en 1997. Son indice s'est situé à 30,2 points contre 52,7 points une année auparavant à cause de la contraction de la production de ciment (-48,1 %), de fibro-ciment (-73,6 %), de carrelages (-70,0 %) et des produits en béton (-9,6 %).

Il convient de signaler que la baisse drastique de la production de ciment de 240.790 tonnes en 1996 à 124.881 tonnes en 1997 est due à la cessation des activités des cimenteries CINAT et INTERLACS ainsi qu'à l'épuisement de gypse et de fuel oil à la CILU aux mois d'octobre et novembre.

Après une augmentation de 9,0 % enregistrée en 1996, la production de bois transformé en 1997 a régressé de 4,7 %, passant de 9.550 m³ à 9.156 m³.

IV. ENERGIE

1. Energie électrique

Au terme de l'année 1997, la production brute d'énergie électrique s'est chiffrée à 4.835 GWH contre 5.880 en 1996, soit une baisse de 17,8 %. Ce recul s'explique par la conjonction de plusieurs facteurs notamment l'annulation de l'importation d'énergie par le Zimbabwe, l'arrêt de la fourniture de l'énergie électrique au Mozambique, la réduction des importations d'énergie par le Congo Brazzaville consécutive à la guerre civile et enfin la vétusté des équipements des centrales.

Quant à la consommation intérieure d'électricité, elle s'est contractée de 16,8 %, passant de 4.470 GWH en 1996 à 3.717 en 1997. Cette situation a été particulièrement ressentie dans le secteur industriel (-25,3 %) suite à la baisse drastique de l'activité minière et métallurgique.

Par ailleurs, comparativement à l'exercice 1996, les exportations d'énergie électrique principalement vers le Zimbabwe, la Zambie, le Congo Brazzaville, le Burundi et le Rwanda se sont établies à 1.112 GWH à fin 1997 contre 1.302 en 1996, soit une chute de 14,6 % pour les raisons sus-évoquées.

S'agissant des importations, elles se sont situées à 52 GWH en 1997 contre 45 GWH en 1996. Celles-ci proviennent de la Société Internationale des Etats des Grands Lacs (SINELAC) et sont destinées à combler le déficit en énergie électrique des provinces du Nord et du Sud Kivu.

2. Eau potable

La production d'eau potable s'est améliorée de 2,3 % en 1997, passant de 208,7 millions de m³ en 1996 à 213,5 millions. Cette évolution est imputable aux efforts de production des grands centres notamment les travaux d'extension de l'usine de traitement d'eau de Ngaliema et l'implantation des modules de production locale de chlore dans les usines de Ndjili, Ngaliema et Lukunga. En outre, la réhabilitation de l'outil de production et l'acquisition des intrants d'exploitation fournis dans le cadre de la coopération internationale ont contribué à cette amélioration.

Par ailleurs, la consommation d'eau est passée de 136,1 millions de m³ en 1996 à 127,3 millions, accusant une régression de 6,5 %. Cette baisse est justifiée par une détérioration accentuée des réseaux de distribution, la persistance des raccordements pirates ainsi que par la guerre qui a occasionné le déplacement des abonnés et l'arrêt du fonctionnement de certains centres de production.

3. Produits pétroliers

L'activité de raffinage de pétrole brut de la SOCIR a été mise en veilleuse depuis 1994 pour des raisons techniques et d'approvisionnement en brut.

Par ailleurs, la consommation intérieure des produits pétroliers s'est inscrite en retrait de 11,1 % au terme de l'année sous revue, passant de 573,1 milliers de m³ en 1996 à 509,3 milliers. Cette évolution est consécutive à la situation de guerre ainsi qu'aux problèmes spécifiques de la profession pétrolière qui n'a pas pu approvisionner régulièrement le marché. En effet, cette dernière a été confrontée aux retards de paiement des consommations de l'Etat et à l'insécurité dans les stations services des entreprises pétrolières.

La prédominance de la part du gasoil dans la structure de consommation des produits pétroliers observée en 1996, s'est maintenue en 1997 avec 38,3 %, suivie de l'essence auto (31,6 %) et du carburant aviation (24,6 %).

V. TRANSPORT

Au terme de l'année 1997, l'activité de transport appréhendée sur base du trafic des marchandises et des personnes assuré par l'Office National de Transport (ONATRA) et la Société Nationale des Chemins de Fer du Congo (SNCC), a été en baisse.

1. Evolution de l'activité de principaux organismes de transport

L'indice de l'activité de principaux organismes de transport a connu une baisse brutale en se situant à 9,5 points en 1997 contre 26,9 points en 1996.

Le volume des marchandises transportées par l'ONATRA au cours de l'année sous revue s'est chiffré à 35,8 millions de tonnes-kilomètres contre 138 millions en 1996, soit une chute de 74,1 %. De même, le trafic de voyageurs a connu un recul de 92,5 %, passant de 135,2 millions de voyageurs-kilomètres à 10,1 millions. Ces contre-performances résultent essentiellement de l'attentisme des opérateurs économiques ainsi que de l'insécurité généralisée sur les réseaux exploités par l'ONATRA à la suite de la guerre. Il convient de noter aussi que sur le plan interne, l'ONATRA reste confronté aux problèmes de la vétusté et de l'obsolescence de son outil de production ainsi qu'à l'insuffisance du matériel d'exploitation.

Après une amélioration du trafic en 1996, les prestations de la SNCC dont la gestion avait été confiée à la SIZARAIL du 1er juillet 1995 au 17 mai 1997, ont accusé une baisse sensible au cours de l'année sous revue.

Le transport des marchandises a régressé de 56,3 %, passant de 376,7 millions d'unités à 164,5 millions. Celui des voyageurs a baissé de 45,4 %, en totalisant 80 millions d'unités contre 146,5 millions l'année précédente. La chute constatée est liée aux effets de la guerre et à l'embargo imposé par les réseaux du Sud sur les produits destinés au chemin de fer SNCC.

Par ailleurs, la rentabilité de la société est handicapée par la vétusté des infrastructures et des équipements ainsi que l'insuffisance des moyens financiers pour assurer la maintenance de l'outil de production.

2. Evolution de l'activité de manutention dans les principaux ports

Le recul observé au niveau de l'ensemble des secteurs productifs a négativement influé sur le volume de la manutention. De 1.521,5 millions de tonnes en 1996, le volume transbordé est passé à 1.383,2 millions en 1997, soit une baisse de 9,1 %.

Au port de Matadi, le trafic global réalisé en 1997 accuse une régression de 2,7 % par rapport à l'année précédente. Cette évolution a concerné les sorties de marchandises dont les volumes manutentionnés se sont chiffrés à 183,4 milliers de tonnes contre 262,4 milliers en 1996. La baisse du volume manutentionné tient au fléchissement des exportations.

S'agissant du port public de Kinshasa, qui comprend le trafic de chemin de fer Matadi-Kinshasa et le réseau fluvial, son activité a connu un recul de 3 %, se situant à 354,0 milliers de tonnes contre 364,9 milliers l'année précédente. Ce résultat est imputable à la baisse de la production intérieure et des traversées entre Kinshasa et Brazzaville.

Quant au port de BOMA, le trafic y a atteint 42,4 milliers de tonnes en 1997 contre 45,4 milliers en 1996, soit une baisse de 6,6 %. La décroissance du trafic maritime à l'importation traduit ce résultat défavorable.

Au port de Kalundu, les données disponibles indiquent une nette diminution du volume d'activité en 1997 due aux effets de la guerre. En effet, le tonnage global manutentionné est passé de 79,3 milliers de tonnes en 1996 à 17,4 milliers.

CHAPITRE III

LES INVESTISSEMENTS

L'accroissement des investissements publics observé depuis 1994 s'est poursuivi jusqu'en 1997. Par contre, les investissements privés agréés au cours de l'année sous revue ont été en baisse en raison du climat de guerre qui a prévalu dans le pays.

1. Investissements publics

Les investissements publics, évalués à travers les dépenses en capital du cadre budgétaire, ont totalisé 21,3 millions de DTS en 1997 contre 18,2 millions en 1996, soit un accroissement de 17,0 %.

L'analyse sectorielle permet de relever que les dépenses relatives à l'infrastructure économique comprenant notamment les charges engagées pour la réfection des voiries urbaines ont absorbé 57,0 % du total. Les dépenses liées aux infrastructures sociales et collectives ainsi qu'aux équipements des administrations publiques représentent 42,8 %.

2. Investissements privés

Le climat peu propice à l'expansion des affaires observé au cours du premier semestre 1997, a annihilé les intentions d'investir de la part des opérateurs économiques. En effet, la Commission des investissements a agréé 9 projets d'une valeur de 154,7 millions USD contre 91 représentant 2.969,7 millions USD l'année précédente. Il convient de souligner qu'il a été enregistré 4 projets de création d'une valeur de 129,0 millions USD et 5 d'extension – modernisation évalués à 25,7 millions USD.

La répartition sectorielle de la valeur des projets agréés indique que le secteur des services a absorbé 72,8 % du total, celui de l'industrie manufacturière 16,1 %, ceux de l'agriculture et de l'industrie extractive 11,1 %.

A l'instar des autres années, les investissements sont concentrés essentiellement dans la ville de Kinshasa.

Les différents projets ainsi agréés devraient donner lieu à la création de 836 emplois dont 819 pour les nationaux et 17 pour les expatriés.

CHAPITRE IV

LES PRIX, LES SALAIRES ET L'EMPLOI

I. PRIX INTERIEURS

Les prix intérieurs, d'une manière générale, ont connu un renversement brutal de tendance au terme de l'année 1997, à la suite notamment de l'application par le gouvernement d'une politique monétaire et budgétaire restrictive.

En effet, l'indice général des prix à la consommation sur les marchés de Kinshasa publié par la Banque Centrale du Congo est passé de 1.881,9 points en décembre 1996 à 2.140,8 points à la même période de 1997, soit un taux d'inflation de 13,7 % contre 693,0 % l'année précédente.

Par ailleurs, l'indice officiel des prix à la consommation des ménages à Lubumbashi, publié par l'Institut National de la Statistique, s'est établi à 139.613,9 points à fin décembre 1997 contre 68.425,3 points à la période correspondante de 1996, soit un taux d'inflation de 104,0 % contre 642,6 % une année auparavant.

Il sied de relever que la formation des prix observée pendant la période sous revue laisse apparaître trois séquences.

Le premier quadrimestre a été caractérisé par une accélération du rythme de formation des prix intérieurs. En effet, le taux d'inflation cumulé à fin avril a été de 70,4 % à Kinshasa et de 229,0 % à Lubumbashi. Cette augmentation est liée à une expansion des émissions monétaires et aux anticipations spéculatives dues à l'annonce de la mise en circulation de nouvelles coupures à valeurs faciales élevées (100.000, 500.000 et 1.000.000 NZ). Dans l'ensemble, les différentes rubriques ont évolué dans le sens de l'indice général des prix.

La seconde séquence couvre la période allant de mai à septembre. Elle est marquée à Kinshasa par une déflation (- 36,4 %) favorisée par l'absence de nouvelles émissions monétaires et du déficit budgétaire. A l'instar du premier quadrimestre, toutes les rubriques ont suivi la même tendance que celle de l'indice général des prix. A Lubumbashi, les prix intérieurs ont enregistré des baisses notables au cours de la période allant de mai à juillet. En effet, les taux d'inflation se sont situés respectivement à - 36,5 % en mai, - 10,4 % en juin et -6,0 % en juillet.

Enfin, au cours du dernier trimestre, il a été observé une résurgence de l'inflation liée aux difficultés d'approvisionnement de la ville de Kinshasa à la suite de la dégradation de la route Matadi - Kinshasa et des difficultés d'exploitation éprouvées par l'ONATRA. Durant cette période, le taux d'inflation cumulé a atteint 4,9 %. Cette évolution a été principalement influencée par le comportement des rubriques " Alimentation " et " Logement ".

A Lubumbashi, une accélération du rythme de formation des prix intérieurs a été observée durant les cinq derniers mois de l'année hormis décembre où le taux d'inflation s'est établi à -6,8 %. L'expansion des liquidités intérieures qui a porté le cumul d'inflation à 15,7 % d'août à décembre, a été favorisée par l'afflux des billets de 100.000 à 1.000.000 NZ refusés ailleurs, notamment à Kinshasa.

II. SALAIRES

En matière de politique salariale, l'année 1997 a été marquée par la mise en application par les nouvelles autorités d'un nouveau barème pour la Fonction Publique. En effet, fixé à 1.000.000 NZ en 1996, le salaire mensuel de l'huissier est passé à 2.000.000 NZ.

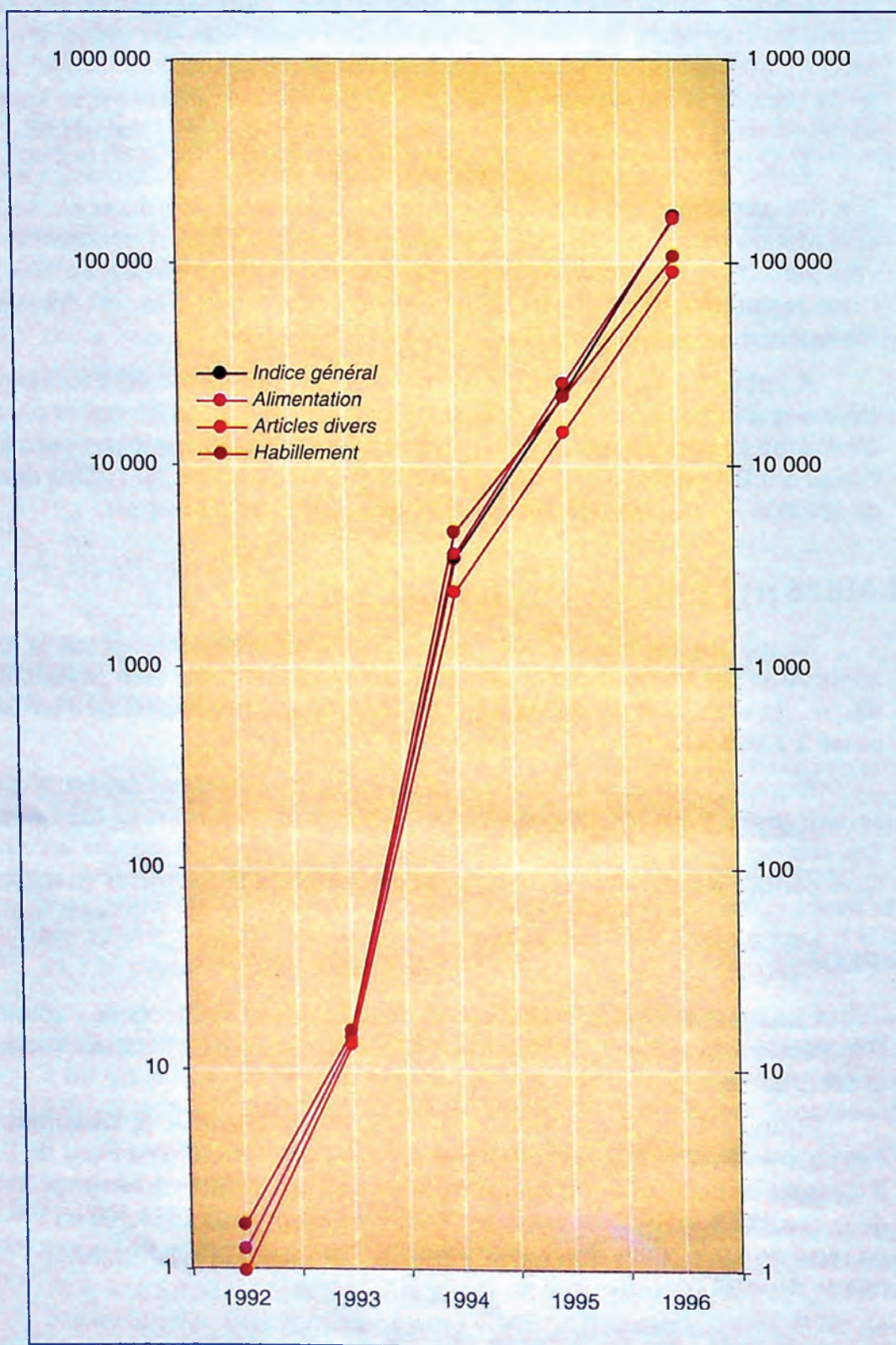
En ce qui concerne la situation globale des rémunérations des travailleurs du secteur privé, il y a lieu de noter que la stabilité des prix a permis l'augmentation des salaires réels. En outre, l'appréciation de la monnaie nationale au cours de cette période a favorisé la désindexation des salaires aux monnaies étrangères.

III. EMPLOI

L'analyse de l'emploi porte sur les fonctionnaires et agents de l'administration Publique et sur les travailleurs du secteur privé affiliés à l'Institut National de la Sécurité Sociale.

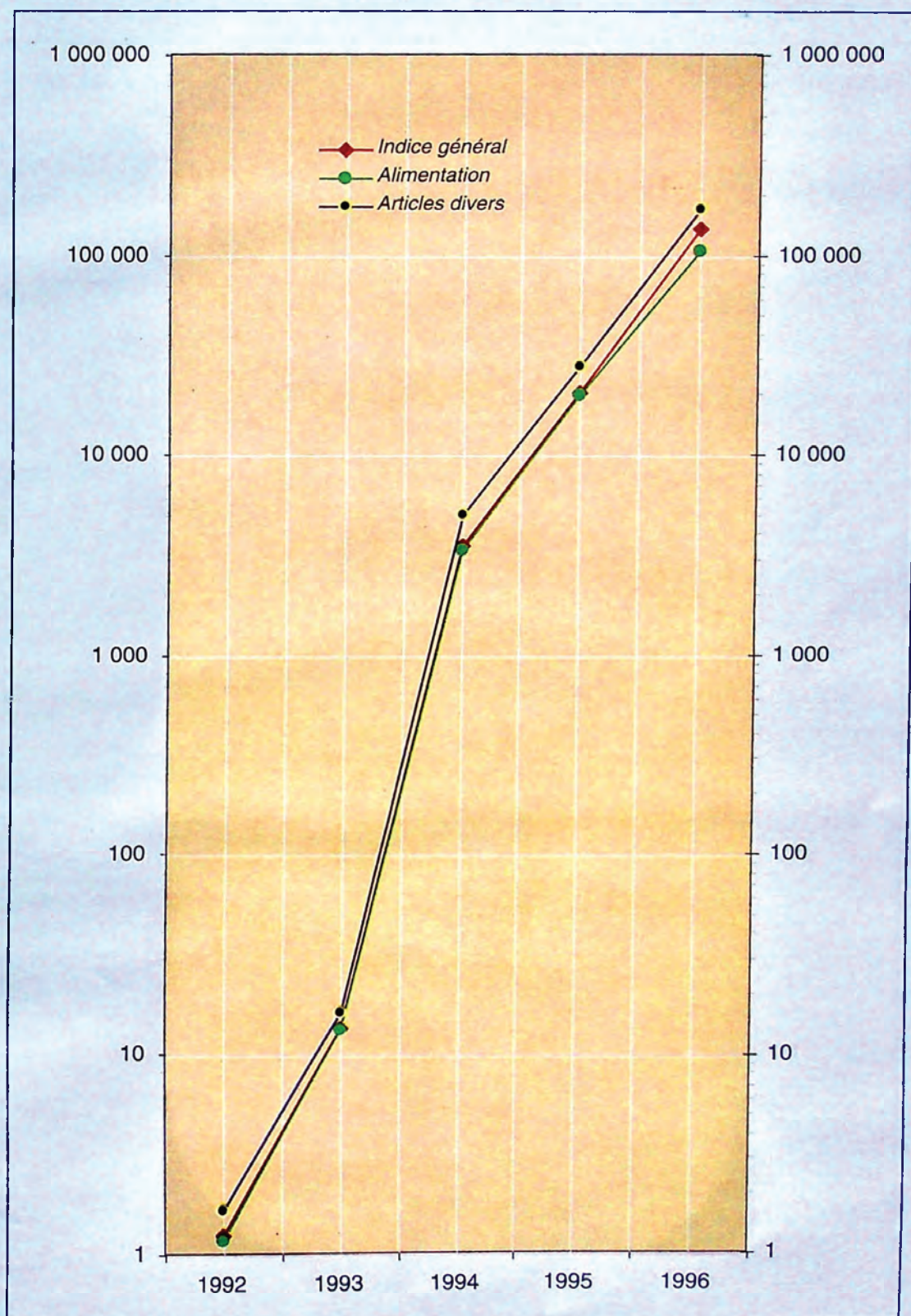
Estimé à 425.800 unités en 1996, l'effectif du Personnel de l'Administration Publique s'est chiffré à 428.500 unités en 1997, soit un accroissement de 0,6 %. S'agissant de l'effectif des travailleurs du secteur privé affiliés à l'Institut National de la Sécurité Sociale, il est passé de 588.500 unités en 1996 à 553.300 en 1997, soit un recul de 6,0 %. Cette diminution s'explique par la régression de l'activité économique dans un contexte de guerre.

Graphique 2 : Evolution des prix à la consommation des ménages à Kinshasa (1)
(Décembre 1993 = 100)



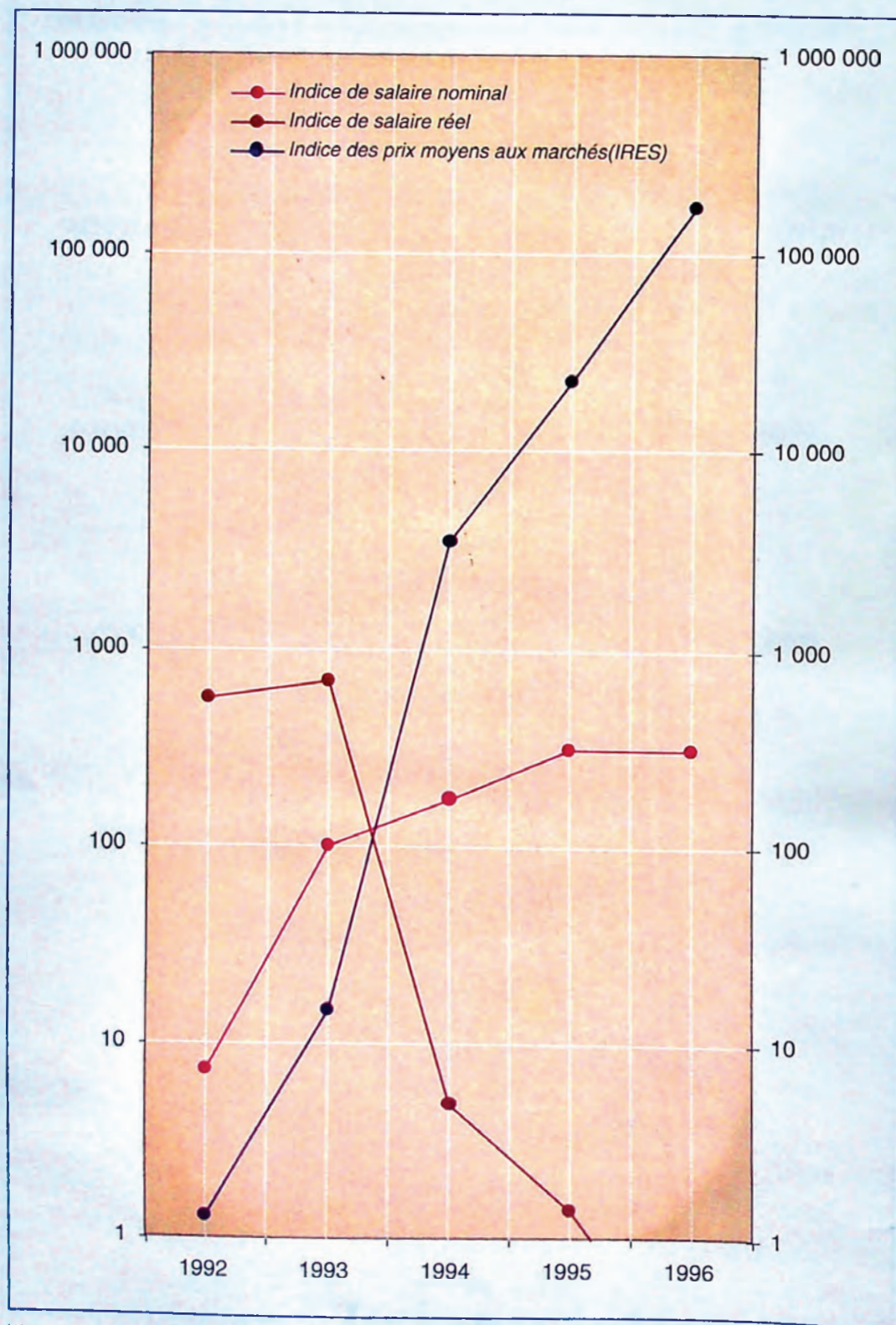
(1) Cfr Tableau I.32

Graphique 3 : Evolution des prix de détail des ménages à Kinshasa (1)
(Décembre 1993 = 100)



(1) Cfr tableau I.32

Graphique 4 : Salaire minimum légal, indice général des prix sur les marchés à Kinshasa et revenus réels ⁽¹⁾
(Décembre 1993 = 100)



(1) Cfr Tableau I.35

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE I

Tableau I.3 : Produit intérieur brut

Période	Estimations au prix de 1987			Estimations à prix courants ⁽¹⁾			Indice de prix du PIB (1987= 100)
	En milliards de ZRZ	Indices (1987=100)	Variation annuelle en %	En milliards de ZRZ	Indices (1987 - 100)	Variation annuelle en %	
1980	730,9	84,9	-	40,3	4,7	-	5,5
1981	748,1	86,9	2,4	54,9	6,4	36,2	7,3
1982	744,7	86,5	-0,5	78,5	9,1	43,0	10,5
1983	755,2	87,7	1,4	141,8	16,5	80,6	18,8
1984	797,1	92,6	5,5	283,8	33,0	100,1	35,6
1985	800,8	97,4	5,2	358,8	41,7	26,4	44,8
1986	838,6	97,5	0,1	482,6	56,1	92,5	57,5
1987	861,0	100,0	2,5	861,0	100,0	107,6	100,0
1988	865,9	100,6	0,6	1.657,3	192,5	92,5	191,4
1989	854,1	99,2	-1,4	3.440,6	399,6	107,6	402,8
1990	798,0	92,7	-6,6	6.717,1	780,2	95,2	841,7
1991	730,8	84,9	-8,4	141.624,2	16.448,8	2.008,4	19.379,3
1992	654,3	76,0	-10,5	5.296.370,3	615.141,7	3.639,7	809.471,2
1993	565,8	66,0	-13,5	27,0	94.076,7	-	14.316.012,7
1994	543,9	63,0	-3,9	6.934,1	24.160.627,2	25.681,9	3.824.655.267,5
1995	547,7	63,6	0,7	39.642,1	4.604,2	0,0	21.713.766.660,6
1996	541,8	63,0	-1,8	289.625,4	33.223.461,1	721.590,3	160.368.438.538,2
1997(e)	507,2	59,0	-6,4	688.246,5	2.398.071.428,6	7.218,0	407.085.863.564,7

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

(1) En milliards de nouveaux zaires à partir de 1993

Tableau I.4 : Produit national brut et revenu national
(en milliards de ZRZ à prix courants)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993 (1)	1994	1995	1996
Produit intérieur brut	861,0	1.657,3	3.440,6	6.717,1	141.624,2	5.296.370,3	26.923,9	6.934.164,6	39.642.097,3	289.625.465,0
Revenu des facteurs du reste du Monde	8,0	10,3	28,6	19,9	412,9	7.372,5	15,1	4.656,4	147.726,4	349.206,2
Revenu des facteurs au reste du Monde	-40,2	-59,9	-142,1	-188,4	-1.939,9	-6.824,6	-52,8	-57.309,6	-5.785.744,3	-40.056.865,8
Produit National Brut	828,8	1.607,7	3.327,1	6.548,6	140.097,2	5.296.918,2	26.886,2	6.904.172,1	34.004.079,4	249.917.805,4
Consommation de capital fixe	-25,8	-49,7	-103,2	-196,5	-4.202,9	-158.907,5	-54,7	-208.704,8	-1.189.262,9	-8.688.764,0
Revenu National	803,0	1.558,0	3.223,9	6.352,1	135.894,3	5.138.010,7	26.831,5	6.695.467,3	32.814.816,5	241.229.041,5
Transferts courants du reste du Monde	18,3	33,3	79,0	166,1	1.838,8	65.560,6	13,1	118.081,7	4.038.564,0	12.542.324,1
Transferts courants au reste du Monde	-9,2	-21,2	-122,8	-12,1	-178,5	-98.184,4	-3,5	-113.902,8	-3.542.245,7	-8.351.849,2
Revenu National Disponible	812,1	1.570,1	3.180,1	6.506,1	137.554,6	5.105.386,9	26.841,1	6.699.642,2	33.311.134,8	245.419.516,4
Consommation finale	-763,7	-1.456,7	-2.926,2	-5.573,9	-131.911,0	-4.794.582,8	-24.690,1	-4.835.988,1	-34.386.406,0	-180.681.718,5
Epargne nette	48,4	113,4	253,9	932,2	5.643,6	310.904,1	2.151,1	1.840.997,4	1.075.271,2	64.737.797,9

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N
(1) En millions de nouveaux zaires à partir de cette année

Tableau I.5 : Contribution de différents secteurs au produit intérieur brut
(valeurs ajoutées en milliards de ZRZ à prix courants)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993 (3)	1994	1995	1996
1. AGRICULTURE, SYLVICULTURE, ELEVAGE, CHASSE & PECHE	249,7	480,3	957,2	2.025,2	58.541,5	2.596.279,0	13.814,4	4.587.546,7	22.505.300,0	96.336.452,1
2. INDUSTRIES										
1. Industries extractives	105,8	212,8	507,1	806,9	8.614,9	243.349,9	1.704,0	277.938,9	3.866.780,7	23.057.676,3
2. Industries manufacturières	80,8	182,4	346,2	739,3	10.394,9	260.688,4	1.841,3	300.345,2	1.598.675,9	25.603.152,0
3. Electricité, gaz et eau	8,8	19,0	47,6	72,6	2.222,3	228.979,0	597,7	146.342,4	867.335,5	16.912.019,0
4. Bâtiments et Travaux Publics	42,1	71,7	156,7	277,3	3.453,0	132.998,7	265,9	272.890,6	1.495.941,1	28.135.900,5
3. SERVICE										
1. Commerce gros et détail (1)	198,1	386,8	739,8	1.583,1	32.482,4	1.214.741,4	5.691,6	876.197,0	5.945.590,3	57.731.867,0
2. Transp. et Communication	31,8	65,9	211,3	222,7	4.353,6	204.936,5	944,5	216.317,0	1.476.759,1	9.728.781,0
3. Services marchands (2)	76,3	135,4	261,3	619,2	13.512,1	451.375,2	1.722,6	187.526,2	1.272.307,6	22.661.651,0
- dont services financiers	9,8	18,8	33,8	60,8	1.019,1	145.195,0	787,5	22.660,7	153.745,9	1.550.244,2
4. Services non marchands	52,8	67,2	145,0	242,3	9.007,3	119.876,9	914,7	97.316,6	724.065,0	5.375.510,5
5. Production imputée des services bancaires (-)	-6,2	-11,8	-23,0	-48,2	-2.021,0	-195.049,0	790,6	99.350,0	-752.595,0	-1.588.595,6
S/TOTAL valeurs ajoutées aux coûts de facteurs	839,9	1.609,7	3.349,2	6.540,4	140.561,1	5.258.175,9	26.706,1	6.863.070,6	39.402.607,8	287.131.605,0
DROITS ET TAXES A L'IMPORTATION	21,1	47,7	91,4	176,7	1.063,1	38.194,4	217,8	71.094,0	239.489,4	2.493.860,0
Produit intérieur brut au prix du marché	861,0	1.657,3	3.440,6	6.717,1	141.624,2	5.296.370,3	26.923,9	6.934.164,6	39.642.097,2	289.625.465,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N

1. Non compris les hôtels et restaurants

2. Y compris les hôtels et restaurants

3. En millions de nouveaux zaires à partir de cette année

Tableau I.6 : Contribution de différents secteurs au produit intérieur brut
(valeurs ajoutées en milliards de ZRZ de 1987 à prix constants)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
1. AGRICULTURE, SYLVICULTURE, ELEVAGE, CHASSE & PECHE	249,7	257,0	264,2	271,1	278,7	287,4	292,8	290,4	283,8	275,8
2. INDUSTRIES										
1. Industries extractives	105,8	97,9	94,4	80,2	61,9	39,4	31,4	32,0	34,0	35,1
2. Industries manufacturières	80,8	79,0	75,8	64,7	50,8	36,8	32,3	29,9	32,8	31,7
3. Electricité, gaz et eau	8,8	9,0	9,4	9,7	10,3	11,1	9,2	8,9	9,5	11,3
4. Bâtiments et Travaux Publics	42,1	47,0	43,1	26,0	21,7	14,1	12,5	14,1	17,8	22,2
3. SERVICES										
1. Commerce gros et détail ⁽¹⁾	198,1	196,5	184,4	179,7	158,1	142,7	102,1	99,8	99,2	99,0
2. Transports et Communication	31,8	33,9	34,8	25,2	21,2	24,1	17,9	17,4	17,3	16,7
3. Services marchands ⁽²⁾	76,3	70,6	72,8	71,3	68,7	50,7	39,9	39,4	39,2	39,0
- dont services financiers	9,8	9,8	9,7	9,8	9,3	7,1	4,8	4,7	4,7	1,8
4. Services non marchands	52,8	53,3	53,2	57,1	52,1	47,3	29,0	13,4	13,2	6,2
5. Production imputée des services bancaires ⁽³⁾	-6,2	-6,2	-6,2	-6,2	-6,2	-6,2	-6,2	-6,2	-6,2	-2,0
S/TOTAL valeurs ajoutées aux coûts des facteurs	839,9	838,1	825,9	778,7	717,3	647,4	560,9	539,1	545,5	535,0
DROITS ET TAXES A L'IMPORTATION	21,1	27,8	28,2	19,3	13,5	6,9	4,9	4,8	7,1	6,8
Produit intérieur brut au prix du marché	861,0	865,9	854,1	798,0	730,8	654,3	565,8	543,9	547,7	541,8

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

(1) Non compris les hôtels et restaurants

(2) Y compris les hôtels et restaurants

Tableau I.7 : Utilisation du produit intérieur brut
(en milliards de ZRZ à prix courants)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993 ⁽¹⁾	1994	1995	1996
1. CONSOMMATION DES MENAGES	678,3	1.245,6	2.579,7	4.800,7	113.064,5	3.643.180,2	21.435,1	4.532.662,1	32.092.875,3	200.888.667,4
2. CONSOMMATION PUBLIQUE	85,5	211,1	346,5	773,2	18.846,5	1.151.402,6	4.154,1	303.326,0	1.947.947,4	17.888.659,3
3. FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE ⁽²⁾	119,5	243,1	457,9	862,8	8.632,9	376.451,3	606,0	522.256,4	3.826.968,9	45.016.728,8
4. VARIATION DES STOCKS	2,4	-4,0	34,2	-254,9	-736,2	-10.998,0	-	2.054,5	-111.066,1	2.187.237,0
5. EXPORTATIONS NETTES DES BIENS ET SERVICES	-24,6	-38,5	-22,3	-25,5	-344,1	-114.338,3	728,7	1.573.865,6	1.885.371,7	23.644.172,5
PRODUIT INTERIEUR BRUT	861,0	1.657,3	3.440,6	6.717,1	141.624,2	5.296.370,3	26.923,9	6.934.164,6	39.642.097,2	289.625.465,0

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

(1) En millions de ZRN

(2) Cfr. tableau I.11

Tableau I.8 : Utilisation du produit intérieur brut
(en milliards de ZRZ de 1987)

SECTEURS	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
1. CONSOMMATION DES MENAGES	678,3	694,4	701,9	749,2	540,8	502,8	437,4	456,7	464,1	460,3
2. CONSOMMATION PUBLIQUE	85,5	107,4	89,5	83,3	54,9	129,3	89,1	28,3	21,8	30,8
3. FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE ⁽¹⁾	119,5	127,4	118,7	86,1	63,1	43,5	30,4	30,7	39,9	54,2
4. VARIATION DES STOCKS	2,4	-7,8	13,4	-49,5	-29,0	-0,5	-4,5	1,6	-0,6	1,9
5. EXPORTATIONS NETTES DES BIENS ET SERVICES	-24,8	-55,5	-69,4	-2,0	146,5	-20,7	13,4	26,6	22,8	15,1
PRODUIT INTERIEUR BRUT	861,0	865,9	854,1	798,0	730,8	654,3	565,8	543,9	547,7	541,8

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.

(1) Cfr. tableau I.12

Tableau I.9 : Compte des opérations courantes de l'Etat
(En milliards de ZRN à prix courants)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996
EMPLOIS										
Consommation publique	85,4	211,1	345,7	773,2	18.846,5	1.151.402,6	12.462.185,6	303.326,0	1.967.723,0	17.888.659,3
Frais du personnel	40,7	50,0	110,5	244,8	8.976,5	119.896,9	2.743.993,6	97.916,0	734.711,0	4.752.545,1
Consommation de biens et services	44,7	161,1	235,2	528,4	9.870,0	1.031.505,7	9.718.192,0	205.409,0	1.233.012,0	13.136.114,2
Transferts courants	47,5	123,2	136,3	134,6	1.952,3	76.581,6	771.576,3	678.573,5	2.675.201,4	1.856.192,4
Subventions d'exploitation aux entreprises	0,2	1,1	3,5	10,5	221,4	16.121,8	65.312,2	17.340,0	29.280,0	113.762,0
Transferts aux ménages	22,9	81,8	41,4	14,0	296,7	27.855,3	326.656,1	855,0	320,8	30.791,4
Transferts à l'extérieur	1,9	5,3	15,9	27,1	845,3	637,1	356.086,5	5.952,0	2.625.066,6	1.009.770,0
Intérêts de la dette publique	22,5	35,0	75,5	83,0	588,9	31.967,4	23.521,5	23.521,5	20.534,0	701.869,0
Autres transferts (OGEDEP)	-	-	-	-	-	-	-	630.905,0	-	-
Prestations de la Sécurité Sociale	0,1	0,2	0,3	10,2	102,6	1.054,8	-	1.379,2	2.380,7	46.304,9
Epargne de l'Etat	-22,3	-123,8	-10,0	-181,9	-13.246,3	-1.062.817,7	8.395.664,5	-116.155,0	-1.391.508,5	-2.773.680,3
TOTAL	110,7	210,7	472,3	736,1	7.655,1	166.221,3	4.838.097,4	867.123,7	3.253.796,6	17.017.476,3
RESSOURCES										
Recettes ordinaires	97,3	189,1	411,2	680,6	6.279,4	166.178,1	4.310.002,0	833.079,1	3.237.800,3	16.317.709,6
Cessions de biens et services ⁽²⁾	6,0	6,6	17,4	30,9	573,3	8.178,0	831.064,0	13.137,0	53.751,5	1.448.364,4
Impôts directs	31,1	48,0	122,0	136,7	660,6	31.298,7	131.400,1	34.130,0	447.600,0	10.175.276,0
Impôts indirects	44,2	106,5	235,7	486,4	4.709,9	113.492,5	2.971.935,0	150.146,4	1.367.652,0	3.612.244,0
Intérêts et dividendes	0,5	2,4	6,0	8,6	88,1	5.716,3	39.553,4	4.759,8	37.397,0	91.827,0
Autres recettes ordinaires ⁽³⁾	15,5	25,6	30,1	18,0	247,5	7.492,6	336.049,5	630.905,9	219.732,0	989.998,2
Transferts courants de l'extérieur	12,7	20,4	59,4	47,6	1.212,2	6,2	528.095,4	25.090,9	1.111.667,8	-
Cotisations à la Sécurité Sociale	0,7	1,2	1,7	7,9	163,5	37,0	-	8.953,7	15.996,3	699.766,7
TOTAL	110,7	210,7	472,3	736,1	7.655,1	166.221,3	4.838.097,4	867.123,7	3.253.796,6	17.017.476,3

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats de la C.E.S.C.N.

(1) En millions de ZRN à partir de 1994

(2) Recettes administratives, judiciaires et domaniales

(3) Il s'agit de recettes diverses

Tableau I.10 : Compte de capital et financier de l'Etat
(en milliards de ZRZ à prix courants)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994 (1)	1995	1996
EMPLOIS										
Formation brute de capital	20,8	61,7	74,9	98,3	1.232,6	135.041,3	994.312,3	49.781,9	93.548,1	1.069.227,4
Sur ressources intérieures	9,6	39,9	32,3	13,1	939,6	111.202,5	994.312,3	49.781,9	93.548,1	1.069.227,4
Sur ressources extérieures	11,2	21,8	42,6	85,2	293,0	23.838,8	-	-	-	-
Transferts de capital	14,5	32,2	58,5	140,1	1.763,5	7.978,4	97.441,4	25.150,7	25.421,0	-
Subventions d'équipement versées aux entreprises	13,5	30,4	54,3	139,8	1.752,5	504,6	65.312,2	18.927,7	-	-
Acquisition nette d'actifs incorporels	1,0	1,8	4,2	0,3	11,0	7.473,8	32.129,2	6.223,0	25.421,0	-
TOTAL	35,3	93,9	133,4	238,4	2.996,1	143.019,7	1.091.753,7	74.932,6	118.969,1	1.069.227,4
RESSOURCES										
Epargne	-22,3	-123,8	-10,0	-181,9	-13.246,3	-1.062.817,6	-8.496.544,7	-116.157,3	-1.391.508,5	-1.773.680,4
Transferts en capital reçus par l'Etat	11,2	21,8	42,6	85,1	293,1	-	-	-	411.295,9	3.842.907,8
Besoins de financement	46,4	195,9	100,8	335,2	15.949,3	-10.794.135,0	-9.588.298,4	191.089,9	1.099.181,8	3.842.907,8
TOTAL	35,3	93,9	133,4	238,4	2.996,1	-143.019,7	-1.091.753,7	74.932,6	118.969,1	1.069.227,4

Source: Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N.
(1) En millions de ZRZ à partir de cette année

Tableau I.11 : Formation brute de capital fixe
(en milliards de ZRZ à prix courants)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994 (1)	1995	1996
Par agent:										
Secteur privé	54,9	89,5	176,3	423,6	2.676,9	130.531,9	599.976,5	428.889,3	1.975.758,0	23.240.889,7
Secteur public	41,8	111,6	184,8	268,3	3.707,2	150.410,1	704.728,2	78.970,9	1.734.329,6	20.400.961,5
Entreprises	21,0	49,9	109,9	148,5	2.051,6	343,1	280.489,7	29.189,1	1.640.781,5	19.300.552,9
Administrations	20,8	61,7	74,9	119,8	1.655,6	144.067,0	424.238,5	49.781,8	93.548,1	1.100.408,6
Ménages	22,8	42,0	96,8	170,9	2.248,8	95.509,3	513.228,2	14.396,6	116.881,3	1.374.877,6
Total	119,5	243,1	457,9	862,8	8.632,9	376.451,3	1.817.932,9	522.256,8	3.826.968,9	45.016.728,8
Par type de bien d'investissement:										
Matériel d'équipement	42,9	89,4	152,4	255,7	1.541,2	127.717,9	531.592,3	98.142,0	1.431.069,7	15.354.752,5
Bâtiment et travaux publics	73,8	145,8	294,1	554,5	6.495,6	245.809,4	1.081.773,7	422.676,4	2.182.001,6	28.820.673,2
Projets administratifs	1,6	5,7	6,8	44,7	560,2	955,5	6.070,0	1.399,8	99.584,6	52.700,8
Cheptels	1,2	2,2	4,6	7,9	35,9	1.968,5	198.496,9	38,6	114.313,0	788.602,3
Total	119,5	243,1	457,9	862,8	8.632,9	376.451,3	1.817.932,9	522.256,8	3.826.968,9	45.016.728,8

(1) En millions de ZRZ à partir de cette année

Tableau I.12 : Formation brute de capital fixe
(en milliards de ZRZ de 1987 à prix constants)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994 (1)	1995	1996
Par agent										
Secteur privé	54,9	47,4	46,0	37,2	27,2	15,7	7,4	20,6	29,3	27,9
Secteur public	41,8	58,2	47,8	25,4	21,9	16,0	12,2	7,2	9,0	10,6
Entreprises	21,0	26,1	28,5	9,1	7,4	0,7	3,3	3,8	7,5	9,9
Administrations	20,8	32,1	19,3	16,3	14,5	15,3	8,9	3,4	1,5	0,7
Ménages	22,8	21,8	24,9	23,5	14,0	11,8	10,8	2,9	1,6	15,7
Total	119,5	127,4	118,7	86,1	63,1	43,5	30,4	30,7	39,9	54,2
Par type de bien d'investissement										
Matériel d'équipement	42,9	48,5	39,3	28,0	19,6	15,9	6,2	13,0	6,2	17,9
Bâtiment et travaux publics	73,8	75,7	75,6	52,0	40,8	26,1	22,7	14,1	30,7	34,7
Projets administratifs	1,6	1,9	2,5	4,8	1,3	0,1	0,1	2,1	1,4	0,1
Cheptels	1,2	1,3	1,3	1,3	1,4	1,4	1,4	1,5	1,6	1,5
Total	119,5	127,4	118,7	86,1	63,1	43,5	30,4	30,7	39,9	54,2

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les résultats des travaux de la C.E.S.C.N

Tableau I.13 : Compte extérieur de l'économie (en millions de ZRZ courants)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994 (2)	1995	1996
1. Exportations de biens et services	223.683	422.616	876.996	1.981,8	28.863,2	883.331,6	9.149.794,6	1.688.842,3	11.290.974,7	89.505.924,4
2. Importations de biens et services (1)	248.540	461.085	854.647	1.961,7	34.166,6	928.152,2	7.357.587,7	1.472.379,1	9.405.603,0	65.861.751,9
Solde sur biens et services	-24.857	-38.469	22.349	20,1	-5.303,4	-44.820,6	1.792.206,9	216.463,2	1.885.371,7	23.644.172,5
3. Rémunération nette des salariés provenance du Reste du Monde	-3.552	-11.169	-27.019	-6,4	-88,2	-2.927,1	-39.157,5	-8.477,0	-7.439,5	-203.703,6
4. Autres transferts courants nets en provenance du Reste du monde	9.111	12.139	-43.766	-6,2	389,3	-40.978,8	-774.113,0	4.178,8	-2.564.153,7	4.190.474,9
5. Revenu net de la propriété et de l'entreprise ne provenant du Reste du Monde	-28.685	-38.445	-86.512	-168,5	-3.327,0	-43.722,9	91.367,4	-44.171,1	-3.786.386,3	-39.503.955,9
Solde des opérations courantes avec avec le Reste du Monde	-47.983	-75.944	-134.948	-161,0	-8.329,3	-132.449,4	1.070.303,9	167.993,8	-4.472.607,8	-11.873.012,2
6. Transferts nets en capital	11.165	21.824	42.624	24,3	243,0	4.299,1	20.080,8	57.190,2	2.577.530,7	-16.230.815,0
7. Variation des engagements envers le Reste du Monde	-65.620	-82.029	-196.969	1.173,5	50.460,7	1.487.415,0	7.872,9	114.560,0	9.863.238,5	69.326.278,0
8. Achat d'actifs incorporels	950	1.832	4.232	0,4	10,8	1.006,2	32.129,2	6.208,5	-	-
9. Variation des créances sur le R.D.M.	15.765	9.864	81.755	537,6	18.701,4	481.439,0	26.505,0	252.480,0	2.775.042,9	16.315.358,0
Total du financement net	16.714	11.696	85.987	538,0	18.712,1	482.445,2	26.537.089,2	258.688,5	2.775.042,9	16.315.358,0

(1) Y compris erreurs et omissions

(2) En millions de ZRN à partir de cette année

Tableau I.14 : Evolution des indices d'activité économique
(base : 1990 = 100)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
I. VOLUME DE PRODUCTION							
1. Production agricole ⁽¹⁾	87,4	85,8	88,3	87,2	100,0	94,5	89,5
2. Production agricole d'exportation ⁽¹⁾	85,1	83,5	84,8	83,8	100,0	97,8	95,1
3. Production minière et métallurgique	77,8	53,8	36,5	34,9	41,5	43,4	40,0
4. Production de pétrole brut	90,8	76,9	77,8	84,0	94,5	100,3	95,0
5. Production manufacturière	51,4	33,9	27,8	30,3	40,0	38,6	31,4
6. Production de ciment	59,0	45,2	32,9	33,6	43,7	54,6	42,3
7. Production d'eau	98,6	92,0	89,8	95,7	r 103,3	99,8	98,9
8. Production d'électricité	93,3	107,7	98,0	91,7	r 109,4	107,7	88,5
9. Evolution de l'emploi	82,2	84,2	77,5	81,6	80,1	62,0	...
II. VOLUME DE CONSOMMATION							
1. Consommation d'eau	93,4	90,2	90,8	98,7	99,6	93,2	87,1
2. Consommation intérieure d'électricité	99,5	93,1	87,3	99,1	97,1	98,1	82,4
3. Consommation intérieure de ciment	61,3	42,0	31,4	35,1	44,4	59,3	36,3
4. Consommation des produits pétroliers	75,8	59,3	52,5	55,7	61,2	64,0	59,5
III. VOLUME D'ACTIVITE DE TRANSPORT							
1. Manutention dans les principaux ports	68,5	46,9	51,3	49,1	60,2	60,3	58,6
2. Trafic des marchandises et des personnes	62,2	51,9	26,8	21,8	21,4	27,8	18,3
IV. PRIX							
1. Indice des prix de détail aux marchés de Kinshasa, IRES	1.916,2	86.244,3	1.757.917,3	419.491.562,2	1.972.868.817,0	16.826.598.140,0	16.759.291.747,4
2. Indice des prix de détail dans les magasins de Kinshasa, IRES	1.908,6	98.355,0	1.931.021,0	501.642.979,5	2.528.782.260,0	17.635.727.480,0	18.552.785.309,0
3. Indice des prix à la consommation des ménages à Kinshasa, US-Embassy-Econ.	2.048,9	83.697,1	2.644.406,2	452.713.704,1	2.180.721.913,0	18.339.871.290,0	19.403.583.824,8
4. Indice des prix moyens à la consommation des produits pétroliers	1.989,1	68.084,3	688.488,7	396.512.232,5	2.386.333.590,6	16.543.039.300,6	58.695.637.970,6
5. Indice de cours de pétrole brut sur le marché de New-York	88,4	84,8	75,7	72,8	77,0	89,3	74,9
V. Produit Intérieur Brut (aux prix de 1987)	91,6	82,0	70,9	63,2	68,6	63,1	58,8

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Base 1995=100

Tableau I.15 : Importations et estimations de la production commercialisée
des principaux produits vivriers
(en milliers de tonnes)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Production commercialisée :							
Manioc en cossettes	9.431	9.633	9.170	9.302	9.437	8.067	6.896
Autres tubercules ⁽¹⁾	143	144	144	147	169	194	223
Bananes plantains	980	993	1.025	1.061	1.137	557	273
Maïs	346	360	382	400	414	381	351
Riz	237	242	258	256	264	213	172
Pois et haricots	78	80	82	83	84	56	37
Poissons frais	74	95	68	66	56	65	75
Viande	42.835	45.098	42.103	41.499	40.904	40.086	39.284
Légumes	189	190	192	194	197	201	205
Fruits ⁽²⁾	297	299	300	302	305	334	366
Importations :							
Mais	17	-	17	2	157	-	5
Riz	61	98	413	32	51	-	-
Pommes de terre	-	-	-	-	-	-	-
Poissons salés et fumés	84	4	157	2	4	-	7
Viande et abats	54	18	16	11	12	-	6
Blé	8	106	125	102	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo, d'après les données du Ministère de l'Agriculture et de l'OFIDA

(1) Patates douces, pommes de terre et ignames

(2) Tomates, bananes douces et divers

Tableau I.16 : Production vivrière, élevage, sylviculture, pêche et chasse
(en 1.000 tonnes)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996 (p)	1997 (e)
CULTURES VIVRIERES							
Céréales							
Maïs grains	1.023	1.053	1.130	1.184	1.225	1.253	1.281
Riz paddy	394	403	430	426	441	416	392
Millet & sorgho	83	85	87	89	91	47	24
Blé & orge	7	7	7	8	9	8	7
Racines et tubercules							
Manioc tubercules	19.366	19.780	18.890	19.102	19.378	18.615	17.882
Patate douce	399	403	402	407	412	408	404
Taro	39	40	41	41	42	50	60
Pomme de terre	33	34	113	116	37	48	62
Oignons, ails...	55	56	57	59	60	57	54
Igname	287	289	290	294	299	49	8
Légumineuses							
Haricots	206	210	215	220	225	149	99
Vandzou	9	9	9	10	11	36	118
Légumes							
Feuille de manioc	336	337	338	339	340	307	277
Tomates	41	42	43	45	48	45	42
Piments et poivre	29	30	31	33	34	32	30
Autres légumes	111	112	113	115	117	111	105
Oléagineux							
Arachides	531	548	593	598	598	584	570
Soja	13	14	16	17	18	2	0
Noix de palme (palmier à huile)	1.031	1.036	1.041	1.046	1.061	1.072	1.083
Autres oléagineux	54	54	56	56	57	58	59
Fruits							
Bananes plantains	2.090	2.117	2.186	2.262	2.424	2.140	1.889
Bananes douces	405	407	407	408	409	399	389
Autres fruits	893	901	910	919	928	956	985
ELEVAGE							
Bovins (en poids vifs)	57	57	50	46	42	37	33
Ovins (en poids vifs)	7,2	7,5	8	8	8	5	3
Caprins (en poids vifs)	32	33	34	36	36	26	19
Porcins (en poids vifs)	27	26	29	29	27	28	29
Volailles (en poids vifs)	24	26	26	27	26	31	37
oeufs (en millions d'oeufs)	480	484	489	512	536	579	625
Lait (en millions de litres)	38	29,4	27,1	41	37	34	31
SYLVICULTURE							
Bois de chauffage	16.206	16.414	16.624	16.837	17.052	17.353	17.659
Charbon de bois	869	881	929	1.024	1.081	808	604
PECHE ET CHASSE							
Poissons frais	175	227	162	156	150	146	142
Gibier	78	81	82	84	86	88	90

Sources : Service National des Statistiques Agricoles (SNSA), Ministères de l'Agriculture et de l'Environnement.

Tableau I.17 : Production agro-industrielle
(en tonnes)

PRODUITS	1991	1992	1993	1994	1995	1996 (p)	1997 (e)
PLANTES STIMULANTES							
Café robusta	74.636	71.417	69.903	69.817	67.723	62.067	53.998
exportations	74.671	51.359	43.512	54.736	46.795	42.887	37.312
Café arabica	20.364	20.983	20.206	18.529	16.991	11.908	10.360
exportations	14.818	5.272	6.932	7.816	13.866	9.792	8.519
Cacao	7.270	7.361	7.453	7.547	7.551	7.576	7.235
exportations	4.267	3.049	3.421	6.224	2.120	3.468	3.295
Thé	3.250	3.120	3.352	3.405	3.418	3.431	2.951
exportations	2.410	902	2.353	1.784	515	1.559	1.341
Tabac	3.000	3.103	3.210	3.321	3.339	3.356	3.759
BOIS							
Grumes (m³)	296.689	330.333	287.513	446.253	416.247	453.686	494.518
exportations	111.500	72.431	76.782	119.186	111.520	121.551	132.491
Sciés (m³)	69.460	64.578	72.848	78.432	83.076	102.420	111.638
exportations	37.309	34.688	39.130	42.125	44.666	55.013	59.964
Placages (m³)							
exportations	6.884	6.384	6.186	7.533	7.868	7.718	8.413
OLEAGINEUX							
Huile de palme	86.716	33.503	27.290	17.052	19.563	18.612	17.707
exportations	2.764	-	-	200	5.586	1.150	237
Huile de palmistes	6.387	4.866	3.285	2.736	1.560	1.722	1.901
exportations	-	10	1.911	1.427	1.447	1.597	1.763
Tourteaux de palmistes	15.415	8.688	8.088	8.520	8.975	8.539	8.124
exportations	4.040	-	-	-	-	-	-
PLANTES TEXTILES							
Coton-fibres	10.280	9.190	9.200	9.150	9.100	9.051	9.142
Huile de coton	48	53	28	131	129	120	121
Tourteaux de coton	213	381	208	688	681	674	681
Fibres Urena-Punga	4.330	4.595	4.877	5.176	5.487	5.526	5.581
PLANTES MEDICINALES							
Quinquina	6.560	6.590	8.497	6.651	6.684	6.687	6.420
exportations	1.610	834	2.114	2.269	3.705	3.707	3.559
PLANTES A CAOUTCHOUC							
Caoutchouc	11.157	9.738	8.497	7.414	6.450	5.611	5.274
exportations	10.644	7.111	3.516	2.932	2.890	3.095	2.909
PLANTES INSECTICIDES							
Pyrèthre	150	150	151	154	155	156	157
PLANTES SACCHARIFERES							
Canne à sucre	1.699.200	1.707.340	1.715.520	1.711.090	1.706.670	1.702.261	1.697.863

Sources : Banque Centrale du Congo, ONC, Ministère de l'Agriculture, OCC et Fonds de Reconstruction du Capital Forestier

Tableau I.18 : Production minière et métallurgique

Produits	Unité	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Cuivre	tonnes	355.734	236.071	147.318	48.133	30.642	34.958	r 40 165	37.651
Lingot de zinc	tonnes	38.204	28.318	18.830	4.147	595	4.516	3.159	1.686
Cobalt	tonnes	9.981	8.621	6.427	2.092	3.274	3.967	4.041	2.982
Cadmium	tonnes	127	124	-	-	-	-	-	-
Argent	kilos	-	-	-	-	-	-	-	-
Cassitérite totale	tonnes	2.176	1.625	1.018	1.002	897	793	694	r 232
soit en étain contenu	tonnes	1.567	1.171	733	722	646	571	500	...
Or fin ⁽¹⁾	kilos	5.224	6.131	2.525	1.502	780	1.180	1.252	394
Diamant de Lubilanji (MIBA)	milliers de carats	9.556	6.852	4.567	4.534	4.882	5.679	6.803	r 6.419
Diamant du Kasai ⁽²⁾ (Artisanal)	milliers de carats	9.991	10.598	8.934	10.616	11.377	16.345	15.437	15.558
Charbon	tonnes	78.255	-	-	-	11.000	14.400	12.700	-
Wolframite	tonnes	17	17	-	-	-	-	-	-
Colombo-tantalite	tonnes	34	57	28	4	2	2	3	-
Monazite	tonnes	124	-	-	-	-	-	-	-
Pétrole brut	milliers de barils	10.678	9.699	8.212	8.308	8.972	10.087	10.707	10.146
Indice de la production minière et métallurgique (1990=100) ⁽³⁾		100	77,8	53,8	36,5	34,9	41,5	43,4	40,0

(1) Y compris l'exploitation artisanale

(2) Sur base des achats des comptoirs

(3) Indice élaboré par la Banque Centrale du Congo sur la base des chiffres des sociétés productrices et de C.N.E.

Tableau I.19 : Principales productions manufacturières

	Unité	1990	1991	1992	1993	1994	1995 r	1996	1997 (p)
INDUSTRIES DES BIENS DE CONSOMMATION									
Industries alimentaires :									
Lait stérilisé	milliers de litres	18 796	8 558	407	362	470	367	r 378	359
Farine de maïs	tonnes	37 066	27 289	12 978	9 300	23 135	12 280	13 157	11 455
Farine de froment	tonnes	138 935	133 661	85 048	81 406	104 087	119 549	123 381	131 571
Sucre	tonnes	91 396	94 711	81 737	78 895	72 794	79 409	72 000	64 375
Chocolaterie, biscuiterie	tonnes	2 715	800	370	171	88	58	63	67
Graisses et huiles de table	tonnes	7 856	4 562	2 731	4 933	3 551	4 940	3 495	3 759
Margarine	tonnes	4 413	2 946	816	1 120	1 335	1 336	3 157	3 314
Aliments pour animaux	tonnes	246 093	213 049	124 767	57 686	60 200	60 708	53 323	52 928
Pêche lacustre	tonnes	1 281	1 833	1 892	1 975	2 002	1 835	2 141	1 372
Industries des boissons :									
Bières	milliers d'hl.	3 036	2 267	1 634	1 333	1 607	2 630	2 322	1 717
Limonades, eaux gazeuses	milliers d'hl.	1 331	961	755	656	632	687	678	680
Boissons alcooliques	hl	153	79	1 176	2 108	1 179	1 644	1 411	1 528
Industries du tabac :									
Cigarettes	millions d'unités	3 485	2 953	2 682	2 472	2 521	3 394	3 650	3 555
Industries de confection et bonneterie :									
Bonneterie	milliers de pièces	1 408	788	441	400	107	212	168	187
Couvertures	milliers de pièces	467	244	106	177	74	41	85	63
Sacs	milliers de pièces	7 640	5 699	6 276	5 972	6 477	6 305	6 467	4 477
Toiles d'emballages	milliers de m	879	405	292	156	221	241	263	53
Matelas	pièces	8 856	3 055	2 950	2 736	1 962	3 204	4 533	3 752
Industries de tissage et d'impr. des tissus :									
Tissus de coton (écrus, blanchis, teints)	milliers de m²	37 665	23 417	19 086	17 483	18 857	24 674	31 712	10 568
Tissus imprimés	milliers de m²	46 298	36 132	28 510	30 638	14 516	18 192	15 472	10 899
Tissus polyester	milliers de m²	-	-	-	-	1 591	3 308	4 434	3 627
Industries des chaussures :									
Chaussures	milliers de paires	2 897	2 183	934	1 661	1 791	1 726	1 758	1 742
Industries de la chimie de consommation									
Savons	tonnes	64 719	34 536	38 693	38 598	37 796	32 262	28 280	25 702
Peintures, vernis, émaux	tonnes	1 852	907	287	317	199	180	133	120
Pneus pour automobiles	milliers de pièces	123	42	36	26	46	50	48	49
Allumettes	cartons	144 385	94 463	20 986	42 138	44 327	46 020	47 778	46 899
Stylos à billes	milliers de pièces	10 732	6 725	3 467	2 640	4 542	5 104	4 362	4 820
Industries du plastique :									
Cassiers et bacs de 32 litres	milliers de pièces	297	237	97	114	125	139	130	134
Divers articles plastiques	milliers de pièces	2 640	1 545	1 179	1 655	983	1 272	1 646	1 484
Industries des fabrications métal légères :									
Articles galvanisés	milliers de pièces	156	158	333	389	390	312	415	363
Machettes et hoes	milliers de pièces	452	76	26	132	319	412	273	286
Pelles et bèches	milliers de pièces	97	17	1	17	16	36	33	10
Tôles galvanisées	milliers de pièces	113	128	145	163	151	179	118	101
Articles de ménage émaillés	milliers de pièces	100	12	25	80	89	99	84	91
Articles de ménage en aluminium	tonnes	78	48	15	30	38	43	61	32
Valises et malles	pièces	18 178	6 567	2 904	972	143	421	128	473
Frigos & congélateurs	pièces	744	317	136	119	41	10	3	2
Bouchons couronnes	millions de pièces	743	458	270	297	347	468	542	405
Industries d'imprimeries et diverses :									
Imprimés	milliers de pièces	500	376	248	264	282	301	300	300
Papiers et cartons	tonnes	4 374	1 555	1 171	1 895	1 921	1 947	1 929	1 238
Papiers hygiéniques	Cartons	-	1 348	1 728	4 249	9 463	26 625	39 382	33 004
INDUSTRIES DES BIENS D'EQUIPEMENT ET D'APPROVISIONNEMENT									
Industries des filatures :									
Filatures	tonnes	4 937	3 757	2 859	1 576	1 901	1 801	1 965	1 588
Industries de la chimie de base :									
Explosifs	tonnes	9 904	8 135	4 820	635	775	1 059	934	310
Acétylène	kilos	75 772	67 787	44 602	55 301	49 314	42 236	38 737	35 233
Oxygène	milliers de m3	249	198	101	160	165	133	120	102
Industries des fabrications métal. lourdes :									
Charpentes et constructions métalliques	tonnes	1 443	-	447	546	618	537	331	434
Chaudronnerie	tonnes	644	352	447	244	303	331	317	324
Menuiserie métallique	tonnes	224	154	105	129	117	123	120	121
Fonderie fonte et acier	tonnes	1 268	920	1 029	941	353	306	492	202
Fonderie métaux non ferreux	tonnes	86	48	8	12	29	60	49	28
Fûts métalliques de 30 litres	pièces	2 883	850	338	729	317	503	311	273
Fûts métalliques de 200 litres	pièces	105 250	41 870	31 921	31 288	28 929	26 859	18 442	10 544
Mobiliers métalliques	pièces	22 942	5 670	9 072	5 980	2 370	2 947	1 216	3 915
Industrie du matériel de transport :									
Réparations navales	pièces	68	39	16	34	45	39	47	15
Constructions navales	pièces	9	9	7	7	7	8	4	0
Automobiles (véhicule montés)	pièces	1 093	533	131	150	160	155	157	156
Industries des minéraux non métalliques :									
Ciment	milliers de tonnes	460	289	208	161	154	195	241	125
Produits en béton	tonnes	3 105	1 400	600	700	612	602	743	672
Carrelages	milliers de m²	62	43	13	8	12	17	20	6
Fibro-ciment	milliers de m²	569	311	100	71	119	138	201	53
Concassés	milliers de tonnes	514	185	285	217	251	243	236	239
Bouteilles	milliers de pièces	19 420	12 696	15 548	16 847	17 031	19 779	17 550	22 700
Industries de transformation de bois :									
Tranchages	m³	16 348	8 077	6 384	6 186	7 533	7 382	8 046	7 714
Contreplaqués	m³	3 101	2 231	1 207	1 169	1 423	1 380	1 504	1 442

Source : Enquêtes économiques de la Banque Centrale du Congo

Tableau I.20 : Indice de la production des industries manufacturières
(base : 1990 = 100)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995 r	1996 r	1997 p
A. INDUSTRIES DE CONSOMMATION								
Produits Alimentaires	100,0	95,6	73,1	65,0	81,7	68,8	65,0	66,5
Boissons	100,0	67,8	49,5	47,1	51,6	78,1	70,3	55,2
Tabacs	100,0	65,8	61,3	55,1	56,2	71,6	77,2	75,0
Confection, Bonneterie	100,0	74,6	81,9	78,2	84,6	72,0	75,2	52,2
Impression de Tissus	100,0	73,1	58,2	60,0	37,2	39,3	33,4	23,5
Chaussures et cuirs	100,0	70,9	17,9	24,7	30,4	59,6	60,7	60,1
Chimie de Consommation	100,0	71,1	47,1	48,2	53,5	48,2	42,5	38,8
Plastique	100,0	62,7	32,3	24,6	42,3	46,8	43,8	45,1
Fabrications métalliques légères	100,0	42,0	18,4	17,3	21,4	9,4	7,3	8,9
Imprimerie et divers	100,0	73,9	54,3	94,3	95,6	44,5	44,1	28,3
Indice A	100,0	71,5	55,9	53,4	52,9	25,9	22,8	23,1
B. INDUSTRIES D'EQUIPEMENT ET D'APPROVISIONNEMENT								
Filatures et tissages	100,0	76,1	57,9	31,9	38,5	36,5	39,8	32,1
Chimie de base	100,0	84,3	49,3	68,4	65,7	54,2	49,3	43,2
Industries mécaniques	100,0	39,9	30,4	29,8	27,5	25,5	17,5	10,0
Matériel de transport	100,0	70,3	58,4	42,3	48,2	50,6	68,7	60,1
Minéraux non métalliques	100,0	58,3	47,8	36,1	49,3	43,7	52,7	30,2
Transformation du bois	100,0	82,7	42,7	55,0	44,3	44,5	48,5	46,5
Indice B	100,0	69,2	47,1	44,1	48,0	41,4	45,8	38,2
Indice global A + B	100,0	71,1	54,4	51,7	52,0	40,0	38,6	31,4

Source : Enquêtes économiques Banque Centrale du Congo

Tableau I.21 : Production, exportation et consommation intérieure de ciment
(en tonnes)

ANNÉE	PRODUCTION			CONSOMMATION			Variations de stocks
	Ciment Portland	Ciment ⁽¹⁾ Métallurgique	Total	Exportation ⁽²⁾	Consommation locale ⁽³⁾	Total	
1990	459.878	...	459.878	40.936	417.637	458.573	1.305
1991	271.401	...	271.401	20.745	256.052	276.797	-5.396
1992	207.514	22.073	229.587	23.576	198.038 r	221.614	7.973
1993	151 309 r	10.434	159.862	23.480	142.046	165.526	-5.664
1994	154.411	11.315 r	165.726	29.199	148.974	178.173	-12.447
1995	195.461	13.371 r	209.192	14.515	90.178 r	204.693	4.499
1996	240.790 r	15.219	256.009	7.623	223.459 r	231.082	24.927
1997	124.881	4.737 p	129.618	7.948	122.422	130.370	-752

Source : Banque Centrale du Congo (enquêtes économiques)

(1) Uniquement production de CIMENKAT (Ex. CIMSHABA)

(2) Uniquement ciment portland normal

(3) Y compris ciment métallurgique

Tableau I.22 : Production de la raffinerie de pétrole
(en tonnes)

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
1. Pétrole brut traité ⁽¹⁾	396.715	336.908	261.969	157.877	103.299	50.783	-	-	-
2. Production totale	374.002	314.245	245.934	146.590	131.707	49.400	-	-	-
Gaz liquéfié (LPG)	409	287	336	121	215	151	-	-	-
Essence super	71.685	57.968	41.816	28.256	30.848	8.319	-	-	-
Jet JP1 et pétrole	78.083	67.578	56.818	31.353	31.159	11.127	-	-	-
Gasoil	133.731	117.574	91.891	52.563	36.677	20.696	-	-	-
Fuel oil	90.094	70.838	55.073	34.297	32.808	9.107	-	-	-
3. Consommation de la raffinerie + pertes	22.713	22.663	16.035	11.287	11.543	6.625	556	554	-
4. Ventes sur le marché intérieur	273.828	260.110	256.116	145.087	71.007	257.231	197.900	292.776	-
5. Exportations	82.553	61.243	45.993	39.598	22.036	1.715	-	7.981	-
6. Variations de stocks des produits finis	17.621	-7.108	-56.175	-38.095	-1.287	-214.788	-198.456	-301.311	-

Source : Socir

(1) = 3+4+5+6

Tableau I.23 : Consommation des produits pétroliers
(en m³)

Produits	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Essence auto	160.503	134.166	123.220	124.756	132.289	143.998	160.943	160.764
Carburant aviation	190.495	131.481	97.796	116.703	144.759	156.879	153.746	125.293
Pétrole	30.129	18.990	12.491	10.139	9.208	11.734	11.680	11.823
Gasoil	403.653	303.522	228.243	184.967	197.510	216.452	224.334	195.010
Fuel oil	50.389	30.608	16.158	17.022	17.842	20.935	17.379	12.958
Huiles	20.905	10.144	5.409	4.677	5.385	6.581	4.922	3.403
G.P.I (Gaz)	490	219	170	177	142	92	110	68
Total	856.564	629.130	483.487	458.441	507.135	556.671	573.114	509.319

Source : SEP-Congo

Tableau I.24 : Production et consommation d'électricité par province
(en millions de Kwh)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
I. Production brute ⁽¹⁾ dont:								
centrales hydroélectriques	5.447	5.084	5.876	5.346	5.001	5.965	5.871	4.827
centrales thermiques	14	9	7	5	5	9	9	8
Kinshasa, Bas-Congo et Bandundu	3.363	2.984	3.479	3.405	2.960	3.648	4.100	3.371
Province Orientale	89	81	73	59	59	59	72	59
Nord-Kivu, Sud-Kivu et Maniema	100	118	128	137	149	165	95	121
Kasai Oriental et Occidental	9	6	3	-	3	6	6	6
Equateur	24	17	20	19	19	20	21	17
Katanga	1.876	1.887	2.180	1.731	1.816	2.076	1.586	1.261
Total	5.461	5.093	5.883	5.351	5.006	5.974	5.880	4.835
II. Consommation intérieure nette:								
Kinshasa, Bas-Congo et Bandundu	1.480	1.919	2.056	2.361	2.225	2.016	2.386	1.833
dont: ville de Kinshasa	1.407	1.537	1.837	2.149	2.064	1.829	2.165	1.705
haute tension	707	731	888	1.028	1.203	965	776	23
basse tension	700	1.121	1.052	864	848	969	806	949
éclairage public								
Orientale	58	59	54	44	59	99	58	40
Kivu	73	68	71	87	149	112	69	78
Kasai Oriental et Occidental	18	11	19	14	3	67	12	8
Equateur	20	17	14	17	19	16	13	6
Katanga	2.692	2.244	1.924	1.245	1.816	1.903	1.267	798
Ajustements ⁽²⁾	-	1	-97	20	30	-	665	954
Total	4.341	4.319	4.041	3.788	4.301	4.213	4.470	3.717
III. Exportations ⁽³⁾	62	120	1.230	1.415	1.077	1.647	1.302	1.112
IV. Importations ⁽⁴⁾	70	35	53	41	43	45	52	
V. Pertes ⁽⁵⁾	1.116	725	576	201	-	-	-	-

Source : S.N.E.L.

(1) I=II-IV+V. Non compris les autoproducteurs

(2) Conformément au tableau 26

(3) Exportations nettes vers la Zambie, le Burundi, la République du Congo (Brazza), l'Angola et le Rwanda

(4) En provenance de la Zambie et de la SINELAC

(5) Pertes ne lignes et aux différents niveaux du système de distribution

(6) Situation 9 mois (guerre)

Tableau I.25 : Production et consommation d'eau et d'électricité

PERIODE	REGIDESO			S.N.EL		
	Production d'eau en millions de M³	Consom- mation d'eau en millions M³	Nombre d'abonnés	Production d'électricité en millions de kwh	Consom- mation d'électri- cité en millions de kwh	Nombre d'abonnés
1985	181,9	128,1	209.207	4.920	4.572	116.031
1986	190,2	130,4	225.113	5.182	4.648	133.834
1987	197,9	144,4	252.551	5.502	4.861	149.091
1988	203,1	166,6	266.909	5.783	4.908	148.250
1989	203,1	160,2	301.421	6.152	4.646	152.483
1990	209,1	146,1	329.107	5.461	4.341	183.447
1991	206,2	137,2	348.537	5.093	4.319	194.991
1992	192,4 r	137,2 r	366.290	5.883	4.041	207.293
1993	187,8	132,5 r	380.483 r	5.351	3.788	220.199
1994	200,1 r	144,2 r	393.286 r	5.006	4.301	220.312
1995	215,9 r	145,4 r	401.544 r	5.974 r	4.213 r	234.747
1996	208,7 r	136,1 r	407.578 r	5.880	4.470	255.912
1997 (p)	213,5	127,3	403.852	4.835	3.717	251.255

Sources : REGIDESO et SNEL

Tableau I.26 : Consommation d'électricité par secteur

Secteurs	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996 r	1997
Mines et métallurgie	2.233	2.037	1.633	1.060	2.046	892	2.279	1.387
Autres secteurs industriels (haute et moyenne tension)	1.086	1.054	1.072	1.194	1.203	1.962	1.114	1.146
Distribution basse tension ⁽¹⁾	957	1.176	1.309	1.514	1.052	1.345	1.055	1.155
Transports ⁽²⁾	50	37	27	20	-	14	22	29
Industries agricoles	15	15	-	-	-	-	-	-
Total	4.341	4.319	4.041	3.788	4.301	4.213	4.470	3.717

Source : Banque Centrale du Congo d'après les données de la SNEL

(1) Consommation domestique et éclairage public

(2) Une partie de la consommation d'électricité dans les transports est comprise dans la consommation haute tension et n'a pas pu être isolée

Tableau I.27 : Activités des principaux organismes de transports
(en millions d'unités)

Marchandises (tonnes/km)	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997 (p)
1. ONATRA	771,8	364,8	399,8	124,8	107,8	138,4	138,0	35,8
" Voies fluviales "	487,8	205,7	286,6	28,8	26,9	12,2	28,3	5,8
Bas-fleuve	3,7	1,5	-	-	0,2	-	0,1	-
Voies ferrées (CFMK)	280,3	157,6	113,2	96,0	80,7	126,2	109,6	30,0
2. S.N.C.C.	1.314,6	796,9	542,2	213,0	207,7	210,8	376,7	164,5
Réseau Sud (OCS)	1.221,8	731,4	494,0	203,3	200,3	195,2	331,9	146,3
Réseau Est (SFE)	86,4	63,8	47,7	9,6	7,2	15,4	44,8	18,2
Réseau Nord (CFU)	6,4	1,7	0,5	0,1	0,2	0,2	-	-
3. TMK	27,8	27,7	21,2	14,0	9,4	11,7	8,8	6,2
4. Lignes Aériennes Congolaises (LAC)	100,6	69,6	48,2	33,8	21,1	13,2	6,6	-
5. Scibe-Airlift	2,8	1,8	1,2	0,8	0,5	6,7	4,7	1,7
6. SHABAIR	14,9	9,6	6,4	36,2	25,0	16,3	1,8	-
Total général	2.232,5	1.270,7	1.019,0	422,6	371,5	397,1	536,6	208,2
Voyageurs / km								
1. ONATRA	236,8	315,0	170,1	110,6	97,6	78,9	135,2	10,1
Voies fluviales	123,7	197,5	97,3	29,0	26,4	8,1	10,9	2,3
Bas-fleuve	21,6	9,7	0,3	-	0,3	1,0	-	-
Voies ferrées(CFMK)	62,9	63,4	27,9	19,1	36,4	26,3	74,1	7,8
T.U.K.	28,6	44,4	44,6	62,5	34,5	43,5	50,2	-
2. S.N.C.C.	255,4	139,6	129,6	30,7	39,0	49,2	146,5	80,0
Réseau Sud (OCS)	175,2	71,9	98,1	17,2	28,7	49,1	123,5	74,7
Réseau Est (SFE)	78,2	67,0	31,3	13,5	10,2	-	23,0	5,3
Réseau Nord (CFU)	2,0	0,7	0,2	-	0,1	0,1	-	-
3. Lignes Aériennes Congolaises (LAC)	499,5	392,1	307,8	241,6	152,9	96,8	48,4	-
4. Scibe-Airlift	92,0	61,3	186,7	140,0	88,6	103,6	74,9	24,4
5. SHABAIR	29,0	19,3	58,8	123,3	90,0	61,0	15,0	-
6. T.M.K.	5,1	5,1	4,4	5,4	7,1	10,6	8,0	0,9
Total général	1.117,8	932,4	857,4	651,6	475,2	400,1	428,0	115,4
Indice de l'activité des organismes de transport (1990 = 100)	100,0	62,2	51,9	26,8	21,8	21,4	26,9	9,5

Sources : Rapports des sociétés de Transport

(1) En 1995 et 1996, données communiquées par l'ex SIZARAIL et comprenant l'O.C.S. et la S.F.E.

Tableau I.28 : Marchandises manutentionnées dans les principaux ports
(en milliers de tonnes)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996 (p)	1997 (p)
Port de Matadi	1.329,3	948,1	712,0	843,7	809,5	1.012,1	996,8	969,4
Entrées	840,7	625,3	492,6	645,7	573,3	745,7	734,4	786,0
Sorties	488,6	322,8	219,4	198,0	236,2	266,4	262,4	183,4
Port public de Kinshasa	1.134,5	612,6	380,7	310,7	273,8	390,2	364,9	354,0
<i>Réseau fluvial</i>	470,7	252,9	116,7	58,1	54,2	56,8	70,7	70,8
Chargement	119,2	59,2	28,9	6,6	4,4	7,1	8,2	10,5
Déchargement	351,5	193,7	87,8	51,5	49,8	49,7	62,5	60,3
<i>C.F.M.K</i>	663,8	359,7	264,0	252,6	219,6	333,4	294,2	283,2
Chargement	351,7	180,6	96,1	60,7	59,3	108,5	95,5	60,1
Déchargement	312,1	179,1	167,9	191,9	160,3	224,9	198,7	223,1
Port de Boma	48,0	40,3	37,9	46,1	43,3	43,6	45,4	42,4
Chargement	37,1	31,9	32,1	25,5	26,7	26,0	26,7	29,8
Déchargement	10,9	8,4	5,8	20,6	16,6	17,6	18,7	12,6
Port de Kalemie	75,0	64,6	39,0	25,4	19,4	19,3	35,1	-
Chargement	55,6	47,6	29,5	22,3	16,3	16,6	28,0	-
Déchargement	19,4	17,0	9,5	3,1	3,1	2,7	7,1	-
Port de Kalundu	43,7	40,2	15,5	16,3	7,4	53,3	79,3	17,4
Chargement	18,0	18,3	3,7	2,7	3,3	5,1	18,8	0,7
Déchargement	25,7	21,9	11,8	13,6	4,1	48,2	60,5	16,7
Total	2.630,5	1.705,8	1.185,1	1.242,2	1.153,4	1.518,5	1.521,5	1.383,2
Indice de manutention (1990=100) ⁽¹⁾	100,0	68,5	46,8	50,3	47,5	60,3	62,4	55,9

Sources : Rapports de l'ONATRA et de la S.N.C.C.

(1) Indice calculé par la Banque Centrale du Congo et ne comprend pas C.F.M.K.

Tableau I.29 : Investissements agréés dans le cadre du code des investissements
(en milliers de zaïres)

Secteurs	1990	1991	1992	1993	1994 ⁽¹⁾	1995	1996	1997
1. Agriculture, élevage, pêche	3.561	38.267	95.718	9.176.295	-	72	2.718.885	733.077.000
2. Industries extractive et métallurgique de base et de métaux non ferreux	53.772	2.551	940.870.000	70.088.947	-	109.169	111.798.241	1.981.049.557
3. Industries manufacturières dont :	9.217	171.364	1.645.501	120.812.936	201	815.646	10.856.038	3.824.467.496
Produits alimentaires	4.368	-	-	57.936.100	1	137.547	881.531	2.854.145.204
Boissons	-	-	92.173	-	-	-	2.481.618	-
Tabacs	-	-	-	-	-	13.135	837.008	-
Chaussures et cuirs	-	-	793.775	64.385	-	-	30.505	-
Textiles, confections	-	51.997	-	-	-	-	-	-
Chimie de consommation	-	31.840	370.596	58.758.419	10	133.348	633.562	271.243.158
Matériaux de construction	-	-	-	-	-	-	-	-
Matériel de transport	-	-	-	-	-	-	-	-
Industrie des minéraux non métalliques	-	-	-	-	-	-	-	-
Transformation du bois	-	3.968	225.421	-	46	304.177	4.359.298	-
Autres industries manufacturières	4.849	83.559	163.537	4.054.032	144	227.439	1.632.517	699.079.134
4. Services	3.719	13.948	3.153.083	208.798.413	15.223	621.350	23.659.051	17.474.281.815
dont:								
Banques	665	-	4.440	74.679.055	-	19.694	75.714	-
Bâtiments et travaux publics	433	-	20.697	-	-	-	60.859	-
Transports	921	-	8.642	111.190.000	4.839	395.564	15.354.374	368.000.850
Hôtellerie	791	-	-	-	-	-	124.256	-
Autres services	909	-	3.119.305	22.929.358	10.385	206.092	8.043.849	17.106.280.965
Total	70.269	226.130	945.764.302	408.876.591	15.425	1.546.237	149.032.214	24.012.875.868

Source : Banque Centrale du Congo d'après les données de la Commission des investissements

(1) En millions de ZRN à partir de 1994

Tableau I.30 : Engagement d'intervention de la SOFIDE dans le financement des investissements
(en millions de zaires)

	1990	1991	1992	1993	1994 ⁽¹⁾	1995	1996
1. Agriculture, élevage, pêche et exploitation forestière	1.053	4.733	628.500	27.873.600	35.500	200.000	25.900.929
2. Industries extractives	859	3.013	-	-	-	-	-
3. Industries manufacturières	1.595	28.878	1.311.100	8.341.765	15.000	-	-
4. Bâtiments et travaux publics	-	-	34.000	995.000	-	-	-
5. Transports	-	1.675	150.000	3.408.600	89.000	-	-
6. Autres services ⁽²⁾	156	1.200	220.000	1.535.568	270.354	25.000	9.579.796
Total	3.663	39.499	2.343.600	42.154.533	409.854	225.000	35.480.725

Source : SOFIDE

(1) En milliers de ZRN à partir de 1994

(2) Principalement le commerce

Tableau I.31 : Indice des prix à la consommation des ménages à Kinshasa
(base : 1989 = 100)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Indice d'ensemble	3.577,4	146,1	4.617,1	790.438,1	5.647.230,5	41.508.815,0	113.569.593,6
dont:							
- Alimentation	2.021,6	76,0	278,6	357.292,7	2.200.970,6	16.403.209,0	46.347.843,2
- Boissons	116,0	4,2	152,8	28.135,7	170.642,8	1.189.821,4	3.322.500,0
- Non alimentaire	175,0	7,0	299,3	45.677,1	264.380,8	1.801.250,0	5.020.000,0
- Habillement	375,1	20,1	394,0	101.395,8	499.353,2	3.476.460,2	9.071.611,4
- Loyer	176,5	6,1	285,0	46.714,3	694.452,4	5.481.445,2	12.274.285,7
- Transport	590,0	16,2	366,3	140.062,5	1.586.250,0	6.637.500,0	18.450.000,0
- Frais scolaires	30,7	3,9	56,8	22.748,0	470.873,7	4.868.446,6	12.922.189,5
- Divers	92,0	8,9	344,4	48.403,7	435.473,6	1.650.694,9	7.490.100,5

Source : Section économique de l'ambassade des Etats-Unis

Tableau I.32 : Indices des prix de détail à Kinshasa
(base : déc. 1993 = 100)

	1993	1994	1995	1996	1997	1996				1997			
						Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
I. Prix aux marchés													
dont:													
Indice général	14,6	3.487,5	22.386,4	169.874,5	433.927,6	82.908,7	133.099,6	205.994,8	396.994,7	531.650,2	472.481,1	421.995,0	395.548,7
- Alimentation	14,8	3.629,2	25.470,3	163.801,7	524.121,4	97.656,2	163.568,0	245.405,4	472.243,8	624.953,9	583.129,9	517.969,5	481.060,8
- Habillement	15,6	4.646,6	21.738,0	107.410,2	336.769,6	65.644,8	98.836,9	166.676,8	332.491,2	436.172,1	364.077,9	293.765,0	285.167,5
- Articles divers	13,5	2.334,4	14.530,4	89.761,7	270.012,7	56.592,7	83.233,4	135.153,4	253.694,5	354.549,0	277.840,0	250.199,4	261.517,0
II. Prix dans les magasins													
Indice général	13,6	3.523,6	20.866,6	136.165,3	312.323,4	79.840,3	103.313,1	167.622,1	308.985,3	436.784,1	336.189,2	310.510,8	325.042,0
dont:													
Alimentation	13,4	3.409,8	20.327,1	105.709,6	328.407,1	75.296,4	97.544,0	163.911,1	296.487,4	425.505,2	317.336,5	288.719,6	304.653,1
- Articles divers	16,2	5.046,8	28.096,2	173.440,5	536.735,9	140.676,3	180.553,8	217.307,5	476.313,3	587.791,9	588.598,8	602.262,0	598.020,1

Source : IRES

Tableau I.33 : Indice des prix moyens de détail à Kinshasa
(Base août 1995 = 100)

PERIODES	ALIMENTATION	LOGEMENT	HABILLEMENT	AUTRES ART. ET SCES DIVERS	INDICE GENERAL
1995					
Septembre	118,1	133,6	134,2	144,9	126,3
Octobre	147,6	177,4	166,6	188,2	160,7
Novembre	197,3	225,7	210,0	229,5	208,3
Décembre	227,2	249,2	249,8	257,2	237,3
1996					
Janvier	302,2	316,9	318,4	362,7	317,0
Février	369,4	361,3	341,5	392,4	371,5
Mars	409,4	431,4	423,8	489,8	429,2
Avril	484,1	437,7	467,1	604,9	500,9
Mai	528,0	512,4	491,4	675,5	553,5
Juin	587,6	594,6	558,0	751,1	619,7
Juillet	652,7	650,9	620,9	830,8	686,4
Août	817,9	814,8	808,5	1.033,8	860,0
Septembre	883,4	915,0	913,4	1.215,1	955,3
Octobre	1.090,5	1.170,5	1.146,6	1.489,8	1.183,9
Novembre	1.420,8	1.409,5	1.374,8	1.622,6	1.457,2
Décembre	1.819,3	1.762,8	2.370,2	2.039,7	1.881,9
1997					
Janvier	2.594,8	2.296,8	3.776,3	2.982,1	2.687,5
Février	2.423,5	2.389,0	3.428,8	3.034,1	2.588,8
Mars	2.737,9	2.770,8	4.102,5	3.238,9	2.907,9
Avril	3.083,7	3.088,1	4.220,0	3.428,2	3.207,6
Mai	2.646,8	2.370,7	2.977,1	3.090,8	2.712,9
Juin	2.457,7	2.125,9	2.435,5	2.664,3	2.451,8
Juillet	2.142,0	2.037,3	2.538,0	2.663,1	250,4
Août	1.996,3	1.893,2	2.481,4	2.757,8	2.157,0
Septembre	1.965,5	1.917,6	2.648,0	2.213,5	2.041,1
Octobre	1.968,2	1.959,3	2.606,4	2.219,3	2.047,2
Novembre	2.037,5	2.088,5	2.603,7	2.226,2	2.109,4
Décembre	2.105,6	2.022,4	2.564,6	2.229,4	2.140,8

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau I.34 : Variations des indices des prix à la consommation

PERIODES	Taux mensuels ⁽¹⁾				Taux cumulés ⁽²⁾				Taux moyens mensuels			
	I.R.E.S. Magasins	I.R.E.S. Marchés	US-Emba- ssy Economic	Banque Centrale du Congo	I.R.E.S. Magasins	I.R.E.S. Marchés	US-Emba- ssy Economic	Banque Centrale du Congo	I.R.E.S. Magasins	I.R.E.S. Marchés	US-Emba- ssy Economic	Banque Centrale du Congo
1993												
Décembre	330,4	239,9	487,7		5.258,2	4.651,7	8.827,8		39,2	37,9	45,4	
1994												
Janvier	171,5	189,9	66,8		171,5	189,9	66,8		171,5	189,9	36,8	
Février	3,5	5,7	38,6		181,0	206,4	128,1		67,6	75,0	51,0	
Mars	17,0	12,9	15,8		228,0	246,0	164,3		48,6	51,2	38,3	
Avril	64,4	59,0	75,9		440,5	450,1	364,9		52,5	53,1	46,8	
Mai	76,4	65,0	54,6		853,4	807,6	618,9		57,0	55,4	48,4	
Juin	43,8	24,2	20,9		1.271,1	1.027,2	768,9		54,7	49,7	43,4	
Juillet	107,9	103,6	93,2		2.750,4	2.195,1	1.578,4		61,4	56,5	49,6	
Août	51,0	65,0	17,8		4.202,4	3.686,2	1.877,8		60,0	57,5	45,2	
Septembre	49,0	54,4	73,5		6.310,1	5.746,6	3.332,3		58,8	57,2	48,1	
Octobre	18,9	26,2	14,1		7.523,6	7.279,0	3.816,1		54,2	53,7	44,3	
Novembre	12,3	23,6	32,5		8.460,7	9.018,0	5.088,1		49,9	50,7	43,2	
Décembre	2,7	8,5	18,1		8.689,1	9.796,9	6.029,7		45,2	46,7	40,9	
1995												
Janvier	15,5	17,5	28,0		15,5	17,5	28,0		15,5	17,5	28,0	
Février	4,0	2,7	4,1		20,1	20,7	33,3		9,6	9,9	15,5	
Mars	1,7	0,9	1,9		22,2	21,8	35,8		6,8	6,7	10,6	
Avril	8,0	7,5	9,1		31,9	30,9	48,2		7,2	7,0	10,3	
Mai	17,8	19,7	12,0		55,3	56,7	66,0		9,2	9,4	13,5	
Juin	19,1	10,6	14,6		85,0	73,3	90,1		10,8	9,6	11,3	
Juillet	9,6	15,1	9,7		102,8	99,4	108,6		10,6	10,4	11,1	
Août	6,3	4,6	-0,5	0,0	115,6	108,6	107,6		10,1	9,6	9,6	
Septembre	22,4	21,8	39,6	26,4	163,9	154,1	189,8		11,4	10,9	12,5	
Octobre	31,6	29,1	25,7	27,2	247,4	228,0	264,4		13,3	12,6	13,8	
Novembre	39,7	31,9	27,5	29,6	385,1	332,8	364,4		15,4	14,2	15,0	
Décembre	3,9	8,7	3,7	13,9	404,1	370,3	381,7		14,4	13,8	14,0	
1996												
Janvier	11,1	34,9	38,6	33,6	11,1	34,9	38,6	33,6	11,1	34,9	38,6	33,6
Février	31,2	14,9	14,5	17,2	45,9	55,0	58,7	56,5	20,8	24,5	26,0	25,1
Mars	23,5	14,9	13,2	15,5	80,2	78,1	79,6	80,8	21,7	21,2	21,5	21,8
Avril	6,2	18,5	13,3	16,7	91,4	111,0	103,5	111,1	17,6	20,5	19,4	20,5
Mai	6,3	11,5	16,7	10,5	103,5	135,3	137,5	133,2	15,3	18,7	18,9	18,5
Juin	14,6	21,5	9,5	11,9	133,2	186,0	160,0	161,1	15,2	19,1	17,3	17,3
Juillet	12,2	8,3	12,8	10,8	161,7	209,7	193,2	189,2	14,7	17,5	16,6	16,6
Août	22,0	24,7	22,7	25,3	219,2	286,2	259,8	262,4	15,6	18,4	17,4	17,5
Septembre	18,5	14,6	27,1	11,1	278,3	342,6	393,3	302,5	15,9	18,0	19,4	16,7
Octobre	17,3	23,2	19,7	23,9	343,6	445,2	490,6	398,8	16,1	18,5	19,4	17,4
Novembre	17,8	17,9	17,8	23,1	422,5	542,7	596,0	514,0	16,2	18,4	19,3	17,9
Décembre	33,5	32,7	20,9	29,1	597,4	752,9	741,0	693,0	17,6	19,6	19,4	18,8
1997												
Janvier	25,6	25,9	32,9	42,8	25,6	25,9	32,9	42,8	25,6	25,9	32,9	42,8
Février	3,6	-7,0	-5,0	-3,7	30,1	17,1	26,2	37,6	14,0	8,2	12,3	17,3
Mars	8,7	14,4	16,8	12,3	41,4	33,9	47,5	54,5	12,2	10,2	13,8	15,6
Avril	13,2	6,9	8,4	10,3	60,0	43,2	59,8	70,4	12,5	9,4	12,4	14,3
Mai	-2,6	-10,8	-20,1	-15,4	55,8	27,7	27,8	44,2	9,3	5,0	5,0	7,6
Juin	-30,2	-6,8	-10,0	-9,6	8,8	19,0	14,9	30,6	1,4	2,9	2,3	4,5
Juillet	-7,4	-5,8	-7,3	-8,2	0,7	12,1	6,5	19,6	0,1	1,6	0,9	2,6
Août	-5,0	-3,0	-1,7	-4,1	-4,3	8,7	4,7	14,6	-0,5	1,1	0,6	1,7
Septembre	4,9	-2,4	1,5	-5,4	0,5	6,2	6,2	8,4	5,0	0,7	0,7	0,9
Octobre	1,6	2,1	2,1	0,3	2,1	8,5	8,5	8,8	0,2	0,8	0,8	1,3
Novembre	5,6	3,9	0,5	3,0	7,8	12,7	9,0	12,1	0,7	1,1	0,5	7,0
Décembre	-2,4	-11,6	-2,9	1,5	5,2	-0,4	5,8	13,7	0,4	0,0	0,5	1,0

(1) Variations en pourcentage par rapport au mois précédent

(2) Variations en pourcentage par rapport au mois de décembre précédent

Tableau I.35 : Effectifs des travailleurs de l'administration publique et du secteur privé
(en milliers d'unités)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	Variations en %		
									1994	1995	1996
A. Administration publique											
Personnel sous-statut ⁽¹⁾	362,4	403,4	421,9	423,1	429,0	425,3	425,8	428,5	1,4	-0,9	0,1
Pensionnés civils et militaires	92,7	153,3	152,7	126,7	137,2	121,9	117,5	148,0	8,3	-11,1	-3,6
Enseignants ⁽²⁾	73,2	70,1	69,2	71,0	71,5	72,2	76,7	72,8	0,7	1,0	6,2
	196,5	180,0	200,0	225,4	220,3	231,2	231,6	207,7	-2,3	4,9	0,2
B. Travailleurs du secteur privé ⁽³⁾	1.242,5	916,6	929,1	821,1	704,2	674,5	588,5	553,3	-14,2	-4,2	-12,8
Total	1.604,9	1.320,0	1.351,0	1.244,2	1.133,2	1.099,8	1.014,3	981,8	-8,9	-2,9	-7,8

Sources : Ministère des Finances/Direction de la Paie, Fonction publique et I.N.S.S.

(1) Non compris les effectifs des militaires actifs

(2) Ensemble du personnel de l'E.P.S.P. et de l'E.S.U.R.S.

(3) Travailleurs du secteur privé affiliés à la Sécurité Sociale

Tableau I.36 : Salaire réel dans le secteur privé et dans l'administration publique
(1980=100)

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	Variations en %						
										1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Indice moyen des prix aux marchés (IRES)	53	100	1.916,20	86.244,30	1.757.917,30	419.491.562,20	1.972.868.817,00	16.826.598.140,00	16.759.291.747,40	1.816,20	4.400,80	1.938,30	23.763,00	370,3	752,9	-0,4
SECTEUR PRIVE																
Indice de salaire nominal	39,2	100,0	325,7	48.653,9	104.940,3	145.836,8	8.480.559,4	8.480.559,4	133,4	225,7	14.838,30	115,7	40	5.715,10	0	-99,9
Indice de salaire réel	74,0	100,0	17,0	56,4	6,0	0,0	0,4	0,1	0,0	-83	231,8	-89,4	0	0	-75	-100,0
ADMINISTRATION PUBLIQUE																
Indice de salaire nominal	27,0	100,0	4.925,3	33.434,6	435.716,8	83.982.249,4	157.350.790,9	157.350.790,9	25.477.712.102,0	4.825,30	578,8	1.203,20	19.174,50	87,4	0	16.081,0
Indice de salaire réel	50,9	100,0	257,0	38,8	24,8	20,0	8,0	1,0	5.871,0	157	-84,9	-36,1	-19,3	-60	-87,5	587.000,0
Pour mémoire:																
SALAIRE MINIMUM LEGAL⁽¹⁾																
Indice de salaire nominal	28,7	100,0	2.224,8	18.471,3	254.777,1	43.949.044,6	80.254.777,1	80.254.777,1	2.124,80	730,2	1.279,30	17.250,00	82,6	0	0	0,0
Indice de salaire réel	54,2	100,0	116,1	21,4	14,5	10,4	4,1	0,5	16,1	-81,6	-32,2	-28,3	-60,6	-60,6	-87,8	0,0

Source : Les ordonnances présidentielles et les enquêtes économiques de la Banque Centrale du Congo

(1) Il s'agit du salaire d'un ouvrier de la Fonction publique

Tableau I.37 : Répartition des salariés des entreprises par secteur d'activité
(en pourcentage)

Secteurs	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997 (6 mois)
1. Agro-industriel	28,9	27,8	26,5	53,8	55,7	32,8	26,0	26,3
2. Minier	17,8	17,6	17,2	5,4	6,2	5,7	6,3	5,1
3. Manufacturier	24,9	23,8	23,3	11,8	7,8	11,2	12,2	11,9
4. Transport	13,7	13,5	13,2	4,2	3,7	15	17,0	17,2
5. Services et autres	14,7	17,3	19,8	24,8	26,6	35,5	38,5	39,5
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Banque Centrale du Congo (enquêtes économiques)

Tableau I.38 : Répartition par province des salariés affiliés à l'INSS
(en pourcentage)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997 (6 mois)
KINSHASA	36,1	37,4	41,7	46,4	42,6	42,8	31,2	30,3
BANDUNDU	4,6	3,9	3,5	3,3	2,6	2,2	1,2	1,2
BAS-CONGO	3,1	2,7	2,3	2,8	2,2	2,3	1,4	1,6
EQUATEUR	5,9	2,9	5,7	2,4	5,6	3,6	10,5	10,6
PROVINCE ORIENTALE	16,8	21,0	18,4	18,8	19,5	19,9	30,2	30,6
KASAI-OCIDENTAL	3,7	2,9	2,5	2,4	2,8	2,9	1,5	1,3
KASAI-ORIENTAL	2,0	2,9	2,5	2,5	2,5	2,6	4,3	4,4
MANIEMA	...	1,8	1,7	1,5	1,4	1,8	3,4	3,5
NORD-KIVU	...	1,5	1,4	1,3	1,2	1,7	1,3	1,3
KATANGA	13,5	19,6	17,2	16,1	17,8	18,4	4,3	4,3
SUD-KIVU	14,3	3,4	3,1	2,5	1,8	1,8	10,7	10,9
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Institut National de Sécurité Sociale

TITRE II

LES FINANCES PUBLIQUES

APERÇU GENERAL

Le solde global des opérations du cadre budgétaire s'est encore détérioré en 1997, en dépit d'importants efforts de rééquilibrage entrepris à partir du mois de mai. Le déficit s'est établi à 3,9 % du P.I.B. contre 1,2 % en 1996, suite à un accroissement plus important des dépenses que des recettes. Celles-ci ont représenté 5,9 % du P.I.B. en 1997 contre 5,4 % une année auparavant, alors que les dépenses sont passées de 5,7 % du P.I.B. à 6,8 %. La part des seules dépenses de fonctionnement s'est élevée à 6,2 % du PIB, tandis que les investissements publics directs se sont faiblement accrus en 1997, soit 0,6 % du PIB contre 0,5 %.

S'agissant des recettes fiscales, les prélèvements sur les activités intérieures ont atteint 3,1 % du P.I.B. en 1997; ceux effectués sur le commerce extérieur se sont maintenus à leur niveau de l'année 1996, soit 1,6 % du P.I.B.

En 1997, les opérations à financement extérieur spécifique exécutées en dehors du cadre budgétaire ont bénéficié des apports aussi bien des Etats que des organismes multilatéraux. Ces apports ont totalisé 32.298,2 milliards de NZ (245,8 millions de dollars) contre 17.091,0 milliards (338,2 millions de dollars).

Tableau II.1. : Opérations intégrées des administrations publiques
(en milliards de Zaires)¹

	Recettes non remboursables (a)	Dépenses courantes (b)	Ajustements statistiques (c)	Dépenses en capital (d)	Prêts Nets (e)	Besoins de financement (f)=(a)-(b)+(c)-(d)-(e)
1992	170.080,1	689.098,4	-62.978,0	119.706,7	-	-701.703,0
1993	3.313.994,0	13.072.357,2	- 1.178.614,6	994.312,3	-	-11.932.290,1
1994	208.382,0	334.482,0	14.822,0	40.313,0	-	-151.591,0
1995	3.296.760,0	3.183.253,0	44.835,0	105.431,0	-	52.911,0
1996	32.779.397,0	28.181.816,0	-2.610.784,0	5.531.293,0	-	-3.544.496,0
1997	72.662.014,0	65.830.729,0	-20.417.695,0	13.122.887,0	-	-26.709.297,0

(1) En millions de nouveaux zaires à partir de 1994.

CHAPITRE I

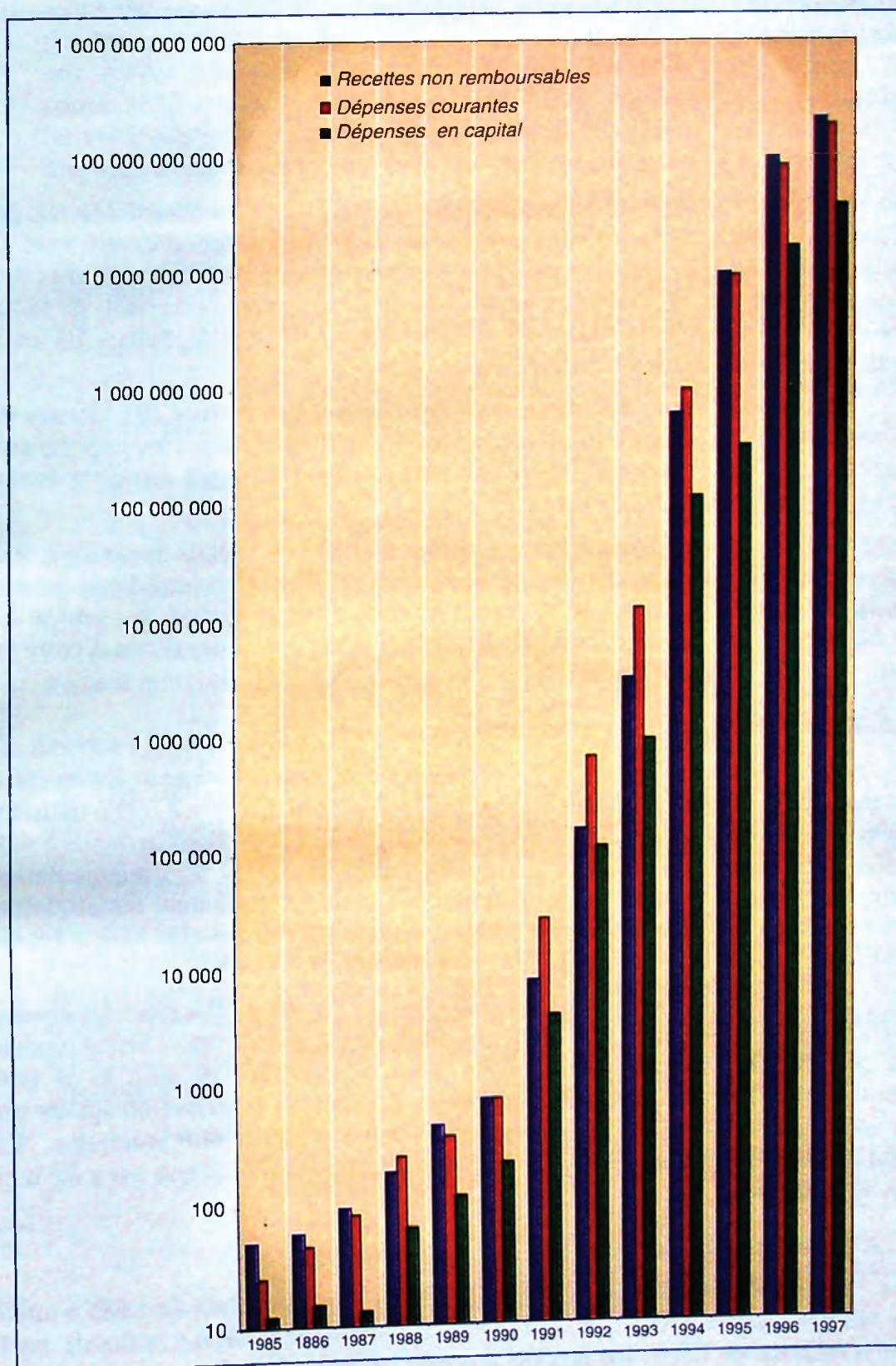
LES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE

En 1997, les recettes et les dépenses de l'Etat se sont élevées respectivement à 40.363,8 milliards de NZ et 46.655,4 milliards. Elles ont dégagé ainsi un mali de 6.291,6 milliards de NZ qui, après ajustement statistique, est monté à 26.709,3 milliards. Il a été financé à concurrence de 23.555,2 milliards par les avances directes de la Banque Centrale et la différence par les banques de dépôts.

I. RECETTES COURANTES

Les recettes courantes se sont établies à 40.363,8 milliards de NZ en 1997 contre 15.688,3 milliards en 1996. Exprimées en dollars américains, elles ont connu

Graphique 5 : Opérations intégrées de l'Etat (1)
(en millions de zaïres)



(1) Cfr Tableau II.1

plutôt une faible augmentation de 3,5 %. Elles sont passées d'une année à l'autre de 264,5 millions de USD à 274,2 millions. Ce montant n'intègre toutefois pas les versements de la Gécamines et de la MIBA qui, selon leurs rapports financiers, se sont chiffrés respectivement à 25 millions et 12 millions de dollars US.

1. Recettes fiscales

1.1. Recettes des contributions sur le commerce extérieur

En 1997, les recettes douanières ont atteint 10.965,0 milliards de NZ (93,48 millions de USD) alors qu'elles avaient totalisé 4.615,6 milliards en 1996 (77,0 millions de USD). Rapportées aux prévisions arrêtées à 20.546,3 milliards de NZ, elles dégagent une moins-value de 45,7 % en raison essentiellement de la baisse des exportations dont la valeur a totalisé 1.380,4 millions de dollars US en 1997 contre 1.724,6 millions une année auparavant.

A l'instar des années antérieures, le niveau et la structure des recettes douanières ont été fortement influencés par les droits d'entrée dont les apports se sont chiffrés à 10.335,5 milliards de NZ. La part relative des droits de sortie évaluée à 624,4 milliards de NZ n'a été que de 5,6 %.

Quelques mesures ont accompagné l'exécution des recettes douanières. Il s'agit notamment de la réduction des tarifs douaniers respectivement d'une fourchette de 15 % — 50 % à 5 % — 30 % pour les droits d'entrée et de 3 % — 40 % à 1 % — 20 % pour les droits de sortie ainsi que de l'exonération des droits d'entrée pour tout véhicule utilitaire importé.

1.2. Recettes des contributions sur les revenus

Au terme de l'exercice 1997, les recettes des contributions sur les revenus ont totalisé 10.068,6 milliards de NZ (68,2 millions de USD) contre 2.699,6 milliards en 1996 (47,0 millions de USD). Comparativement aux prévisions arrêtées à 5.034,9 milliards de NZ, il apparaît un taux d'exécution de 200,0 %. L'augmentation de cette catégorie des recettes résulte essentiellement du rendement remarquable des contributions sur les revenus des sociétés dont la part dans l'ensemble s'est élevée à 61,4 %.

Des mesures ont été prises à l'effet d'encourager la déclaration des revenus et d'élargir en conséquence l'assiette imposable. Il y a lieu de citer l'arrêté ministériel du 24 juin 1997 portant réduction des taux d'imposition de 50 à 35 % pour la Contribution Professionnelle sur le Revenu (CPR) et la contribution sur les profits de sous-location ainsi que les revenus de location des bâtiments et terrains. S'agissant des bénéfices des sociétés, le taux d'imposition sur le revenu net a été ramené de 50 % à 40 %.

1.3. Recettes des contributions sur biens et services

Les impôts et taxes sur les biens et services ont augmenté de 4.886,6 milliards de NZ par rapport à leur niveau de 1996, s'établissant à 7.406,0 milliards en 1997 (50,4 millions de USD). Par rapport aux prévisions de l'année, il se dégage un taux d'exécution de 58 %.

Les recettes des contributions sur le chiffre d'affaires à l'intérieur se sont inscrites à la hausse entre 1996 et 1997, passant de 743,7 milliards de NZ à 1.714,8 milliards, soit un accroissement de 130,6 %. Concernant les droits de consommation et ceux versés par les sociétés pétrolières au titre de la marge distribuable, ils ont totalisé respectivement 3.474,9 milliards de NZ et 2.080,5 milliards en 1997 contre 915,7 milliards et 849,5 milliards en 1996. Les recettes des contributions sur les véhicules se sont établies à 135,8 milliards de NZ en 1997 contre 10,6 milliards une année auparavant.

L'évolution ainsi observée est consécutive à une série de mesures décidées en 1997 dont les principales ont porté sur :

- la baisse des taux de la CCA à l'intérieur d'une fourchette de 3 % — 18 % à 3 % — 13 %, ceux de la CCA à l'exportation et sur les vols internationaux respectivement de 3 % à 0,75 % et de 25 % à 15 % ;
- l'allègement des droits de consommation applicables aux alcools et boissons alcooliques.

1.4. Autres recettes

Les autres recettes fiscales ont totalisé 3.990,0 milliards de NZ en 1997 (30,3 millions de USD) dont 479,5 milliards de contributions exceptionnelles sur les revenus des expatriés, 21 milliards des contributions sur les propriétés immobilières et un montant à ventiler de 3.489,9 milliards de NZ. En 1996, les réalisations sur cette rubrique étaient de 3.952,8 milliards de NZ (66,8 millions de USD), dont 2.852,0 milliards de la Gécamines.

2. Recettes non fiscales

En 1997, les recettes non fiscales qui regroupent principalement les recettes administratives, judiciaires, domaniales et du portefeuille ainsi que les royalties ont totalisé 7.933,7 milliards de NZ (54,8 millions de USD) contre 1.901,0 milliards (32,0 millions de USD) une année auparavant.

Les revenus du Portefeuille et les royalties provenant des entreprises de production pétrolière ont représenté respectivement 12,8 % et 14,3 % de l'ensemble des recettes non fiscales contre 4,8 % et 51,8 % une année auparavant. Il y a lieu de relever que l'Etat anticipe souvent la perception des royalties sur l'année de sorte qu'il est difficile d'apprécier les réalisations effectives d'un exercice par rapport aux prévisions.

Tableau II.2 : Importance relative de différentes catégories des recettes courantes
(en %)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997
1. Recettes des contributions sur commerce extérieur	29,3	30,1	44,1	32,7	29,4	27,7
2. Recettes des contributions sur revenus	18,9	25,5	16,4	21,1	17,2	24,9
3. Recettes des contributions sur biens et services	34,1	24,0	22,7	18,7	16,1	18,3
4. Autres recettes fiscales	5,1	3,5	5,2	19,7	25,2	9,4
5. Recettes non fiscales	12,6	16,9	11,6	7,8	12,1	19,7
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

II. DEPENSES PUBLIQUES

En 1997, les dépenses publiques se sont établies à 46.655,4 milliards de NZ contre 16.622,1 milliards en 1996. Exprimées en dollars US, elles ont enregistré la même tendance à la hausse, passant de 331,2 millions à 341,8 millions d'une année à l'autre. Les dépenses auraient pu augmenter davantage n'eût été l'amorce, en mai 1997, d'une gestion rigoureuse des finances publiques. En effet, entre janvier et mai de cette année, les dépenses de l'Etat se sont chiffrées à 27.197,2 milliards de NZ contre 19.458,2 milliards durant les sept derniers mois. En dollars US, elles ont totalisé 171,0 millions pour chacune des deux périodes.

1. Dépenses courantes

Les dépenses courantes de l'Etat sont passées de 15.298,0 milliards de NZ en 1996 à 42.789,7 milliards en 1997, soit respectivement 304,8 millions de dollars US et 313,5 millions. Les prévisions ayant été fixées à 70.199,5 milliards de NZ pour cette même année, il se dégage un taux d'exécution de 61,0 %. Ce faible taux s'explique essentiellement par une sous-consommation des crédits alloués aux dépenses des rémunérations et aux interventions économiques qui n'ont représenté que 29,3 % des prévisions.

1.1. Dépenses de fonctionnement

La part la plus importante des dépenses courantes de l'année 1997, soit 98,0 % a été affectée aux dépenses de fonctionnement. En effet, celles-ci ont totalisé 41.943,9 milliards de NZ (307,3 millions de USD) dont 31.365,6 milliards (229,8 millions de USD) pour l'acquisition des biens et services, principalement le matériel militaire consécutivement à la situation de guerre, et 10.578,3 milliards (77,5 millions de USD) pour les paiements des rémunérations.

En dépit de la sous-consommation des crédits des rémunérations, leur part dans les dépenses de fonctionnement s'est accrue de 13,5 % en 1996 à 25,2 % en 1997. Par ailleurs, l'évolution mensuelle des dépenses relatives à la paie des agents de l'Etat au cours de l'année 1997 montre que 78,5 % de celles-ci ont été exécutées au second semestre.

Le relèvement du niveau des dépenses de rémunérations au cours de cette période s'explique par l'accroissement des effectifs des militaires et l'indexation de leur solde à l'évolution du taux de change, la création de la Police Nationale et du Service National ainsi que par le recrutement de nouvelles unités au sein de la Direction Générale de Migration.

1.2. Intérêts sur la dette publique

Les intérêts versés par l'Etat au titre de la dette publique se sont chiffrés à 80,1 milliards de NZ (0,6 million de USD) en 1997 contre 2.157,4 milliards (43,0 millions de USD) l'année précédente. La totalité de ces versements a été consacrée au paiement des intérêts sur les avances de la Banque Centrale.

1.3. Subventions et transferts

Les dépenses publiques consacrées aux subventions et transferts sont passées de 151,5 milliards de NZ (3,0 millions de USD) en 1996 à 294,1 milliards en 1997. Les organismes publics autres que les écoles et les formations médicales ainsi que les organismes internationaux et les ménages n'ont pas bénéficié de subventions durant l'année sous revue.

1.4. Analyse par service

Les dépenses communes ont absorbé 49,8 % du total des dépenses de fonctionnement, les ministères 33,0 % et les institutions politiques 17,2 %. Les dépenses des services communs concernent les transferts aux provinces, la dette publique, les dépenses centralisées (dont les rémunérations) ainsi que les budgets annexes et pour ordre. S'agissant des ministères, la part la plus importante des crédits consommés, soit 80,9 % a été affectée à la Défense Nationale.

Tableau II.3 : Structure des dépenses courantes par ministère et institution
(en %)

	1993	1994	1995	1996	1997
Services communs	43,5	59,9	62,5	39,7	49,8
Institutions politiques	27,5	25,6	19,9	22,9	17,2
Finances	0,2	4,3	2,8	1,5	1,3
Défense Nationale	27,2	3,3	5,4	29,3	25,8
Affaires Etrangères	0,2	0,7	2,3	1,2	1,1
Travaux Publics	0,1	0,5	0,5	0,5	0,5
Education Nationale	0,2	0,3	1,2	0,9	0,8
Autres Ministères	1,1	5,4	5,4	4	3,5
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

2. DEPENSES EN CAPITAL

Les dépenses d'investissement ont atteint 3.865,8 milliards de NZ en 1997 contre 1.324,1 milliards en 1996, soit respectivement 28,3 millions de USD contre 26,4 millions. Par rapport aux prévisions qui se sont chiffrées à 4.360,8 milliards de NZ, il se dégage un taux d'exécution de 88,6 %.

Il convient de noter que l'intégralité de ce montant a été allouée aux investissements directs dont 57,0 % à l'infrastructure économique (principalement les routes, ponts et chaussées), 32,0 % à l'infrastructure sociale et collective, 10,8 % à l'équipement des administrations et le reste aux constructions militaires.

L'analyse par service des dépenses en capital renseigne que 88,0 % de celles-ci se rapportent au Ministère des Travaux Publics.

CHAPITRE II

LES BESOINS ET LES MOYENS DE FINANCEMENT DES OPERATIONS DU CADRE BUDGETAIRE

Les besoins de financement des opérations du cadre budgétaire de l'Etat se sont considérablement accrus en 1997 par rapport à l'année précédente. En effet, ils sont passés de 3.544,5 milliards de NZ à 26.709,3 milliards d'une année à l'autre.

La couverture de ces besoins a été assurée, en 1996 comme en 1997, presque à 100 % par le système bancaire, notamment la Banque Centrale.

I. Besoins de financement

En 1997, les besoins de financement se sont chiffrés à 6.291,6 milliards de NZ contre 933,7 milliards une année auparavant. Après ajustement statistique, ils sont passés à 26.709,3 milliards de NZ contre 3.544,5 milliards.

Cette évolution est consécutive, comme pour les autres années, à une progression plus importante des dépenses que des recettes.

II. Moyens de financement

Pour financer le déficit des opérations de l'Etat qui s'est élevé à 26.709,3 milliards de NZ en 1997, le Trésor a eu recours au système bancaire à concurrence de 99,9 %, soit 26.709,2 milliards. La même proportion a été observée en 1996 où pour un déficit de 3.544,5 milliards de NZ, les organismes monétaires ont intervenu pour 3.154,0 milliards.

La Banque Centrale du Congo a couvert la part la plus importante (88,2 %) de ce déficit; le reste ayant été financé par les banques de dépôts (11,8 %).

La contribution des bons du Trésor a été quasi nulle, soit 47 milliards de NZ qui représentent moins de 0,1 % du montant du déficit à financer.

Tableau II.4 : Besoins de financement des opérations du cadre budgétaire
(en milliards de zaires)

Année	Solde des opérations du cadre budgétaire	Ajustement statistique	Besoins de financement
1991	-22.730,2	10,5	-22.719,7
1992	-638.725,0	-62.978,0	-701.703,0
1993	-10.753.675,5	-1.178.614,6	-11.932.290,1
1994 ⁽¹⁾	-166.413,0	14.822,0	-151.591,0
1995	8.076,0	44.835,0	52.911,0
1996	-933.712,0	-2.610.784,0	-3.544.496,0
1997	-6.291.602,0	-20.417.695,0	-26.709.297,0

(1) En millions de nouveaux zaires à partir de 1994

Tableau II.5 : Couverture des besoins de financement des opérations du cadre budgétaire
(en milliards de zaires)

Année	Organismes monétaires	Variation de l'endettement intérieur non monétaire	Moyens de financement totaux
1991	22.654,5	65,2	22.719,7
1992	683.243,4	18.459,6	701.703,0
1993	11.799.683,1	132.607,0	11.932.290,1
1994 ⁽¹⁾	151.558,0	33,0	151.591,0
1995	-46.245,0	-6.666,0	-52.911,0
1996	3.544.447,0	49,0	3.544.496,0
1997	26.709.250,0	47,0	26.709.297,0

(1) En millions de nouveaux zaires à partir de 1994

CHAPITRE III

LES OPERATIONS A FINANCEMENT EXTERIEUR SPECIFIQUE

Les opérations à financement extérieur spécifique sont celles relatives aux activités de l'Etat réalisées en dehors du cadre budgétaire. Elles sont de ce fait exécutées essentiellement à l'aide des fonds de contrepartie et des donations, en nature ou en espèces, accordés par des gouvernements ou organismes étrangers.

En 1997, elles ont porté sur 32.298,2 milliards de NZ contre 17.091,0 milliards une année auparavant. Exprimées en dollars US, ces opérations ont affiché une tendance à la baisse, passant de 338,3 millions en 1996 à 245,8 millions en 1997.

1. Recettes

Au cours de l'année 1997, les recettes de transfert d'origine extérieure ont été constituées des donations multilatérales (62,2 %) et des donations bilatérales (37,8%), soit respectivement 153,0 millions de USD et 92,8 millions. Le Fonds Européen de Développement et les Nations Unies ont été les seuls donateurs multilatéraux, avec des contributions respectives de 94,8 millions de USD et 58,2 millions.

S'agissant des donations d'Etat à Etat, la part la plus importante est venue de la Belgique (61,5 %) suivie de l'Allemagne (17,0 %). Ces deux pays ont versé respectivement 57,1 millions USD et 15,8 millions.

2. Dépenses

En 1997, sur un total de 245,8 millions de USD représentant les dépenses publiques sur ressources extérieures liées, 175,3 millions ont concerné les dépenses courantes et 70,5 millions les dépenses en capital.

Les dépenses courantes se sont rapportées à l'aide alimentaire (20,8 %) ainsi qu'à l'assistance humanitaire et secours d'urgence (79,2 %). La quasi - totalité des dépenses d'investissement, soit 99,7 %, a porté sur la coopération technique autonome.

Tableau II.6 : Opérations à financement extérieur spécifique
(en milliards de zaires)

Année	Ressources	Dépenses courantes	Dépenses en capital	Solde
1991	1.585,9	1.212,1	-22.719,7	-1.068,7
1992	4.494,7	4.494,7	-	-
1993	-	-	-	-
1994 ⁽¹⁾	-	-	-	-
1995	1.176,5	1.176,5	-	-
1996	17.091,0	12.883,8	4.207,7	-
1997	32.298,2	23.041,1	9.257,1	-

(1) En millions de nouveaux zaires à partir de 1994,

CHAPITRE IV

LA SITUATION DU COMPTE DU TRESOR

L'administration des Finances dispose d'un compte ouvert dans les livres de la Banque Centrale qui joue le rôle de caissier de l'Etat dans toutes les localités du Congo en vertu d'une convention datant de décembre 1951. Le règlement général de la comptabilité publique édicté en juillet 1952 fixe le mode de fonctionnement de ce compte appelé " Compte Général du Trésor ". Ce dernier fait la synthèse des encaissements et des décaissements effectués par les comptables publics. C'est un compte courant qui peut accuser un solde débiteur strictement plafonné à 15 % de la moyenne des recettes fiscales des trois derniers exercices connus.

Le déficit de trésorerie doit résulter des fluctuations des recettes ordinaires. Il est dans ce cas couvert par des avances directes consenties par la Banque Centrale pour 300 jours au total, consécutifs ou non, et chargées de son taux d'intérêt directeur.

La limitation stricte dans le temps de ces concours de trésorerie répond à un double impératif, à savoir : le respect du principe même d'une caisse qui ne peut enregistrer des décaissements au cours d'un exercice comptable qu'à concurrence des rentrées de la période ; l'interdiction que la Banque Centrale s'impose de créer de la monnaie aux fins de financer le déficit de l'Etat et d'éviter ainsi les risques de provoquer un dérapage de la valeur interne et externe de la monnaie.

Mais dans la pratique, les pressions exercées par l'Etat sur la Banque Centrale sont telles qu'elles conduisent à des violations fréquentes des dispositions réglementaires qui régissent les rapports financiers entre les deux. Ces pressions se traduisent par l'accumulation pendant plusieurs années de la dette de l'Etat vis-à-vis de l'Institut d'Emission.

Plus d'une fois, ils se sont vus obligés de consolider, c'est-à-dire de convertir en une créance à long terme, l'encours des avances directes accordées au Trésor. Cette opération vise à la fois à éviter l'effet "boule de neige" au surendettement de l'Etat, susceptible d'entamer sa solvabilité, à permettre à la Banque Centrale d'assainir ses rapports financiers avec le Trésor et à redonner à la situation monétaire une structure équilibrée entre le crédit à l'Etat et le crédit à l'économie.

C'est ainsi qu'en application des dispositions de l'ordonnance-loi n° 67/307 du 04 août 1967 et de l'article 22 des statuts de la Banque Centrale, un montant de 75 milliards de Francs Congolais (soit 75 millions de zaïres) a été converti en une dette consolidée à long terme en 1967. Celle-ci était productrice d'un intérêt de 3 % l'an, soit la hauteur du taux directeur de l'Institut d'Emission au moment de la consolidation.

Le principal de la dette, pour lequel il n'y avait pas d'échéance fixe de remboursement, s'est effrité avec l'inflation au point que lors de la réforme monétaire d'octobre 1993 il ne valait plus que 25 nouveaux zaïres, avant de disparaître complètement en 1997.

Dans sa lettre n° 1636/CAB/MIN/FIN/94 du 28 décembre 1994 adressée à la Banque Centrale, le Ministre des Finances demandait à cette dernière de consolider le solde du Compte Général du Trésor arrêté au 31 décembre 1994, lequel se chiffrait à 167,4 milliards de nouveaux zaires.

Si le principe de la consolidation était acquis, le débat autour du taux d'intérêt n'a cependant jamais abouti, à cause du refus de l'Etat de se voir appliqué, comme en 1967, le taux d'intérêt directeur (145 %) dans cette opération. La créance de la Banque Centrale sur l'Etat qui était devenue la principale source des recettes a été tout simplement figée ; et en attendant de trouver un compromis entre les deux, l'Etat a décidé de verser à la Banque un forfait d'un milliard de NZ, à faire valoir plus tard sur la vraie hauteur des intérêts à payer. Cette décision unilatérale a provoqué une chute brutale des recettes d'exploitation de l'Institut d'Emission qui a vu ses résultats excédentaires antérieurs basculer en déficits en 1995 et en 1996.

Il y a lieu de noter que l'article 37 du règlement général sur la comptabilité publique, qui contient en même temps les dispositions de la convention du caissier de l'Etat, accorde à la Banque Centrale une autorisation générale et permanente de débiter le compte du Trésor des intérêts sur découvert éventuel.

Cette convention, qui demeure en vigueur à ce jour, est constamment violée, sinon tout simplement ignorée. En effet, en juin 1997, à la faveur d'importants changements politiques intervenus dans la direction du pays et en signe de rupture avec la gestion publique passée, le Gouvernement a décidé d'abandonner l'ancien Compte Général du Trésor pour ouvrir un autre compte.

Le sort de l'ancien compte n'a jamais été fixé. La Banque Centrale a suggéré au Ministère des Finances et Budget de consolider son solde qui, après régularisation, se chiffrait à 34.814,7 milliards de NZ au 31 décembre 1997. Cette consolidation suppose que la Banque Centrale et le Trésor s'accordent sur les modalités de remboursement du capital et de paiement des intérêts.

Parallèlement à l'ouverture d'un nouveau Compte Général du Trésor, d'autres comptes destinés à enregistrer des recettes et des dépenses en devises ont été ouverts aussi bien à la Banque Centrale que dans les banques de dépôts. Il s'est agi bien des comptes et non des sous-comptes dont les mouvements en crédit et en débit devaient être nivelés au Compte Général du Trésor. Pour respecter le principe de l'unicité de caisse, le Ministère des Finances a décidé en septembre 1997 la clôture de ces comptes. Ainsi, leurs soldes ont été transférés au Compte Général du Trésor.

L'examen de quelques faits marquant l'évolution du Compte Général du Trésor met ainsi en exergue le profond déséquilibre structurel accumulé dans le temps. En outre, le dédoublement du Compte Général du Trésor et le développement des comptes périphériques ne permettent pas à celui-ci de jouer son rôle de compte de synthèse.

En conséquence, la comptabilité publique ne saura jamais retracer annuellement la vraie situation des opérations financières de l'Etat. Par ailleurs, la cohérence et la fiabilité des statistiques monétaires en seront affectées.

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE II

Tableau II.6 bis : Importance relative des finances publiques dans l'économie
(en millions de ZRZ)⁽³⁾

	Valeurs courantes										Structure en %					
	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1996	1997
1. Produit intérieur brut	141.624.200,00	5.296.370.300,00	78.074.291.700,00	5.955.825,30	37.591.369,00	289.626.485,00	588.246.500,00	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
2. Dépenses publiques	32.535.382,30	808.805.150,00	14.066.669.475,00	374.795,00	3.288.684,00	16.622.082,00	46.555.419,00	23,0	15,3	18,0	5,4	8,7	5,7	6,8	5,7	6,8
Consommation publique	26.944.127,10	646.358.471,00	12.909.076.752,00	314.699,00	3.126.552,00	15.146.456,00	42.538.481,00	19,0	12,2	16,5	4,5	8,3	5,2	6,2	5,2	6,2
Formation brute de capital	4.020.820,00	119.202.219,00	994.312.300,00	40.313,00	105.431,00	1.324.085,00	3.865.765,00	2,8	2,3	1,3	0,6	0,3	0,5	0,6	0,5	0,6
Transferts à d'autres secteurs	1.570.435,20	43.244.460,00	163.280.423,00	19.783,00	54.701,00	151.541,00	251.173,00	1,1	0,8	0,2	0,3	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0
3. Charge fiscale brute	6.268.327,90	144.797.318,00	2.752.372.595,00	184.263,00	1.702.543,00	10.935.396,00	32.430.080,00	4,4	2,7	3,5	2,6	4,5	3,8	4,7	3,8	4,7
Commerce extérieur	2.168.738,60	48.555.271,00	997.721.174,00	91.994,00	692.238,00	4.615.622,00	10.965.099,00	1,5	0,9	1,3	1,3	1,8	1,6	1,6	1,6	1,6
Exportations	292.284,80	10.350.603,00	343.088.649,00	19.632,00	50.214,00	452.592,00	624.414,00	0,2	0,2	0,4	0,3	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1
Importations	1.876.198,90	38.194.369,00	653.286.325,00	71.094,00	641.937,00	4.162.509,00	10.335.531,00	1,3	0,7	0,8	1,0	1,7	1,4	1,5	1,4	1,5
Divers	254,90	10.299,00	1.346.200,00	1.268,00	87,00	521,00	5154,00	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Activités intérieures	4.047.289,40	96.242.047,00	1.754.651.421,00	92.269,00	1.010.305,00	6.319.774,00	21.266.815,00	2,9	1,8	2,2	1,3	2,7	2,2	3,1	2,2	3,1
Revenus	1.893.996,90	31.298.832,00	845.185.926,00	34.130,00	447.600,00	2.699.599,00	10.068.606,00	1,3	0,6	1,1	0,5	1,2	0,9	1,5	0,9	1,5
Biens et Services	1.071.037,60	56.478.283,00	794.629.093,00	47.402,00	396.293,00	2.519.392,00	7.406.002,00	0,8	1,1	1,0	0,6	1,1	0,9	1,1	0,9	1,1
Autres recettes fiscales	1.082.264,90	8.464.932,00	114.836.402,00	10.737,00	166.412,00	1.100.783,00	3.792.207,00	0,8	0,2	0,1	0,2	0,4	0,4	0,6	0,4	0,6
Cotisations sécurité sociale	52.289,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. Charge fiscale nette ⁽¹⁾	4.697.892,70	101.552.858,00	2.589.092.172,00	164.480,00	1.647.842,00	10.783.855,00	32.178.907,00	3,3	1,9	3,3	2,4	4,4	3,7	4,7	3,7	4,7
5. Solde global ⁽²⁾	-22.458.422,00	-701.703.115,00	-11.932.290.054,00	-151.591,00	52.911,00	-3.544.496,00	-26.709.297,00	-15,9	-13,2	-15,3	-2,2	0,1	-1,2	-3,9	-1,2	-3,9
6. Formation brute de capital fixe	8.632.900,00	376.451.300,00	1.817.932.900,00	522.256,80	3.826.968,90	67.109.809,80	...	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Contribution des administrations publiques	4.227.901,00	119.706.793,00	994.312.300,00	40.313,00	105.431,00	5.531.293,00	13.122.887,00	49,0	31,8	54,7	7,7	8,2	8,2	...	8,2	...
Acquisition directe des biens de capital	4.020.820,00	119.202.219,00	994.312.300,00	40.313,00	105.431,00	5.531.293,00	13.122.887,00	46,6	31,7	54,7	7,7	8,2	8,2	...	8,2	...
Transferts d'équipements	207.081,00	504.574,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2,4	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
7. Revenus des ménages	113.064.500,00	3.643.180.200,00	61.608.007.700,00	4.532.662,10	25.063.320,90	178.811.698,40	...	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Contribution des administrations publiques	9.225.484,60	134.652.337,00	2.837.478.854,00	90.146,00	749.486,00	1.943.727,00	10.578.303,00	8,2	3,7	4,6	2,0	3,0	1,1	...	1,1	...

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Charge fiscale brute diminuée des transferts à d'autres secteurs.

(2) Cf tableau II. 7

(3) En millions de nouveaux zaires à partir de 1994

Tableau II.7 : Situation intégrée des opérations des administrations publiques
(en millions de ZRZ) ⁽¹²⁾

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
1. Recettes non remboursables	8.639.351	170.080.105	3.312.994.000	208.382	3.296.760	32.779.397	72.662.014
a) Recettes courantes ⁽¹⁾	7.053.417	165.585.442	3.312.994.000	208.382	2.120.259	15.688.370	40.363.817
Cadre budgétaire	6.883.767	165.585.442	3.312.994.000	208.382	2.120.259	15.688.370	40.363.817
Sécurité Sociale	169.650	-	-	-	-	-	-
b) Donations	1.585.934	4.494.663	-	-	1.176.501	17.091.027	32.298.197
Courantes ⁽²⁾	1.292.171	4.494.663	-	-	1.176.501	12.883.819	23.041.075
En capital ⁽³⁾	293.763	-	-	-	-	4.207.208	9.257.122
2. Dépenses courantes	28.307.481	689.098.357	13.072.357.175	334.482	3.183.253	28.181.816	65.830.729
Cadre budgétaire ⁽⁴⁾	26.828.568	684.603.694	13.072.357.175	334.482	2.006.752	15.297.997	42.789.654
Sécurité sociale	266.742	-	-	-	-	-	-
A fin. ext. spéc. ⁽⁵⁾	1.212.171	4.494.663	-	-	1.176.501	12.883.819	23.041.075
3. Epargne budgétaire ⁽⁶⁾	-19.944.801	-519.018.252	-9.759.363.175	-126.100	113.507	390.373	2.425.837
4. Dépenses en capital	4.227.901	119.706.793	994.312.300	40.313	105.431	5.531.293	13.122.887
Cadre budgétaire ⁽⁷⁾	2.785.391	119.706.793	994.312.300	40.313	105.431	1.324.085	3.865.765
A fin. ext. spéc. ⁽⁸⁾	1.442.510	-	-	-	-	4.207.208	9.257.122
5. Total dépenses = 2 + 4	32.535.382	808.805.150	14.066.669.475	374.795	3.288.684	33.713.109	78.953.616
Cadre budgétaire	29.613.959	804.310.487	14.066.669.475	374.795	2.112.183	16.622.082	46.655.419
Sécurité sociale	266.742	-	-	-	-	-	-
A fin. ext. spéc.	2.654.681	4.494.663	-	-	1.176.501	17.091.027	32.298.197
6. Solde (1 - 5)	-23.896.031	-638.725.045	-10.753.675.475	-166.413	8.076	-933.712	-6.291.602
Cadre budgétaire	-22.730.192	-638.725.045	-10.753.675.475	-166.413	8.076	-933.712	-6.291.602
Sécurité sociale	-97.092	-	-	-	-	-	-
A fin. ext. spéc.	-1.068.747	-	-	-	-	-	-
7. Ajustement statistique ⁽⁹⁾	1.437.609	-62.978.070	-1.178.614.579	14.822	44.835	-2.610.784	-20.417.695
8. Besoins de financement ⁽¹⁰⁾	-22.458.422	-701.703.115	-11.932.290.054	-151.591	52.911	-3.544.496	-26.709.297
9. Financement ⁽¹¹⁾	22.458.422	701.703.115	11.932.290.054	151.591	-52.911	3.544.496	26.709.297
Intérieur monétaire net	22.654.476	683.243.479	11.799.683.054	151.558	-46.245	3.544.447	26.709.250
Int. non monét. net	65.246	18.459.636	132.607.000	33	-6.666	49	47
Extérieur net	-358.392	-	-	-	-	-	-
Sécurité sociale	97.092	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Cf tableau II.9

(2) Charges de la coopération technique supportées par le gouvernement et autres organismes publics donateurs ainsi que les dons divers provenant du secteur privé étranger : cf tableaux III.19 et III.21

(3) Donations destinées au financement des projets économiques et sociaux déterminés : cf tableau III.21

(4) Cf tableau II.21

(5) Comprend les achats à crédit de matériel militaire et les charges de la coopération technique non supportées par l'Etat zaïrois

(6) Différence entre les recettes et les dépenses courantes du cadre budgétaire

(7) Cf tableau II.25

(8) Comprend les achats à crédit ou à l'aide des donations du matériel et d'équipement, autres que militaires. Les dépenses en monnaie locale liées à ces projets se retrouvent dans les opérations du cadre budgétaire.

(9) Montant à ajouter au point 6 pour avoir le montant du point 8

(10) Correspond selon le cas soit aux besoins nets de financement (-), soit aux capacités excédentaires nettes de financement (+)

(11) Chiffres différents de ceux du tableau II.27 qui ne comprennent pas les soldes de la sécurité sociale

(12) En millions de nouveaux zaïres à partir de 1994

Tableau II.8 : Prévisions des recettes budgétaires de l'Etat ⁽¹⁾
(en millions de ZRZ) ⁽⁶⁾

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
A. RECETTES FISCALES	3.419.955	204.832.963	3.448.250.520	303.562	1.259.221	10.102.528	61.359.484
1. Contr. sur le comm. ext ⁽²⁾	927.822	53.550.672	1.600.371.311	135.544	416.455	3.005.864	20.546.324
- Droits de sortie	147.323	14.544.835	289.782.011	41.149	210.532	511.504	3.696.286
- Droits d'entrée	780.397	39.004.430	1.309.470.000	94.374	205.892	2.493.860	16.839.570
- Divers	102	1.407	1.119.300	21	31	500	10.468
2. Contr. sur les revenus ⁽³⁾	339.272	20.635.195	131.400.064	20.370	53.715	684.157	5.034.921
- Personnes physiques	175.230	18.847.709	108.202.307	16.513	42.877	427.280	3.462.217
- Sociétés et entreprises	164.042	1.787.486	23.197.757	3.857	10.838	256.877	1.572.704
- Amendes et accroissements	-	-	-	-	-	-	-
3. Contr. sur biens et serv. ⁽⁴⁾	465.237	26.751.617	251.882.100	44.007	167.647	1.688.719	12.773.923
4. C.E.R à charge des empl.	38.979	3.528.487	17.797.023	2.269	7.553	73.235	689.917
5. Contr. sur la prop. immob.	1.343	812.537	12.218.472	822	17.185	85.096	551.913
- Bâtiments	1.195	717.445	11.611.090	40	16.757	82.573	534.770
- Terrains	148	95.092	607.382	782	428	2523	17143
6. Fonds spéciaux	86.409	259.619	5.050.000	-	168.635	1.626.234	6.247.154
- Fonds de relance économique	66.988	206.310	-	-	-	-	-
- Taxes sur produits pétroliers	17.614	35.228	3.500.000	-	168.635	1.626.234	6.247.154
- Divers ⁽⁵⁾	1.807	18.081	1.550.000	-	-	-	-
7. Divers	4.388	11.383.243	331.581.550	526	58.225	671.041	2.597.967
8. Gécamines	935.600	61.176.500	446.950.000	-	174.930	840.000	4.810.000
9. Pétroliers	620.905	26.735.093	651.000.000	100.024	194.876	1.428.182	8.107.365
B. RECETTES NON FISCALES	122.457	14.351.126	873.398.131	25.354	496.346	1.162.739	11.852.026
1. Recettes adm., judiciaires							
et domaniales	96.333	11.215.678	831.064.011	8.409	362.301	534.343	8.840.103
2. Portefeuille	25.166	1.484.694	39.553.420	13.140	49.418	601.711	1.959.096
3. Donations	-	-	-	-	-	-	-
4. Divers	958	1.650.754	2.780.700	3.805	84.627	26.685	1.052.827
TOTAL (A+B)	3.542.412	219.184.089	4.321.648.651	328.916	1.755.567	11.265.267	73.211.510

Source : Ministère du Budget

(1) Non compris le fonds de contrepartie

(2) Cf tableau II.10

(3) Cf tableau II.12

(4) Cf tableau II.14

(5) Il s'agit du Fonds de Promotion du Tourisme et du Fonds de Reboisement depuis 1985

(6) En millions de nouveaux zaires à partir de 1994

Tableau II.9 : Recettes courantes des Administrations Publiques
(en millions de ZRZ) ⁽⁵⁾

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
I. RECETTES DU CADRE BUDGET (1)	6.883.767	165.585.442	3.312.994.000	208.382	2.120.259	15.688.370	40.363.817
A. RECETTES FISCALES	6.216.039	144.797.318	2.752.372.595	184.263	1.954.707	13.787.409	32.430.080
1. Contrib. s/comm. ext. (2)	1.355.686	48.555.271	997.721.174	91.994	692.238	4.615.622	10.965.099
- Droits de sortie	292.285	10.350.603	343.088.649	19.632	50.214	452.592	624.414
- Droits d'entrée	1.063.146	38.194.369	653.286.325	71.094	641.937	4.162.509	10.335.531
- Divers	255	10.299	1.346.200	1.268	87	521	5154
2. Contrib. s/revenus (3)	636.711	31.298.832	845.185.926	34.130	447.600	2.699.599	10.068.606
- Revenus des pers. phys.	325.783	14.721.454	172.517.499	19.544	168.642	1.106.820	3.877.419
- Revenus des soc. et ent	310.828	16.577.378	672.668.427	14.466	231.143	1.227.742	6.191.187
- Amendes et accroiss.	100	-	-	120	47.815	365.037	-
3. Contrib. s/biens et services(4)	1.071.038	56.478.283	794.629.093	47.402	396.293	2.519.392	7.406.002
4. C.E.R charge des employeurs	23.591	3.306.695	20.816.040	3.253	26.575	202.901	479.477
5. Contrib. s/prop. Immob.	355	2.514	1.527.739	7	382	2.929	20.992
- Bâtiments	-	2.514	1.527.739	-	382	-	-
- Terrains	355	-	-	7	-	2.929	20.992
6. Fonds spéciaux	991	-	-	-	-	-	-
- Fonds de relance économique	907	-	-	-	-	-	-
- Fonds agricole	84	-	-	-	-	-	-
- Fonds promotion touris.	-	-	-	-	-	-	-
7. Divers	844.517	5.155.723	92.492.623	7.477	139.455	894.953	3.489.904
8. Gécamines	2.283.150	-	-	-	252.164	2.852.013	-
B. RECETTES NON FISCALES	667.728	20.788.124	560.621.405	24.119	165.552	1.900.961	7.933.737
1. Recettes adm., judic.							
et domaniales	452.034	7.598.294	76.064.013	13.137	47.878	825.399	5.781.357
2. Portefeuille	85.584	5.715.944	209.987.777	4.759	37.397	90.565	1.015.234
3. Royalties	127.928	7.473.886	274.569.615	6.223	80.277	984.997	1.137.146
4. O.GE.DE.P.	2.182	-	-	-	-	-	-
5. Divers	-	-	-	-	-	-	-
II. RECETTES DE LA SECURITE							
SOCIALE	169.650	-	-	-	-	-	-
A. Cotisations	52.290	-	-	-	-	-	-
B. Autres	117.360	-	-	-	-	-	-
Total (I + II)	7.053.417	165.585.442	3.312.994.000	208.382	2.120.259	15.688.370	40.363.817

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo

(1) Encaissements enregistrés dans les comptes du Trésor à la Banque non compris les recettes de fonds de contrepartie (A + B)

(2) Cf tableau II. 11

(3) Cf tableau II. 13

(4) Cf tableau II. 15

(5) En millions de nouveaux zaires à partir de 1994

Tableau II.10 : Prévisions des recettes des contributions sur le commerce extérieur ⁽¹⁾
(en millions de ZRZ) ⁽³⁾

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
A. DROITS DE SORTIE	147.323	14.544.833	289.782.011	41.149	210.532	511.504	3.696.286
1. Droits de sortie ordin.	73.094	5.523.007	215.243.926	34.629	104.089	236.788	1.952.339
- Produits minéraux	65.723	4.963.138	212.147.026	7.239	44.542	48.843	1.437.681
- Produits végétaux	7.371	368.517	1.407.500	26.576	46.425	131.845	160.221
- Autres produits	-	191.352	1.689.400	814	13.122	56.100	354.437
2. C.C.A à l'exportation	74.229	9.021.809	74.533.685	6.254	106.164	262.877	1.735.578
3. Amendes	a	17	4.400	266	279	11.839	8.369
B. DROITS D'ENTREE	780.397	39.004.430	1.309.470.000	94.374	205.892	2.493.860	16.839.570
1. Droits de douane	494.747	25.960.935	850.863.000	63.608	142.400	1.617.970	11.658.840
2. C.C.A à l'importation	257.896	12.292.600	55.977.800	24.812	33.000	747.230	4.511.080
3. Taxe statistique	25.857	588.588	401.131.200	5.855	21.600	91.810	643.140
4. Amendes	1.897	162.307	1.498.000	99	8.892	36.850	26.510
C. ENTREPOTS ⁽²⁾	102	1.408	1.119.300	21	31	500	10468
TOTAL(A+B+C)	927.822	53.550.671	1.600.371.311	135.544	416.455	3.005.864	20.546.324

Sources : Ministère du Budget et Banque Centrale du Congo

(1) Non compris la Gécamines

(2) Comprend les droits de magasin, la taxe progressive, la taxe d'ouverture d'entrepôts particuliers et la taxe d'entreposage d'office

(3) En millions de ZRN à partir de 1994

Tableau II.11 : Recettes des contributions sur le commerce extérieur ⁽¹⁾
(en millions de ZRZ) ⁽³⁾

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
A. DROITS DE SORTIE	292.285	10.350.603	343.088.649	19.632	50.214	452.592	624.414
1. Droits de sortie ordin.	78.292	1.391.971	4.153.186	2.338	3.980	147.138	531.109
- Produits minéraux	74.865	1.294.788	3.863.319	2.175	1.298	47.982	477.095
- Produits végétaux	2.641	77.741	231.808	130	1.206	44.597	25.434
- Autres produits	786	19.442	58.059	33	1.476	54.559	28.580
2. C.C.A à l'exportation	81.873	82.607	14.525.121	9.862	38.548	203.919	86.948
3. Taxe statistique	132.120	8.876.012	324.409.912	7.432	7.686	101.535	6.357
4. Amendes	-	13	430	-	-	-	-
B. DROITS D'ENTREE	1.063.146	38.194.369	653.286.325	71.094	641.937	4.162.509	10.335.531
1. Droits de douane	691.502	24.511.053	426.203.998	46.382	494.934	3.201.589	8.570.686
2. C.C.A à l'importation	321.779	11.567.878	206.373.150	22.459	115.549	751.117	1.583.062
3. Taxe statistique	45.732	2.053.030	20.055.890	2.183	25.677	169.191	148.618
4. Amendes	4.133	62.408	653.287	70	5.777	40.612	33.165
C. ENTREPOTS ⁽²⁾	255	10.299	1.346.200	1.268	87	521	5154
TOTAL	1.355.686	48.555.271	997.721.174	91.994	692.238	4.615.622	10.965.099

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo

(1) Cf note 1, tableau II.10

(2) Cf note 2, tableau II.10

(3) En millions de ZRN à partir de 1994

Tableau II.12 : Prévisions des recettes des contributions sur les revenus (1)
(en millions de ZRZ) (2)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
A. REVENUS DES PERS. PHYS.	175.230	18.847.709	108.202.307	16.513	42.877	427.280	3.462.217
1. Rémunérations	160.634	17.862.245	96.777.569	13.580	34.378	333.384	3.125.514
2. Revenus locatifs	5.168	897.366	9.488.498	621	3.278	42.713	145.941
3. Revenus mobiliers	9.007	85.946	1.898.472	1.972	4.323	26.156	144.568
4. Professions libérales	421	2.152	37.768	340	898	25027	46194
B. REVENUS DES SOC. ET ENT.	164.042	1.787.486	23.197.757	3.857	10.838	256.877	1.572.704
1. Sociétés	148.806	1.432.425	15.820.604	3.040	8.923	225.008	1.445.679
2. Entreprises	15.236	355.061	7.377.153	817	1.915	31.869	127.025
C. AMENDES ET ACCROISSEMENTS	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	339.272	20.635.195	131.400.064	20.370	53.715	684.157	5.034.921

Sources : Ministère du Budget et Banque Centrale du Congo

(1) Cf note 1, tableau II.11

(2) En millions de ZRN à partir de 1994

Tableau II. 13 : Recettes des contributions sur les revenus (1)
(en millions de ZRZ) (3)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
A. REVENUS DES PERS. PHYS.	325.783	14.721.454	172.517.499	19.544	168.642	1.106.820	3.877.419
1. Rémunérations ⁽²⁾	308.472	13.226.776	160.100.913	17.202	147.884	948.347	3.274.249
2. Revenus locatifs	9.956	1.302.649	7.778.626	798	6.061	46.182	163.994
3. Revenus mobiliers	7.355	186.843	4.564.921	1.544	14.687	112.222	439.176
4. Professions libérales	-	5.186	73.039	-	10	69	-
B. REVENUS DES SOC. ET ENT.	310.828	16.577.378	672.668.427	14.466	231.143	1.227.742	6.191.187
1. Sociétés	309.903	15.734.607	670.075.552	14.466	230.877	1.225.664	6.190.166
dont -Gécamines	-	-	-	-	-	-	-
- Pétroliers	203.058	13.563.524	498.285.748	11.906	76.568	228.364	2.080.173
2. Entreprises	925	842.771	2.592.875	-	266	2.078	1.021
C. AMENDES ET ACCROISSEMENTS	100	-	-	120	47.815	365.037	-
TOTAL	636.711	31.298.832	845.185.926	34.130	447.600	2.699.599	10.068.606

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo

(1) Cf note 1, tableau II.10

(2) Non compris les rémunérations payées aux agents de l'Etat

(3) En millions de ZRN à partir de 1994

Tableau II.14 : Prévisions des recettes des contributions sur biens et services (1)
(en millions de ZRZ) (4)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
A. C.C.A. A L'INTERIEUR	223.210	20.391.899	87.243.148	21.116	70.021	546.240	4.155.799
B. DROITS DE CONSOMMATION	232.820	5.774.864	122.332.000	22.018	79.977	733.550	6.154.337
1. Bières	87.029	2.339.855	35.474.000	9.000	26.053	355.100	2.478.355
2. Huiles minérales	-	-	-	-	-	-	-
3. Tabacs fabriqués	112.392	2.056.842	49.615.800	7.156	29.174	212.780	2.424.647
4. Autres produits ⁽²⁾	32.856	1.376.326	37.194.200	5.862	24.742	165.570	1.250.274
5. Amendes	543	1.841	48.000	-	8	100	1.061
C. CONTRIBUTIONS SUR VEH. ⁽³⁾	9.207	584.854	42.306.952	873	17.649	408.929	2.463.787
TOTAL (A+B+C)	465.237	26.751.617	251.882.100	44.007	167.647	1.688.719	12.773.923

Source : Ministère du Budget

(1) Cfr note 1, tableau II. 10

(2) Alcools et vins, eaux gazeuses et limonades, sucre, ciments, allumettes, parfums, liquides alcooliques

(3) Vignette, plaques et taxe spéciale de circulation routière

(4) En millions de ZRN à partir de 1994

Tableau II.15 : Recettes des contributions sur biens et services ⁽¹⁾
(en millions de ZRZ) ⁽⁴⁾

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
A. C.C.A. A L'INTERIEUR	289.742	13.462.226	47.774.280	18.581	106.256	743.656	1.714.798
B. DROITS DE CONSOMMATION	523.337	25.859.597	107.586.162	14.314	161.177	915.672	3.474.924
1. Bières	268.110	10.077.815	47.768.256	6.355	89.582	508.839	1.608.542
2. Huiles	-	-	-	-	-	-	32.664
3. Tabacs fabriqués	210.296	13.133.883	48.521.359	6.342	50.191	285.140	1.301.359
4. Autres produits ⁽²⁾	44.840	2.645.551	11.188.961	1.603	21.372	121.601	531.663
5. Amendes	91	2.348	107.586	14	32	92	696
C. MARGE DISTRIBUABLE ⁽³⁾	255.282	17.053.092	626.482.632	14.199	127.707	849.500	2.080.496
D. CONTRIBUTIONS SUR VEH.	2.677	103.368	12.786.019	308	1.153	10.564	135.784
TOTAL	1.071.038	56.478.283	794.629.093	47.402	396.293	2.519.392	7.406.002

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo

(1) Cf note 1, tableau II.10

(2) Cf note 2, tableau II.14

(3) Taxe sur le chiffre d'affaires des sociétés pétrolières

(4) En millions de Nouveaux Zaïres à partir de 1994

Tableau II.16 : Cours du cuivre, valeur de base et droits de sortie

Début du mois	Cours moyen de référence Cu Electro ⁽²⁾ F.B./T.m.	Valeur de basen ZRZ pour 100 kg ⁽³⁾	Montant du droit de sortie ⁽¹⁾ en ZRZ Pour 100 kg ⁽³⁾
1990 Janvier	86.407	115.039	47.166
Février	84.536	109.944	45.077
Mars	95.037	109.452	44.875
Avril	95.936	113.428	46.505
Mai	96.599	131.730	54.009
Juin	91.263	140.755	57.710
Juillet	95.472	149.515	61.301
Août	92.169	146.800	60.188
Septembre	100.075	163.685	67.111
Octobre	88.082	188.409	77.248
Novembre	81.286	213.698	87.616
Décembre	79.193	218.292	89.500
1991 Janvier	78.802	284.449	116.624
Février	77.385	426.311	174.787
Mars	82.611	513.302	10.454
Avril	89.340	730.876	299.659
Mai	83.671	836.226	342.853
Juin	84.116	937.450	384.355
Juillet	84.872	977.987	400.975
Août	82.917	1.037.622	425.425
Septembre	83.888	1.399.161	573.656
Octobre	84.423	2.437.792	999.495
Novembre	81.893	3.941.601	1.616.056
Décembre	75.549	5.141.498	2.108.014
1992 Janvier	72.271	11.068.820	4.538.216
Février	75.854	14.465.283	5.930.766
Mars	78.523	15.514.380	6.360.896
Avril	77.501	21.568.257	8.842.985
Mai	76.363	24.555.897	10.067.917
Juin	76.848	34.092.610	13.977.970
Juillet	79.709	34.901.576	14.309.646
Août	77.600	610.585.296	250.339.971
Septembre	74.743	1.385.541.347	568.071.952
Octobre	70.767	166.136.601	68.116.006
Novembre	72.372	215.127.108	88.202.114
Décembre	73.617	307.528.522	126.086.694
1993 Janvier	78.714	358.335.931	146.917.732
Février	76.901	358.335.931	146.917.732
Mars	75.398	551.763.340	226.222.969
Avril	65.986	591.656.836	242.579.303
Mai	61.192	505.278.533	207.164.198
Juin	65.590	524.137.042	214.896.187
Juillet	70.533	559.680.592	229.469.043
Août	72.264	681.668.269	279.483.990
Septembre	66.412	828.883.727	339.842.328
Octobre	60.830	1.033.078.670	423.562.255
Novembre	61.212	1.150.186.218	471.576.349
Décembre	63.288	1.386.000.000	568.260.000
1994 Janvier	67.968	659	270
Février	68.956	...	...
Mars	68.833	...	...
Avril	67.899	16.947	6.948
Mai	75.744	24.811	10.173
Juin	81.388	...	...
Juillet	81.418	...	...
Août	79.359	...	...
Septembre	81.930	...	...
Octobre	81.328	...	...
Novembre	91.142	...	...
Décembre	98.413	...	...

Sources : Office des Douanes et Accises et Banque Centrale du Congo

(1) Le droit de sortie est de 41 % de la valeur de base

(2) Prix de l'avant-dernier mois

(3) En nouveaux zaires en 1994

Tableau II.17 : Taxes et contributions versées au Trésor par la Gécamines et son personnel
(en millions de ZRZ)

Rubriques fiscales	1988	1989	1990	1991	1995 ⁽¹⁾	1996 ⁽¹⁾	1997 ⁽¹⁾
1. Droits de sortie	14.282	36.866	-	-	-	-	-
2. C.C.A. à l'exportation	3.057	20.891	9.503	-	-	-	-
3. Droits d'entrée	19.886	26.762	94.708	813.053	-	-	-
4. Taxe sur bénéfices ant.	22.899	6.964	-	-	-	-	-
5. Taxe et impôts divers	1.973	3.413	13.356	212.811	-	-	-
6. Taxes sur rémunérations	6.689	41.645	51.741	1.257.285	-	-	-
TOTAL	68.786	136.541	169.308	2.283.149	252.164	2.852.013	-
En % du total des rec. budg.	42,9	35,4	25,3	33,2	11,9	18,2	-

Sources : Gécamines et Banque Centrale du Congo

(1) en millions de ZRN

Tableau II.18 : Evolution des effectifs payés par l'Etat ⁽¹⁾
Répartition par ministère
(situation à la fin de l'année)

Ministères	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Finances	3.088	3.541	3.583	2.377	2.025	2.339	2.334
Fonction Publique	1.312	1.716	1.758	6.243	5.791	5.973	5.885
Administration du Territoire	16.218	16.869	16.911	16.898	16.446	16.804	16.913
Justice	3.560	3.733	3.775	3.832	3.381	3.644	3.641
Portefeuille	149	127	147	129	129	125	125
Environnement	2.718	2.833	2.875	2.947	2.942	2.760	2.768
Développement rural	298	949	991	1.164	1.148	962	962
Affaires Etrangères	715	731	743	801	801	763	764
Commerce	387	431	443	517	517	461	461
Défense	3.620	4.947	4.980	5.086	4.635	5.065	5.084
Affaires sociales	4.325	4.759	4.806	4.999	4.548	4.673	4.670
Education Nationale ⁽²⁾	182.906	203.157	228.034	220.343	231.639	235.768	237.645
Santé Publique	31.399	31.346	31.386	31.386	29.592	28.656	29.752
Information	52	76	76	73	73	65	65
Culture et Arts	422	481	521	730	730	719	725
Sports	969	1.073	1.083	1.414	1.014	1.335	1.344
Anciens combattants	319	325	331	328	321	305	305
Travail	418	439	-76	609	469	563	561
Agriculture	8.582	8.426	8.468	8.731	8.573	7.748	7.849
Economie Nationale	1.630	2.035	2.076	2.365	2.305	2.203	2.208
Postes et Télécommunications	94	107	120	196	191	183	196
Mines	320	340	341	373	372	367	360
Transports et Communications	542	619	639	726	723	740	740
Travaux Publics	8.307	8.341	8.371	8.782	8.082	8.461	8.566
Energie	181	210	230	251	251	229	245
Affaires Foncières	1.138	1.203	1.245	1.246	1.202	1.230	1.241
Plan	565	580	587	680	680	619	614
Divers	129.195	122.487	98.096	105.774	96.720	93.114	92.569
TOTAL	403.429	421.881	422.540	429.000	425.300	425.874	428.592

Source : Direction de la Paie, Ministère des Finances

(1) Non compris les militaires de la Défense Nationale, les effectifs des organes politiques et des services bénéficiant des subventions

(2) Y compris les boursiers étudiants en R.D.C.

Tableau II.19 : Budget des dépenses courantes de l'Etat
Répartition par ministère
(en millions de ZRZ)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
I. Institutions politiques	90.485	8.985.000	375.706.462	20.933	59.789	1.984.543	1.753.752
Présidence de la République.	53.271	4.485.000	286.093.293	11.136	34.079	461.507	1.081.687
Fondation Mama Mobutu	-	-	-	-	-	-	-
Compagnons de la Révolution.	-	-	-	95	-	-	-
M.P.R.	-	-	-	-	-	-	-
Assemblée Nationale & H.C.R.	14.333	2.400.000	15.165.440	7.790	12.058	1.330.193	221.955
Bureau du 1er ministre	15.894	1.000.000	27.681.299	619	9.286	88.365	262.049
Serv. techn. de la Prés.	6.987	900.000	34.827.430	813	-	-	-
Organismes auxiliaires	-	-	-	480	-	-	-
Ministère d'Etat	-	200.000	11.939.000	-	-	-	-
Magistrature, Cours & Tribunaux	-	-	-	-	4.366	104.478	188.061
II. Ministères	404.793	24.913.743	1.014.529.190	51.941	169.654	614.577	1.570.699
Administration du territoire.	83.312	4.085.727	108.870.521	4.229	6.401	14.751	91.701
Affaires Etrangères	10.589	2.640.000	79.913.819	3.128	5.255	18.437	124.510
Commerce	1.570	250.738	8.047.175	443	2.461	7.910	22.371
Défense Nationale	93.312	2.000.000	487.014.698	15.000	65.009	144.047	-
Anciens Combattants	392	129.000	-	274	285	3687	15.399
Justice	5.564	660.000	27.571.953	1.261	3.312	32.086	98.358
Finances	3.200	450.000	14.442.251	1.346	2.401	18.395	41.781
Economie Nationale	603	285.935	14.696.903	673	1.201	5.531	14.941
Education Nationale ⁽¹⁾	33.701	996.804	31.991.330	2.503	3.604	70.469	232.334
Information et presse	805	129.000	4.140.112	1.381	1.937	23.822	51.580
Agriculture	1.145	351.000	16.095.085	757	1.255	6.938	22.182
Travaux Publics et Aménagement du Territoire	3.872	488.501	26.718.209	3.952	14.112	31.673	40.125
Mines	732	281.408	9.031.468	799	4.800	14.288	40.279
Transports et Communications.	1.001	422.500	13.559.669	924	4.462	15.432	38.909
Fonction Publique	865	172.000	6.600.149	1.100	1.646	9.833	19.045
Affaires sociales	958	129.000	8.280.224	750	1.281	5.920	15.431
Postes, Télégraphes, Télégrammes.	724	379.500	12.179.632	391	2.407	8.589	31.202
Santé Publique	1.590	286.500	9.794.900	943	23.482	61.907	199.358
Culture et Arts	991	172.000	10.636.247	637	1.163	5.666	26.377
Energie	810	222.519	7.141.499	616	1.641	6.789	11.936
Sports & Jeunesse	4.273	489.062	9.893.199	1.214	2.264	11.088	144.278
Urbanisme et Affaires Foncières.	1.429	573.000	12.869.650	942	4.480	14.357	53.548
Travail et Prévoyance Sociales.	1.418	402.769	12.926.413	441	959	6.825	33.333
Portefeuille	-	-	9.628.167	627	2.152	6.200	13.364
Environnement	565	172.000	5.520.149	244	1.254	6.146	12.176
Développement rural	509	150.500	-	261	272	3.571	8.698
Plan	933	302.000	9.692.355	1.045	1.587	5.392	16.901
Recherche scientifique	1.023	129.000	4.140.112	518	539	3.274	15.947
Condition Féminine	1.351	129.000	-	-	-	3.702	11.414
Droits et libertés du Citoyen.	500	107.500	-	219	228	2.494	240
Budget	4.940	700.150	23.470.537	1.634	3.303	19.082	58.290
Habitat et Logement	834	172.000	-	1.171	891	4.052	15.283
Coopération Internationale	1.914	301.000	6.950.186	1.033	2.075	7.989	20.466
Relations avec le parlement	875	125.000	5.215.256	-	208	1.229	2.683
Réformes Institutionnelles	134.250	5.486.168	-	343	357	1.844	3.637
Relations avec partis politiques.	750	125.000	-	873	700	1.840	4.867
Petites et Moyennes Entreprises.	1.350	372.850	11.957.543	54	56	2.089	4.641
Participations et privatisations.	800	300.000	-	-	-	-	-
Tourisme	529	172.612	5.539.779	115	120	3.073	6.560
Industrie & Artisanat	814	172.000	-	100	94	4.160	6.554
III. Autres services	2.764.685	187.748.861	3.156.533.329	251.608	1.422.280	6.601.229	66.795.088
Dette Publique	1.272.743	30.491.157	536.524.053	47.432	103.103	1.715.859	1.750.567
Régions et sous-régions	12.746	7.500.530	105.000.000	5.940	37.213	348.147	1.900.637
Dépenses centralisées ⁽²⁾	1.221.036	142.021.644	2.455.811.322	172.245	1.134.743	4.388.569	52.870.240
Budgets annexes	166.460	6.763.513	40.400.000	13.475	124.893	59.500	869.070
Dépenses pour ordre	91.700	972.017	18.797.954	12.516	22.328	89.154	9.404.574
TOTAL	3.259.965	221.647.604	4.546.768.981	324.482	1.651.723	9.200.349	70.119.539

Source : Ministère du Budget

(1) Il s'agit de l'Enseignement Supérieur et Universitaire et de l'Enseignement Primaire et Secondaire

(2) Y compris les rémunérations et les interventions économiques

(3) En millions de ZRN à partir de 1994

Tableau II.20 : Exécution du budget des dépenses courantes de l'Etat
Répartition par ministère
(en millions de ZRZ) (1)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
I. Institutions politiques	7.844.104	169.896.422	3.602.736.600	85.743	399.489	3.511.944	7.359.246
Présidence de la République	5.487.735	35.012.048	2.592.320.438	69.339	235.033	2.207.693	4.155.657
Fondation Mama Mobutu	-	-	-	-	-	-	-
Compagnons de la Révolution.	19.218	-	-	-	-	-	-
M.P.R.	517.118	-	-	-	-	-	-
Conseil Législatif	355.889	896.336	18.020.508	1.857	17.966	282.476	183.069
Bureau du 1er ministre	1.336.737	112.472.034	956.875.154	14.283	144.327	1.021.775	3.020.520
Organismes auxiliaires	127.407	17.808.382	35.520.500	264	1.020	-	-
Serv. Techn. de la Prés.	-	3.707.622	-	-	-	-	-
Ministère d'Etat	-	-	-	-	1.143	-	-
II. Ministères	2.116.566	152.697.884	3.803.093.600	48.369	353.557	5.715.169	13.595.913
Droits et Libertés	8.424	-	180.000	2	-	20	-
Administration du territoire.	92.162	1.163.312	35.124.738	406	2.797	9.447	37.969
Affaires Etrangères	340.100	5.422.061	27.597.842	2.279	46.029	181.021	509.237
Défense Nationale	683.854	73.211.688	3.568.199.832	10.816	108.122	4.480.561	11.005.140
Anciens Combattants	5.291	-	-	2	-	1.536	-
Justice	19.722	8.841.235	1.444.930	272	8.645	60.301	43.707
Finances	338.179	17.018.745	22.922.028	14.412	56.068	223.199	340.044
Economie Nationale	2.627	86.822	52.282	680	1.391	11.267	3.448
Education Nationale	118.015	10.911.546	24.659.397	1.703	25.161	135.524	77.099
Information et Presse	13.102	15.855	1.787.735	5.748	2.671	16.823	13.497
Agriculture	28.036	17.801.983	4.290.919	46	6.047	12.269	6.698
Travaux Publics ⁽²⁾	260.221	1.816.048	9.920.670	1.519	9.340	78.976	1.215.985
Mines, Industrie et Artisanat	11.984	14.089	-	126	552	14.036	2.012
Transports et Communications.	8.574	53.896	44.826	9	2.121	1.314	9.380
Fonction Publique	19.434	356.105	157.279	483	5.409	115.266	27.669
Postes, Téléphones Télégrammes.	9.237	1.325.815	45.987.524	374	4.265	23.951	20.828
Santé Publique	39.557	4.124.470	4.810.327	996	23.254	63.667	77.664
Développement rural	1.799	-	3.000.000	3	-	15	53
Culture et Arts	9.434	334.812	1.944.006	28	2.905	5.058	6.973
Travail et Prévoyance Sociale	2.677	525.390	45.736	24	107	4.180	107
Energie	525	3.180.772	257.473	191	723	3.100	646
Sports, Loisirs et Jeunesse	20.086	2.314.064	15.517.439	1.623	15.754	136.855	155.422
Urbanisme et Affaires Foncières.	3.962	582.061	-	665	99	965	397
Plan	20.601	1.972.392	2.233.494	144	12.844	25.690	10.831
Portefeuille	4.223	139.332	377.141	38	878	473	536
Commerce	10.526	49.487	23.361.066	567	1.008	1.585	3.858
Environnement	3.295	101.722	-	7	378	6.159	6.903
Affaires sociales	2.690	1.202	459.736	29	191	12.178	3.041
Recherche scientifique	1.041	38.011	66.990	177	28	30	389
Condition Féminine	-	278	35.238	2	-	152	55
Budget	24.698	741.310	721.530	4.640	13.845	82.754	10.757
Coopération internationale	10.585	528.112	2.184.576	352	2.925	6.797	5.493
Relations avec le Parlement	1.905	25.269	1.536.150	2	-	-	75
Réformes institutionnelles et Relation avec les Partis Politiques	-	-	4.082.696	4	-	-	-
III. Autres services	18.159.885	407.081.846	5.702.924.900	200.370	1.253.706	6.070.884	21.834.495
Villes et Régions	3.481	26.118	3.192.700	170	-	47.685	463.356
Dette Publique	6.539.864	138.327.457	1.504.814.200	58.163	241.238	2.617.415	2.905.214
Dépenses centralisées ⁽³⁾	9.776.769	177.424.881	3.133.093.300	104.736	863.135	2.118.078	16.091.700
Dépenses à ventiler	1.293.236	44.934.343	789.696.700	7.474	13.396	386.580	320.305
Budgets annexes	198.004	12.404.245	108.847.600	10.899	106.657	787.364	1.802.747
Budget pour ordre	348.531	33.964.802	163.280.400	18.928	29.280	113.762	251.173
TOTAL	28.120.555	729.676.152	13.108.755.100	334.482	2.006.752	15.297.997	42.789.654

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo

(1) En millions de nouveaux zaires à partir de 1994

(2) Y compris les dépenses de l'Office des Routes

(3) Les rémunérations sont comprises dans les dépenses centralisées

Tableau II.21 : Dépenses courantes de l'Etat par nature
(en millions de ZRZ) (7)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
I. Biens et services	24.712.407	608.452.044	12.784.675.031	291.186	1.931.517	14.137.767	42.495.518
1. Rémunérations	8.928.779	106.797.078	2.739.510.600	89.291	724.065	1.905.948	10.578.303
2. Autres biens et services	15.783.628	501.654.966	10.045.164.431	201.895	1.207.452	12.231.819	31.917.215
Fournitures et matériel ⁽¹⁾	11.330.442	302.711.681	3.712.483.034	133.512	513.138	4.217.798	11.438.100
Frais généraux et divers	1.991.955	150.381.014	4.558.796.733	50.060	425.915	6.830.771	17.899.632
Dépenses extérieures ⁽²⁾	422.628	290.267	-	-	-	-	-
Régions et villes	3.481	26.118	3.192.747	170	-	47.685	463.356
Organismes médicaux	136.634	1.203.621	44.175.266	-	-	-	-
Enseignement	109.307	962.897	33.131.485	-	-	12.556	-
Voyages	840.982	8.240.809	301.864.312	8.109	100.682	736.429	1.225.060
A ventiler	948.199	37.838.559	1.391.520.854	10.044	167.717	386.580	891.067
II. Versements d'intérêts ⁽⁸⁾	588.846	31.967.418	124.401.721	23.513	192.892	2.157.368	80.146
1. Sur dette intérieure	40.651	4.660.694	9.549.694	7.872	172.541	1.164.679	80.146
Découvert journalier	12.631	905.858	2.111.694	7.872	172.358	1.148.679	80.146
Bons du Trésor	28.018	3.754.834	7.438.000	-	183	16.000	-
Dette consolidée	2	2	2	-	-	-	-
2. Sur dette extérieure	548.195	27.306.724	114.852.025	15.641	20.351	992.689	-
Dette financière	77.935	18.269.038	74.540.110	15.641	20.351	992.689	-
Dette commerciale	78.091	-	-	-	-	-	-
A ventiler	392.169	9.037.686	40.311.915	-	-	-	-
III. Subventions et transferts	1.527.315	44.184.232	163.280.423	19.783	54.701	151.541	294.136
1. Organismes publics ⁽³⁾	163.961	1.444.346	-	-	-	-	11.074
2. Entreprises	221.393	14.304.094	65.312.169	18.928	29.280	113.762	251.173
3. Ménages	296.705	27.855.259	97.968.254	855	25.421	37.779	31.889
Bourses d'études	69.706	6.790.960	32.656.085	-	-	1.143	476
Pensions civiles et militaires	54.654	481.448	-	-	-	-	-
Soins médicaux	32.933	7.000.930	-	557	20.307	29.648	29.221
Divers ⁽⁴⁾	139.412	13.581.921	65.312.169	298	5.114	6.988	2.192
4. A l'étranger ⁽⁵⁾	845.256	580.533	-	-	-	-	117.788
Total ⁽⁶⁾	26.828.568	684.603.694	13.072.357.175	334.482	2.179.110	16.446.676	42.869.800

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo

(1) Non compris les achats de matériel civil durable. Y compris les achats d'équipements militaires

(2) Principalement les représentations diplomatiques

(3) Organismes publics autres que les écoles et les formations médicales

(4) Essentiellement les frais des transports pris en charge par l'Etat

(5) Concerne les cotisations à des organismes internationaux

(6) Ce total diffère de celui du tableau II.20. Il comprend les dépenses de matériel militaire qui figurent au Budget en capital mais n'inclut pas les charges d'amortissement de la dette publique

(7) En millions de nouveaux zaires à partir de 1994

(8) Chiffres rectifiés à partir de 1995

Tableau II.22 : Budget des dépenses en capital de l'Etat - Répartition par ministère
(en millions de ZRZ) (1)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Présidence	6.213	1.577.610				97.183	223.860	3.231	16.885				97.183	223.860
Affaires étrangères														
Commerce	1.429	590.685							9.941					
Finances	214	3.463.137	1.732.500			15.821	1.157.910	378	297.332	16.750.000			15.821	1.157.910
Education Nationale	45.024	239.661.440	30.855.825	4.928	52.250	205.667	739.960	82.709	4.011.810	131.167.500	4.928	52.250	205.667	739.960
Information	8.145	803.497.320	4.279.275		11.225	92.663		15.768	1.335.375	4.322.500		11.225	92.663	
Agriculture	383.725	93.867.867	14.396.560		14.000	42.941	163.798	60.705	4.285.059	34.542.500		14.000	42.941	163.798
Développement rural		24.718.854	6.292.440			31.641			1.962.021	26.356.000			31.641	
Travaux Publics et Aménagement du Territoire	185.163	137.278.399	299.732.895	31.719	42.750	385.791	508.430	400.876	26.531.494	372.293.433	31.719	42.750	385.791	508.430
Mines et Affaires Foncières	2.099		519.750			9.040	5.200	307		525.000			9.040	5.200
Transports et Communications	92.078	81.962.199	36.361.710	2.432	12.238	241.828	120.729	45.240	3.078.302	36.729.000	2.432	12.238	241.828	120.729
Postes, Téléphones, Télégrammes.	53.151	3.378.526	3.402.630		14.275	153.685		7.554	155.755	3.437.000		14.275	153.685	
Santé Publique	101.251	419.305.608	33.783.750	8.513	28.050	177.236	250.770	79.994	7.845.084	82.125.000	8.513	28.050	177.236	250.770
Energie	234.149	220.347.126	519.750	1.643	30.500	275.729		26.830	1.337.577	24.166.500	1.643	30.500	275.729	
Jeunesse et Sports	280	5.392.245	415.800					343	53.312	420.000				
Défense Nationale ⁽²⁾	4.609	5.078.076	2.990.295			15.821	16.770	6.638	56.795	5.020.500			15.821	16.770
Culture et Arts	1.263	6.812.892	415.800			13.560	16.900	1.338	67.358	420.000			13.560	16.900
Portefeuille							26.000							26.000
Environnement	176.502	22.226.862	7.120.575	1.452	3.800	42.941	152.100	13.379	561.603	7.192.500	1.452	3.800	42.941	152.100
Plan	92.408	134.847.090	54.575.830	2.495	8.109	67.802	249.997	49.368	2.150.759	58.117.000	2.495	8.109	67.802	249.997
Justice	981	9.395.991	457.875					2.327	132.873	462.000				
Administration du Territoire	12.515	11.704.845	13.860.000	1.643	10.166	180.806	238.290	86.075	2.437.700	30.000.000	1.643	10.166	180.806	238.290
Primature														
Affaires sociales	429	8.130.933	2.515.590		1.700	19.391	52.000	1.598	105.677	2.541.000		1.700	19.391	52.000
Recherche scientifique	6.234	24.087.345	3.076.920	3.285		54.242		5.368	424.062	3.108.000	3.285		54.242	
Travail	161	1.064.451					7.800	630	10.524					7.800
Fonction Publique	871	701.139	398.475	1.164	1.350	9.040	23.400	1.008	18.932	402.500	1.164	1.350	9.040	23.400
Economie Nationale	108					9.040	10.400	732					9.040	10.400
Conseil Législatif	826	4.682.924	2.862.090			13.560	58.110	3.636	347.209	32.891.000			13.560	58.110
Condition Féminine	435	1.945.365	693.000					644	28.663	700.000				
Anciens Combattants						4.520							4.520	
Budget	842	40.883.370	763.129	246	2.044	95.604	338.390	5.440	174.066	770.837	246	2.044	95.604	338.390
Conseil Judiciaire														
Urbanisme et Habitat														
Polities et Moyennes Entreprises														
Total	1.411.225	2.319.094.777	530.993.369	59.684	232.457	2.260.072	4.360.814	902.245	57.536.485	874.879.770	59.684	232.457	2.260.072	4.360.814

Source : Ministère du Budget

(1) En millions de ZRZ à partir de 1994

(2) Comprend les constructions des camps, des achats de matériels et d'équipement et les charges sur crédits fournisseurs

Tableau II.23 : Budget des dépenses en capital de l'Etat
Répartition des crédits de paiement par secteur
(en millions de ZRZ) (1)

SECTEURS	Valeurs courantes	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	Structure en %	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
A. Projets économiques et sociaux	735.330	53.760.678	690.280.139	51.030	101.606	1.262.571	3.312.153		81,5	93,5	78,9	85,5	43,7	55,9	76,0	
Projets économiques	378.681	14.817.533	325.455.275	18.800	22.966	590.212	2.237.703		42,0	25,8	37,2	31,5	9,9	26,1	51,3	
Projets sociaux	356.649	38.943.145	364.824.864	32.230	78.640	672.359	1.074.450		39,5	67,7	41,7	54,0	33,8	29,8	24,6	
B. Equipement des administrations	138.945	3.633.371	158.353.238	7.281	21.696	378.116	1.022.661		15,4	6,3	18,1	12,2	9,3	16,7	23,5	
C. Depenses militaires	9.925	56.975	13.998.076	716	-	15.821	-		1,1	0,1	1,6	1,2	-	0,7	-	
D. Investissements indirects	18.045	85.461	12.248.317	657	109.155	603.564	26.000		2,0	0,1	1,4	1,1	47,0	26,7	0,6	
Participations dans les entreprises en République du Zaïre	18.045	85.461	12.248.317	657	109.155	603.564	26.000		2,0	0,1	1,4	1,1	47,0	26,7	0,6	
Participations dans les organismes financiers internationaux	-	-	-	-	-	-	-		-	-	-	-	-	-	-	
TOTAL	902.245	57.536.485	874.879.770	59.684	232.457	2.260.072	4.360.814		100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	

Source : Ministère du Budget
(1) En millions de ZRN à partir de 1994

Tableau II.24 : Exécution du budget des dépenses en capital de l'Etat
Répartition par ministère
(en millions de ZRZ) ⁽¹⁾

Ministères	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
1. Présidence.	2.891	-	-	-	-	-	-
2. Primature	112.792	-	3.702.200	-	-	-	-
3. Finances	-	-	-	-	-	-	-
4. Education Nationale	40.996	416.359	3.800	-	2.177	19.843	66.986
5. Information	10.586	-	-	89	208	-	-
6. Agriculture	138.112	-	6.069.600	-	-	2050	7.731
7. Travaux Publics	983.567	94.858.052	774.860.400	31.135	87.544	1.173.786	3.401.870
8. Mines et Affaires Foncières.	1.000	-	-	-	-	-	-
9. Transports et Communications.	62.380	-	2.809.200	120	-	-	-
10. Postes, Téléphones, Télégrammes	2.283	-	1.025.300	21	-	10328	30.153
11. Santé Publique	139.265	252.018	125.200	1.224	1.700	3.174	19.278
12. Energie	68.970	504.574	-	51	-	109605	320.858
13. Défense Nationale	19.803	-	205.716.600	7.673	13.802	3.170	1.157
14. Portefeuille	-	100.716	-	-	-	-	-
15. Environnement	24.019	-	-	-	-	-	-
16. Plan	231.318	3.616.632	-	-	-	-	-
17. Développement rural	307.005	-	-	-	-	2.129	17.732
18. Justice	-	-	-	-	-	-	-
19. Affaires sociales	10.956	-	-	-	-	-	-
20. Affaires étrangères	-	-	-	-	-	-	-
21. Travail	3.892	-	-	-	-	-	-
22. Recherche scientifique	3.348	-	-	-	-	-	-
23. Conseil Législatif	-	-	-	-	-	-	-
24. Condition féminine	-	-	-	-	-	-	-
25. Budget	-	-	-	-	-	-	-
26. Fonction Publique	5.066	-	-	-	-	-	-
27. Cultures & Arts	3.436	-	-	-	-	-	-
28. Sports & Loisirs	1.936	-	-	-	-	-	-
29. Anciens Combattants	-	-	-	-	-	-	-
30. Urbanisme & Habitat	-	320.298	-	-	-	-	-
TOTAL	2.173.621	100.068.649	994.312.300	40.313	105.431	1.324.085	3.865.765

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo

(1) En millions de nouveaux zaires à partir de 1994

Tableau II.25 : Dépenses publiques en capital du cadre budgétaire
Répartition par secteur
(en millions de ZRZ) ⁽²⁾

Secteurs	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
I. Acquisition des biens de capital	2.578.310	119.202.219	994.312.300	40.313	105.431	1.324.085	3.865.765
A. Infrastructure économique	1.850.156	98.352.087	782.298.400	38.288	99.556	753.769	2.203.486
1. Voies de communications	1.367.617	94.852.087	776.228.800	38.288	99.556	751.779	1.983.720
Routes, ponts et chaussées	1.216.380	94.822.087	772.394.300	38.147	99.556	695.608	1.679.837
Voies fluviales	51.603	-	2.809.200	-	-	48.850	243.750
Voies maritimes	37.254	-	-	-	-	-	-
Voies ferrées	-	30.000	-	-	-	-	-
Voies aériennes	-	-	-	-	-	4.061	34.813
Télécommunications	62.380	-	1.025.300	141	-	3.200	25.320
2. Agriculture	445.117	3.500.000	6.069.600	-	-	2.050	219.766
3. Mines	37.422	-	-	-	-	-	-
B. Infrastructure sociale et collective	236.715	1.207.488	3.833.193	1.364	5.453	430.046	1.237.045
1. Enseignement	40.996	416.359	3.800	-	2.334	19.347	105.916
2. Santé publique	139.265	252.018	125.200	1.224	1.700	111.605	212.405
3. Urbanisme	-	320.298	1993	-	-	290.796	788.522
4. Information	10.586	-	-	89	208	7.128	91.811
5. Divers	45.868	218.813	3.702.200	51	1.211	1.170	38.391
C. Equipement des administrations	471.636	19.642.644	2.466.100	661	422	137.100	415.956
1. Constructions civiles	-	4.500	2.466.100	622	422	47.831	195.600
2. Matériel durable ⁽¹⁾	471.636	19.638.144	-	39	-	89.269	220.356
D. Constructions militaires	19.803	-	205.716.600	-	-	3.170	9.278
II. Transfert d'Equipements	207.081	504.574	-	-	-	-	-
Secteur énergie	68.969	504.574	-	-	-	-	-
Secteur agricole	138.112	-	-	-	-	-	-
Secteur tourisme	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	2.785.391	119.706.793	994.312.300	40.313	105.431	1.324.085	3.865.765

Sources : Ministère des Finances et Banque Centrale du Congo

(1) Y compris les achats de matériel durable du budget des dépenses ordinaires mais non compris les achats de matériel militaire

(2) En millions de nouveaux zaires à partir de 1994

Tableau II.26 : Encours de la dette publique libellée en monnaie nationale
(en millions de ZRZ) ⁽²⁾

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
A. Auprès des institutions monétaires	23.203.068	706.446.547	12.506.129.604	155.726	109.481	3.653.928	30.363.178
Banque Centrale du Congo	23.341.138	720.248.675	12.444.803.604	137.771	101.438	3.629.578	27.184.827
Banques de dépôts	-138.070	-13.802.128	61.326.000	17.955	8.043	24.350	3.178.351
B. Auprès des institutions financières et des organismes sociaux ⁽¹⁾	2	2	2	2	2	2	2
C. Autres créanciers ⁽²⁾	1	-	-	-	-	-	-
TOTAL	23.203.071	706.446.549	12.506.129.606	155.728	109.483	3.653.930	30.363.180

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Cf tableau IV.22.

(2) U.S.A.I.D. : Recettes de ventes de produits agricoles remboursables en \$ US ou en zaires à l'option de l'Etat zairois en tranches annuelles de 114.000 zaires

(3) En millions de nouveaux zaires à partir de 1994

Tableau II.27 : Couverture des besoins nets de financement de l'Etat
(en millions de ZRZ) ⁽²⁾

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Besoins nets de financement	-22.361.330	-701.703.115	-11.932.290.054	-151.591	52.911	-3.544.496	-26.709.297
Moyens de financement :	22.361.330	701.703.115	11.932.290.054	151.591	-52.911	3.544.496	26.709.297
A. Financement intérieur monétaire ⁽¹⁾	22.654.476	683.243.479	11.799.683.054	151.558	-46.245	3.544.447	26.709.250
Banque Centrale du Congo	22.788.632	696.907.537	11.724.554.929	133.623	-36.333	3.528.140	23.555.249
Banques de dépôts	-134.156	-13.664.058	75.128.125	17.935	-9.912	16.307	3.154.001
B. Financement intérieur non monétaire	65.246	18.459.636	132.607.000	33	-6.666	49	47
Institutions financières et organismes sociaux	-	-	-	-	-	-	-
Souscription nette bons du trésor par le public	65.246	18.459.636	132.607.000	33	-6.666	49	47
C. Financement extérieur net	-358.392	-	-	-	-	-	-
1. Recours brut aux crédits extérieurs	350.776	-	-	-	-	-	-
Crédits financiers en devises	312.065	-	-	-	-	-	-
Crédits commerciaux en devises	-	-	-	-	-	-	-
Crédits en zaires ⁽²⁾	38.711	-	-	-	-	-	-
2. Remboursement de crédits extérieurs	-709.168	-	-	-	-	-	-

Source : Banque Centrale du Congo

(1) D'après la Direction des Comptes Courants, Monnaie Nationale et Fonds Publics

(2) Il s'agit des variations des soldes de fonds de contrepartie

(3) En millions de nouveaux zaires à partir de 1994

TITRE III

**LES RELATIONS ECONOMIQUES
EXTERIEURES**

APERÇU GENERAL

L'analyse du secteur extérieur en 1997 renseigne que la balance des paiements a dégagé un déficit moins accentué qu'en 1996, soit 227,1 millions de DTS contre 313,7 millions. Cette évolution est attribuable à la contraction sensible du déficit de la balance des revenus, l'accroissement du solde positif des transferts courants et l'excédent du compte des capitaux privés.

En 1997, le marché des changes a été caractérisé par l'appréciation de la monnaie nationale par rapport aux devises étrangères.

L'évolution de la dette extérieure en 1997 indique qu'aucun paiement au titre du service de la dette n'a été effectué en raison de la situation de guerre qui a prévalu dans le pays.

S'agissant des ressources extérieures, les apports parvenus au pays au titre d'aide d'urgence et humanitaire se sont contractés d'une année à l'autre.

Quant à la coopération sous-régionale, elle a été marquée en 1997 par la suspension des activités de la chambre de compensation de la CEEAC et la mise en veilleuse de la CEPGL au niveau de l'Afrique Centrale. Toutefois, cette coopération se poursuit dans le cadre du COMESA pour la sous-région de l'Afrique de l'Est et Australe.

CHAPITRE I

LE COMMERCE EXTERIEUR

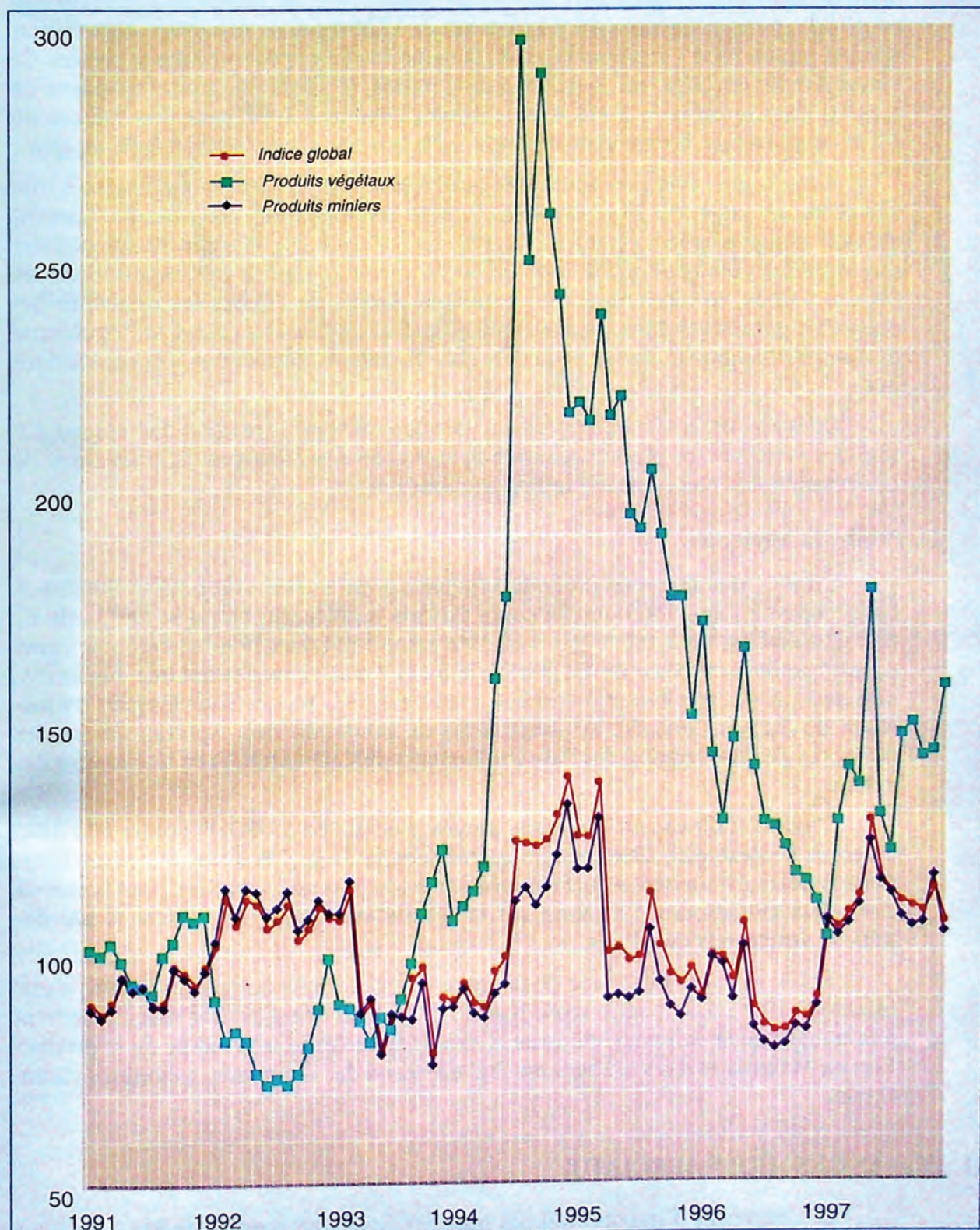
Sur base des statistiques douanières provisoires de l'OCDE, les échanges commerciaux de la République Démocratique du Congo ont totalisé 1.713,1 millions de DTS en 1997 contre 1.953,5 millions durant l'exercice 1996, enregistrant ainsi un recul de 12,3%. Cette situation est imputable à la baisse aussi bien des exportations que des importations.

Il convient toutefois de noter que le résultat du commerce extérieur ainsi dégagé n'est pas à comparer avec celui des opérations sur marchandises de la balance des paiements car les sources des données et les méthodes de saisie des statistiques utilisées sont différentes. En effet, les éléments du commerce extérieur de la balance des paiements sont obtenus sur base des transactions dénouées au niveau du système bancaire congolais, auxquels sont effectués certains ajustements pour tenir compte de la fraude.

I. COURS DES MATIERES PREMIERES

L'indice des prix des matières premières s'est chiffré à 111,3 points durant l'année sous revue contre 91,6 en 1996, soit une hausse de 21,5%, consécutive au bon comportement des cours du cuivre, du café arabica, du cacao et de l'huile de palme.

Graphique 6 : Cours des principaux produits exportés (1)
(Base 1990 = 100)
De 1991 à 1996



(1) Cfr Tableaux III.9 et III.10.

1. Produits miniers

L'indice des cours des produits miniers s'est accru de 22,2 % en 1997, se situant à 107,7 points contre 88,1 une année auparavant, en raison de la hausse des cours du cuivre enregistrée sur les marchés de Londres et de Bruxelles. Cette situation est imputable à l'accroissement de la demande de ce produit dans le secteur de l'automobile. En effet, sur le marché de Londres, le cours du cuivre est passé de 2.137,0 USD la tonne à 2.227,8 USD durant l'exercice 1997, soit une hausse de 4,2 %. A Bruxelles, il s'est situé à 81.458,1 FB la tonne contre 69.868,3 FB en 1996.

Hormis le cuivre, les cours des autres produits miniers ont enregistré une baisse durant la période sous examen. C'est le cas du pétrole, de l'or et du diamant qui ont chuté respectivement de 16,1 %, 13,6 % et 8,7 %. S'agissant du pétrole, plusieurs facteurs expliquent cette baisse, à savoir la reprise des exportations de pétrole irakien, le relèvement des contingentements de l'Opep, les nouvelles découvertes pétrolières dans les zones off-shore du Nigéria, l'Angola et la République du Congo ainsi que la baisse de la demande mondiale consécutive à la crise asiatique.

Quant à l'or, la mauvaise performance des cours est le résultat de l'augmentation des ventes de ce produit par les banques centrales ainsi que de la faiblesse de la demande de l'Asie, marché important pour l'or.

2. Produits agricoles

L'indice des prix des produits végétaux a enregistré une hausse de 19,6 % consécutive à l'amélioration des cours du café arabica, du cacao et de l'huile de palme, s'établissant à 160,3 points en 1997 contre 134,0 en 1996. En effet, le cours du café arabica est passé de 112,3 USD/lb à 171,3 USD, enregistrant une augmentation de 52,5 %. Cette évolution est liée à la baisse de la récolte dans les pays d'Amérique du Sud et Centrale, au programme de limitation des exportations par les membres de l'Association des Pays Producteurs de Café (Appc) et à une reprise des achats.

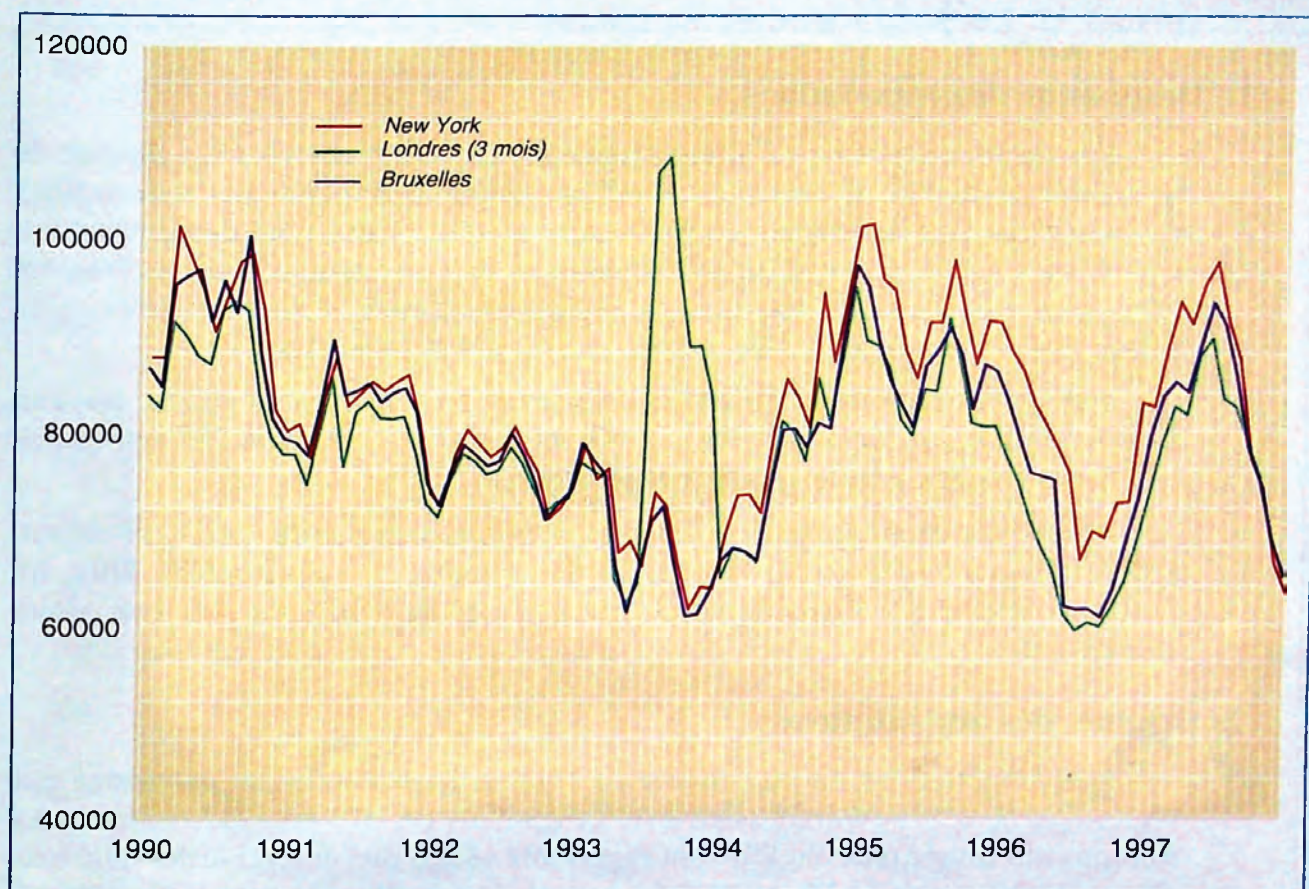
S'agissant du cacao, son cours moyen a été de 68,1 USD/lb contre 60,7 USD au cours de l'exercice 1996, soit un accroissement de 12,2 % d'une année à l'autre. Cette tendance haussière a été favorisée par des achats de couverture dans la crainte des effets climatiques d'El Nino sur la récolte en Afrique de l'Ouest et par des déficits structurels éventuels.

Enfin, le cours de l'huile de palme a enregistré une hausse de 14,9 %, s'établissant à 19,3 FB/kg contre 16,8 FB en 1996. Cette fermeté est due essentiellement à la hausse de la demande chinoise et des pays du Golfe, à la baisse de la production en Malaisie et dans le Pacifique Sud en raison des mauvaises conditions climatiques.

II. ECHANGES COMMERCIAUX

Les dépenses d'importation des marchandises sont passées de 846,4 millions de DTS en 1996 à 706,7 millions durant l'exercice sous revue, soit une diminution de 16,5 %.

Graphique 7 : Cours du cuivre électrolytique à Bruxelles, Londres et New York (1)
(en milliers de FB/Tonne métrique)



(1) Cfr Tableau III.9

La valeur des exportations à destination des principaux partenaires commerciaux a connu une baisse de 9,1 % en 1997, totalisant 1.006,4 millions de DTS contre 1.107,1 millions une année auparavant.

1. Destination des exportations

Les exportations vers l'Union Européenne ont chuté de 16,1 %, passant de 701,6 millions de DTS en 1996 à 588,3 millions pendant l'année sous examen. Elles ont représenté 58,5 % du total contre 63,4 % en 1996. L'essentiel de ce montant, soit 44,5 % a été dirigé vers l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise. Pour les autres pays européens, la répartition se présente comme suit : Italie (4,0 %), Allemagne (3,6 %), Portugal (1,7 %), France (1,5 %) et Pays-Bas (1,1 %).

Les exportations vers l'Amérique du Nord se sont accrues de 18,7 %, passant de 183,2 millions de DTS en 1996 à 217,4 millions en 1997. Elles ont représenté 21,6 % des recettes contre 16,5 % précédemment.

Quant aux exportations vers le Japon, elles ont regressé de 33,2 %, se situant à 38,0 millions de DTS contre 56,9 millions au terme de l'année 1996. Elles ont contribué pour 3,8 % dans le total des recettes de 1997 contre 5,1 % une année auparavant.

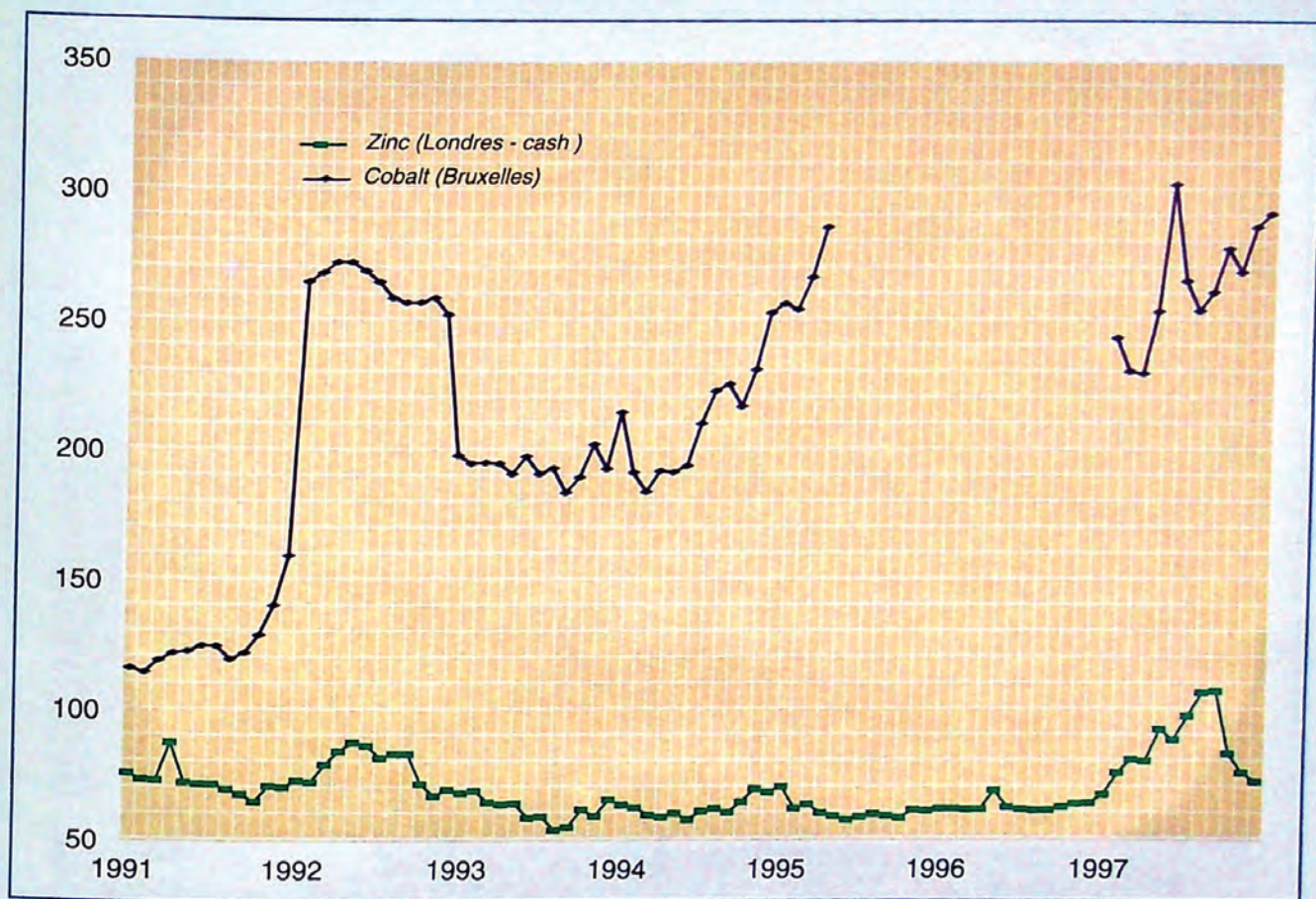
2. Origine des importations

Les importations en provenance de l'Union Européenne ont enregistré une régression de 8,2 %, s'établissant à 339,6 millions de DTS en 1997 contre 369,8 millions une année plus tôt. Elles ont représenté 48,1 % de l'ensemble des dépenses d'importation contre 43,7 % en 1996. La part des importations en provenance d'Amérique du Nord est restée pratiquement inchangée en 1997, soit 8,2 % du total. Cependant en valeur, elles ont baissé à 58,0 millions de DTS contre 69,6 millions réalisées durant l'exercice 1996. Les marchandises importées du Japon et de divers pays non membres de l'OCDE ont diminué respectivement de 39,0 et 25,1 %.

3. Termes de l'échange

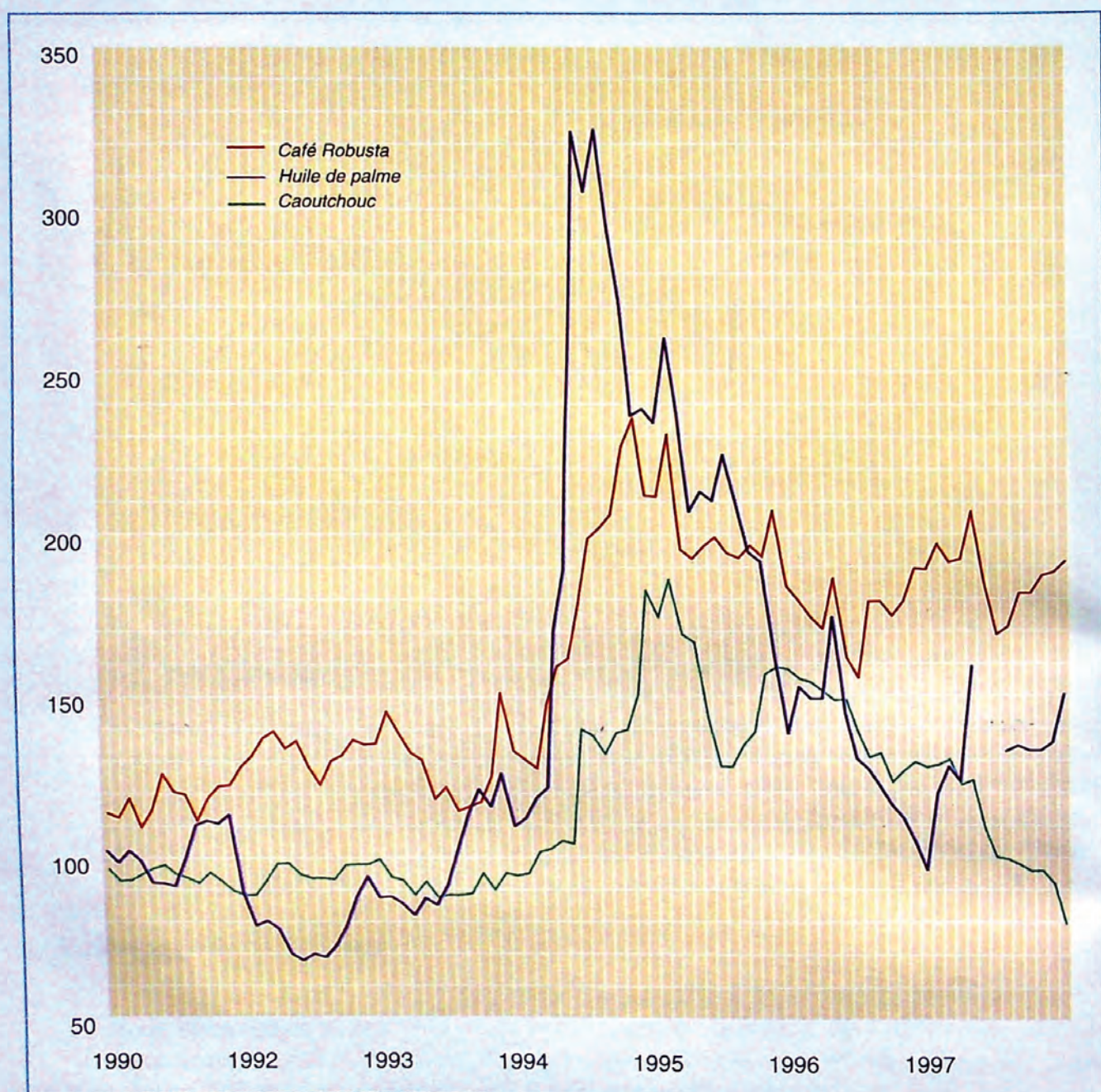
L'indice des termes de l'échange s'est chiffré à 143,6 points pendant la période sous revue contre 146,2 en 1996. En effet, la baisse de l'indice des prix à l'exportation a été légèrement plus accentuée (-11,6 %) que celle des prix à l'importation (-10,0 %), occasionnant une détérioration de 1,8 %.

Graphique 8a : Cours des principaux produits minéraux exportés (1)
(Base 1990 = 100)



(1) Cfr Tableau III.9

Graphique 8b : Cours des principaux produits végétaux exportés (1)
(Base 1990 = 100)



(1) Cfr Tableau III.10

Graphique 9 : Termes de l'échange (1)
(en DTS)



(1) Cfr Tableau III.15

CHAPITRE II

L'EVOLUTION DU MARCHÉ DES CHANGES

La dépréciation continuelle à laquelle les marchés des changes avaient accoutumé les opérateurs économiques a cédé la place à un raffermissement du nouveau zaïre face aux devises étrangères en 1997.

En effet, après cinq mois de dépréciation continue, la monnaie nationale s'est fortement appréciée au second semestre 1997 à la faveur des mesures prises par les nouvelles autorités politiques dans les domaines budgétaire et monétaire. Par ailleurs, la fragmentation du pays en plusieurs espaces monétaires s'est atténuée au cours de l'année sous revue et la convergence des taux de change au niveau national est devenue effective.

Cependant, en raison de l'incertitude liée à l'environnement politique et de l'attentisme des opérateurs économiques du fait de la guerre, le volume des transactions sur le marché des changes s'est contracté d'une année à l'autre.

1. Evolution du taux de change

Au terme de l'année 1997, le nouveau zaïre s'est apprécié globalement de 1,5 % par rapport au dollar américain à l'interbancaire et de 8,1 % au parallèle, contre une dépréciation de 86,8 % observée sur les deux marchés en 1996. Cependant, au cours de cinq premiers mois de l'année la monnaie nationale était orientée à la baisse. Le retournement de la tendance s'est opéré au second semestre à la suite notamment de l'arrêt des émissions monétaires et de l'exécution équilibrée du budget de l'Etat de juin à octobre 1997.

En effet, de janvier à avril 1997, le nouveau zaïre s'était déprécié de 36,1 % vis-à-vis de la devise américaine. Ce glissement s'explique essentiellement par l'expansion des liquidités intérieures destinées à monétiser le déficit du secteur public.

A partir du 17 mai 1997, la monnaie nationale s'est fortement redressée en s'appréciant de 60,0 % à l'égard de la monnaie américaine. Ainsi, le dollar qui se négociait à cette date à 176.000 NZ a terminé l'année à 110.000 NZ à l'interbancaire. Au parallèle, le taux est passé de 185.000 NZ le dollar à 110.000 NZ également. Le différentiel entre l'interbancaire et le parallèle qui se situait à 6,5 % à fin décembre 1996 avait disparu à la fin de l'année sous analyse.

2. Disparité et convergence des taux de change à travers le pays

En 1997, l'éclatement de l'espace national en plusieurs enclaves monétaires s'est atténué à la faveur des mesures prises par la Banque Centrale.

En effet, à la suite de la réforme monétaire de 1993, les deux provinces du Kasai, avaient refusé d'accepter le nouveau zaïre dans les transactions et continué à utiliser les anciennes coupures. En outre, au début de l'année 1997, la Banque Centrale avait émis des coupures de 100.000 NZ, 500.000 NZ et 1.000.000 NZ qui ont été rejetées dans toutes les provinces sauf le Katanga qui s'est ainsi constitué en une autre enclave monétaire.

Par ailleurs, au mois d'avril 1997, la Banque Centrale a été amenée à émettre une nouvelle coupure de 100.000 NZ de couleur différente (verte) de celle de la coupure rejetée (orange). Cependant, ce billet n'a circulé que dans les deux provinces restant sous contrôle gouvernemental, le Bas-Zaïre et Kinshasa. Il s'est ainsi ajouté une quatrième enclave monétaire.

Chacune de ces enclaves avait un taux de change différent comme l'illustre le tableau ci-dessous :

Tableau III.1. : Evolution du taux de change parallèle en provinces (1)

PERIODE	BOMA	BANDUNDU	KANANGA	MBUJI-MAYI	KISANGANI	LUBUMBASHI	KINSHASA
	USD	USD	USD	USD	USD	USD	USD
1997							
Janvier	153.000	148.903	170.000	189.080	160.000	375.400	155.000
Février	153.000	143.000	160.000	176.069	160.000	450.000	150.000
Mars	148.000	161.000	185.000	170.839	75.000	475.000	175.000
Avril	172.000	179.300	190.000	118.704	80.000	250.000	185.000
Mai	182.000	60.000	120.000	86.625	95.000	145.000	110.000
Juin	110.000	80.000	140.000	91.500	115.000	145.000	110.000
Juillet	118.750	115.000	140.000	111.900	120.000	145.000	110.000
Août	116.000	115.000	120.000	115.000	95.000	165.000	120.000
Septembre	120.000	115.000	120.000	125.196	125.000	170.000	120.000
Octobre	120.000	125.000	140.000	127.900	125.000	195.000	120.000
Novembre	120.000	122.000	140.000	131.750	125.000	165.000	120.000
Décembre	110.000	122.000	135.000	132.500	125.000	125.000	110.000

(1) Taux fin période

L'unification de l'éventail fiduciaire et des espaces monétaires ainsi que la réduction des écarts entre les différents taux de change constituaient des préalables au lancement de la nouvelle unité monétaire. C'est dans ce cadre que les mesures ci-après ont été prises à la fin de l'année :

- retrait des coupures de 500.000 NZ et 1.000.000 NZ utilisés au Katanga ;
- confirmation du pouvoir libératoire des coupures de 100.000 NZ de couleurs verte et orange sur toute l'étendue du territoire national;
- remonétisation des anciens zaïres en circulation dans les deux provinces du Kasai ;
- levée des barrières à la libre circulation de la monnaie entre provinces ;

— instauration d'un fixing unique bi-hebdomadaire pour l'ensemble du pays.

Ces différentes mesures ont conduit à la réduction des enclaves monétaires de 4 à 1 et à la convergence des taux de change au niveau national.

3. Volume des transactions sur le marché des changes

S'agissant du volume des transactions sur le marché des changes, il a été en recul de 46,6 % par rapport à l'année antérieure, totalisant 301,8 millions de dollars contre 565 millions en 1996.

Le marché a été principalement animé par les opérations interbancaires dont la hauteur s'est élevée à 269,2 millions de dollars. Les interventions de la Banque Centrale n'ont atteint que 32,6 millions contre 40 millions de dollars en 1996. Cette évolution s'explique essentiellement par la situation de guerre qui a prévalu dans le pays au cours de l'année sous revue.

CHAPITRE III

LA DETTE EXTERIEURE

Sur instruction du Ministère des Finances, une commission avait été créée le 06 juin 1997 dans le but d'appréhender toutes les questions liées à la dette extérieure et intérieure de la République Démocratique du Congo.

Au cours des travaux de cette commission, chaque contrat de prêt a été passé en revue. De cet examen, il s'est dégagé que 651 emprunts à moyen et long termes faisaient l'objet de conclusion d'accords de crédit. Outre ces emprunts, d'autres types d'engagements extérieurs de l'Etat ou de la Banque Centrale ont été incorporés dans le stock de la dette extérieure, compte tenu des arriérés accumulés depuis plusieurs années. Il s'agit notamment de la dette due aux anciens propriétaires des biens zaïrianisés, des arriérés commerciaux, des avances à terme fixe, de la dette résultant des mécanismes de compensation entre les Banques Centrales du Congo, du Rwanda, du Burundi et la Banque des Etats de l'Afrique Centrale.

1. Stock de la dette

Le stock de la dette à moyen et long termes à fin 1997 s'est établi à 8.917,7 millions de DTS dont 69,3 % d'encours, 20,5 % d'arriérés en intérêts et 10,2 % d'intérêts de retard.

En intégrant les obligations envers le FMI, les anciens propriétaires des biens zaïrianisés ainsi que la dette à court terme à charge de la Banque Centrale, le stock atteint 9.439,8 millions de DTS représentant 938 % de recettes d'exportation et 248 % du PIB.

Tableaux III.2. : Stock de la dette extérieure de la RDC au 31/12/1997
(en millions de DTS)

CATEGORIE DE DETTE	ENCOURS ⁽¹⁾	INTERETS CONTRACTUEL ⁽²⁾	INTERETS DE RETARD ⁽³⁾	STOCK (4)= (1)+(2)+(3)
I. Dette à moyen et long terme	6.182,98	1.829,70	905,03	8.917,71
1. Club de Paris	4.332,20	1.428,77	888,04	6.649,01
a) Dette consolidée	3.195,01	1.261,14	760,26	5.216,41
- Accord 1 à 8	2.072,96	672,49	652,61	3.398,06
- Accord 9	1.122,05	588,65	107,65	1.818,35
b) Dette non consolidée	1.137,19	167,63	127,79	1.432,61
- avant le 30.06.1983	598,80	69,44	71,28	739,52
- après le 30.06.1983	538,39	98,19	56,51	693,09
2. Club de Kinshasa	229,85	49,51	7,17	286,53
3. Club de Londres	27,37	-	-	27,37
4. Institutions multilatérales	1.406,95	244,13	1,30	1.652,38
dont BAD	429,47	196,54	-	626,01
5. Trust Gécamines /BIRD	180,54	106,23	8,52	295,29
dont BAD	52,54	22,50	-	75,04
6. SFI	6,07	1,06	-	7,13
II. Fonds Monétaire International	299,04	55,68	-	354,72
III. Dette envers les anciens propriétaires des biens Zaïrianisés	103,18	3,58	-	106,76
IV. Dette à court terme	60,65	-	-	60,65
1. arriérés commerciaux	15,40	-	-	15,40
2. avances à termes fixes	17,05	-	-	17,05
3. dette issue des mécanismes de compensation entre les banques centrales	28,20	-	-	28,20
TOTAL GENERAL	6.645,85	1.888,96	905,03	9.439,84

2. Engagements et utilisations

Au 31 décembre 1997, les engagements extérieurs à moyen et long termes en force se sont chiffrés à 8.604,8 millions de DTS et les utilisations à 7.712,4 millions.

Outre les tirages effectifs sur les prêts de base, le montant des utilisations comprend le principal rééchelonné et les intérêts capitalisés au titre des accords de rééchelonnement. La dette rééchelonnée qui ne constitue pas un apport de capitaux frais s'élève à 3.877,9 millions de DTS représentant 50,3 % de l'ensemble des décaissements et 41 % du stock.

3. Encours et service de la dette

L'encours de la dette extérieure, comprenant les engagements envers le Fonds Monétaire International, la dette due aux anciens propriétaires des biens zaïrianisés

et la dette à court terme à charge de la Banque Centrale du Congo, est passé de 6.695,7 millions de DTS au 31 décembre 1996 à 6.645,8 millions à fin 1997. Il a accusé une régression de 0,7 % imputable à l'appréciation du dollar par rapport au DTS et aux autres monnaies de contrat des emprunts.

La part du Club de Paris a été de 65,2 % et celle des institutions multilatérales (dont le FMI) de 25,7 %. Les Clubs de Londres et de Kinshasa ont représenté respectivement 0,4 % et 3,5 % du total.

Évalué à 5.880,0 millions de DTS, soit 584 % des exportations, le service de la dette n'a pas été effectué en 1997, alors que 28,8 millions de DTS ont été payés au FMI au titre du service de la dette en 1996.

Tableau III.2.bis : Service de la dette extérieure au 31/12/1997
(en millions de DTS)

	Principal (1)	Intérêts Contractuel (2)	Intérêts de retard (3)	Total dû (4) = (1)+(2)+(3)	Service effectué (5)	Arriérés (6)
1. Dette à moyen et long termes	2.649,09	1.829,70	905,04	5.383,83	-	5.383,83
- Club de Paris	2.141,18	1.428,77	888,05	4.458,00	-	4.458,00
- Dette consolidée	1.794,82	1.261,14	760,26	3.816,22	-	3.816,22
- Dette non consolidée	346,36	167,63	127,79	641,78	-	641,78
- Club de Kinshasa	158,00	49,51	7,17	214,68	-	214,68
- Club de Londres	27,37	-	-	27,37	-	27,37
- Institutions multilatérales	202,00	244,13	1,30	447,43	-	447,43
dont BAD	148,06	196,54	-	344,60	-	344,60
- Trust Gécamines /BIRD	114,47	106,23	8,52	229,22	-	229,22
dont BAD	27,37	22,50	-	49,87	-	49,87
- SFI	6,07	1,06	-	7,13	-	7,13
2. FMI	273,06	55,68	-	328,74	-	328,74
3. Dettes envers les anciens propriétaires des biens zaïrianisés	103,18	3,57	-	106,76	-	106,76
4. Dette à court terme	60,65	-	-	60,65	-	60,65
. arriérés commerciaux	15,40	-	-	15,40	-	15,40
. avances à termes fixes	17,05	-	-	17,05	-	17,05
. dette issue des mécanismes de compensation	28,20	-	-	28,20	-	28,20
TOTAL GENERAL	3.085,98	1.888,96	905,04	5.879,98	-	5.879,98

CHAPITRE IV

L'EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

La balance des paiements de l'année 1997 s'est soldée par un déficit moins accentué que celui enregistré en 1996, soit 227,1 millions de DTS contre 313,7 millions. Cette situation s'explique essentiellement par la contraction sensible du déficit de la balance des revenus, l'accroissement du solde positif des transferts courants et l'excédent du compte des capitaux privés.

Tableau III.3. : Composantes de la balance des paiements
(en millions de DTS)

	1996	1997
Compte des transactions courantes	-163,2	-12,2
- Balance commerciale	+553,8	+255,5
- Services nets	-228,8	-190,5
- Revenus nets	-545,8	-198,6
- Transferts courants nets	+ 57,6	+121,4
Compte des opérations financières	-297,6	-293,7
- Capitaux publics nets	-218,0	-222,6
- Capitaux privés nets	-5,1	+42,3
- Opérations financières nettes	- 74,5	-113,4
Erreurs et omissions	+147,1	+78,8
Déficit global	- 313,7	-227,1
Besoins de financement	+313,7	+227,1

I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

De 163,2 millions de DTS en 1996, le déficit du compte des transactions courantes s'est atténué sensiblement au terme de l'année sous revue, s'établissant à 12,2 millions. Cette évolution est imputable à la forte diminution du déficit de la balance des revenus et à l'accroissement de l'excédent de la balance des transferts courants.

1. Balance commerciale

L'excédent de la balance commerciale s'est situé à 255,5 millions de DTS en 1997 contre 553,8 millions en 1996. Cette contraction est attribuable à une augmentation des dépenses d'importation face à une baisse des recettes d'exportation.

1.1. Exportations

Les recettes d'exportation ont régressé de 15,9% en 1997, passant de 1.189,6 millions de DTS en 1996 à 1.000,3 millions, suite à la baisse sensible des recettes d'exportation des produits agricoles consécutive à la situation de guerre.

En effet, les exportations agricoles ont rapporté 109,0 millions de DTS en 1997 contre 323,9 millions en 1996, enregistrant ainsi une baisse de 66,3%. Cette évolution s'explique essentiellement par la chute des recettes du café (-70,7%), du caoutchouc (-46,8%) et du bois (-36,4%).

Par contre, les recettes d'exportation des produits miniers ont connu un accroissement de 3,0%, se situant à 886,8 millions de DTS contre 860,7 millions en 1996. Cette situation est due principalement à la hausse des recettes des produits Gécamines (+16,6%) et du diamant (+4,0%). Il y a lieu de signaler que l'augmentation des recettes de la Gécamines s'explique par la vente des produits gagés principalement à la Belgoise.

Les recettes des produits industriels se sont chiffrées à 4,5 millions de DTS en 1997 contre 5,0 millions en 1996. Cette évolution s'explique essentiellement par la contraction des recettes de ciment et l'arrêt des exportations des produits chimiques observés pendant cette période.

Tableau III.3.bis : Structure des exportations
(en millions de DTS)

	1996		1997	
	Valeur	%	Valeur	%
I. PRODUITS MINIERES	860,7	72,4	886,8	88,6
- Produits GECAMINES	179,0	15,1	208,8	20,9
- Cuivre SODIMICO	1,4	0,1	-	-
- Or	16,3	1,4	3,6	0,4
- Diamant	523,7	44,0	544,4	54,4
- Pétrole brut	138,3	11,6	126,7	12,7
- Autres	2,0	0,2	3,3	0,2
II. PRODUITS AGRICOLES	323,9	27,2	109,0	10,9
- Café	280,3	23,6	82,1	8,2
- Caoutchouc	6,2	0,5	3,3	0,3
- Bois	25,3	2,1	16,1	1,6
- Autres	12,1	1,0	7,5	0,8
III. PRODUITS INDUSTRIELS	5,0	0,4	4,5	0,5
- Ciment	1,0	0,1	0,1	0,1
- Produits chimiques	2,6	0,2	0,0	-
- Autres	1,4	0,1	4,4	0,4
TOTAL	1.189,6	100,0	1.000,3	100,0

1.2. Importations

Les dépenses d'importation ont progressé de 17,1 % en 1997, se situant à 744,8 millions de DTS contre 635,8 millions en 1996 à la suite notamment de l'appréciation de la monnaie nationale face au dollar enregistrée au second semestre de l'année.

Les dépenses d'importation des biens de consommation qui se sont chiffrées à 283,8 millions de DTS contre 183,7 millions en 1996, ont représenté 38,1 % du total en 1997 contre 28,9 % en 1996.

Les dépenses d'importation des biens d'équipement sont passées de 86,5 millions de DTS en 1996 à 119,2 millions en 1997. Leur part relative a été de 16,0 % contre 13,6 % en 1996. Les achats des produits énergétiques se sont établis à 116,9 millions de DTS contre 97,3 millions en 1996. D'une année à l'autre, ces importations ont représenté 15,7 %. Les matières premières servant à l'approvisionnement des industries locales ont coûté 124,4 millions de DTS en 1997 contre 92,8 millions en 1996, représentant 16,7 % des dépenses totales.

Tableau III.4. : Structure des importations
(en millions de DTS)

	1996		1997	
	Valeur	%	Valeur	%
A. BIENS DE CONSOMMATION	183,7	28,9	283,8	38,1
1. Non durables	135,2	21,3	208,8	28,0
2. Durables	48,5	7,6	74,9	10,1
B. ENERGIE	97,3	15,3	116,9	15,7
1. Matières brutes	0,2	0,0	0,3	0,0
2. Matières élaborées	97,1	15,3	116,6	15,7
C. MATIERES PREMIERES ET SEMI-PRODUITS	92,8	14,6	124,4	16,7
1. Destinées à l'agriculture et alimentation	45,6	7,2	61,1	8,2
2. Destinées à l'industrie	47,2	7,4	63,3	8,4
D. BIENS D'EQUIPEMENT	86,5	13,6	119,2	16,0
1. Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture	7,8	1,2	10,7	1,4
2. Matériels de transport	48,5	7,6	66,9	9,0
3. Machines pour industries spécialisées	30,2	4,8	41,6	5,6
E. AUTRES	175,5	27,6	100,5	13,5
- Biens importés par la Gécamines	78,9	1,2	58,6	7,9
- Indéterminés	96,6	15,2	41,9	5,6
TOTAL	635,8	100	744,8	100

2. Balance des services

Le déficit de la balance des services s'est atténué en 1997 se chiffrant à 190,5 millions de DTS contre 228,8 millions en 1996. Cette évolution est imputable prin-

principalement à la baisse des dépenses des transports , des voyages , des services financiers et autres services rendus aux entreprises.

En effet , de 111,1 millions de DTS en 1996 , les dépenses des transports sont passées à 82,6 millions en 1997 , à la suite de la situation de guerre, laquelle a entraîné une diminution du trafic entre le pays et le reste du monde. De même le solde déficitaire des services de voyage s'est situé à 9,7 millions de DTS en 1997 contre 23,0 millions en 1996.

Le déficit des services financiers a sensiblement diminué en 1997, passant de 43,0 millions de DTS en 1996 à 30,6 millions. Cette situation est principalement attribuable au non paiement des commissions dues au FMI. L'atténuation du solde déficitaire des autres services aux entreprises, soit 45,4 millions de DTS contre 53,4 millions en 1996 , résulte de la baisse des «frais de mise sur marchés» des produits Gécamines et des dépenses pour tiers effectuées par cette entreprise.

Tableau III.4.bis : Répartition des opérations sur les services
(en millions de DTS)

	Recettes		Dépenses	
	1996	1997	1996	1997
Transport	7,2	13,5	111,1	82,6
Voyages	4,2	10,5	27,2	20,2
Services de communication	0,2	0,1	2,0	3,0
Services de bâtiment et travaux publics	-	-	-	0,1
Services d'assurance	0,2	-	9,3	15,5
Services financiers	8,0	4,6	51,0	35,2
Services d'informatique et d'information	-	-	1,6	1,6
Redevances et droits de licence	-	0,4	1,6	5,2
Autres services aux entreprises	9,5	0,6	62,9	46,0
Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	3,6	4,0	0,8	0,2
Services fournis ou reçus par les administrations publiques	7,8	1,4	2,0	16,0
TOTAL	40,7	35,1	269,5	225,6

3. Balance des revenus

La balance des revenus a dégagé un déficit de 198,6 millions de DTS en 1997, moins important que celui de 545,8 millions enregistré en 1996. Cette évolution s'explique par la baisse du montant à payer au titre d'intérêts sur la dette extérieure pour l'année 1997, lequel est passé de 514,8 millions de DTS en 1996 à 172,4 millions.

4. Balance des transferts courants

Les opérations des transferts courants se sont soldées par un excédent de 121,4 millions de DTS en 1997 contre 57,6 millions en 1996. Cette situation s'explique par l'augmentation des transferts publics (206,0 millions de DTS contre 152,3 millions en 1996)consécutive à l'accroissement de l'assistance humanitaire extérieure qui s'est située à 179,3 millions de DTS contre 152,0 millions en 1996.

Tableau III.5. : Evolution des transferts courants
(en millions de DTS)

	1996	1997
1. RECETTES	172,4	223,6
- Transferts privés	20,1	17,6
- Transferts publics	152,3	206,0
2. DEPENSES	114,8	102,2
- Transferts privés	114,8	100,6
- Transferts publics	-	1,6
3. SOLDE	+57,6	+121,4
- Transferts privés	-94,7	-83,0
- Transferts publics	+152,3	+204,4

II. COMPTE DES OPERATIONS FINANCIERES

Le déficit du compte des opérations financières a légèrement diminué en 1997, passant de 297,6 millions de DTS en 1996 à 293,7 millions. Cette situation est consécutive à la régression du solde déficitaire de la balance des capitaux.

En effet, le déficit de la balance des capitaux s'est situé à 180,3 millions de DTS en 1997 contre 223,1 millions en 1996, suite à la hausse des entrées des capitaux privés évaluées à 62,8 millions de DTS constituées essentiellement des rapatriements des avoirs à court terme, contre 36,6 millions en 1996.

Par contre, le déficit de la balance des opérations financières s'est fortement détérioré se chiffrant à 113,4 millions de DTS contre 74,5 millions en 1996. Cette détérioration est attribuable à la contraction drastique des investissements directs qui sont passés de 121,3 millions de DTS en 1996 à 25,3 millions en 1997.

Tableau III.5.bis : Evolution du compte d'opérations financières
(en millions de DTS)

	1996			1997		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. CAPITAL	36,6	259,7	-223,1	62,8	243,1	-180,3
1.1. Transferts de capitaux	36,6	259,7	-223,1	62,8	243,1	-180,3
* Capitaux publics	-	218,0	-218,0	0,0	222,6	-222,6
- remise de dettes	-	-	-	0,0	0,0	0,0
- autres transferts	-	218,0	-218,0	0,0	222,6	-222,6
* Capitaux privés	36,6	41,7	-5,1	62,8	20,5	-42,3
- transferts des migrants	2,1	4,1	-2,0	2,1	4,1	-2,0
- remise de dettes	-	-	-	0,0	0,0	-0,0
- autres transferts	34,5	37,6	-3,1	60,7	16,4	+44,3
1.2. Acquisition et cessions ANFNP ⁽¹⁾	-	-	-	-	-	-
2. OPERATIONS FINANCIERES	124,8	199,3	-74,5	45,5	158,9	-113,4
- investissements directs	121,3	32,8	+88,5	25,3	48,8	-23,5
- investissements de portefeuille	-	23,8	-23,8	0,0	15,7	-15,7
- autres investissements	3,5	142,7	-139,2	20,2	94,4	-74,2
TOTAL	161,4	459,0	-297,6	108,3	402,0	-293,7

(1) actifs non financiers non produits.

III. BESOINS ET MOYENS DE FINANCEMENT

Au regard de l'évolution des recettes et des dépenses enregistrées dans la balance des paiements de l'année 1997, il s'est dégagé un solde déficitaire de 227,1 millions de DTS contre 313,7 millions en 1996.

La diminution des besoins de financement enregistrée en 1997 procède essentiellement de l'accroissement de l'assistance humanitaire extérieure, des rapatriements des avoirs à court terme du secteur privé et de la baisse des dépenses liées aux services et revenus.

Le financement du solde négatif de la balance des paiements a été opéré par accumulation d'arriérés pour 419,6 millions de DTS, dont 387,7 millions envers les créanciers bilatéraux et 31,9 millions à l'égard du FMI ainsi que par une détérioration des réserves de change de 21,6 millions.

CHAPITRE V

LES RESSOURCES EXTERIEURES

La contribution des pays amis et des organismes internationaux à l'effort de développement de la République Démocratique du Congo s'est poursuivie principalement sous forme de secours d'urgence et d'aide humanitaire.

En effet, ces apports ont représenté 179,3 millions de DTS en 1997 contre 234,8 millions en 1996.

I. DONATIONS MULTILATERALES

Les donations multilatérales ont totalisé 111,0 millions de DTS en 1997 contre 202,9 millions en 1996, suite à la contraction des ressources en provenance des agences du système des Nations Unies.

Rapporté au montant total des donations multilatérales, le secours d'urgence a représenté 58,2 %, l'aide alimentaire 13,8 %, tandis que les appuis aux secteurs des infrastructures et de santé ont absorbé respectivement 11,7 et 7,4 %.

De 172,5 millions de DTS en 1996, la contribution des Nations Unies est tombée à 42,2 millions en 1997 à la suite notamment du retour des réfugiés rwandais dans leur pays. Ce montant a essentiellement servi à financer l'assistance humanitaire, le secours d'urgence et l'aide alimentaire.

S'agissant de l'aide en provenance du Fonds Européen de Développement, elle a plus que doublé, atteignant 68,8 millions de DTS en 1997 contre 30,4 millions une année plus tôt. Ces donations ont été essentiellement orientées vers les secteurs de l'aide humanitaire et des infrastructures.

Tableau III.6. : Donations d'origine multilatérale (P)
(en millions de DTS)

ORGANISME	AIDE HUMANITAIRE ET SECOURS D'URGENCE		AIDE ALIMENTAIRE		INFRASTRUCTURES		SANTÉ		AUTRES ⁽¹⁾	
	1996	1997	1996	1997	1996	1997	1996	1997	1996	1997
Nations Unies	162,447	16,429	-	14,850	1,468	0,512	3,846	1,593	4,405	8,811
UE/FED	5,220	48,180	0,443	0,481	5,104	12,440	16,783	6,584	3,356	1,105
TOTAL	167,667	64,609	0,443	15,331	6,572	12,952	20,629	8,177	7,761	9,916

(1) Education, Agriculture, Social, Appui électoral, Assistance Technique, Environnement.

II. DONATIONS BILATERALES

Les donations d'origine bilatérale sont passées de 31,9 millions de DTS en 1996 à 68,3 millions de DTS en 1997. Cet accroissement est consécutif à une sensible augmentation de la coopération indirecte à travers les ONG.

Les dons en provenance de la Belgique se sont accrus, passant de 5,7 millions en 1996 à 41,4 millions durant la période sous revue. Cette contribution représente 60,6 % du total de l'aide sans contrepartie d'origine bilatérale. L'essentiel de cette aide a été destinée au secteur de la santé, à l'aide humanitaire ainsi qu'à l'assistance technique.

L'Allemagne a réduit le montant de ses dons en 1997. De 17,0 millions de DTS l'année précédente, ces dons ont totalisé 11,4 millions, soit une diminution de 32,9 %. Cette aide a été essentiellement allouée au secteur de l'agriculture et subsidiairement à l'assistance humanitaire. L'aide en provenance des autres pays a augmenté de 67,4 %, passant de 9,2 millions de DTS en 1996 à 15,4 millions en 1997.

Tableau III.7. : Donations d'origine bilatérale (P)
(en millions de DTS)

ORGANISME	AIDE HUMANITAIRE ET SECOURS D'URGENCE		AGRICULTURE		SANTÉ		ASSISTANCE TECHNIQUE		AUTRES ⁽¹⁾	
	1996	1997	1996	1997	1996	1997	1996	1997	1996	1997
Belgique	1,818	8,910	0,349	2,07	2,797	18,49	0,629	6,23	0,183	5,693
Allemagne	-	3,388	-	7,300	0,559	-	14,055	-	2,577	0,760
Autres pays ⁽²⁾	4,405	8,517	1,048	0,839	1,607	0,685	0,839	3,262	1,288	1,139
TOTAL	6,223	20,815	1,397	10,209	4,963	19,175	15,523	9,492	4,048	7,592

(1) Education, aide alimentaire, Social, Appui électoral, infrastructures, environnement

(2) USA, France, Royaume-Uni, Pays-Bas, Japon, Corée du Sud, Espagne, Canada, Suisse, Italie.

Les donations d'origine publique n'ont financé aucun projet de développement en 1997, pour cause de guerre. Cependant, le montant décaissé au titre de la coopération technique était lié aux projets d'investissements agréés une année plus tôt. Quant aux donations d'origine privée, le montant s'est élevé à 47,1 millions de DTS à fin 1997.

Tableau III.8. : Provenance des donations extérieures d'origine publique
(en millions de DTS)

	1994	1995	1996	1997
DONATIONS MULTILATERALES	197,7560	211,5230	202,9000	110,9880
NATIONS UNIES	168,8500	161,7590	172,5290	42,1950
FED/UE	28,9060	49,7640	30,3710	68,7930
DONATIONS BILATERALES	10,8765	24,2760	31,952	68,2760
USA	0,0005	0,0290	0,1070	0,0680
France	1,4470	2,5270	2,9420	1,6830
Belgique	6,0040	5,5040	5,7230	41,3810
Royaume-Uni	0,0100	-	-	1,3950
Allemagne	2,2420	12,5130	17,0400	11,4490
Pays-Bas	-	-	-	2,8490
Japon	-	0,3610	0,1320	0,2770
Coree du Sud	-	-	-	0,1230
Espagne	-	-	-	1,8890
Canada	-	-	-	5,3110
Suisse	1,1730	0,7500	-	0,9930
Italie	-	-	-	0,8580
ONG	-	2,5920	6,0080	-
TOTAL	208,6325	235,7990	234,8520	179,2640

Source : PNUD.

Tableau III.8.bis : Nature des donations d'origine publique
(en millions de DTS)

	1994	1995	1996 ^(P)	1997 ^(P)
Coopération technique autonome	14,898	37,219	57,219	50,948
Coopération technique liée à des projets d'investissement	1,281	1,285	0,611	0,147
Projets d'investissement	0,615	0,323	2,295	-
Aide alimentaire	33,059	5,523	1,641	26,496
Assistance humanitaire et secours d'urgence	158,789	191,483	172,659	101,673
TOTAL	208,642	235,833	234,425	179,264

Source : PNUD

CHAPITRE VI

LA COOPERATION SOUS REGIONALE

Le champ de la coopération sous-régionale de la R.D.C. concerne principalement l'Afrique Centrale, appréhendée à travers les activités de la chambre de compensation et celles de la CEPGL. Cependant, les deux Institutions ont connu des difficultés liées à la dégradation de la situation économique et politique au sein des pays membres. Ces problèmes se sont traduits par la suspension des activités de la CEPGL et la dissolution du Secrétariat Exécutif de la chambre de compensation de la CEEAC.

Toutefois, le pays a trouvé d'autres ouvertures vers le Sud par ses récentes adhésions au Marché Commun de l'Afrique de l'Est et du Sud (COMESA) ainsi qu'à la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC). Ces ouvertures sont motivées par l'utilisation par le Congo de la voie du sud pour l'expédition de ses produits. En outre, son électricité est exportée vers la Zambie, le Zimbabwe et l'Afrique du Sud, d'où l'intérêt du Congo à s'intégrer à cette zone pour d'une part, accroître les échanges et d'autre part, bénéficier des avantages accordés aux pays membres.

I. CHAMBRE DE COMPENSATION DE LA CEEAC

Depuis l'année 1993, les activités de la Chambre ont commencé à connaître une paralysie au sein de la CEEAC due à l'absence des opérations de compensation. Cette situation qui a persisté durant quatre ans, a amené le Comité des Changes et des Paiements à suspendre à fin mai 1997, le fonctionnement du Secrétariat Exécutif de la Chambre de Compensation.

Cette décision a entraîné la libération du personnel avec paiement des droits et indemnités de sortie, la liquidation des biens ainsi que la clôture des comptes de la Chambre au 31 décembre 1997.

II. MARCHE COMMUN DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DU SUD (COMESA)

1. Genèse

L'article 52 de la Charte des Nations Unies reconnaît l'existence des accords et des organismes régionaux. C'est conformément à cet article que la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique a proposé la création des Marchés Communs Africains. De 1976 à 1981, diverses réunions du Centre multinational de programmes et d'exécution des projets de la CEA ont été tenues dans plusieurs capitales africaines. Au terme de ces réunions, l'Afrique fut divisée en cinq sous régions. En mars 1978, la première Conférence extraordinaire des Ministres du Commerce, des Finances et de la Planification, a décidé la création de la Zone d'Echanges Préférentiels (ZEP) pour les Etats de l'Afrique de l'Est et Australe. Cette phase a constitué la première étape de la création d'un marché commun et ultérieurement d'une communauté économique pour la sous-région. En décembre 1981 fut signé le

traité créant la ZEP qui entra en vigueur le 30 septembre 1982. La décision de transformer la ZEP en marché commun fut signée en 1992. Ce marché commun (COMESA) a été mis en place le 08 décembre 1994.

La République Démocratique du Congo, qui était membre observateur à la ZEP, a adhéré au COMESA comme membre effectif depuis l'année 1995.

2. Objectifs

L'objectif final est la réalisation d'une relance économique et d'une croissance durable grâce à l'intégration des marchés.

Les objectifs intermédiaires concernent l'augmentation de la production par la suppression des rigidités existantes dans les structures de production et de commercialisation, la création d'un environnement propice à l'investissement, l'élimination des obstacles tarifaires, la coopération dans les domaines monétaire et financier, de transport et communication ainsi que l'adoption d'un tarif douanier commun.

3. Organes du COMESA

Le COMESA, qui compte actuellement 21 pays membres, comporte une structure articulée de la manière ci-après :

1. La Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement (Sommet) ;
2. Le Conseil des Ministres chargés du Commerce, de la Coopération, des Finances et des Affaires Etrangères ;
3. Les Commissions Ministérielles ;
4. Les Comités Techniques ;
5. Le Secrétariat Exécutif ;
6. La Cour de Justice.

III. EVALUATION DES MESURES D'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS DU COMESA

En 1997, les pays membres du COMESA ont fourni un effort dans la réalisation des programmes retenus conformément aux objectifs de cette Institution.

Concernant la RDC, les recommandations exécutées ont porté sur la mise en place des comités multidisciplinaires, du régime de la carte jaune, du système d'un logiciel informatique commun en matière des douanes (SYDONIA) ainsi que sur la transmission des données sur le programme d'harmonisation monétaire.

En effet, le Ministère de la Coopération a mis en place des comités multidisciplinaires selon la nomenclature du COMESA. Ces Comités sont chargés de suivre, chacun à son niveau, l'état d'avancement des différentes actions retenues dans le cadre des programmes du COMESA. La Banque Centrale du Congo est reprise dans le comité commerce et douane ainsi que celui de la monnaie.

En 1997, la RDC avait amorcé la procédure pour son adhésion au régime de la carte jaune qui permet à tous les véhicules des pays membres de circuler à

travers l'espace COMESA sans aucun obstacle. Le système Sydonia a été mis en place au niveau de l'OFIDA principalement à Kinshasa. Les données sur le programme d'harmonisation monétaire ont été transmises pour les exercices 1995, 1996 et 1997. Compte tenu du niveau élevé des arriérés, la RDC n'a pas pu bénéficier des avantages accordés aux pays membres en 1997.

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE III

Tableau III.9 : Cours des principaux produits minéraux intéressant l'économie congolaise

Produits et marchés		Cotation	Moyennes annuelles							
			1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Cuivre	New York	USD:100/lb	124,8	109,7	107,9	91,0	112,4	141,1	112,2	107,5
	Londres : 3 mois	USD/lm	1.458,8	1.317,6	1.297,3	1.576,6	2.313,7	2.847,9	2.137,0	2.227,8
	Bruxelles	BEF/lm	90.504,6	82.372,2	75.514,0	68.202,4	77.389,9	86.777,6	69.868,3	81.458,1
Etain	Londres : 3 mois	USD/lm	6.317,5	5.671,0	6.134,4	5.207,1	5.512,5	6.190,5	6.178,9	5.672,6
	Paris	FRF/ kg	39,3	37,0	37,7	34,4	35,5	36,3	37,0	38,9
Zinc ⁽¹⁾	New York									
	(qual. sup. N.Y.)	USD:100/lb	79,0	63,0	62,0	62,0	52,5	50,3	51,6	65,6
	Londres : cash (cours vendeur)	GBP/lm	854,7	629,4	700,4	655,2	997,9	1.030,8	1.012,0	805,8
Diamant	Kinshasa	USD/carat	14,7	12,3	20,7	24,5	20,5	19,6	20,6	18,8
Cobalt ⁽²⁾	Bruxelles	USD/lb	11,2	14,4	31,5	27,0	20,6	26,3	25,0	24,0
Or	Londres	USD/once	382,3	361,9	343,8	358,6	382,6	384,2	383,3	331,2
Wolfram	Londres									
	(moyenne)	USD/lm	25,9	31,7	32,6	22,7	38,8	63,3	6,2	5,8
Pétrole	Arabe. Arabie Saoudite									
	(Rastanura)	USD/baril	24,3	21,5	20,6	18,4	17,7	18,7	21,7	18,2
Argent Métal	Londres (cash)	GBP:100/o.t	273,3	230,1	224,7	282,1	343,8	328,6	323,5	298,8
	New York	USD:100/o.t.	482,2	402,8	393,3	432,2	528,0	513,9	505,8	487,1
Argent ⁽³⁾	Bruxelles	BEF/Kg	5.207,9	4.557,9	4.118,0	4.822,0	5.721,8	4.805,5	5.607,1	6.368,8

Sources: Centre National d'Expertise et l'Echo

(1) Sur la marché de Paris (Electre) à partir de 1994

(2) Sur le marché de hors Londres à partir de 1996

(3) Sur le marché de Paris à partir de 1996

Tableau III.10 : Cours des principaux produits végétaux intéressant l'économie congolaise

Produits et marchés		Cotation	Moyennes annuelles							
			1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Café :										
Arabica	(Brésil) New York	USD:100/lb	81,6	76,5	64,1	71,0	158,8	159,6	112,3	171,3
Robusta	New York	USD:100/lb	53,4	48,8	42,6	52,9	119,7	127,7	75,2	72,7
Cacao										
	New York C.I.F.									
	(marché à terme)	USD:100/lb	53,9	50,4	44,7	45,3	57,3	59,7	60,7	68,1
Thé										
	Londres									
	(moyenne aux enchères)	USD:100/lb	93,3	80,9	90,7	83,9	82,9	73,7	-	-
Huile :										
de palme vrac 5 %										
d'acidité	Anvers C.I.F.	BEF/kg	9,6	11,5	12,8	13,2	17,4	18,9	16,8	19,3
de palmistes vrac 6 %										
d'acidité max. 8 %	Anvers C.I.F.	BEF/kg	11,3	14,4	18,5	15,2	20,4	19,9	22,9	23,2
Coton	New York (contrat n° 2)	USD:100/lb	73,9	73,6	58,2	59,4	75,3	95,1	73,8	72,4
Caoutchouc										
	Londres C.I.F.									
	(R.S.S. R.M.A. 1)	GBP:100/kg	54,5	52,6	55,1	61,0	80,9	107,0	95,7	66,4
Bois Sapelli										
Grumes, qualité LM	Congo F.O.B.	FRF/m3	1.867,7	1.776,4	1.750,0	1.756,9	1.820,8	1.656,3	-	-
Sciés, qualité FAS, Standard	Cameroun F.O.B.	FRF/m3	3.312,5	3.077,8	2.750,0	2.767,4	3.233,3	3.020,8	-	-

Sources: L'Echo et Marchés Tropicaux

Tableau III.11 : Evolution des indices des cours de matières premières
(Base : 1990 = 100)

Périodes	Données exprimées en XDR			Données exprimées en ZRZ (1)		
	Indices des principaux produits exportés					
	Produits minéraux	Produits végétaux	Indice global	Produits minéraux	Produits végétaux	Indice global (2)
1984	94,1	251,0	110,6	4,3	9,4	4,9
1985	91,2	227,1	105,5	5,5	11,6	6,1
1986	68,2	243,3	86,7	5,4	17,2	6,6
1987	74,4	161,1	82,3	10,6	23,7	11,8
1988	97,0	147,8	101,7	22,9	37,5	24,2
1989	101,9	135,0	104,9	49,4	65,7	50,9
1990	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1991	91,1	91,2	91,1	1.974,5	1.984,8	1.975,5
1992	111,0	79,3	108,8	102.406,9	71.605,7	115.479,1
1993	102,3	99,3	102,1	1.034.721,2	1.008.937,2	1.190.027,7
1994	103,1	184,6	108,8	529.135.478,6	968.003.139,1	560.130.226,4
1995	113,1	199,3	119,2	3.585.347.668,7	6.427.106.700,0	3.786.045.082,2
1996 r	88,1	134,0	91,6	19.441.158.269,6	29.167.577.141,0	20.186.776.192,3
1997	107,7	160,3	111,3	59.030.114.639,4	86.860.185.705,4	60.942.540.035,7

Source : Banque Centrale du Congo

(1) A partir de 1994, en ZRN

(2) Indice pondéré suivant l'importance de chaque produit exporté

Tableau III.12 : Répartition des exportations par principaux pays de destination
(Valeur C.I.F.)

Pays	En millions de XDR							
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997(p)
1. C.E.E	1.005,9	835,5	620,9	434,5	616,5	745,8	701,6	588,3
U.E.B.L.	614,8	566,6	452,4	312,2	448,5	496,9	518	447,8
France	48,0	33,3	22,2	12,6	24,1	27,8	19,7	14,9
Italie	130,0	76,3	53,7	42,3	66,0	104,9	55,3	40,3
Rép. Féd. Allemagne (1)	155,2	107,0	51,2	29,7	24,7	42,9	47,2	36,6
Pays-Bas	14,8	15,8	7,7	4,5	9,5	10,3	13	11,5
Royaume-Uni	9,6	6,1	3,4	8,1	11,7	11,9	15,7	7,1
Irlande, Danemark et Grèce	3,3	4,5	1,6	3,6	1,3	2,8	1,2	3,8
Portugal	10,6	13,6	14,7	13,9	17,4	27,2	21,4	17,2
Espagne	19,6	12,3	14,0	7,6	13,3	21,1	10,1	9,1
2. Amérique du Nord	230,2	246,5	208,7	182,7	141,9	194,8	183,2	217,4
3. Japon	40,1	71,0	57,1	44,1	57,1	53,3	56,9	38,0
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	23,7	20,3	13,4	31,2	21,0	31,7	44,3	45,4(e)
Sous - total O.C.D.E.	1.299,9	1.173,3	900,1	692,5	836,5	1025,6	986	889,1(e)
5. Destinations diverses	124,4	119,7	162,1	77,6	90,7	92,0	121,1	117,3(e)
Total	1.424,3	1.293,0	1.062,2	770,1	927,2	1117,6	1107,1	1006,4(e)

Sources : Direction of Trade Statistics (IMF) et Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E.

(1) A partir de 1991, y compris l'Allemagne de l'Est

Tableau III.13 : Répartition des importations par principaux pays fournisseurs
(Valeur F.O.B.)

PAYS	En millions de XDR							
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997(p)
1. C.E.E	637,3	399,4	271,3	231,1	243,7	305,7	369,8	339,6
U.E.B.L	243,3	139,5	115,9	97,2	97,5	132,0	161,0	150,0
France	129,1	81,6	33,2	20,7	28,4	31,8	44,7	38,3
Italie	61,0	30,7	15,3	22,5	13,9	25,4	26,5	22,5
Rép. Féd. d'Allemagne ⁽¹⁾	102,9	76,3	38,3	27,0	46,3	46,1	59,3	51,1
Pays-Bas	43,6	32,5	29,0	30,6	29,1	30,2	38,6	34,9
Royaume-Uni	30,5	19,3	21,3	18,9	12,8	16,7	18,6	26,8
Irlande, Danemark et Grèce	10,9	10,3	14	10,4	10,1	15,6	12,3	9,8
Portugal	2,6	0,9	0,6	0,4	0,8	0,9	1,5	0,8
Espagne	13,4	8,3	3,7	3,4	4,8	7,0	7,3	5,4
2. Amérique du Nord.	100,3	50,0	28,1	29,7	30,4	69,2	69,6	58,0
3. Japon	37,5	28,1	12,8	9,9	28,0	7,2	26,9	16,4
4. Autres pays de l'O.C.D.E.	41,3	17,1	11,8	9,5	20,9	15,4	16,4	20,3(e)
Sous-total O.C.D.E.	816,4	494,6	324,0	280,2	323,0	397,5	482,7	434,3(e)
5. Provenances diverses	469,9	173,5	131,8	306,2	350,0	402,1	363,7	272,4(e)
Total	1.286,3	668,1	455,8	586,4	673,0	799,6	846,4	706,7(e)

Sources : Direction of Trade Statistics (IMF) et Statistiques du Commerce Extérieur de l'O.C.D.E

(1) A partir de 1991, y compris l'Allemagne de l'Est

Tableau III.14 : Balance commerciale (1)

périodes	En millions de ZRZ courants (2)			En millions de XDR		
	Exportations C.I.F.	Importations F.O.B.	Solde	Exportations C.I.F.	Importations F.O.B.	Solde
1984	63.329,6	36.251,8	27.077,8	1.712,0	980,0	732,0
1985	80.851,7	48.653,2	32.198,5	1.591,5	957,7	633,8
1986	100.677,6	83.955,3	16.722,3	1.434,7	1.196,4	238,3
1987	196.038,2	213.131,2	-17.093,0	1.345,3	1.462,6	-117,3
1988	383.437,4	422.717,4	-39.280,0	1.527,7	1.684,2	-156,5
1989	753.067,3	516.098,3	236.969,0	1.539,7	1.055,2	484,5
1990	1.408.408,0	1.271.878,6	136.529,4	1.424,3	1.286,3	138,0
1991	27.808.551,0	14.368.826,7	13.439.724,3	1.293,0	668,1	624,9
1992	971.600.713,2	416.922.994,8	554.677.718,4	1.062,2	455,8	606,4
1993	7.732.093.557,6	5.887.676.486,4	1.844.417.071,2	770,1	586,4	183,7
1994	1.603.991,1	1.164.242,9	439.748,2	927,2	673,0	254,2
1995	11.877.662,8	8.498.012,9	3.379.649,9	1.117,6	799,6	318,0
1996	80.542.964,2	61.576.700,3	18.966.263,9	1.107,1	846,4	260,7
1997	182.334.228,1	128.036.167,6	54.298.060,5	1.006,4	706,7	299,7

(1) Cf tableaux III.12 et III.13

(2) A partir de 1994, en millions de ZRN courants

Tableau III.15 : Evolution des termes de l'échange
(Base : 1990 = 100)

PERIODES	Données exprimées en XDR			Données exprimées en ZRZ		
	Indices		Termes de l'échange	Indices		Termes de l'échange
	A l'export	A l'import		A l'export	A l'import	
1990	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1991	91,1	73,1	124,6	1.980,2	1.589,3	124,6
1992	68,4	48,7	140,5	63.201,3	45.051,5	140,3
1993	50,6	40,4	125,2	513.749,8	410.736,5	125,1
1994 ⁽¹⁾	62,9	46,9	134,1	108.797,1	81.087,1	134,2
1995	75,8	57,9	130,9	805.589,5	615.712,7	130,8
1996	82,0	56,1	146,2	11.846.261,4	8.113.877,6	146,0
1997(p)	72,5	50,5	143,6	13.135.166,5	9.140.686,5	143,7

Source : Statistiques du Commerce Extérieur de l'OCDE et Direction of Trade Statistics (IMF)
- calculs Banque Centrale du Congo

(1) Données exprimées en ZRN à partir de cette année

Tableau III.16 : Exportation des principaux produits végétaux et animaux

Produits	1990	1991	1992	1993 (r)	1994 (r)	1995	1996	1997 (p)
Bois (en m³)	120.159	155.694	113.503	122.098	168.844	164.054	184.282	134.399
Grumes	92.977	111.501	72.431	76.782	119.186	111.520	121.551	97.830
Sciés	21.986	37.309	34.688	39.130	42.125	44.666	55.013	30.933
Placages et divers	5.196	6.884	6.384	6.186	7.533	7.868	7.718	5.636
Autres produits (T.M.)	162.571	156.830	92.112	82.495	84.669	75.973	100.736	43.753
Thé	2.446	2.410	902	2.353	1.784	515	1.559	-
Café-robusta	83.482	74.671	51.359	48.804	54.736	46.795	41.153	18.897
Café-arabica	12.266	14.818	5.272	6.241	7.816	13.866	8.110	4.142
Caoutchouc	6.977	5.512	7.111	5.134	3.751	1.740	5.766	3.333
Huile de palme	1.706	2.764	-	-	200	5.586	1.150	16.781
Huile de palmistes	-	-	10	1.911	1.427	1.447	1.597	360
Cacao	5.384	4.267	3.049	3.421	6.224	2.120	3.466	240
Rauwolfia	29	37	45	39	3.034	16	33	...
Pellets	41.931	42.452	22.167	11.596	3.094	-	25.867	...
Quinquina	2.321	1.610	834	2.114	2.269	3.705	8.271	...
Divers	3.358	4.249	1.363	882	334	183	2.645	...

Sources : OCC ex-OZAC et Fonds de Reconstitution du capital forestier (pour le bois) à partir de 1991

Tableau III.17 : Ressources extérieures utilisées
(en millions de XDR)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992
A. Donations et contributions assimilables	184,5	175,8	214,8	166,1	83,7	9,7
1. Provenant du secteur public ⁽¹⁾	157,3	162,1	199,9	151,2	72,4	5
2. Provenant du secteur privé ⁽²⁾	27,2	13,7	14,9	14,9	11,3	4,7
B. Prêts et autres capitaux nets	340,7	211,4	210	-47,2	-165,5	44,3
1. Provenant du secteur public	319,2	304,5	388,5	197,5	66,3	48,6
a) Prêts financiers	328,3	312,9	408	209,4	91,5	48,6
b) Autres capitaux	-9,1	-8,4	-19,5	-11,9	-25,2	-
2. Provenant du secteur privé	21,5	-93,1	-178,5	-244,7	-231,8	-4,3
a) Crédits financiers	13,6	-93,1	-178,5	-244,7	-231,8	-4,3
b) Crédits fournisseurs	7,9	-	-	-	-	-
c) Autres capitaux						
C. Apports nets des ressources (A + B)	525,2	387,2	424,8	118,9	-81,8	54
D. Intérêts et revenus d'investissements	-284,1	-212,4	-235,4	-190,5	-179,7	-62,2
E. Transferts nets des ressources (C + D)	241,1	174,8	189,4	-71,6	-261,5	-8,2

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Cf tableau III.16

(2) Cf tableau III.17

Tableau III.18 : Ressources nettes en provenance du secteur public extérieur
(en millions de XDR)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992
A. Apports bruts	517,6	507,3	656,2	378,2	200,4	61,7
1. <i>Donations</i>	157,3	162,1	199,9	151,2	72,4	5
bilatérales	138,8	129,6	151,9	111,6	57,6	-
multilatérales	18,5	32,5	48	39,6	14,8	5
2. Prêts	360,3	345,2	456,3	227	128	56,7
bilatéraux	112,9	125,9	121,9	116,2	29,5	13,5
multilatéraux	247,4	219,3	334,4	110,8	98,5	43,2
B. Amortissements et autres opérations	41,1	40,7	67,8	29,5	61,7	8,1
<i>Prêts bilatéraux</i>	1,7	4	20,6	1,7	13,3	5,2
Prêts multilatéraux	30,3	28,3	27,7	15,9	23,2	2,9
Autres opérations de l'Etat ⁽¹⁾	9,1	8,4	19,5	11,9	25,2	-
C. Apports nets (A - B)	476,5	466,6	588,4	348,7	138,7	53,6
D. Intérêts versés sur les prêts	-90,9	-56,8	-61,3	-60,3	-34	-7,9
E. Transferts nets des ressources (C+D)	385,6	409,8	527,1	288,4	104,7	45,7

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Souscription aux organismes internationaux, prêts aux Gouvernements et contrepartie des arriérés

Tableau III.19 : Ressources nettes en provenance du secteur privé extérieur
(en millions de XDR)

	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
A. Apports bruts	7,9	435,9	756,7	704,6	860,3	404,2	344,2
1. Dons des institutions privées	7,9	27,2	13,7	14,9	14,9	11,3	4,7
à l'Etat	7,9	-	-	-	-	-	-
aux organismes privés	-	27,2	13,7	14,9	14,9	11,3	4,7
2. Capitaux privés	0,0	408,7	743,0	689,7	845,4	392,9	339,5
a) Crédits fournisseurs	0,0	143,4	-	-	-	-	-
à l'Etat	-	-	-	-	-	-	-
aux entreprises	-	143,4	-	-	-	-	-
b) Crédits financiers	0,0	265,3	743	689,7	845,4	392,9	339,5
à l'Etat	-	-	32,4	78,4	34,7	128,1	56,7
aux entreprises	-	265,3	710,6	611,3	810,7	264,8	282,8
c) Autres capitaux ⁽¹⁾							
B. Amortissements	346,2	387,2	836,1	868,2	1090,1	624,7	343,8
1. Crédits fournisseurs	-	135,5	-	-	-	-	-
à l'Etat	-	-	-	-	-	-	-
aux entreprises	-	135,5	-	-	-	-	-
2. Crédits financiers	88,9	251,7	836,1	868,2	1.090,10	624,7	343,8
à l'Etat	-	-	61,5	107,4	78,5	29,5	44,6
aux entreprises	88,9	251,7	774,6	760,8	1.011,60	595,2	299,2
3. Autres capitaux ⁽¹⁾	257,3	-	-	-	-	-	-
C. Apports nets de ressources (A - B)	-338,3	48,7	-79,4	-163,6	229,8	-220,5	0,4
D. Intérêts et revenus d'investissements⁽²⁾	-55,0	-58,1	-155,6	-174,1	-130,2	-145,7	-54,3
E. Transferts nets de ressources(C+D)	-393,3	-9,4	-235,0	-337,7	-360,0	-366,2	-53,9

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Cf balance générale des paiements, tableau III.23, poste 12, dont il faut déduire les opérations relatives aux prêts d'origine publique extérieure et aux crédits consentis par le secteur privé extérieur aux entreprises publiques congolaises

(2) Cf balance générale des paiements, tableau III.23, poste 6, dont il faut déduire les intérêts payés sur les prêts d'origine publique extérieure

Tableau III.20 : Provenance des donations extérieures d'origine publique
(en milliers de XDR)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Donations multilatérales	18.548	32.469	47.966	39.559	14.748	4.965
<i>F.E.D.</i>	7.657	18.703	27.218	27.311	1.042	-
Nations-Unies	10.891	13.766	20.748	12.248	13.706	4.965
Donations bilatérales	138.775	129.605	151.822	111.622	57.592	-
République Fédérale d'Allemagne	9.290	12.734	16.286	12.919	5.264	-
Belgique	42.343	40.925	53.299	-	-	-
Canada	6.721	6.675	11.341	7.107	4.407	-
<i>Etats-Unis</i>	19.092	24.303	14.504	31.682	8.254	-
France	19.142	15.309	13.504	-	19.937	-
Italie	8.256	11.124	13.469	8.170	-	-
Japon	29.657	15.559	27.379	46.592	11.275	-
Royaume-Uni	4.003	-	-	-	-	-
Suisse	-	-	-	-	1.169	-
Suède	-	-	2.040	4.747	-	-
Autres	271	2.976	-	405	7.286	-
Total	157.323	162.074	199.788	151.181	72.340	4.965

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau III.20 bis : Provenance des donations extérieures d'origine publique
(en millions de XDR)

	1994	1995	1996	1997
Donations multilatérales	197,8	211,5	202,9	111,0
F.E.D./ UE	28,9	49,8	30,4	68,8
Nations-Unies	168,9	161,8	172,5	42,2
Donations bilatérales	10,8	24,3	31,8	67,3
République Fédérale d'Allemagne	2,2	12,5	17,0	11,4
Belgique	6,0	5,5	5,7	41,4
Canada	-	-	-	5,3
Etats-Unis	-	-	0,1	0,1
France	1,4	2,5	2,9	1,7
Italie	-	-	-	0,9
Japon	-	0,4	0,1	0,3
Pays-Bas	-	-	-	2,8
Royaume-Uni	0,01	-	-	1,4
Suède	1,2	0,8	-	-
Autres	-	2,6	6,0	2,0
Total	208,6	235,8	234,7	178,3

Source : PNUD

Tableau III.21 : Nature des donations extérieures d'origine publique
(en milliers de XDR)

	1987	1988	1989	1990	1991	1992
A. Dons à l'Etat	153.527	160.080	192.326	146.958	70.021	4.965
1. Financement des projets économiques et sociaux	55.385	49.218	90.308	86.141	13.625	-
Marchandises	47.077	-	-	-	-	-
Services	8.308	-	-	-	-	-
2. Donations en marchandises	12.380	4.672	2.923	12.655	34	-
Dons spéciaux liés à des projets	12.380	4.672	2.923	12.655	34	-
3. Coopération technique	85.762	106.190	99.095	48.162	56.362	4.965
B. Dons à des organismes privés ou à des particuliers (bourses d'étude et stage)	3.796	1.994	7.462	4.223	2.319	-
Total	157.323	162.074	199.788	151.181	72.340	4.965

Source : Ministère du Plan

Tableau III.22 : Encours utilisé de la dette publique extérieure
(en milliers XDR)

	Au 31 décembre 1988	Au 31 décembre 1989	Au 31 décembre 1990	Au 31 décembre 1991	Montant en instance d'utilisation au 31/12/1991	Encours global des utilisations au 31/12/1991	Encours global des engagements au 31/12/1991
I. Crédits à l'Etat	3.806.787	5.317.346	4.675.754	4.390.287	303.805	6.169.224	6.473.029
1. Finances	3.571.974	5.068.282	4.451.427	4.179.807	210.578	5.738.753	5.949.331
2. Transports et Communication	29.455	30.494	28.093	24.456	1.390	106.823	108.213
3. Travaux Publics	4.536	5.036	4.230	4.234	-	4.928	4.928
4. Agriculture	149.166	155.313	138.083	132.651	64.202	193.535	257.737
5. Education Nationale	13.011	16.003	17.452	18.713	17.124	19.244	36.368
6. Défense Nationale	28.103	29.784	23.723	18.275	2.271	83.398	85.669
7. Information	6.936	7.386	7.267	6.335	672	16.727	17.399
8. Energie	3.606	4.268	4.152	3.960	77	3.960	4.037
9. Santé	-	780	1.327	1.856	4.104	1.856	5.960
10. Plan	-	-	-	-	3387	-	3.387
II. Crédits aux entreprises (1)	1.632.637	2.108.480	1.891.383	1.902.653	848.993	2.770.802	3.619.795
1. Air-Zaïre	8.557	9.607	8.116	8.314	-	23.092	23.092
2. Siderna	3.251	3.725	1.955	1.701	-	24.563	24.563
3. C.N.E.C.I.	5.570	5.388	4.552	4.663	-	7.247	7.247
4. Gécamines	106.675	130.962	130.494	168.448	122.100	345.119	467.219
5. SICAI	214	244	232	209	-	8.830	8.830
6. Solide	144.179	303.666	153.262	151.300	40.141	170.611	210.752
7. S.N.E.L.	471.032	542.884	490.224	483.981	175.666	952.468	1.128.134
8. C.S.CO.	5.667	6.299	5.268	5.341	172	5.626	5.798
9. Onatra	141.237	182.691	180.114	172.207	79.362	188.649	268.011
10. Comingem	3.071	3.543	3.471	-	-	-	-
11. Office des Routes	351.538	408.966	378.489	389.708	149.614	433.107	582.721
12. Regideso	98.354	144.876	135.755	140.642	139.378	167.090	306.468
13. D.A.I.P.N.	1.021	1.175	1.158	1.009	-	14.128	14.128
14. Gosuma	21	25	21	21	5	21	26
15. S.N.C.Z.	154.534	179.007	214.857	211.486	104.222	232.781	337.003
16. ZAIRETAIN	202	189	168	155	37	195	232
17. Sotexki	7.655	8.276	6.973	6.591	-	10.598	10.598
18. O.N.D.E	11.854	13.170	16.516	11.188	-	11.958	11.958
19. Sucrerie de Kwilu-Ngongo	32.614	32.857	31.023	28.579	130	33.209	33.209
20. Sucrerie de Kiliba	31.966	36.992	36.619	33.931	-	37.089	37.089
21. Grands Hôtels du Zaïre	11.190	11.306	7.429	6.523	-	10.871	10.871
22. Sotraz	27.922	46.546	49.126	42.972	-	42.972	42.972
23. B.C.A.	-	3.898	3.601	3.436	3.320	3.436	6.756
24. Hôtel Diplomate	-	-	-	66	289	66	355
25. Société KANIA	2.554	2.941	2.896	2.525	-	3.753	3.753
26. O.N.P.T.Z.	6.350	8.993	5.736	3.182	3.581	18.848	22.429
27. OKIMO	2.281	11.477	11.624	11.088	4.230	11.088	15.318
28. RVF	-	2.604	5.182	6.279	3.627	6.279	9.906
29. RVM	-	1.479	2.232	2.953	9.881	2.953	12.834
30. S.I.N.E.L.A.C.	3.128	4.694	4.290	4.155	675	4.155	4.830
31. R.V.A.	-	-	-	-	12.105	-	12.105
32. Imprimerie du Kivu	-	-	-	-	458	-	458
Total	5.439.424	7.425.826	6.567.137	6.292.940	1.152.798	8.940.026	10.092.824

Source : OGEDEP

(1) Il s'agit des crédits contractés par les entreprises publiques, semi-publiques ou privées avec la garantie de l'Etat.

Tableau III.23 : Dette extérieure
(en millions de XDR)

	1991	1992	1993	1994	1995 (1)	1996 (1)	1997 (1)
Encours global	6.717,6	6.864,7	6.907,9	6.683,6	8.672,1	9.967,1	9.439,8
* F.M.I.	184,8	186,2	209,3	219,6	370,9	358,2	354,7
* Club de Paris	4.643,6	4.663,0	4.663,0	4.602,3	5.976,1	6.874,0	6.649,0
* Club de Kinshasa	176,2	177,2	178,6	173,4	230,6	67,1	286,5
* Club de Londres	359,1	383,0	383	240,8	434,7	452,7	27,4
* Institutions multilatérales	1.214,9	1.323,7	1.343,0	1.305,9	1.476,2	1.771,2	1.652,4
dont BAD	349,0	363,4	377,5	367,1	361,1	376,0	626,0
* Autres	139,0	131,6	131,0	141,6	183,6	443,9	469,8
Service de la dette							
- Service dû	1.673,3	2.854,7	3.631,7	4.032,5	4.657,6	5.901,5	5.880,0
* F.M.I.	125,2	141,2	209,3	267,4	302,9	325,9	328,7
* Club de Paris	1.053,2	2.105,9	2.678,2	2.878,9	3.266,9	4.593,8	4.458,0
* Club de Kinshasa	47,1	2,9	144,3	153,9	230,6	67,1	214,7
* Club de Londres	359,14	383,0	383,0	426,3	434,7	436,1	27,4
* Institutions multilatérales	67,5	143,0	185,7	243,4	339,9	478,6	447,4
dont BAD	48,8	100,6	158,6	220,8	281,6	376,0	344,6
* Autres	21,3	28,7	31,2	62,6	82,6	-	403,8
- Service effectué	143,5	57,2	9,9	9,0	15,4	28,8	-
* F.M.I.	77,7	12,44	3,6	9,0	15,3	28,8	-
* Club de Paris	9,5	0,4	-	-	-	-	-
* Club de Kinshasa	17,6	5,4	-	-	-	-	-
* Club de Londres	-	-	-	-	-	-	-
* Institutions multilatérales	17,4	10,3	5,6	-	0,1	-	-
dont BAD	4,1	6,7	-	-	-	-	-
* Autres	21,3	28,7	0,7	-	-	-	-
- Arriérés	1.529,8	2.797,5	3.621,8	4.023,5	4.642,2	5.872,7	5.880,0
* F.M.I.	47,5	128,8	205,7	258,4	287,6	297,1	328,7
* Club de Paris	1.043,7	2.105,5	2.678,2	2.878,9	3.266,9	4.593,8	4.458,0
* Club de Kinshasa	29,4	47,5	144,3	153,9	230,6	67,1	214,7
* Club de Londres	359,1	383,0	383,0	426,3	434,7	436,1	27,4
* Institutions multilatérales	50,1	132,7	180	243,4	339,8	478,6	447,4
dont BAD	44,7	(r) 93,9	158,6	220,8	281,6	376,0	344,6
* Autres	-	-	30,6	62,6	82,6	-	403,8

Source : OGEDEP sauf FMI et Club de Londres

(1) Y compris les intérêts contractuels et de retard

Tableau III.23 bis : Dette extérieure
(en millions de XDR)

	1996 (1)	1997
Stock	9.967,1	9.439,84
F.M.I.	358,2	354,72
* Club de Paris	6.874,0	6.649,01
* Club de Kinshasa	67,1	286,53
* Club de Londres	452,7	27,37
* Institutions multilatérales	1.771,2	1.652,38
dont BAD	376,0	626,01
* Autres	443,9	469,83
Encours	7.441,9	6.645,85
* F.M.I.	312,2	299,04
* Club de Paris	4.732,6	4.332,20
* Club de Kinshasa	12,8	229,85
* Club de Londres	452,7	27,37
* Institutions multilatérales	1.554,6	1.406,95
dont BAD	200,8	429,47
* Autres	377,0	350,44
Service de la dette		
- Service dû	5.901,5	5.879,98
* F.M.I.	325,9	328,74
* Club de Paris	4.593,8	4.458,00
* Club de Kinshasa	67,1	214,68
* Club de Londres	436,1	27,37
* Institutions multilatérales	478,6	447,43
dont BAD	376,0	344,60
* Autres	-	403,76
- Service effectué	28,8	-
* F.M.I.	28,8	-
* Club de Paris	-	-
* Club de Kinshasa	-	-
* Club de Londres	-	-
* Institutions multilatérales	-	-
dont BAD	-	-
* Autres	-	-
- Arriérés	5.872,7	5.879,98
* F.M.I.	297,1	328,74
* Club de Paris	4.593,8	4.458,00
* Club de Kinshasa	67,1	214,68
* Club de Londres	436,1	27,37
* Institutions multilatérales	478,6	447,43
dont BAD	376,0	344,60
* Autres	-	403,76

Source : OGEDEP sauf FMI et Club de Londres
(1) Prévision FMI

Tableau III.23 ter : Mouvement de la dette publique extérieure
(en milliers de XDR)

	1986	1987	1988	1989	1990	1991
A. Utilisations	265.336	279.558	273.226	319.500	233.025	100.621
1. Crédits à l'Etat	74.626	155.637	84.691	111.154	70.179	10.710
a) Financiers	74.626	155.637	84.691	111.154	70.179	10.710
b) Commerciaux	-	-	-	-	-	-
2. <i>Crédits aux entreprises</i>	190.710	123.921	188.535	208.346	162.846	89.911
a) Financiers	190.710	123.921	188.535	208.346	162.846	89.911
b) Commerciaux	-	-	-	-	-	-
B. Remboursements	293.070	378.295	61.951	86.238	40.860	32.974
C. Variations nettes (A-B)	-27.734	-98.737	211.275	233.262	192.165	67.647
D. Intérêts	310.609	374.727	70.451	72.989	74.263	34.061

Source : Banque Centrale du Congo et OGEDEP

Tableau III.24 : Répartition de l'utilisation des emprunts publics extérieurs
(en milliers de XDR)

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991
I. Crédits à l'Etat	78.234	74.626	155.637	84.691	111.154	70.179	10.710
A. Crédits financiers	73.334	74.626	155.637	84.691	111.154	70.179	10.710
1. Finances	32.723	42.079	148.192	78.699	107.085	63.565	8.306
2. Transcoms	30	130	-	-	-	-	-
3. Information	1.033	155	100	57	27	-	-
4. Agriculture	34.220	27.311	4.619	3.025	1.221	905	81
5. Education nationale	4.902	3.506	1.385	2.330	1.701	4.558	1.733
6. Energie	426	1.445	1.341	580	340	294	-
7. Santé	-	-	-	-	780	857	590
B. Crédits fournisseurs	4.900	-	-	-	-	-	-
1. Finances	4.900	-	-	-	-	-	-
II. Crédits aux entreprises ⁽¹⁾	86.472	190.740	123.921	188.549	208.346	162.856	89.911
A. Crédits financiers	81.572	190.740	123.921	188.549	208.346	162.856	89.911
1. Régideso	6.362	14.318	13.741	19.013	25.469	10.353	12.226
2. Gécamines	7.399	5.396	7.325	47.957	24.908	30.160	31.845
3. Onatra	14.285	29.412	13.422	14.331	19.064	19.693	6.941
4. Sucrerie de Kwilu-Ngongo	2.024	1.836	6.074	7	-	-	-
5. R.V.F.	-	-	-	-	2.604	3.923	1.336
6. Sofide	11.375	56.244	5.581	21.435	14.100	4.857	282
7. S.N.EL.	18.580	23.645	23.905	29.572	30.396	13.501	8.915
8. S.N.C.Z.	4.330	9.668	15.641	17.786	7.488	56.475	10.440
9. Grands Hôtels du Zaïre	-	12.764	-	-	-	-	-
10. Office des Routes	5.899	20.410	23.606	10.269	49.937	16.368	16.886
11. C.S.C.O.	-	-	-	-	-	-	-
12. R.V.M	-	-	-	-	1.479	1.224	823
13. Sucrerie de Kiliba	3.155	11.261	10.796	7.088	56	-	-
14. ZAIRETAIN	-	-	-	-	-	-	-
15. SOTRAZ	8.163	2.233	414	15.075	14.393	4.665	136
16. Sotexki	-	3.553	3.416	125	-	-	-
17. ONPTZ	-	-	-	487	81	-	-
18. PALMEZA	-	-	-	2	-	-	-
19. OKIMO	-	-	-	2.278	8.775	1.441	-
20. SINELAC	-	-	-	3.124	5.698	196	81
21. B.C.A.	-	-	-	-	3.898	-	-
B. Crédits fournisseurs	4.900	-	-	-	-	-	-
1. S.N.EL.	4.900	-	-	-	-	-	-
Total	164.706	265.366	279.558	273.240	319.500	233.035	100.621

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Cf note 1 tableau III.23 ter

Tableau III.25 : Balance générale des paiements
(en millions de XDR)

	CREDIT						DEBIT					
	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1990	1991	1992	1993	1994	1995
A. Transactions sur biens et services	1.904,5	1.370,6	980,7	927,3	923,3	1.124,4	2.175,0	2.106,3	1.686,8	1.398,0	1.292,8	1.492,4
Balance commerciale	1.714,6	1.205,5	884,6	819,2	876,9	1.076,0	1.281,4	953,3	663,8	440,0	465,7	626,9
1. Marchandises	1.714,6	1.205,5	884,6	819,2	876,9	1.076,0	1.281,4	953,3	663,8	440,0	465,7	626,9
2. Or non monétaire	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Services	189,9	165,1	96,1	108,1	46,4	48,4	893,6	1.153,0	1.023,0	958,0	827,1	865,5
3. Expéditions internationales	12,9	0,1	0,1	0,1	0,4	0,5	235,7	157,0	112,0	77,0	92,2	100,0
4. Autres transports	36,0	20,0	9,0	9,0	7,4	10,4	20,0	6,0	5,0	5,0	1,3	1,2
5. Voyages	8,7	7,0	5,0	4,0	2,9	4,0	30,6	50,0	51,0	44,0	38,9	29,2
6. Revenus des investissements	20,1	25,0	15,0	16,0	3,5	5,1	190,5	517,0	671,0	662,0	585,6	563,2
7. Transactions des pouvoirs publics	27,6	20,0	16,0	24,0	18,2	4,1	146,0	156,0	70,0	72,0	29,3	14,4
8. Autres services	84,6	93,0	51,0	55,0	14,0	24,3	270,8	267,0	114,0	98,0	79,8	157,5
B. Transferts unilatéraux	173,4	97,0	36,3	12,9	100,0	110,7	66,0	83,0	84,3	93,9	71,7	73,5
9. Privés	25,6	19,2	14,8	5,6	2,8	3,1	58,8	79,2	83,8	93,6	71,4	70,6
10. Publics	147,8	77,8	21,5	7,3	97,2	107,6	7,2	3,8	0,5	0,3	0,3	2,9
Total (A + B)	2.077,9	1.467,6	1.017,0	940,2	1.023,3	1.235,1	2.241,0	2.189,3	1.771,1	1.491,9	1.364,5	1.565,9
C. Capitaux des entreprises	810,1	780,9	274,4	197,0	67,2	74,7	1.011,6	595,2	35,4	257,0	176,0	189,4
11. Crédits fournisseurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
12. Autres capitaux	810,1	780,9	274,4	197,0	67,2	74,7	1.011,6	595,2	35,4	257,0	176,0	189,4
D. Capitaux de l'Etat	261,7	169,4	57,0	26,0	62,4	102,2	108,0	489,4	428,0	436,0	452,0	389,9
13. Crédits fournisseurs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
14. Autres emprunts de l'Etat ⁽²⁾	261,7	169,4	57,0	26,0	60,8	102,2	108,0	489,4	428,0	436,0	452,0	389,9
15. Autres capitaux ⁽³⁾	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total (C + D)	1.071,8	950,3	331,4	223,0	129,6	176,9	1.119,6	1.084,6	463,4	693,0	628,0	579,3
E. Erreurs et omissions ⁽⁴⁾	-	-	-	-	90,0	108,5	-	-	-	-	-	-
Total (A à E)	3.149,7	2.417,9	1.348,4	1.163,2	1.152,9	1.412,0	3.360,6	3.273,9	2.234,5	2.184,9	1.992,5	2.145,2

Source : Banque Centrale du Congo

(1) La balance des paiements comprend les règlements financiers proprement dits, les opérations sur crédits fournisseurs, les aides extérieures, les opérations en monnaie nationales des non-résidents et les opérations non-contrôlées

(2) Y compris la contre-valeur de 416,9 millions de dollars constituant le montant consolidé en 1980 au titre de l'accord de refinancement de la dette bancaire, dont la contrepartie se retrouve dans les capitaux

(3) Y compris la contrepartie des arriérés sur paiements extérieurs

(4) Les transactions reprises dans la balance des paiements sont calculées aux taux annuels. En revanche les avoirs du système bancaire en monnaies étrangères sont exprimés au cours de change à fin période (cfr. tableau 96). La différence entre ces deux séries statistiques compose l'essentiel de la rubrique «erreurs et omissions»

Tableau III.25 bis : Balance générale des paiements (1)
(en millions de XDR)

	Crédit			Débit		
	1995	1996	1997	1995	1996	1997
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES						
A. Biens et services	1.161,0	1.230,3	1.035,4	948,2	905,3	970,4
Balance commerciale	1.062,4	1.189,6	1.000,3	657,3	635,8	744,8
1. Marchandises	1.062,4	1.189,6	1.000,3	657,3	635,8	744,8
2. Or non monétaire	-	-	-	-	-	-
Services	98,6	40,7	35,1	290,9	269,5	225,6
3. Transports	12,3	7,2	13,5	111,9	111,1	82,6
4. Voyages	4,4	4,2	10,5	28,7	27,2	20,2
5. Services de communications	0,3	0,2	0,1	3,0	2,0	3
6. Services de bâtiment et travaux publics	-	-	-	0,3	-	0,1
7. Service d'assurance	0,4	0,2	-	5,0	9,3	15,5
8. Services financiers	15,5	8,0	4,6	24,9	51,0	35,2
9. Services d'informatique et d'information	-	1,6	0	2,0	1,6	1,6
10. Redevances et droits de licence	-	4,5	0,4	4,6	1,6	5,2
11. Autres services aux entreprises	13,6	58,1	0,6	71,9	62,9	46
12. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	3,6	0,4	4	0,6	0,8	0,2
13. Services fournis ou reçus par les administrations publiques	48,5	7,8	1,4	33,5	2,0	16,0
B. Revenus	6,0	4,8	2,1	544,5	550,6	200,7
14. Rémunérations des salariés	4,2	4,2	0,7	4,9	7,0	5,2
15. Revenus des investissements	1,8	0,6	1,4	539,6	543,6	195,5
C. Transferts courants	247,0	172,4	223,6	104,6	114,8	102,2
16. Transferts publics	225,8	152,3	206	1,4	0	1,6
17. Transferts privés	21,2	20,1	17,6	103,2	114,8	100,6
TOTAL (A + B + C)	1.414,0	1.407,5	1.261,1	1.597,3	1.570,7	1273,3
COMPTE DES OPERATIONS FINANCIERES						
D. Capital	38,7	36,6	62,8	404,8	259,7	243,1
D.1 Transferts des capitaux	-	-	-	-	-	243,1
Capitaux publics	-	-	-	383,3	218,0	222,6
18. Remises de dettes	-	-	-	-	-	-
19. Autres transferts	-	-	-	383,3	218,0	222,6
Capitaux privés	38,7	36,6	62,8	21,5	41,7	20,5
20. Transferts des migrants	2,2	2,1	2,1	4,1	4,1	4,1
21. Remises de dettes	-	-	-	-	-	-
22. Autres transferts	36,5	34,5	60,7	17,4	37,6	16,4
D.2. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	-	-	-	-	-	-
E. Opérations financières	54,4	124,8	45,5	190,3	199,3	158,9
23. Investissements directs	31,3	121,3	25,3	38,3	32,8	48,8
24. Investissements de portefeuille	-	-	-	-	23,8	15,7
25. Autres investissements	23,1	3,5	20,2	-	142,7	94,4
TOTAL (D + E)	93,1	161,4	108,3	698,1	459,0	402
F. Erreurs et omissions	173,3	147,1	78,8	-	-	-
Total (A à F)	1.680,4	1.716,0	1.448,2	2.295,4	2.029,7	1.675,3

(1) Présentation selon le cinquième manuel de la BDP du FMI

Tableau III.26 : Solde de la balance générale des paiements
(en millions de XDR)

	1995	1996	1997
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES			
A. Biens et services	+212,8	+325,0	+65,0
Balance commerciale	+405,1	+553,8	+255,5
1. Marchandises	+405,1	+553,8	+255,5
2. Or non monétaire	-	-	-
Services	-192,3	-228,8	-190,5
3. Transports	-99,6	-103,9	-69,1
4. Voyages	-28,8	-23,0	-9,7
5. Services de communications	-2,7	-1,8	-2,9
6. Services de bâtiment et travaux publics	-0,3	0,0	-0,1
7. Service d'assurance	-4,6	-9,1	-15,5
8. Services financiers	-9,4	-43,0	-30,6
9. Services d'informatique et d'information	-2	-1,6	-1,6
10. Redevances et droits de licence	-4,6	-1,6	-4,8
11. Autres services aux entreprises	-58,3	-53,4	-45,4
12. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	3	2,8	3,8
13. Services fournis ou reçus par les administrations publiques	15	5,8	-14,6
B. Revenus	-538,5	-545,8	-198,6
14. Rémunérations des salariés	-0,7	-2,80	-4,5
15. Revenus des investissements	-537,8	-543,00	-194,1
C. Transferts courants	142,4	57,6	121,4
16. Transferts publics	224,4	152,30	204,4
17. Transferts privés	-82	-94,70	-83
TOTAL (A + B + C)	-183,3	-163,2	-12,2
COMPTE DES OPERATIONS FINANCIERES			
D. Capital	-366,1	-223,1	-180,3
D.1. Transferts des capitaux	-	-	-
Capitaux publics	-383,3	-218	-222,6
18. Remises de dettes	-	-	-
19. Autres transferts	-383,3	-218,0	-222,6
Capitaux privés	17,2	-5,1	42,3
20. Transferts des migrants	-1,9	-2,00	-2
21. Remises de dettes	-	-	-
22. Autres transferts	19,1	-3,10	44,3
D.2. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	-	-	-
E. Opérations financières	-135,9	-74,5	-113,4
23. Investissements directs	-7	88,5	-23,5
24. Investissements de portefeuille	-21,7	-23,8	-15,7
25. Autres investissements	-107,2	-139,2	-74,2
TOTAL (D + E)	-502,0	-297,6	-293,7
F. Erreurs et omissions	173,3	147,1	78,8
DEFICIT GLOBAL TOTAL (A + F)	-512,0	-313,7	-227,1
G. Moyens de financement	512,0	313,7	227,1
1. Arriérés (réduction)	457,0	278	387,7
2. Crédit net du FMI	29,3	10,4	31,9
- Prêts FAS	-	-	-
- Achats	-	-	-
- Rachats	44,5	39,2	31,9
- Variations d'arriérés (réduction)	-15,2	-28,8	-
3. Autres mouvements de réserve (accroissement -)	25,7	25,3	21,6
4. GAP à financer et rééchelonnement dette extérieure	-	-	-214,1

Tableau III.27 : Prévion de la balance des paiements
(en millions de XDR)

	1998
TRANSACTIONS COURANTES	-106,8
BALANCE COMMERCIALE	568,6
Exportations	1.252,2
Importations	-683,6
SERVICES	-478,1
Recettes	54,5
Dépenses	-532,6
REVENUS	-186,7
Recettes	6,1
Dépenses	-192,8
dont charges FMI	28,7
TRANSFERTS COURANTS	-10,6
Publics	19,8
Privés	-30,4
COMPTE DE CAPITAL	+9,0
Dons officiels	9
Remise des dettes	-
COMPTE FINANCIER	-169,7
CAPITAUX PUBLICS	-253,0
Encaissements	42,4
Amortissements	-295,4
CAPITAUX PRIVES	+83,3
Encaissements	233,3
Décaissements	-150,0
ERREURS ET OMISSIONS	+17,5
Solde global	-276,5
MOYENS DE FINANCEMENT	494,5
Arriérés	459,5
Crédit net du FMI	28,7
Variation des réserves	6,3
GAP A FINANCER	-244,5

Tableau III.28 : Répartition des recettes d'exportation de marchandises par groupe d'entreprises
(en milliers de XDR)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
A. Entreprises minières	1.199.775	608.108	584.327	409.199	336.000	475.000	459.600	491.800
Gécamines ⁽¹⁾	928.985	470.676	379.100	152.000	121.500	206.300	179.000	208.800
MIBA ⁽²⁾	75.602	38.711	33.086	37.279	36.800	42.400	52.000	55.600
Comptoirs diamant ⁽⁸⁾	114.336	57.770	132.142	185.550	157.400	212.700	214.400	222.200
Kilo-Moto ⁽³⁾	766	383	714	143	600	400	900	-
Comptoirs d'Or ⁽³⁾	623	316	4.214	4.184	1.600	4.700	5.900	1.900
Zairetain ⁽⁴⁾	490	248	-	-	-	-	-	-
Sodimico ⁽⁵⁾	37.346	18.912	16.700	16.300	5.300	1.400	1.400	-
Sominki ⁽⁶⁾	6.825	4.407	-	-	4.000	4.800	4.200	-
D.G.M.P. ⁽⁷⁾	32.233	12.636	14.071	3.143	-	-	-	-
Autres	2.569	4.049	4.300	10.600	8.800	2.300	1.800	30.300
B. Entreprises agricoles	175.977	89.011	48.500	49.320	145.000	131.200	170.800	63.700
C. Entreprises industrielles et non définies	178.753	90.586	112.200	95.600	90.600	119.100	142.300	130.300
Sous-total	1.554.505	787.705	745.027	554.119	571.600	725.300	772.700	685.800
D. Ajustements	160.100	538.595	138.973	265.081	305.300	337.100	416.900	314.500
Produits miniers	88.125	299.227	119.873	209.001	178.100	229.600	262.800	268.300
Diamant	87.360	296.560	111.539	204.143	176.300	225.200	257.300	266.600
Autres	765	2.667	8.334	4.858	1.800	4.400	5.500	1.700
Produits agricoles	71.975	239.368	19.100	56.080	127.200	107.500	154.100	46.200
Café	14.700	48.831	16.900	36.028	125.800	106.200	152.900	44.800
Autres	57.275	190.537	2.200	20.052	1.400	1300	1200	1400
Total	1.714.605	1.326.300	884.000	819.200	876.900	1.062.400	1.189.600	1.000.300

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Cuivre, cobalt, concentré de zinc, argent, or, cadmium et germanium

(2) Diamant industriel

(3) Or

(4) Etain, cassitérite, colombo-tantalite, wolfram et tungstène

(5) Cuivre

(6) Cassitérite, colombo-tantalite, wolfram et tungstène

(7) D.G.M.P. : Direction Générale des Matières Précieuses

(8) Diamant artisanal

Tableau III.29 : Répartition des paiements d'importation de marchandises par mode de financement ⁽¹⁾
(en millions de XDR)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
A. RESSOURCES PROPRES ⁽²⁾	1.113,1	1.062,9	534,9	209,0	264,6	401,5	358,2	491,7
B. RESSOURCES EXTERIEURES	384,0	184,1	128,1	231,0	204,1	255,8	277,6	253,1
1. Dons et contributions assimilables	98,9	47,3	4,9	8,0	78,9	169,7	131,4	158,7
Etat	98,9	47,3	4,9	-	76,1	151,5	117,1	144,4
Particuliers et organismes bénévoles	-	-	-	-	2,8	18,2	14,3	14,3
2. Prêts à des conditions spéciales	227,0	108,8	56,7	8,0	-	23,1	3,5	-
Etat	-	-	56,7	8,0	-	-	-	-
Entreprises	-	-	-	-	-	23,1	3,5	-
3. Capitaux	58,1	28,0	66,5	215,0	125,2	63,0	142,7	94,4
Crédits fournisseurs	-	-	-	-	-	-	-	-
Investissements en nature	21,5	10,5	-	-	13,8	-	-	-
Apports non contrôlés	36,6	17,5	66,5	215,0	111,4	63,0	142,7	94,4
TOTAL	1497,1	1247,0	663,0	440,0	468,7	657,3	635,8	744,8

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Valeur CIF

(2) Cf tableau III.31

Tableau III.30 : Répartition des recettes d'exportation de marchandises par produit
(en milliers de XDR)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Produits miniers	1.199.775	888.475	689.478	617.500	514.100	704.600	722.400	760.100
Cuivre	928.985	670.814	249.078	152.000	24.200	56.500	60.300	60.100
Cobalt	-	-	115.300	-	96.800	148.300	116.200	147.200
Zinc	-	-	-	-	300	1.500	2.500	1.500
Etain	159	281	-	-	-	-	-	-
Germanium	244	-	-	-	-	-	-	-
Diamant	189.938	150.707	275.600	424.000	378.800	480.300	523.700	544.400
Argent	88	214	-	-	200	-	-	-
Or	35.595	28.724	28.500	14.600	3.900	14.100	16.300	3.600
Cassitérite	4.851	1.809	-	-	1.500	2.500	2.000	100
Cuivre Sodimico	37.346	17.699	16.700	16.300	5.300	1.400	1.400	-
Autres ⁽¹⁾	2.569	18.227	4.300	10.600	3.100	-	-	3.200
Produits agricoles	175.977	120.232	67.600	105.000	272.200	238.700	324.900	109.000
Produits du règne animal	70	211	-	-	-	5	116	-
Café	138.012	67.700	37.600	87.000	235.300	194.700	280.300	82.100
Thé	861	312	360	20	200	800	200	100
Cacao	1.286	989	1.300	410	1.100	900	1000	900
Rauwolfia	-	83	161	-	-	-	-	-
Huile de palme, palmistes	519	1.402	233	-	300	546	746	700
Tourteaux (palmistes, coton)	184	233	314	-	100	646	2080	-
Caoutchouc	4.859	1.939	3.000	900	2.700	4.600	6.200	3.300
Bois	17.660	17.928	11.000	5.900	17.700	22.681	23.174	16.100
Quinquina	17	458	-	-	-	-	-	-
Autres	12.509	28.977	13.632	10.770	14.800	13.822	11.084	5.800
Produits Industriels	178.753	103.693	112.200	95.600	90.600	119.100	142.300	131.200
Ciment	3.867	2.363	1.900	1.200	1.900	1.034	1.000	100
Produits chimiques	618	2.764	3.700	-	600	616	2.600	0
Pétrole brut	172.834	96.649	102.600	92.800	85.200	115.400	138.300	126.700
Divers	1.434	1.917	4.000	1.600	2.900	2.050	400	4.400
Total	1.554.505	1.112.400	869.278	818.100	876.900	1.062.400	1.189.600	1.000.300

Source: Banque Centrale du Congo

(1) Y compris les recettes d'exportation non rapatriées de la Gécamines et Sodimico qui ont servi à couvrir une partie de leurs dépenses à l'étranger

Tableau III.31 : Répartition des paiements d'importation de marchandises par groupe d'utilisation ⁽¹⁾
sur ressources propres
(en milliers de XDR)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
A. Biens de consommation	252.539	199.519	228.980	85.691	104.640	125.147	103.392	163.244
Alimentation, boissons, tabacs	150.391	118.713	144.028	49.651	60.587	50.434	61.622	97.293
Textiles, habillement	6.314	4.988	4.122	1.726	2.109	15.894	2.585	4.081
Autres biens non durables	28.989	22.945	26.562	11.837	14.455	32.413	11.890	18.773
Biens de consommation durables	66.845	52.873	54.268	22.477	27.489	26.406	27.295	43.097
B. Energie	115.575	111.310	33.705	36.776	41.594	64.093	54.676	77.197
Matières brutes	155	-	202	49	541	-	109	154
Matières élaborées	115.420	111.310	33.503	36.727	41.053	64.093	54.567	77.043
C. Matières premières et semi-produits	171.160	175.367	112.350	73.828	55.320	58.929	52.344	82.114
Destinés à l'alimentation	80.247	82.071	53.703	27.126	19.201	8.957	24.497	38.429
Destinés à l'agriculture	3.856	3.858	2.696	2.550	1.831	4.066	1.204	1.889
Textiles, cuirs, caoutchouc	19.584	19.991	15.841	13.102	9.313	4.361	5.967	9.443
Produits chimiques, colorants	39.212	40.159	25.728	18.976	13.446	1.473	11.987	18.804
Matériaux de construction	8.389	8.592	2.567	3.791	2.668	354	2.565	4.106
Minerais et produits métalliques	12.813	12.977	5.955	5.332	6.767	13.023	3.926	6.159
Autres	7.059	7.719	5.860	2.951	2.094	26.695	2.198	3.284
D. Biens d'équipement	55.287	52.505	103.790	11.837	38.455	55.588	48.716	68.838
Biens fixes et roulants destinés à l'agriculture	5.014	4.757	8.926	1.095	3.576	1.890	4.384	6.195
Véhicules routiers non domestiques	28.926	27.339	44.941	5.353	17.382	10.339	25.478	36.071
Autres matériels de transport	1.953	1.838	9.964	856	2.769	9.450	1.755	2.547
Machines pour industries spécialisées	1.890	1.785	4.774	483	1.577	8.561	1.705	2.341
Autres	17.504	16.786	35.185	4.050	13.151	25.348	15.394	21.684
E. Autres	518.539	501.082	30.495	752	24.591	97.743	99.072	100.307
Biens importés par la Gécamines	313.800	220.800	-	-	-	67.300	78.900	58.600
Indéterminés	204.739	280.282	30.495	752	24.591	30.443	20.172	41.707
Sous-total	1.113.100	1.039.783	509.320	208.884	264.600	401.500	358.200	491.700
F. Importations spéciales ⁽²⁾	-	-	-	-	-	-	-	-
G. Ajustement ⁽³⁾	-	23.102	25.680	-	-	-	-	-
TOTAL	1.113.100	1.062.885	535.000	208.884	264.600	401.500	358.200	491.700

Source: Banque Centrale du Congo

(1) Valeur C.I.F

(2) Importations réalisées sous un régime différent du régime général de la 'déclaration d'importation notamment certaines importations de l'Etat, de la Gécamines et de la Sodimico

(3) Y compris les frais connexes aux exportations de la Gécamines

Tableau III.33 : Répartition géographique des opérations de change du système bancaire en 1992
(en millions de XDR)

Pays	Totaux			Marchandises FOB			Services ⁽¹⁾			Transferts privés			Capitaux		
	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde	Crédit	Débit	Solde
U.E.B.L.	124,9	93,1	31,8	54,0	42,3	11,7	43,9	21,3	22,6	17,7	29,5	-11,8	9,3	-	9,3
Italie	10,5	151,3	-140,8	3,2	104,2	-101,0	6,8	45,8	-39,0	0,5	1,3	-0,8	-	-	-
Allemagne Fédérale	25,5	49,2	-23,7	5,3	17,5	-12,2	10,4	31,4	-21,0	8,4	0,3	8,1	1,4	-	1,4
France	28,5	38,2	-9,7	1,4	11,6	-10,2	25,0	26,1	-1,1	11,4	0,5	10,9	0,4	-	0,4
Pays-Bas	4,4	6,2	-1,8	2,3	2,3	-	1,5	3,9	-2,4	0,6	-	0,6	-	-	-
Royaume-Uni	31,4	20,7	10,7	14,4	6,9	7,5	9,9	13,4	-3,5	6,8	0,3	6,5	0,3	0,1	0,2
Danemark	0,1	0,3	-0,2	-	0,2	-0,2	0,1	0,1	-	-	-	-	-	-	-
Irlande	0,6	4,5	-3,9	0,6	1,7	-1,1	-	2,8	-2,8	-	-	-	-	-	-
Portugal	1,8	0,3	1,5	1,0	-	1,0	0,8	0,3	0,5	-	-	-	-	-	-
Espagne	2,0	1,3	0,7	0,4	0,6	-0,2	1,6	0,7	0,9	-	-	-	-	-	-
Grèce	0,1	1,7	-1,6	0,1	0,4	-0,3	-	1,3	-1,3	-	-	-	-	-	-
Norvège	0,1	0,5	-0,4	-	-	-	0,1	0,5	-0,4	-	-	-	-	-	-
Total C.E.E.	229,9	367,3	-137,4	82,7	187,7	-105,0	100,1	147,6	-47,5	45,4	31,9	13,5	11,4	0,1	11,3
Etats-Unis	140,9	103,9	37,0	13,3	20,5	-7,2	85,9	76,3	9,6	28,6	2,7	25,9	13,1	4,4	8,7
Suisse	38,0	18,8	19,2	23,3	4,6	18,7	5,7	14,0	-8,3	8,4	0,2	8,2	0,6	-	0,6
Japon	1,0	10,7	-9,7	-	2,9	-2,9	1,0	7,8	-6,8	-	-	-	-	-	-
Suède	2,0	0,6	1,4	-	0,2	-0,2	0,9	0,4	0,5	1,1	-	1,1	-	-	-
Autres	64,3	-	64,3	182,9	36,1	146,8	-77,0	-36,1	-40,9	-75,7	-25,6	-50,1	24,4	25,6	-1,2
Total général	476,1	501,3	-25,2	302,2	252,0	50,2	116,6	210,0	-93,4	7,8	9,2	-1,4	49,5	30,1	19,4

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Ce poste comprend les expéditions internationales, les autres transports, les revenus des investissements, les transactions des pouvoirs publics (y compris les transferts publics) et les services divers

Tableau III.34 : Cours interbancaires des devises (1)

PERIODES	1 USD	1 DEM	1 GBP	1 FRF	1 CHF	1 BEF	1 JPY	1 XAF	1 XDR	1 XEU	1 ZAR
1992											
Décembre	1.828.000,00	1.154.865,00	2.832.894,00	338.892,00	1.284.117,00	55.186,00	14.725,00	6.778,00	2.537.803,00	2.259.948,00	609.687,00
1993											
Janvier	2.449.250,00	1.518.703,00	3.770.644,00	447.483,00	1.666.719,00	73.815,00	19.851,00	8.950,00	3.378.628,00	2.977.512,00	812.328,00
Février	2.651.000,00	1.622.515,00	3.834.085,00	478.845,00	1.758.173,00	78.697,00	22.192,00	9.577,00	3.652.163,00	3.152.791,00	849.846,00
Mars	2.352.652,00	1.427.416,00	3.426.895,00	420.197,00	1.494.000,00	69.343,00	20.093,00	8.404,00	3.246.467,00	2.769.569,00	622.470,00
Avril	2.695.318,00	1.612.242,00	4.132.394,00	497.072,00	1.831.545,00	81.723,00	23.874,00	9.941,00	3.796.472,00	3.270.357,00	848.342,00
Mai	3.072.048,00	1.936.097,00	4.822.006,00	549.340,00	2.119.808,00	85.044,00	26.490,00	10.931,00	4.178.693,00	3.594.313,00	928.589,00
Juin	3.670.742,00	2.346.072,00	5.554.798,00	662.087,00	2.491.240,00	108.421,00	34.066,00	13.242,00	5.173.365,00	4.119.934,00	1.077.028,00
Juillet	4.310.531,00	2.520.668,00	6.474.625,00	742.664,00	2.849.985,00	116.733,00	40.070,00	14.853,00	6.001.481,00	5.379.268,00	1.291.553,00
Août	5.057.818,00	3.210.246,00	7.885.293,00	891.208,00	3.404.529,00	139.808,00	50.912,00	17.824,00	7.405.169,00	5.649.554,00	1.516.108,00
Septembre	6.580.474,00	4.052.140,00	10.019.054,00	1.157.209,00	4.642.064,00	188.886,00	62.243,00	23.191,00	9.325.892,00	7.349.332,00	1.959.081,00
Octobre	8.341.813,00	5.145.838,00	12.632.861,00	1.463.177,00	5.857.473,00	236.579,00	78.784,00	29.163,00	11.086.184,00	9.758.934,00	2.493.640,00
Novembre	11.460.000,00	6.810.000,00	17.040.000,00	1.950.000,00	7.770.000,00	317.400,00	106.500,00	39.000,00	15.990.000,00	12.990.000,00	3.390.000,00
Décembre	37.710.000,00	22.110.000,00	52.980.000,00	6.480.000,00	25.920.000,00	1.100.000,00	341.400,00	129.300,00	47.250.000,00	42.540.000,00	11.160.000,00
1994 (2)											
Janvier	35,76	21,15	54,53	6,21	25,07	1,02	0,33	0,09	50,25	40,72	10,73
Février	90,98	52,31	134,60	15,43	57,91	2,54	0,83	0,15	126,13	102,73	26,94
Mars	129,58	76,39	193,10	22,51	90,44	3,71	1,23	0,23	181,42	147,43	38,75
Avril	238,50	140,61	353,09	41,04	174,89	6,83	2,25	0,41	334,90	271,15	71,53
Mai	397,57	238,99	596,71	69,75	280,49	11,61	3,81	0,70	562,21	461,49	120,07
Juin	435,15	264,38	658,97	77,57	312,48	12,83	4,91	0,77	617,44	510,88	131,87
Juillet	871,43	554,60	1.349,30	157,30	657,30	26,92	8,80	1,60	1.229,30	1.063,80	271,00
Août	1.360,90	868,00	2.098,00	252,50	984,30	42,70	14,40	2,40	1.893,90	1.751,00	421,40
Septembre	2.057,00	1.326,24	3.212,36	386,59	1.591,01	60,70	20,85	3,87	3.011,08	2.539,72	643,36
Octobre	2.481,10	1.611,20	3.928,10	470,30	1.940,10	77,80	25,10	4,70	3.625,40	2.760,30	774,33
Novembre	2.953,75	1.930,16	4.974,39	562,66	2.296,76	93,87	30,25	5,59	4.358,60	3.695,27	930,90
Décembre	3.275,71	2.091,27	5.118,21	607,08	2.473,54	101,74	32,87	6,07	4.768,54	4.005,62	1.018,46
1995											
Janvier	3.621,30	2.360,90	5.728,90	683,40	2.808,40	114,60	36,00	6,80	5.302,70	4.404,70	1.132,50
Février	3.555,50	2.343,60	5.644,40	680,70	2.794,30	114,90	33,70	6,80	5.277,30	4.489,00	1.127,10
Mars	3.522,80	2.451,50	5.584,50	692,60	2.905,30	118,30	37,40	6,90	5.322,20	4.547,20	1.081,20
Avril	3.919,00	2.804,80	6.303,50	807,40	3.444,50	138,10	46,80	8,10	6.172,30	5.248,20	1.318,30
Mai	4.637,00	3.310,70	7.401,70	932,60	3.997,40	160,80	54,70	9,40	7.239,70	6.145,00	1.546,20

Tableau III.34 suite : Cours interbancaires des devises (1)

PERIODES	1 USD	1 DEM	1 GBP	1 FRF	1 CHF	1 BEF	1 JPY	1 XAF	1 XDR	1 XEU	1 ZAR
1995											
Juin	5.340,50	3.820,50	8.528,00	1.090,60	4.628,90	186,00	63,40	10,80	8.371,60	7.127,80	1.787,50
Juillet	6.230,90	4.483,50	9.935,70	1.287,80	5.389,90	218,20	71,50	12,88	9.708,60	8.373,80	2.073,60
Août	5.734,09	3.971,16	8.987,16	1.155,10	4.797,32	193,17	60,84	11,55	8.669,60	7.479,64	1.851,65
Septembre	7.873,80	5.398,40	12.253,57	1.559,70	6.614,60	261,43	76,70	15,80	11.690,50	10.140,60	2.506,36
Octobre	10.617,56	7.477,20	16.776,80	2.145,70	9.239,20	363,60	105,30	21,50	15.899,80	14.007,50	3.398,10
Novembre	14.083,16	9.978,76	22.088,39	2.852,34	12.368,52	485,81	138,50	28,88	21.091,69	18.705,67	4.504,72
Décembre	15.350,38	10.639,09	23.583,57	3.085,36	13.151,52	517,64	150,83	30,85	22.787,95	19.904,66	4.867,02
1996											
Janvier	18.667,50	12.808,50	28.590,70	3.744,60	15.908,60	623,20	177,90	37,20	27.285,50	24.184,20	5.863,30
Février	22.747,20	15.378,30	34.627,30	4.475,70	18.942,10	748,40	213,20	44,80	33.170,30	29.046,40	7.084,50
Mars	26.941,30	18.239,00	41.230,80	5.317,90	22.446,20	889,00	252,90	53,20	39.352,90	34.533,90	8.404,90
Avril	30.609,50	20.512,50	46.500,70	6.028,20	25.315,80	998,70	284,10	60,30	44.487,00	38.943,60	9.508,10
Mai	33.345,30	22.047,40	50.349,30	6.507,50	27.061,10	1.074,20	307,90	65,10	48.192,00	41.982,10	10.296,80
Juin	38.390,90	25.113,20	59.139,40	7.426,20	30.577,70	1.218,80	352,00	74,10	55.183,90	47.988,70	11.797,40
Juillet	42.165,30	26.603,60	65.418,00	8.235,00	33.953,50	1.353,10	385,60	85,80	61.011,90	53.306,30	13.076,30
Août	52.406,90	35.336,00	81.424,90	10.435,50	43.542,90	1.713,60	488,40	104,40	76.565,30	67.350,00	16.352,70
Septembre	61.148,70	41.188,30	94.997,20	12.160,20	50.716,70	1.997,80	569,50	121,60	89.282,00	78.516,10	19.077,60
Octobre	77.864,20	51.260,70	120.311,80	15.064,20	62.452,40	2.495,70	711,80	155,60	112.004,10	98.047,40	23.921,70
Novembre	87.196,80	57.863,90	142.700,80	17.097,10	69.236,30	2.808,90	780,30	170,90	126.893,90	111.479,30	27.100,50
Décembre	110.733,50	71.636,10	183.891,00	21.208,30	84.043,40	3.473,20	982,00	212,10	159.534,90	138.588,90	33.538,70
1997											
Janvier	148.337,60	93.774,70	248.632,60	27.766,30	107.655,20	4.548,80	1.270,30	273,10	211.271,90	182.217,70	31.804,90
Février	144.500,20	87.109,30	235.547,90	25.793,30	100.631,70	4.219,10	1.171,10	257,90	200.513,50	168.005,80	32.404,10
Mars	156.673,81	88.480,89	251.937,94	27.501,57	107.562,32	4.493,71	1.269,45	275,11	216.044,04	179.306,36	35.405,63
Avril	169.354,55	99.151,47	274.805,18	29.371,75	115.234,87	4.809,81	1.357,04	293,72	232.452,89	193.405,34	38.154,15
Mai	156.447,37	91.445,17	253.914,07	27.095,95	108.002,31	4.413,28	1.264,42	270,96	215.045,91	178.940,23	35.227,11
Juin	124.500,00	73.612,34	203.298,44	21.413,37	86.558,73	3.504,70	1.073,43	214,13	172.697,97	140.489,93	27.796,82
Juillet	110.000,00	64.998,15	179.498,08	18.868,86	76.230,16	3.089,45	947,46	188,70	152.488,68	123.639,96	24.542,60
Août	112.619,05	63.796,72	180.910,91	18.714,46	76.084,93	3.062,34	971,36	187,14	154.328,55	123.210,47	24.510,39
Septembre	114.545,45	63.899,10	182.613,07	19.018,30	77.635,25	3.096,39	944,16	190,18	155.709,13	125.621,80	24.432,79
Octobre	115.000,00	65.236,48	187.050,70	19.449,49	79.123,37	3.165,84	952,66	194,49	157.392,14	128.028,05	24.536,56
Novembre	115.250,00	66.660,47	194.613,77	19.921,16	82.028,24	3.232,80	924,57	199,21	158.587,46	131.294,35	25.395,02
Décembre	108.909,09	61.338,84	181.152,92	18.319,07	75.796,75	2.972,29	841,88	183,29	147.564,31	121.049,70	22.351,31

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Moyennes mensuelles

(2) A partir de janvier 1994, les cours sont exprimés en ZRN

Tableau III.35 : Ecart entre les taux de change interbancaires et parallèles
(données à fin période)

Périodes	Cours interbancaires		Cours parallèles		ECART EN %	
	USD	BEF	USD	BEF	USD	BEF
1992						
décembre	1.990.000	60.122	2.300.000	72.000	15,6	19,8
1993						
janvier	2.652.000	81.670	2.400.000	78.500	-9,5	-3,9
février	2.649.000	78.986	2.275.000	70.500	-14,1	-10,7
mars	2.529.000	75.453	2.650.000	79.800	4,8	5,8
avril	2.884.000	88.277	3.300.000	105.000	14,4	18,9
mai	3.305.000	99.436	3.600.000	114.000	8,9	14,6
juin	4.101.000	116.682	4.600.000	145.000	12,2	24,3
juillet	4.500.000	125.980	4.700.000	145.000	4,4	15,1
août	6.150.000	172.947	6.550.000	192.000	6,5	11,0
septembre	7.915.000	228.558	9.200.000	310.000	16,2	35,6
octobre	9.120.000	260.100	12.000.000	343.350	31,6	32,0
novembre	12.210.000	338.700	48.000.000	1.005.000	293,1	196,7
décembre	105.000.000	2.960.000	306.000.000	7.800.000	191,4	163,5
1994 ⁽¹⁾						
janvier	32,52	0,98	135,00	3,70	280,1	277,5
février	117,00	3,30	110,00	3,00	-6,0	-9,1
mars	175,00	5,08	190,00	5,20	8,6	2,4
avril	290,00	8,41	310,00	8,90	6,9	5,8
mai	418,00	12,28	430,00	12,00	2,9	-2,3
juin	485,00	14,63	510,00	14,00	5,1	4,3
juillet	1.100,00	33,60	1.250,00	35,00	13,6	4,2
août	1.650,00	51,82	1.800,00	52,00	9,1	0,4
septembre	2.150,00	67,21	2.200,00	70,00	2,3	1,2
octobre	2.660,00	84,18	2.800,00	85,00	5,3	1,0
novembre	3.230,00	101,47	3.300,00	105,00	2,2	3,4
décembre	3.200,00	98,38	3.350,00	105,00	4,7	6,3
1995						
janvier	3.500,00	112,53	3.700,00	115,00	5,7	2,2
février	3.300,00	106,62	3.500,00	115,00	6,1	7,9
mars	3.600,00	126,45	3.850,00	130,00	6,9	2,8
avril	4.150,00	146,42	4.500,00	160,00	8,4	9,3
mai	4.950,00	166,69	5.200,00	180,00	5,1	8,0
juin	5.550,00	194,75	5.900,00	200,00	6,3	2,7
juillet	5.600,00	194,51	5.850,00	205,00	4,5	5,4
août	6.350,00	207,92	6.600,00	225,00	3,9	8,2
septembre	9.200,00	313,27	9.500,00	330,00	3,3	5,3
octobre	11.324,83	396,74	12.500,00	400,00	10,4	7,1
novembre	15.801,92	544,75	16.200,00	547,50	2,5	0,5
décembre	14.830,50	500,48	15.800,00	530,00	6,5	5,9
1996						
janvier	19.286,49	632,03	20.100,00	680,00	4,2	7,6
février	23.603,25	779,37	24.300,00	800,00	3,0	2,6
mars	27.404,36	898,21	28.300,00	950,00	3,3	5,8
avril	30.505,91	985,09	31.500,00	1050,00	3,3	6,6
mai	34.730,88	1.095,87	35.500,00	1200,00	2,2	9,5
juin	38.961,82	1.238,36	40.020,00	1280,00	2,7	3,4
juillet	44.205,94	1.445,47	45.700,00	1500,00	3,4	3,8
août	54.862,45	1.793,92	57.000,00	1800,00	3,9	0,3
septembre	67.606,26	2.210,62	71.000,00	2250,00	5,0	1,8
octobre	83.006,73	2.669,67	86.000,00	2750,00	3,6	3,0
novembre	94.011,35	2.992,33	98.000,00	3200,00	4,2	6,9
décembre	112.652,12	3.519,56	120.000,00	3750,00	6,5	6,5
1997						
Janvier	148.903,74	4.400,23	155.000,00	4.800,00	4,1	9,1
Février	143.000,00	4.108,89	150.000,00	4.700,00	4,9	14,4
Mars	169.000,00	4.843,80	175.000,00	5.300,00	3,6	9,4
Avril	176.300,00	4.956,40	185.000,00	5.200,00	4,9	4,9
Mai	120.000,00	3.410,31	110.000,00	2.900,00	-8,3	-15,0
Juin	110.000,00	3.089,45	110.000,00	3.000,00	-	-2,9
Juillet	110.000,00	3.089,45	110.000,00	3.000,00	-	-2,9
Août	115.000,00	3.037,70	120.000,00	3.000,00	4,3	-1,2
septembre	115.000,00	3.140,36	120.000,00	3.000,00	4,3	-4,6
Octobre	115.000,00	3.148,10	120.000,00	3.000,00	4,3	-4,7
Novembre	115.000,00	3.198,22	120.000,00	3.300,00	4,3	3,2
Décembre	106.000,00	2.893,80	110.000,00	3.000,00	4,7	3,7

(1) A partir de janvier 1994, les cours sont exprimés en ZRN.

Tableau III.36 : Balance des règlements financiers
(en millions de XDR)

	Crédit		Débit	
	1994	1995	1994	1995
A. Biens et services	619,0	702,0	563,6	712,6
<i>Balance commerciale</i>	572,6	653,6	345,4	530,0
1. Marchandises	572,6	653,6	345,4	530,0
2. Or non monétaire	-	-	-	-
<i>Services</i>	46,4	48,4	218,2	182,6
3. Expéditions internationales	0,4	0,5	55,3	58,4
4. Autres transports	7,4	10,4	1,3	1,2
5. Voyages	2	4	38,9	29,2
6. Revenus des investissements	3,5	5,1	33,4	36,8
7. Transactions des pouvoirs publics	18,2	4,1	29,3	14,4
8. Autres services	14,9	24,3	60	42,6
B. Transferts unilatéraux	100,1	120,6	5,5	7,3
9. Privés	2,8	120,6	5,2	4,4
10. Publics	97,3	-	0,3	2,9
TOTAL (A + B)	719,1	822,6	569,1	719,9
C. Capitaux nets	68,8	74,7	115,3	52,3
11. Capitaux privés	67,2	74,7	115,0	52,0
12. Capitaux de l'Etat à long terme	-	-	-	-
13. Autres capitaux de l'Etat ⁽¹⁾	1,6	-	0,3	0,3
D. Erreurs et omissions ⁽²⁾	-	-	110,0	150,8
TOTAL (A à D)	787,9	897,3	794,4	923,0

Source: Banque Centrale du Congo

(1) Cf note 3 du tableau III.23

(2) Cf note 4 du tableau III.25

Tableau III.36 bis : Balance des règlements financiers
(en millions de XDR)

	1997	
	Crédit	Débit
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES		
A. Balance commerciale	685,8	485,5
1. Marchandises	685,8	485,5
2. Or non monétaire	-	-
Services	35,1	151,0
3. Transports	13,5	46,6
4. Voyages	10,5	20,2
5. Services de communications	0,1	3,0
6. Services de bâtiment et travaux publics	-	0,1
7. Services d'assurance	-	6,9
8. Services financiers	4,6	35,2
9. Services d'informatique et d'information	-	1,6
10. Redevances et droits de licence	0,4	5,2
11. Autres services aux entreprises	0,6	16
12. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	4,0	0,2
13. Services fournis ou reçus par les administrations publiques	1,4	16,0
B. Revenus	2,1	185,0
14. Rémunérations des salariés	0,7	5,2
15. Revenus des investissements	1,4	179,8
C. Transferts courants	31,0	39,3
16. Transferts publics	27,7	1,6
17. Transferts privés	3,3	37,7
TOTAL (A + B + C)	754,0	860,8
COMPTE DES OPERATIONS FINANCIERES		
D. Capital	62,8	27,8
D.1. Transfert des capitaux	62,8	27,8
Capitaux publics	-	7,3
18. Remises de dettes	-	0
19. Autres transferts	-	7,3
Capitaux privés	62,8	20,5
20. Transferts des migrants	2,1	4,1
21. Remises de dettes	-	-
22. Autres transferts	60,7	16,4
D.2. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	-	-
E. Opérations financières	20,2	48,8
23. Investissements directs	-	48,8
24. Investissements de portefeuille	-	-
25. Autres investissements	20,2	-
TOTAL (D + E)	83,0	76,6
F. Erreurs et omissions	78,8	-
TOTAL (A à F)	915,8	937,4

Tableau III.37 : Solde de la balance des règlements financiers
(en millions de XDR)

	1966	1997
COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES		
A. Biens et services	+304,2	+84,4
<i>Balance commerciale</i>	+443,8	+200,3
1. Marchandises	+443,8	+200,3
2. Or non monétaire	-	-
<i>Services</i>	-139,6	-115,9
3. Transports	-54,2	-33,1
4. Voyages	-23,0	-9,7
5. Services de communications	-1,8	-2,9
6. Services de bâtiment et travaux publics	-	-0,1
7. Service d'assurance	-7,7	-6,9
8. Services financiers	-43,0	-30,6
9. Services d'informatique et d'information	-1,6	-1,6
10. Redevances et droits de licence	-1,6	-4,8
11. Autres services aux entreprises	-15,3	-15,4
12. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	+2,8	+3,8
13. Services fournis ou reçus par les administrations publiques	5,8	-14,6
B. Revenus	-522,0	-182,9
14. Rémunérations des salariés	-2,8	-4,5
15. Revenus des investissements	-519,2	-178,4
C. Transferts courants	-13,8	-8,3
16. Transferts publics	+0,1	+26,1
17. Transferts privés	-13,9	-34,4
TOTAL (A + B + C)	-231,6	-106,8
COMPTE D'OPERATIONS FINANCIERES		
D. Capital	-5,1	+35,0
D.1. Transferts des capitaux	-5,1	+35,0
<i>Capitaux publics</i>	-	-7,3
18. Remises de dettes	-	-
19. Autres transferts	-	-7,3
<i>Capitaux privés</i>	-5,1	+42,3
20. Transferts des migrants	-2,0	-2,0
21. Remises de dettes	-5,1	-
22. Autres transferts	-2,0	+44,3
D.2. Acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits	-	-
E. Opérations financières	+64,3	-28,6
23. Investissements directs	+60,8	-48,8
24. Investissements de portefeuille	-	-
25. Autres investissements	+3,5	+20,2
TOTAL (D + E)	+59,2	+6,4
F. Erreurs et omissions	+147,1	+78,8
TOTAL (A à F)	-25,3	-21,6
G. Mouvements des avoirs extérieurs	+25,3	+21,6
Banque Centrale du Congo	+30,2	-21,7
Banques de dépôts	-4,9	+0,1

TITRE IV

LA MONNAIE ET LE CREDIT

APERÇU GENERAL

La situation monétaire a été caractérisée en 1997 par une décélération rapide de l'expansion monétaire, un dysfonctionnement du système monétaire et financier et l'éclatement de la zone monétaire nationale.

La formation des liquidités intérieures et le rythme des émissions monétaires ont sensiblement diminué en 1997. Cette évolution résulte d'une politique budgétaire et monétaire restrictive appliquée par les nouvelles autorités à partir du mois de mai. La diminution de l'offre de monnaie a entraîné l'appréciation puis la stabilité de la monnaie nationale par rapport aux devises étrangères.

Cependant, le système bancaire est resté affecté par la crise des liquidités et l'inconvertibilité des dépôts bancaires. Cette situation, renforcée par la faiblesse de la demande globale et l'attentisme des opérateurs économiques du fait de la guerre, n'a pas permis la relance des activités de crédit à l'économie dont l'encours n'a que très peu évolué en 1997. Face à cette situation, le marché monétaire est demeuré inactif.

Le fonctionnement des institutions financières non bancaires a été aussi perturbé par la détérioration du cadre macro-économique. D'une manière générale, les activités de ces institutions ont diminué en termes réels.

Par ailleurs, le fractionnement de la zone monétaire a continué. En effet, en plus de l'espace du Kasai, d'autres espaces monétaires sont apparus au Katanga et à Kinshasa, disposant chacun d'un éventail fiduciaire différent.

CHAPITRE I

LA SITUATION MONETAIRE INTEGREE

I. EVOLUTION DE LA MASSE MONETAIRE

L'accroissement de la masse monétaire s'est fortement ralenti en 1997 par rapport à l'année précédente. Situé à 534,9 % en 1996, le taux d'accroissement des liquidités monétaires est descendu à 51,9 % une année après. Cette évolution masque deux périodes distinctes; la première allant de janvier à avril et la seconde de mai à décembre.

Au cours des quatre premiers mois de l'année, la masse monétaire a presque doublé, passant de 21.575,3 milliards de NZ à fin décembre 1996 à 41.915,8 milliards à fin avril 1997, soit un accroissement de 94,3 %. Par contre, les huit derniers mois de l'année ont enregistré une déflation monétaire; la masse monétaire a baissé, passant de 41.915,8 milliards de NZ à fin avril à 32.775,7 milliards à fin décembre, soit une contraction de 21,8 %.

L'augmentation annuelle de la masse monétaire, évaluée en DTS, a été encore plus importante. En effet, l'ensemble des liquidités monétaires et quasi-monétaires

est passé de 130,0 millions de DTS à fin décembre 1996 à 228,2 millions de DTS au terme de l'année 1997, soit une augmentation de 75,5 %. Cette situation est expliquée essentiellement par l'appréciation de la monnaie nationale par rapport aux devises étrangères.

Tableau IV.1 : Variation de la masse monétaire et de ses composantes

	1996		1997	
	en millions de NZ	en %	en millions de NZ	en %
Disponibilités monétaires (M1)	8.999.930	455,7	11.358.767	103,5
Circulation fiduciaire	6.626.078	402,9	6.946.623	84,4
Dépôts à vue	2.373.852	717,9	4.412.143	163,1
Quasi-monnaie				
Dépôts à terme	121.685	1.389,3	-50.852	-38,9
Provisions pour paiement des importations	3.650.795	589,6	1.102.295	25,8
Masse monétaire au sens strict (M2)*	12.772.330	490,7	10.205.619	66,4
Dépôts en devises des résidents	5.404.488	679,4	994.748	16,0
Masse monétaire au sens large (M2)**	18.176.898	534,9	11.200.367	51,9

* M2 au sens strict = M1 + Quasi-monnaie

** M2 au sens large = M2 au sens strict + Dépôts en devises des résidents

L'examen de la structure de la masse monétaire révèle que les billets de banque sont demeurés le principal moyen de paiement utilisé dans le dénouement des transactions. La part relative de la circulation fiduciaire dans la masse monétaire a augmenté passant de 38,3 % à fin décembre 1996 à 46,4 % à fin décembre 1997.

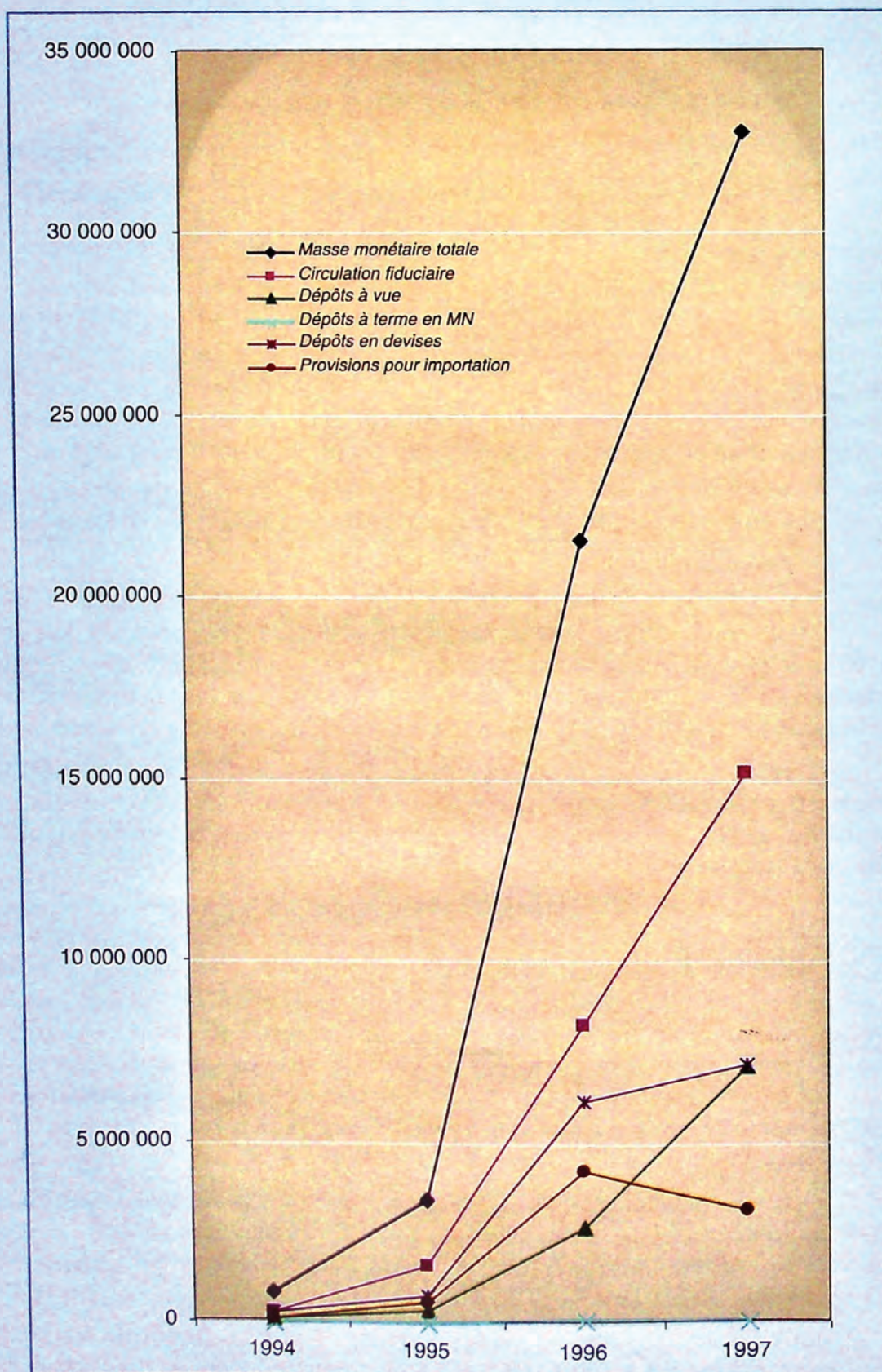
S'agissant des dépôts à vue en monnaie nationale, ils ont représenté 21,7 % de la masse monétaire contre 12,5 % en 1996. En effet, ils se sont chiffrés à 7.116,6 milliards de NZ à fin décembre 1997 contre 2.704,5 milliards à fin décembre 1996, soit une hausse de 163,1 % contre 717,9 % l'année précédente.

De manière générale, la structure des dépôts à vue par secteur d'activité, par catégorie de déposants et par province reste quasiment inchangée depuis plusieurs années. En effet, selon les secteurs d'activité économique, les dépôts à vue du commerce, des industries manufacturières et des autres services ont représenté 70 % de l'ensemble des dépôts contre 74,1 % une année auparavant. Par catégorie de déposants, l'essentiel des dépôts provient des entreprises privées (66 %) suivi des particuliers (18,8 %) et des entreprises publiques (10,5 %). La répartition des dépôts par province a maintenu la ville de Kinshasa au premier rang avec 73,6 %, suivi du Katanga avec 17,7 % et les autres 8,7 %.

Concernant la quasi-monnaie, elle est composée de dépôts à terme en monnaie nationale, des provisions pour le paiement des importations et de dépôts en devises des résidents. Sa part relative dans la masse monétaire a diminué, passant de 49,1 % en 1996 à 31,9 % en 1997.

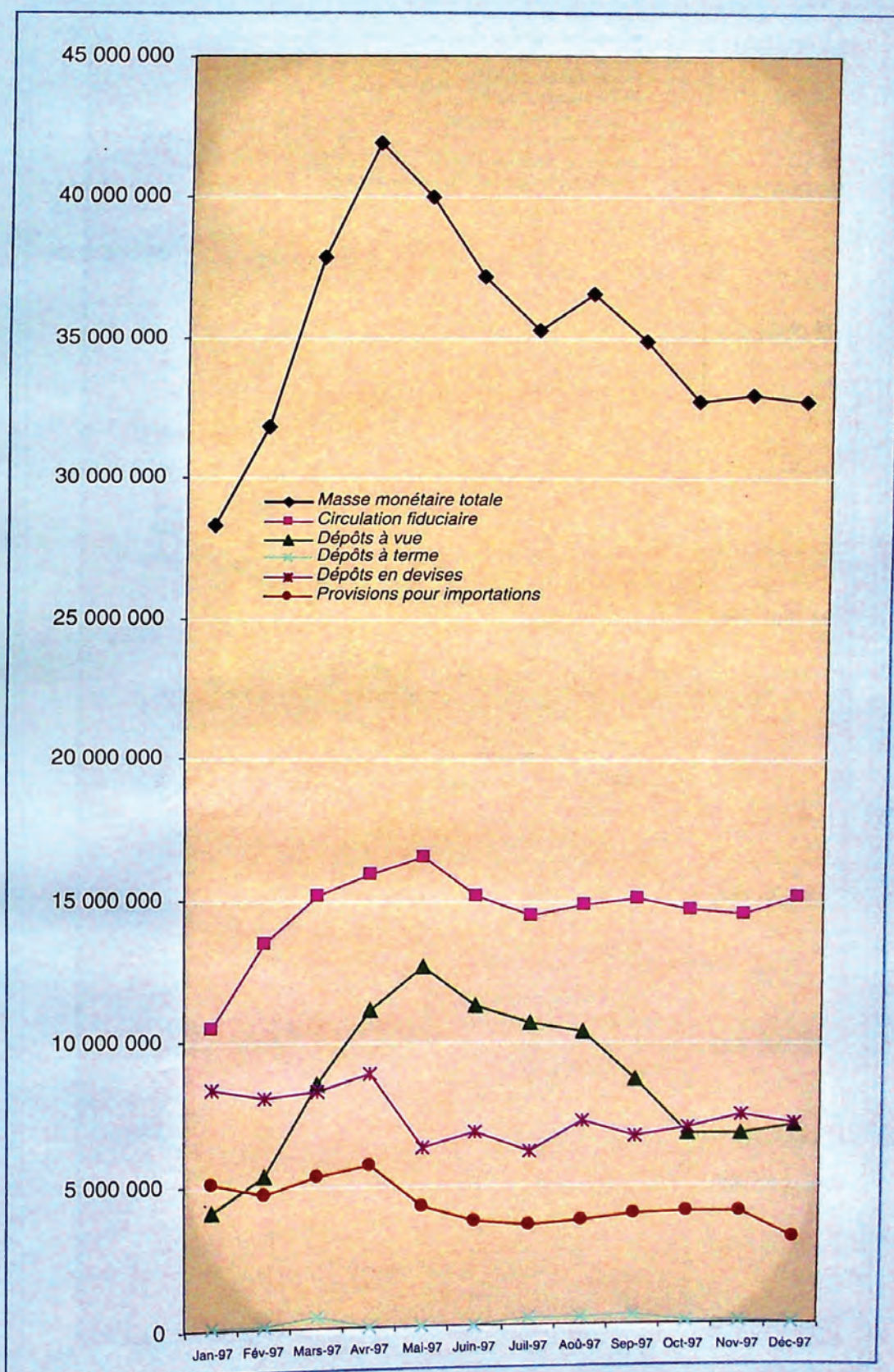
En effet, les dépôts en devises ont totalisé 7.194,7 milliards de NZ à fin décembre 1997 contre 6.199,9 milliards à fin décembre 1996, soit une hausse de

Graphique 10 a : Situation monétaire intégrée - Engagements (1)
(en millions de ZRN)



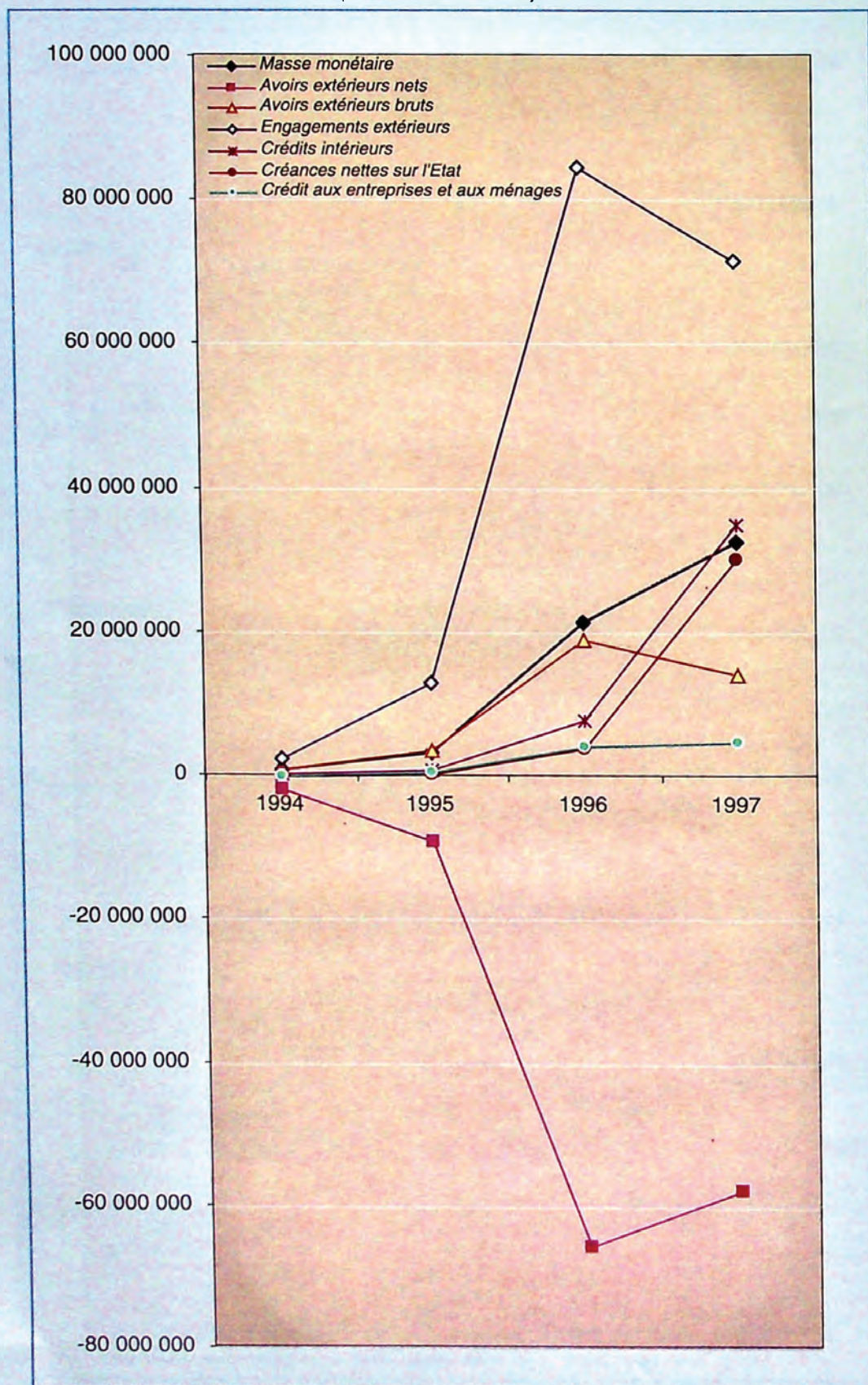
(1) Cfr Tableaux IV.5 et IV.6

Graphique 10 a (suite) : Situation monétaire intégrée - Engagements (1)
1997 (en millions de ZRN)



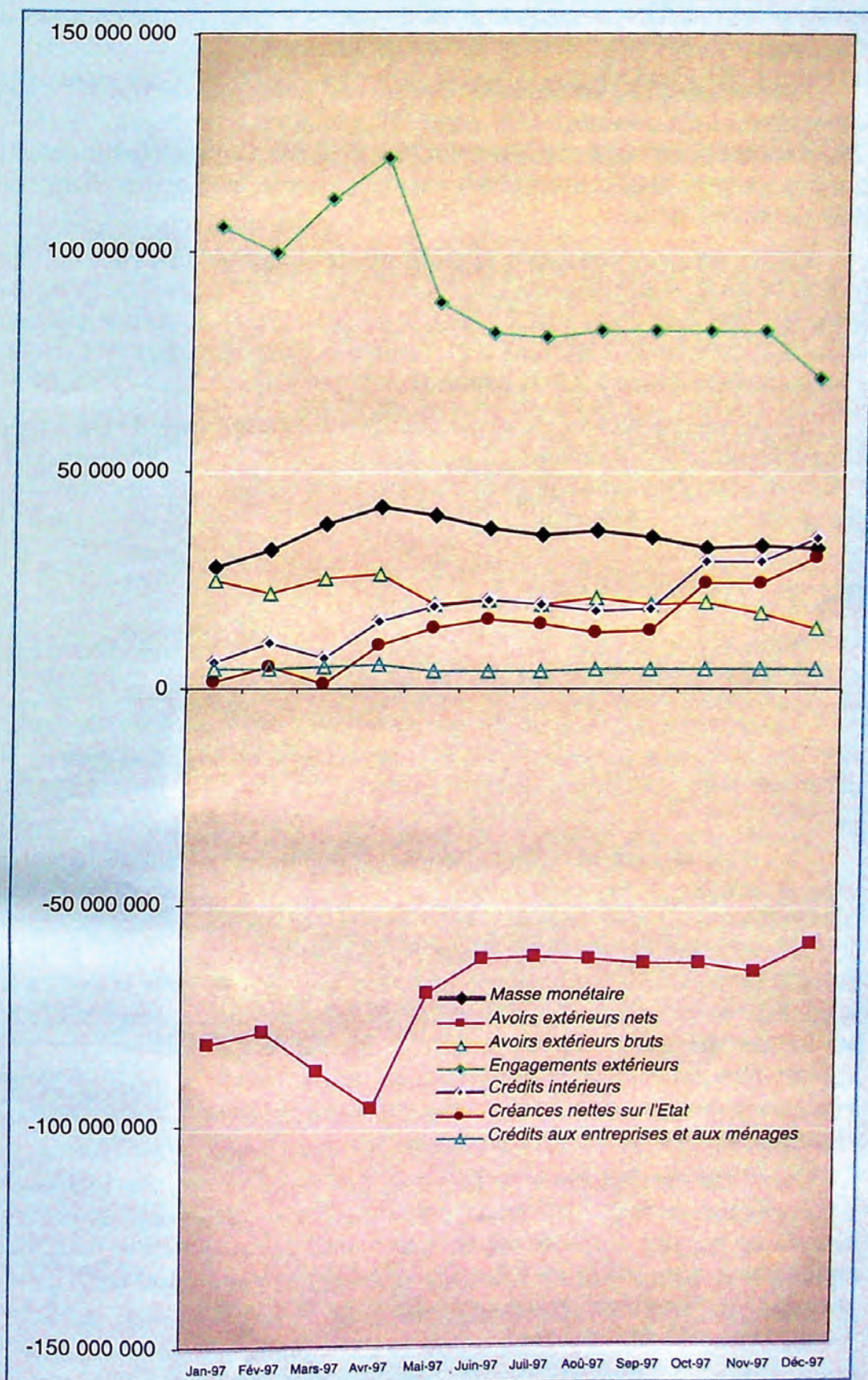
(1) Cfr Tableaux IV.5 suite et IV.6 suite

Graphique 10b : Situation monétaire intégrée - Avoirs (¹)
(en millions de ZRN)



Cfr Tableau IV.5

Graphique 10b (suite) : Situation monétaire intégrée - Avoirs (1)
(en millions de ZRN)



16,0%. En part relative, ils ont représenté 22,0 % de la masse monétaire à fin décembre 1997 contre 28,7 % une année auparavant. L'augmentation des dépôts en valeur est justifiée par l'appréciation du nouveau zaïre par rapport aux devises étrangères.

Exprimés en DTS, les dépôts en devises ont augmenté de 31,2 %, se situant à 50,0 millions à fin décembre 1997 contre 38,1 millions à fin décembre 1996. Cette situation a été favorisée notamment par l'assouplissement des conditions d'utilisation des comptes RME consécutif à la nouvelle réglementation des changes édictée le 27 décembre 1996.

Quant aux provisions pour le paiement des importations, elles ont baissé de 25,8 % en 1997, s'établissant à 3.167,6 milliards de NZ contre 4.269,9 milliards au terme de 1996. Evaluées en DTS, elles se sont contractées de 14,0 %, passant d'une année à l'autre de 25,7 millions à 22,1 millions. Leur part relative dans la masse monétaire s'est élevée à 9,7 % contre 19,8 % précédemment.

Enfin, les dépôts à terme se sont chiffrés à 79,6 milliards de NZ à fin décembre 1997 contre 130,4 milliards à fin décembre 1996, soit une baisse de 39,0 %. Cette évolution témoigne l'absence d'intérêt sur cette catégorie des dépôts qui n'est pratiquement pas rémunérée.

II. EMISSIONS MONETAIRES

La gestion des émissions monétaires au cours de l'année 1997 a été marquée par deux évolutions distinctes.

La première, qui s'étend de janvier à mai, s'est caractérisée par une expansion des émissions monétaires qui sont passées de 10.101,4 milliards de NZ à fin décembre 1996 à 20.216,1 milliards à fin mai 1997, enregistrant ainsi une hausse de 100,0 %.

Au cours de cette période, la Banque a poursuivi sa politique d'adaptation des valeurs faciales des billets à l'inflation. A cet effet, trois nouvelles dénominations fiduciaires ont été mises en circulation au mois de janvier. Il s'agit des coupures de 100.000 NZ, 500.000 NZ et 1.000.000 NZ. Ces billets n'ont circulé, en ce qui concerne le dénouement des transactions courantes, que dans la province du Katanga, les populations des autres provinces, y compris celle de la capitale ayant refusé de les utiliser. Toutefois, ces billets décotés par rapport aux autres coupures sur le marché libre étaient très demandés par les opérateurs économiques des autres provinces, surtout ceux de Kinshasa, qui les utilisaient pour le paiement des droits et taxes à l'Etat.

Pour faire face aux besoins pressants des signes monétaires, le Gouvernement a démonétisé en avril 1997 la coupure de 100.000 NZ de couleur orange qu'il a remplacée par une autre, de même valeur mais de couleur verte pour marquer la différence avec la précédente. La nouvelle dénomination fiduciaire n'a été utilisée que dans les provinces encore contrôlées par le Gouvernement, à savoir le Bas-Congo et la ville de Kinshasa.

La seconde période, qui va de mai à novembre, a été marquée par l'absence des émissions monétaires à la suite d'une décision des nouvelles autorités installées au mois de mai 1997. Cependant, au cours du mois de décembre, il y a eu émission de 230 milliards de NZ en billets de 100.000 NZ en vue de remplacer les petites coupures démonétisées de fait par la population (1 NZ à 1.000 NZ).

III. EVOLUTION DES CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE

1. Position extérieure nette

Évaluée en monnaie nationale, la position extérieure nette du pays s'est légèrement améliorée au cours de l'année 1997. Exprimée en DTS, elle s'est plutôt détériorée faiblement passant de -395,4 millions à fin décembre 1996 à -400,5 millions à fin décembre 1997.

Situés à - 65.622,0 milliards de NZ à fin décembre 1996, les avoirs extérieurs nets du pays se sont élevés à - 57.530,3 milliards une année après, soit une amélioration de 12,3 % contre une détérioration de 617,6 % en 1996. Cette évolution s'explique essentiellement par l'appréciation du taux de change.

2. Crédits intérieurs

Les crédits intérieurs ont constitué le principal facteur de création monétaire au cours de l'année 1997. Situés à 8.301,5 milliards de NZ à fin décembre 1996, ils se sont chiffrés à 35.090,5 milliards une année plus tard, soit une augmentation de 336,9 %. Cette tendance procède principalement de l'accroissement du crédit à l'Etat.

Les créances nettes sur l'Etat sont passées de 3.871,2 milliards de NZ à fin décembre 1996 à 30.363,2 milliards à fin décembre 1997, enregistrant ainsi une augmentation de 684,3 %. Ce financement a été accordé exclusivement par la Banque Centrale.

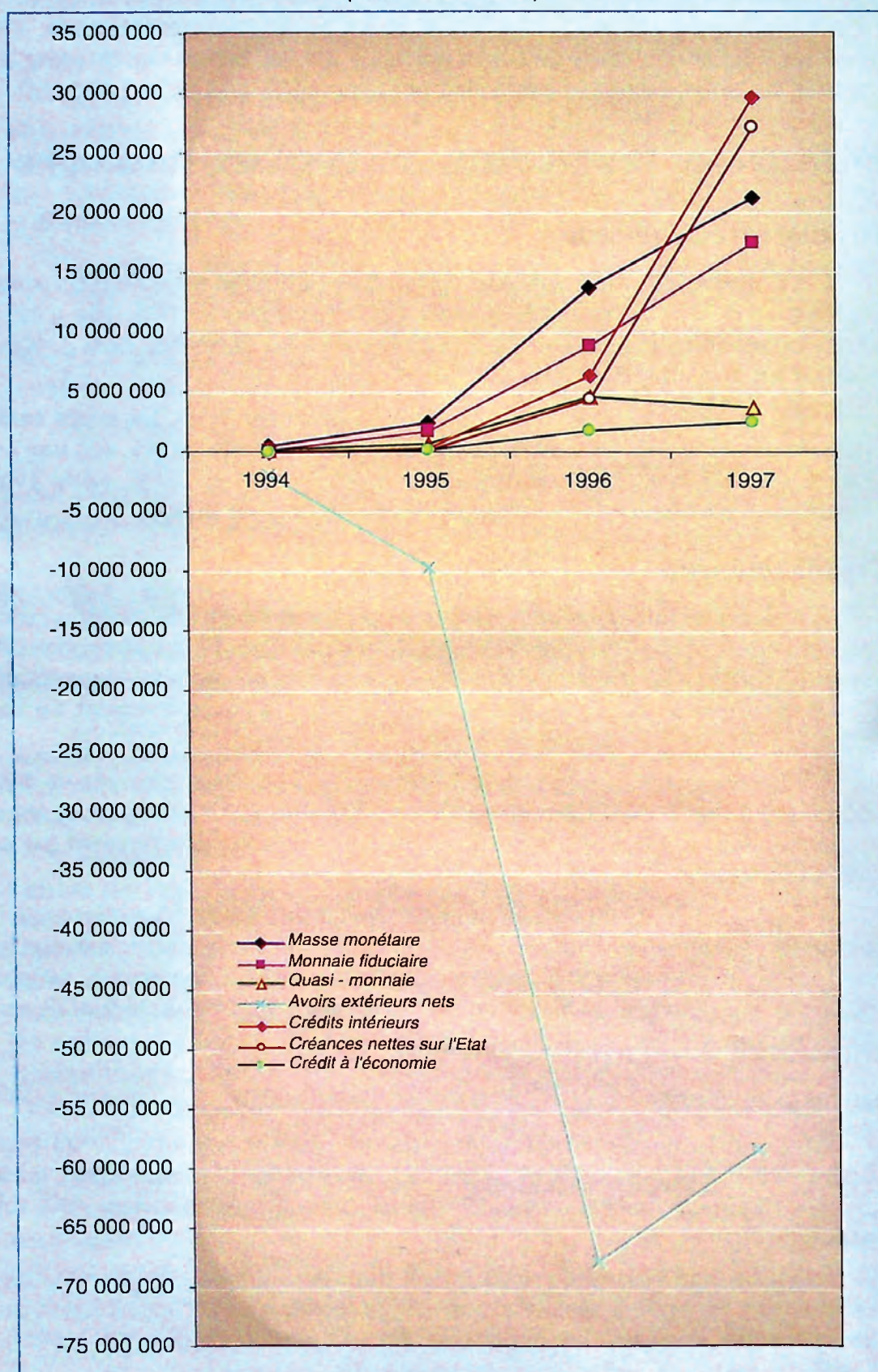
S'agissant du crédit à l'économie, il s'est chiffré à 4.727,3 milliards de NZ au terme de l'exercice 1997 contre 4.160,3 milliards une année avant, soit une hausse de 13,6 %. Exprimée en DTS, l'augmentation du crédit à l'économie est plus importante; son encours est passé de 25,1 millions à fin 1996 à 32,9 millions à fin 1997, soit un accroissement de 31,1 %.

3. Autres postes nets

Les autres postes nets ont enregistré une baisse remarquable au cours de l'année 1997. Évalués à - 79.165,8 milliards de NZ à fin décembre 1996, les autres avoirs nets se sont chiffrés à - 55.215,5 milliards au terme de l'année 1997, soit une baisse de 30,3 %.

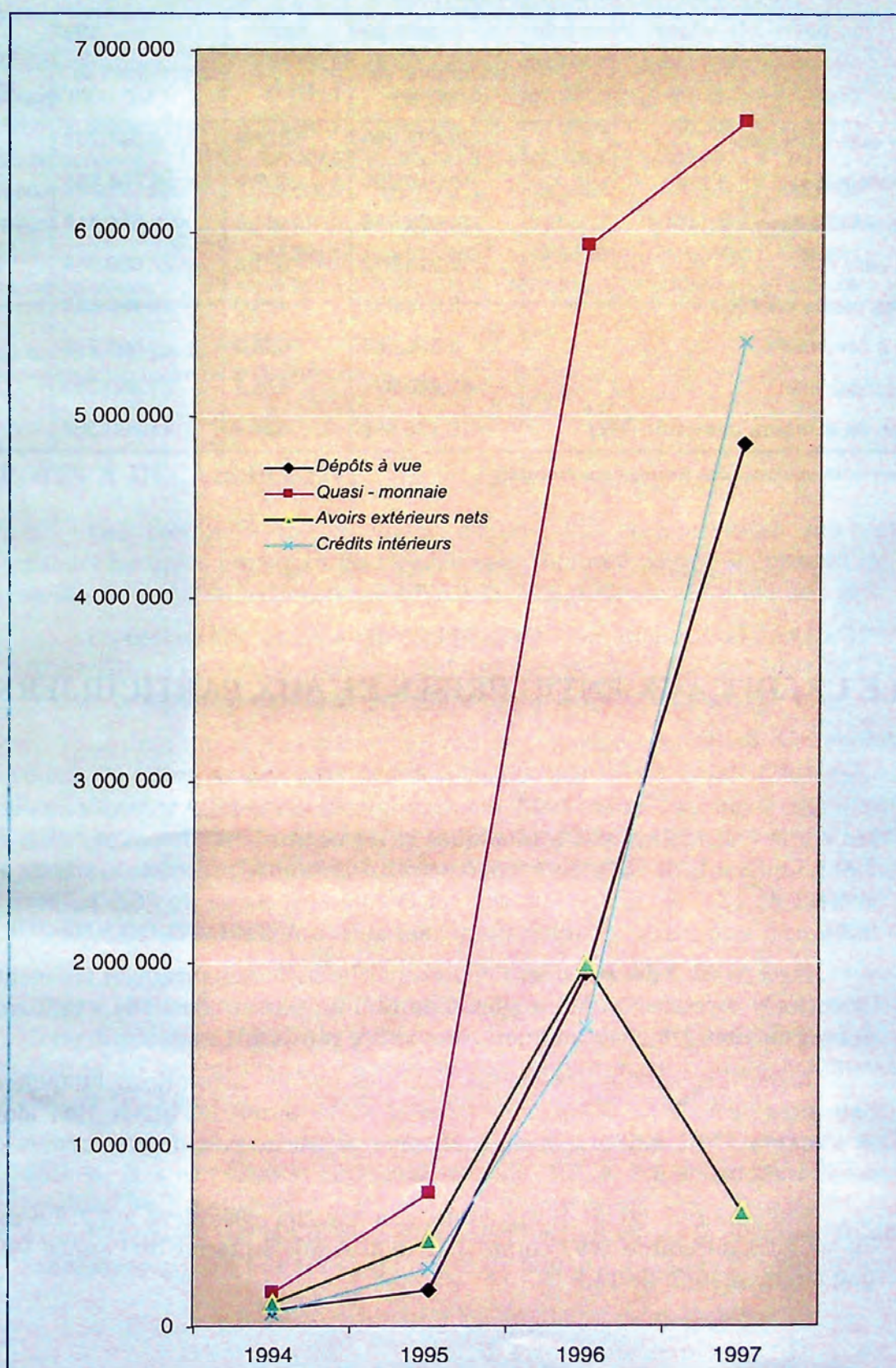
Cette situation s'explique par l'évolution des comptes de réévaluation, notamment la diminution des pertes de change consécutive à l'appréciation du taux de change du nouveau zaïre et par celle des comptes du capital.

Graphique 11 : Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo (1)
(en millions de ZRN)



(1) Cfr Tableau IV.18

Graphique 12 : Situation monétaire des banques créatrices de monnaie (1)
(en millions de ZRN)



(1) Cfr Tableau IV.19

Tableau IV.2. : Facteurs de variation de la masse monétaire (M2)
(en millions de ZRN)

	1996		1997	
	en millions de NZ	en %	en millions de NZ	en %
Position extérieure nette	-56.477.490	-617,6	8.091.733	12,3
Avoirs extérieurs	15.216.350	402,4	-4.794.685	-25,3
Engagements extérieurs (1)	71.693.840	554,6	-12..886.418	-15,2
Crédits intérieurs	7.213.517	881,8	27.059.014	336,9
Créances nettes sur l'Etat	3.616.971	1.423,0	26.492.025	684,3
Crédits à l'économie	3.596.546	638,0	566.989	13,6
Autres postes nets	-67.440.871	-575,2	23.950.380	30,3
Variation de la masse monétaire (M2)	18.176.898	534,9	11.200.367	51,9

(1) Non compris les provisions pour paiement des importations

CHAPITRE II

LE CREDIT AUX ENTREPRISES ET AUX PARTICULIERS

Au terme de l'année 1997, l'encours global des crédits accordés aux entreprises et aux particuliers par les banques et les institutions financières s'est établi à 9.813,5 milliards de NZ contre 8.666,0 milliards l'année précédente, soit un accroissement de 13,2 %. En dollars US, cet encours est passé de 76,9 millions à 92,5 millions d'une année à l'autre, traduisant ainsi une hausse de 20,3 %.

Les crédits à décaissement alloués par le système bancaire et les institutions financières spécialisées ont progressé de 12,0 %, passant de 4.554,9 milliards à fin décembre 1996 à 5.094,8 milliards une année plus tard.

Aussi, l'ensemble des crédits accordés par les institutions financières non bancaires s'est chiffré à 367,1 milliards de NZ au terme de l'année 1997 alors qu'il se situait à 394,2 millions une année auparavant. La part de cet encours dans le crédit total est de 3,7 %.

S'agissant du crédit de signature, son encours s'est élevé à 4.718,6 milliards de NZ à fin décembre 1997 contre 4.111,0 milliards au terme de l'année 1996, soit une augmentation de 14,8 %.

Tableau IV.3. : Variation de l'encours des crédits aux entreprises et aux particuliers
(en millions de ZRN) (1)

	1992	1993	1994	1995	1996	1997
A. Crédit à décaissement	+49.738,8	+1.144.721,5	+83.788,7	+541.753	+3.842.258	+539.902
1. Banques (2)	+49.091,1	+989.460,0	+82.268,0	+481.187	+3.518.533	+567.039
2. Institutions spécialisées	+647,7	+155.261,5	+1.520,8	+60.566	+323.725	-27.137
B. Crédits de signature	+108.463,5	+2.553.771,3	+122.128,1	+486.887	+3.501.131	+607.579
1. Crédocs à l'exportation	+9.659,9	+597.057,2	+18.180,3	+40.504	+621.782	-596.048
2. Crédocs à l'importation	+49.212,5	+1.105.884,9	+84.057,2	+400.990	+2.493.722	+209.085
3. Autres	+49.591,1	+850.829,2	+19.890,6	+45.393	+385.627	+994.542
Total des crédits utilisés	+158.202,3	+3.698.492,8	+205.916,9	+1.028.640	+7.343.389	+114.781

(1) Milliards de ZRZ avant 1994

(2) Y compris les crédits accordés par la Banque Centrale

I. CREDITS A DECAISSEMENT

Les crédits à décaissement alloués aux entreprises et aux particuliers par les banques créatrices de monnaie ont diminué de 4,7 %, passant de 2.331,0 milliards de NZ à fin décembre 1996 à 2.220,2 millions au terme de 1997.

En dollars US, cet encours s'est établi à 20,9 millions à la fin de 1997 contre 20,2 millions l'année précédente, soit une hausse de 3,5 % à la suite de l'appréciation de la monnaie nationale par rapport aux devises étrangères.

La diminution observée en termes nominaux est attribuable à l'évolution des crédits à court terme, essentiellement ceux octroyés à l'agriculture (-7,2 %), au secteur de distribution (-60,0 %) et au transport (-72,8 %). Cette situation est justifiée également par la crise des numéraires dans les banques et par la prudence observée dans le chef des opérateurs économiques.

1. Répartition par terme

L'encours des crédits à court terme a baissé de 3,8 %, passant de 2.294,7 milliards de NZ à fin décembre 1996 à 2.207,8 milliards l'année suivante. Cette diminution s'explique par l'importance des remboursements nets des crédits alloués à l'agriculture, au secteur de distribution et au transport. Cependant, en dollars US, l'encours des crédits à court terme a augmenté de 5 %.

En ce qui concerne les crédits à moyen terme, leur encours a chuté de 66,1 %. Il s'est situé à 12,3 milliards de NZ à fin décembre 1997 alors qu'il totalisait 36,3 milliards à la fin de l'année antérieure. Cette baisse est expliquée essentiellement par les remboursements effectués et par la dégradation de l'environnement qui n'a pas favorisé l'octroi de nouveaux crédits d'investissement.

2. Répartition par secteur d'activité

La ventilation des crédits bancaires à décaissement par secteur d'activité révèle la prépondérance du secteur agricole, essentiellement les produits d'exportation dont la part relative dans le total est passée de 52,9 % à fin 1996 à 56,8 % une année plus tard.

La part du secteur de commerce et d'importation des biens de consommation a représenté 6,6 % à fin décembre 1997 contre 5,7 % l'année précédente. La production industrielle et l'énergie ont absorbé respectivement 5,9 % et 5,1 % du total des crédits à décaissement au 31 décembre 1997 contre 1,9 % et 1,0 % au terme de 1996. La part des autres secteurs s'est située à 15,8 % à la fin de 1997 contre 20,0 % à fin 1996.

II. CREDITS DE SIGNATURE

Au terme de l'année 1997, les crédits d'engagement accordés par le système bancaire se sont élevés à 4.718,6 milliards de NZ contre 4.111,0 milliards une année auparavant, soit une progression de 14,8 %.

Évalués en dollars US, ces crédits ont augmenté de 25 %, passant de 35,6 millions à 44,5 millions d'une année à l'autre. Cet accroissement est influencé par l'évolution haussière des crédits documentaires à l'importation et des autres garanties bancaires qui ont progressé respectivement de 67,6 % et 30,6 %.

CHAPITRE III

LE MARCHE MONETAIRE

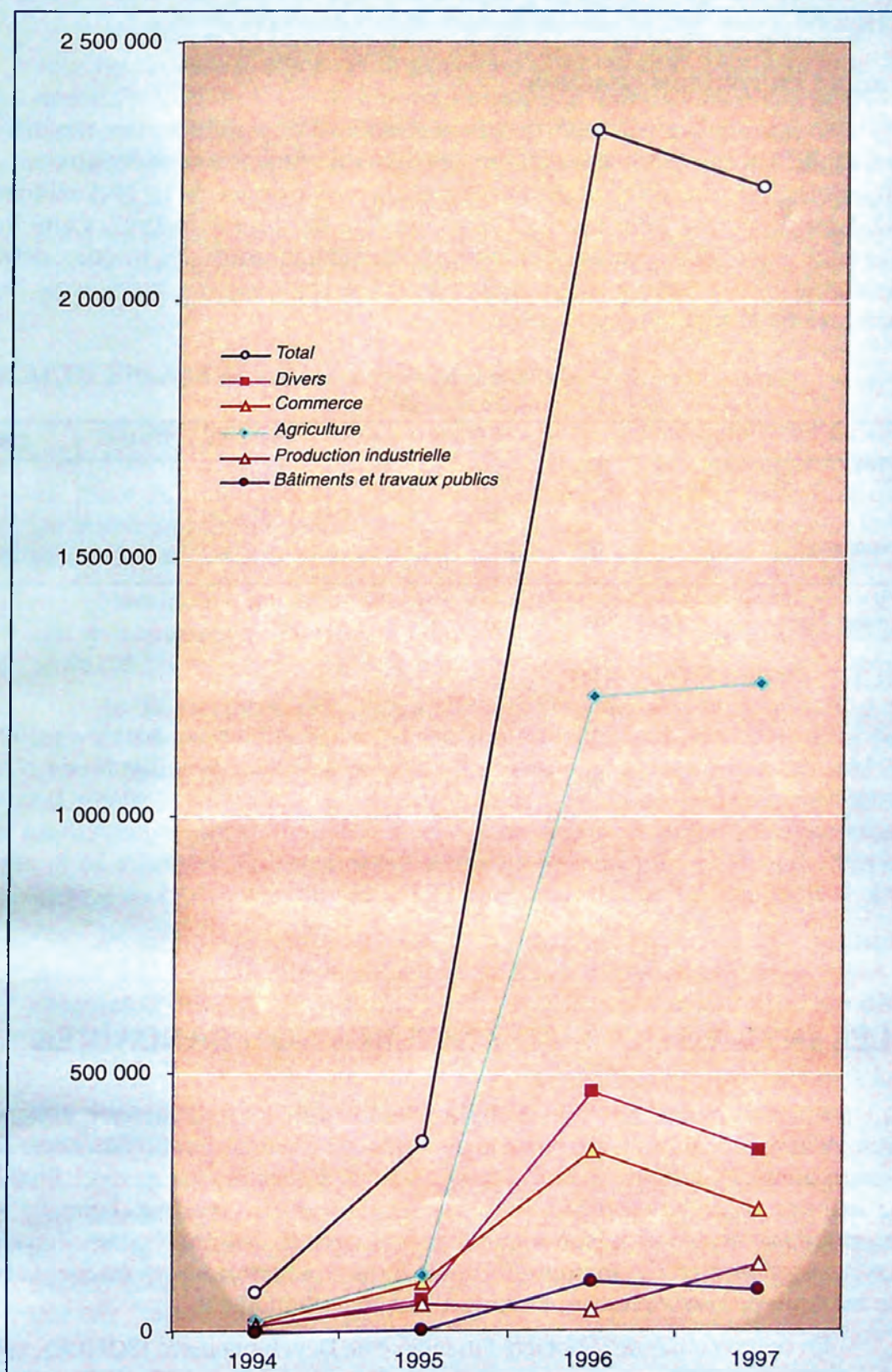
L'année 1997 a été marquée par la baisse drastique des transactions au marché interbancaire ainsi que l'arrêt total des opérations du réescompte et du call money au niveau du marché en banque. Cette situation résulte principalement de la surliquidité monétaire apparente dans les banques commerciales étant donné la quasi-inconvertibilité au pair de la monnaie scripturale.

I. MARCHE EN BANQUE

1. Réescompte et call money

Le réescompte et le call money n'ont pas fonctionné au cours de l'année 1997. En effet, les virements opérés par le Trésor et la Banque Centrale au cours des cinq premiers mois au profit de leurs fournisseurs ont créé une surliquidité des banques. Leurs comptes auprès de l'Institut d'Emission sont devenus ainsi largement créditeurs. La Banque Centrale ne disposait pas de billets de banque pour monétiser tous les avoirs des banques en ses livres.

Graphique 13 : Ventilation des crédits bancaires par secteur d'activités économiques (1)
(en millions de ZRN)



(1) Cfr Tableau IV.13

Comme par le passé, les placeurs institutionnels autorisés depuis 1993 à opérer sur ce marché ne sont pas intervenus en 1997 à la suite des difficultés de trésorerie auxquelles ils sont confrontés depuis plusieurs années.

2. Avances en comptes courants

Au cours de l'année 1997, la Banque a renforcé les conditions de refinancement à ses guichets et supprimé les différentes lignes d'avances accordées aux banques. Toutefois, l'encours de refinancement a augmenté, passant de 1.139,5 milliards de NZ à fin décembre 1996 à 397.077,5 milliards à fin décembre 1997. Cette hausse provient essentiellement des pénalités, de la capitalisation des intérêts débiteurs appliqués par la Banque et du report du solde antérieur des prêts accordés aux banques en difficultés depuis 1995.

Tableau IV.4. : Encours de refinancement des banques de dépôts
(en millions de ZRZ)

	1990	1991	1992	1993	1994 (1)	1995	1996	1997
Réesc compte	7.869	7.845	-	-	2.435	12.519	-	-
Call money	28.032	60.259	-	-	5.488	81.076	-	-
Avances en comptes courants	6.833	6.833	12.352	-	5.318	625.138	1.139.472	397.077.503

(1) En millions de nouveaux zaires à partir de 1994

II. MARCHE INTERBANCAIRE

Les activités du marché interbancaire ont sensiblement baissé en 1997. La valeur des transactions y dénouées est passée de 12.451,9 milliards de NZ à fin 1996 à 4.241,9 milliards à fin 1997. La surliquidité scripturale ainsi que la crise des numéraires expliquent cette situation. Par conséquent, la moyenne des taux d'intérêt interbancaires est restée relativement basse, soit 8,37 % contre 13 % appliqué par la Banque Centrale au réesc compte à fin décembre 1997.

CHAPITRE IV

LES INSTITUTIONS FINANCIERES NON BANCAIRES

Durant l'année 1997, les activités des institutions financières non bancaires sont restées précaires en raison de la persistance de la détérioration du cadre macro-économique au premier quadrimestre et des problèmes liés à la gestion. En dépit de la maîtrise relative de l'inflation au second semestre, le système bancaire est demeuré désarticulé, en raison notamment de la crise des numéraires. Dans un tel contexte, la plupart des institutions financières non bancaires ont été fragilisées par le manque de ressources nécessaires à leur fonctionnement.

En ce qui concerne la Société Financière de Développement (SOFIDE), la baisse du niveau d'activités s'est aggravée durant la période sous analyse. Par ailleurs, le programme de redressement mis en place en 1996 n'a été exécuté que partielle-

ment en 1997. En effet, les interventions de la SOFIDE en matière d'octroi de crédit ont été nulles.

S'agissant de l'Institut National de Sécurité Sociale (INSS), une baisse des recettes de cotisations a été observée pendant les cinq premiers mois de 1997 à cause de la guerre. Les difficultés de recouvrement enregistrées durant cette période ont conduit à l'accumulation des arriérés. Cependant, au cours du second semestre de cette année, une partie des prestations sociales a été liquidée.

Quant au Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI), il a financé neuf projets dans les secteurs de l'industrie manufacturière, de l'agro-pastoral et de l'agro-industrie ainsi que du commerce (FIKIN). Il convient de noter que les interventions du FPI ont été effectuées avec les ressources locales.

I. SOCIETE FINANCIERE DE DEVELOPPEMENT

La dégradation du niveau d'activités de la Société Financière de Développement (SOFIDE) s'est accentuée en 1997 malgré le programme de redressement mis en place l'année précédente. En effet, le manque de ressources tant extérieures qu'intérieures ainsi que l'assèchement de la trésorerie a contraint cette institution à arrêter les activités de prêt.

Néanmoins, quelques clients bénéficiaires des prêts à court terme en 1996 et qui se trouvaient encore en portefeuille au 31 décembre ont vu, à leur demande, leurs crédits reconduits en 1997 pour une nouvelle période de 3 à 6 mois.

Au 31 décembre 1997, le portefeuille prêts de la SOFIDE a totalisé 21 projets dont 13 relevant de la catégorie des projets sains et 8 de la catégorie des projets gelés. Les 21 projets ont représenté des engagements totaux de 266,0 milliards de NZ, soit 2,025 millions de USD contre 371,2 milliards équivalant à 7,395 millions de USD en 1996. Cette diminution est attribuable à la sortie du portefeuille d'un projet dont les engagements se situaient à plus de 100 milliards de NZ, soit 0,761 million de USD.

Au terme de l'année 1997, le total du bilan résumé de cette institution s'est chiffré à 361,9 milliards de NZ contre 474,5 milliards l'année précédente, soit une diminution de 23,7 %. Exprimé en dollars US, ce montant a baissé de 70,2 %, passant de 9,4 millions en 1996 à 2,8 millions une année plus tard.

En avoirs, la régression observée est attribuable principalement à la diminution des valeurs immobilisées, des crédits à moyen et long terme ainsi que de la trésorerie.

En ce qui concerne les immobilisations nettes, elles sont évaluées à 179,3 milliards de NZ à fin 1997 contre 235,7 milliards une année plus tôt, soit une baisse de 23,9 % consécutive à la déduction de la valeur de deux immeubles reçus en dation, dont le procès est resté pendant en justice pour un transfert dans la rubrique des " actifs divers ".

L'encours des crédits à moyen et long terme est passé de 216,5 milliards de NZ à fin 1996 à 181,8 milliards au terme de 1997, soit une diminution de 16,0 %. Cette situation est attribuable à la baisse des encours – prêts à la suite des remboursements opérés par quelques sociétés.

S'agissant de la trésorerie, elle a chuté de 1,7 milliard de NZ à fin 1996 à 0,348 milliard l'année suivante, soit un recul de 79,5 %. Cette évolution est imputable essentiellement à la régression du niveau d'activités de cette institution.

Quant aux crédits à court terme, leur encours a atteint 0,447 milliard de NZ à fin 1997 contre 20,6 milliards une année auparavant .

En engagements, la diminution observée provient essentiellement de la baisse des fonds propres et de celle des emprunts extérieurs. Les fonds propres de la SOFIDE ont baissé de 13,7 %, en passant de 234,5 milliards de NZ à la fin de 1996 à 202,5 milliards une année plus tard. Cette évolution provient de la contraction de la réserve de réévaluation des actifs immobilisés.

Par ailleurs, l'augmentation du capital de cette institution s'est effectuée par l'incorporation de la plus-value de réévaluation. Ce capital s'est chiffré à 202,5 milliard de NZ à fin 1997. S'agissant du quasi-capital, il est passé de 0,012 milliard de NZ à fin 1996 à 0,032 milliard à fin 1997. Cet accroissement est dû essentiellement à l'évolution des fonds consolidés.

L'encours des lignes de crédits extérieurs s'est situé à 215,2 milliards de NZ à fin 1997 contre 270,4 milliards l'année précédente, soit une diminution de 20,4 %. Cette dernière provient du règlement de certaines dettes en faveur de l'Etat notamment, la dette sur la ligne de crédit IDA ainsi que des intérêts sur fonds spéciaux IDA 7 et 8.

Les autres éléments nets ont totalisé 165,5 milliards de NZ à fin 1997 contre 159,5 milliards une année auparavant, soit une hausse de 3,8 %. Cette situation est imputable à l'évolution des autres dettes à court terme et des comptes de régularisation.

L'exercice 1997 s'est clôturé par une perte de 31,4 milliards de NZ contre celle de 173,1 milliards à fin 1996. A l'instar de l'année précédente, la SOFIDE a affiché un fonds de roulement négatif de 144,9 milliards de NZ au terme de l'année sous revue, équivalant à 1,1 million de USD.

Le ratio de trésorerie s'est situé à 0,2 % à fin 1997 contre 0,8 % au terme de 1996 alors que la norme requise est de 7 %. Cette situation reflète la baisse du niveau d'activités de cette institution.

Outre les éléments évoqués précédemment, le déséquilibre financier enregistré par cette institution est la conséquence des cumuls des pertes d'exploitation, de la suspension de la coopération financière internationale et du manque des ressources locales de substitution.

II. INSTITUT NATIONAL DE SECURITE SOCIALE

Les activités de l'Institut National de Sécurité Sociale (INSS) ont été perturbées durant les cinq premiers mois de l'année 1997 par la guerre. Cette situation a entraîné la baisse des recettes de cotisations et l'accumulation d'arriérés de prestations sociales consécutive à la précarité des entreprises affiliées.

L'assainissement de l'environnement macro-économique a abouti à l'amélioration du taux de recouvrement qui est passé de 32 % au premier semestre à 73,4 % au second semestre. S'agissant de la liquidation des prestations sociales, un montant de 23,8 milliards de NZ a été décaissé contre les prévisions de 36,3 milliards, soit un taux de réalisation de 65,5 %.

A la fin de l'année 1997, le total du bilan résumé s'est élevé à 11.087,5 milliards de NZ alors qu'il se chiffrait à 3.806,1 milliards une année plus tôt. En dollars, ce total bilantaire est passé de 32,9 millions à 104,5 millions d'une année à l'autre.

En engagements, l'augmentation observée est attribuable principalement à l'évolution du bénéfice réalisé et des autres éléments nets notamment les provisions constituées pour la dépréciation du compte cotisants. En effet, les réserves de sécurité sont restées inchangées au terme de 1996 et 1997, se situant ainsi à 38,9 milliards de NZ.

Concernant le fonds de roulement qui est passé de 3.106,7 milliards de NZ à fin 1996 à 3.207,2 milliards au terme de 1997, sa faible progression provient de la variation de la plus-value de réévaluation des actifs immobilisés.

Les engagements à court terme ont baissé de 33 %, passant de 155,3 milliards de NZ à fin 1996 à 103,9 milliards une année plus tard.

En avoirs, la progression constatée procède essentiellement de la variation des créances sur les entreprises et les particuliers ainsi que de la trésorerie. En effet, celles-ci se sont chiffrées à 7.827,5 milliards de NZ à la fin de la période sous examen contre 576,5 milliards l'année précédente. Cette situation s'explique principalement par la modification des taux de cotisation et par le déplafonnement des rémunérations soumises à la cotisation des employeurs. Exprimées en dollars, ces créances sont passées de 4,9 millions en 1996 à 73,8 millions l'année suivante.

La trésorerie s'est élevée à 338 milliards de NZ au 31 décembre 1997 contre 88,3 milliards une année plus tôt. Cette évolution est consécutive à la progression des avoirs en banques. En dollars, elle est évaluée à 3,18 millions à fin 1997 contre 0,764 million l'année précédente.

En ce qui concerne les immobilisations nettes, elles se sont chiffrées à 2.808,5 milliards de NZ au 31 décembre 1997 contre 3.141,2 milliards à la période correspondante de 1996. Elles ont ainsi totalisé 26,4 millions de dollars US en 1997 alors qu'elles s'évaluaient à 27,1 millions l'année précédente. Cette diminution est attribuable à la faible réévaluation des valeurs immobilisées intervenue en 1997, étant donné que la monnaie est restée relativement stable.

L'exercice 1997 s'est clôturé par un bénéfice de 1.009,6 milliards de NZ contre 444,5 milliards à fin 1996, soit respectivement 9,5 millions de dollars US et 3,9

millions. Les autres éléments nets ont atteint 6.727,8 milliards de NZ (63,4 millions de USD) contre 60,6 milliards (0,524 million de USD) l'année antérieure. Cette augmentation s'explique par l'évolution des comptes de régularisation du passif lesquels sont influencés pour l'essentiel par la constitution des provisions pour dépréciation du " compte cotisants ".

Par ailleurs, le fonds de roulement de l'INSS est resté positif, passant de 4,5 milliards de NZ en 1996 à 437,7 milliards en 1997, équivalant respectivement à 0,0386 million USD et 4,1 millions. Le ratio de trésorerie s'est établi à 325 % à fin 1997 contre 56 % une année auparavant. Cette situation est consécutive à l'évolution des fonds se trouvant en banques, lesquels sont difficilement convertibles en numéraires.

III. FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE

Durant l'année 1997, le Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI) a financé neuf projets pour un déboursement de 87,5 milliards de NZ contre 76,2 milliards en 1996. En dollars US, les décaissements du FPI ont totalisé 0,665 million en 1997 contre 1,5 million une année plus tôt, soit une diminution de 55,6 %.

Au cours de la période sous analyse, le financement du FPI a été orienté vers les secteurs du commerce (28,7 %), de l'industrie manufacturière (26 %), de l'agro-industrie (25 %) et de l'agro-pastoral (18 %).

A la fin de 1997, le total du bilan s'est situé à 1.128,4 milliards de NZ contre 355,9 milliards au terme de l'année précédente. Converti en dollars US, il est passé de 7,1 millions à 8,6 millions d'une année à l'autre.

En engagements, l'accroissement observé provient essentiellement de l'évolution des fonds propres qui se sont chiffrés à 983,7 milliards de NZ au terme de l'année 1997 contre 284,8 milliards une année auparavant. Evalués en dollars US, les fonds propres sont passés de 5,6 millions en 1996 à 7,5 millions une année plus tard. Cette augmentation est consécutive essentiellement à l'accroissement du fonds de dotation qui a totalisé 860,3 milliards de NZ en 1997 contre 241,7 milliards l'année précédente.

S'agissant du capital social, il s'est situé à 100,4 milliards de NZ à fin 1997 contre 0,151 milliard à fin 1996. Cette hausse est imputable exclusivement à l'incorporation au capital des plus-values de réévaluation. Les engagements à court terme ont progressé de 63,4 %, passant de 22,4 milliards de NZ à fin 1996 à 36,6 milliards une année plus tard. Cette situation procède principalement de l'évolution de la dette envers l'Etat et les fournisseurs.

En avoirs, la progression observée découle pour l'essentiel de l'accroissement des valeurs réalisables et immobilisées. En effet, les immobilisations nettes ont totalisé 175,7 milliards de NZ au terme de l'année 1997 contre 75,6 milliards l'année précédente. En dollars US, elles se sont chiffrées à 1,3 million à la fin de 1997 contre 1,5 million en 1996. L'évolution enregistrée en valeur nominale résulte de l'augmentation des immobilisations corporelles, lesquelles ont été réévaluées conformément à la loi.

S'agissant des valeurs réalisables, elles sont passées de 245,0 milliards de NZ à la fin de 1996 à 785,8 milliards l'année suivante, équivalant à 4,8 millions de dollars US en 1996 et 5,9 millions en 1997. Cette situation est attribuable essentiellement à l'accroissement des créances sur les entreprises débitrices, des impayés sur prêts et des intérêts moratoires sur les prêts.

Quant à la trésorerie, elle s'est située à 166,8 milliards de NZ à la fin de 1997 alors qu'elle se chiffrait à 35,4 milliards une année plus tôt. Evaluée en dollars US, elle est passée de 0,7 million en 1996 à 1,3 million en 1997. Cette augmentation provient principalement de la progression des avoirs en banques. Les autres éléments nets ont atteint 108,0 milliards de NZ au terme de la période sous revue contre 48,8 milliards l'année précédente.

L'exercice 1997 s'est clôturé par un bénéfice de 18,6 milliards de NZ, représentant 141.000 dollars US. Le fonds de roulement est resté positif à l'instar de l'année précédente. En effet, il s'est situé à 808,0 milliards de NZ à fin 1997, soit 6,2 millions de dollars US contre 209,3 milliards de NZ à fin 1996, équivalant à 4,1 millions de dollars US. Le ratio de trésorerie est passé de 158 % en 1996 à 455,5 % en 1997. Toutefois, cette trésorerie est composée principalement des avoirs en banques rendus indisponibles par la crise des numéraires.

CHAPITRE V

LA TENTATIVE D'UNIFICATION DES ESPACES MONETAIRES

I. PROBLEMATIQUE

L'économie congolaise est demeurée pendant plusieurs années fragmentée en deux espaces monétaires. En effet, depuis la réforme monétaire d'octobre 1993, les deux provinces du Kasaï avaient rejeté les nouveaux signes monétaires (nouveaux zaires) et continué à utiliser les coupures démonétisées (zaïres) dans leurs transactions.

Les anciens signes monétaires (zaïres) n'étant plus émis depuis leur démonétisation, le taux de change par rapport au dollar US est resté stable. Cet espace monétaire a évolué hors des circuits bancaires. Par contre, dans les neuf provinces formant la zone monétaire du nouveau zaïre, il a été observé une recrudescence de l'hyperinflation résultant des taux particulièrement élevés de croissance de la masse monétaire.

Par ailleurs, la Banque Centrale a été confrontée à la fin de l'année 1996, à une demande pressante d'avances directes par les pouvoirs publics en vue d'apurer les arriérés des salaires des fonctionnaires et des soldes des militaires. Le stock des billets de banque était épuisé et la fabrication des coupures de 50.000 NZ devenait inefficace. La Banque devait procéder à une adaptation de la valeur faciale des billets de banques.

C'est ainsi qu'au début de l'année 1997, la Banque Centrale a mis en circulation les coupures de 100.000 NZ, 500.000 NZ et 1.000.000 NZ. Ces dernières ont été rejetées par une grande partie de la population. Sur les neuf provinces formant la zone monétaire du nouveau zaïre, seule la province du Katanga a accepté d'utiliser ces coupures à valeur faciale élevée. Il s'est opéré ainsi une seconde scission de l'espace monétaire national. Cette acceptation s'explique par le fait que la plus grande entreprise de la place (Gécamines) a payé ses travailleurs en ces coupures et ces derniers forment une masse non négligeable de consommateurs.

Toutes les coupures refusées ailleurs étaient orientées vers le Katanga provoquant un emballement des prix et une très forte détérioration du taux de change. Toutefois, elles étaient utilisées par les entreprises et les particuliers de Kinshasa pour le paiement des droits et taxes à l'Etat qui ne savait pas les réemployer pour ses propres dépenses.

Pour parvenir à vaincre la méfiance du public, le Gouvernement a dû démonétiser toutes les trois coupures en avril 1997 et a émis une nouvelle coupure de 100.000 NZ, de couleur différente. Celle-ci a été acceptée à Kinshasa et au Bas-Congo, car les autres provinces n'étaient plus sous le contrôle du pouvoir central. En définitive, quatre espaces monétaires ont existé en République Démocratique du Congo avant le changement de régime politique en mai 1997.

II. INCIDENCE

L'éclatement de la zone monétaire a fait apparaître une multiplicité des taux de change qui variaient entre 150.000 NZ (Kinshasa) et 450.000 NZ (Lubumbashi) pour un dollar US et des disparités très significatives dans les prix des biens et services sur le territoire national. Les conséquences de cette fragmentation peuvent être interceptées principalement dans trois domaines : économique, financier et monétaire.

1. Au plan économique

L'apparition des disparités très importantes dans les prix a favorisé la spéculation au détriment des activités de production. Elle a permis aux spéculateurs la réalisation des profits très faciles sur la vente des biens et services. Elle a placé les opérateurs économiques, sur un même territoire, dans des conditions où la concurrence ne pouvait pas s'exercer.

Les spéculateurs achetaient le chèque bancaire à Kinshasa, au taux de change des opérations en compte, retiraient les espèces à Lubumbashi où ils achetaient les devises au taux de change de cet espace monétaire et revenaient reprendre l'opération à Kinshasa.

Dans ces conditions, il était impossible pour le Gouvernement d'avoir un objectif des prix dont les écarts étaient très importants d'un espace à un autre. Les entreprises implantées dans différentes provinces ont éprouvé des difficultés dans la facturation des biens et services ainsi que dans l'application d'une même politique salariale.

2. Au plan financier

L'isolement monétaire de certaines provinces constituées en espaces monétaires autonomes a fait perdre des recettes attendues au budget de l'Etat.

Concernant le Kasai, l'impôt étant levé en zaïres démonétisés, il fallait nécessairement passer par un marché d'échange pour avoir la monnaie centrale à verser au Trésor Public. L'échange comportait un certain coût qui occasionnait une perte en recettes. Quant au Katanga, les recettes réalisées en grosses coupures ne pouvaient servir que sur place.

3. Au plan monétaire

L'éclatement de la zone monétaire nationale a empêché une bonne application de la politique monétaire. En effet, le pays étant amputé dans le domaine monétaire de quelques provinces, le champ d'application de la politique monétaire était réduit.

En raison de la persistance de la circulation des zaïres dans les deux Kasai, l'activité bancaire était presque inexistante dans ces deux provinces. La distribution des crédits s'était arrêtée, car la monnaie centrale ne circulait pas. Les instruments de la politique monétaire utilisés par la Banque Centrale pour réguler le volume des liquidités sont demeurés inopérants.

Concernant l'espace monétaire du Katanga, il a été marqué par une inflation très vive. La dépréciation du cours de change de la monnaie centrale a été plus importante que celle de Kinshasa en raison de l'abondance des liquidités en circulation. Pendant la période d'existence de cette enclave monétaire, les banques créatrices de monnaie ont mieux fonctionné que dans le reste du pays : les crédits étaient distribués et levés en espèces.

III. TENTATIVE D'UNIFICATION

En vue de résorber les espaces monétaires ci-haut décrits, la Banque Centrale a obtenu la levée de la mesure interdisant les mouvements des fonds sur le territoire national. Cette décision a réduit les pressions sur les prix intérieurs dans les provinces où la liquidité était très abondante.

Dans le but d'uniformiser le taux de change et de diminuer les disparités importantes entre les niveaux des prix sur le territoire national, la Banque Centrale a démonétisé les coupures de 500.000 NZ et de 1.000.000 NZ qui circulaient uniquement au Katanga. Le billet de 100.000 NZ de couleur orange a été à cet effet remonétisé et accepté dans toutes les provinces.

Par ailleurs, les zaïres circulant dans les deux Kasai ont été également rémonétisés et les banques dans ces deux provinces ont commencé à encaisser cette monnaie qui a quitté les circuits informels.

CHAPITRE VI

LA DEFLATION MONETAIRE

La situation monétaire a été marquée au cours des huit derniers mois de l'année 1997 par une déflation monétaire qui s'est traduite par une diminution brutale des moyens de paiements disponibles dans l'économie. La masse monétaire est passée de 41.915,8 milliards de NZ à fin avril 1997 à 32.775,7 milliards à fin décembre 1997, soit une baisse de 21,8 %.

La contraction des liquidités monétaires pendant plusieurs mois constitue un phénomène nouveau dans l'économie congolaise dont l'une des caractéristiques, depuis plusieurs années, était l'expansion excessive de la masse monétaire. Ce phénomène monétaire, qui a des répercussions au niveau des autres secteurs, mérite d'être analysé en vue d'en connaître les causes et les conséquences.

I. ORIGINES

Trois facteurs sont à l'origine de la déflation monétaire. Il s'agit des excédents budgétaires, de l'arrêt des émissions monétaires ainsi que du rabattement des salaires et du plafonnement des dépenses des entreprises publiques.

Les excédents budgétaires réalisés entre juin et octobre 1997 constituent le premier facteur de la déflation monétaire. En effet, depuis plusieurs années, la masse monétaire était toujours impulsée par les créances nettes sur l'Etat lesquelles ont enregistré une évolution inverse à partir de juin 1997. Cette évolution était consécutive à la politique budgétaire des nouvelles autorités gouvernementales visant une exécution équilibrée du budget de l'Etat.

Cependant, au lieu d'être équilibré, le budget de l'Etat était devenu excédentaire, entraînant de ce fait une destruction de la masse monétaire. En effet, situées à 16.154,8 milliards de NZ à fin juin 1997, les créances nettes sur l'Etat se sont chiffrées à 13.624,9 milliards à fin septembre 1997, soit une baisse de 15,7 %. Toutefois, d'octobre à décembre 1997, l'Etat a enregistré un déficit budgétaire de 16.738,3 milliards de NZ dû au prélèvement par la Banque Centrale des intérêts sur les avances accordées à l'Etat avant le 17 mai 1997.

Il sied de signaler que les excédents budgétaires de l'Etat ont été en réalité plus importants que ceux renseignés statistiquement, car jusqu'à fin décembre 1997, certains sous-comptes du Trésor créditeurs se trouvant dans les provinces n'étaient pas comptabilisés au niveau du compte général du Trésor géré par la Banque Centrale.

S'agissant des émissions avant le 17 mai 1997, l'accroissement de celles-ci était un facteur qui favorisait la création des liquidités intérieures étant donné que la monnaie scripturale n'était pas utilisée dans les transactions courantes. L'augmentation de la masse monétaire était presque proportionnelle à celle des émissions. L'arrêt de ces dernières a donc réduit à néant la propension à créer la monnaie basée sur la disponibilité de billets de banque à l'Institut d'Emission.

Enfin, le rabatement des salaires des fonctionnaires de l'Etat, des entreprises publiques et de la Banque Centrale de l'ordre de 10 à 30 % ainsi que le plafonnement des dépenses de fonctionnement des entreprises publiques ont eu un impact direct sur la demande globale solvable. Ces mesures, bien que n'ayant pas entraîné la baisse de la masse monétaire, ont réduit le niveau des encaisses réelles détenues par les agents économiques.

II. CONSEQUENCES

La baisse de la masse monétaire, en particulier celle de la circulation fiduciaire a été à la base de la désinflation enregistrée dès le mois de mai 1997. Les taux d'inflation mensuels qui étaient positifs au cours du premier quadrimestre sont devenus négatifs par la suite.

La déflation monétaire a entraîné une appréciation du nouveau zaïre par rapport aux monnaies étrangères, notamment la devise américaine. A Kinshasa, le taux de change interbancaire qui était de 176.300 NZ le dollar US à fin avril 1997 s'est situé à 106.000 NZ à fin décembre, soit une appréciation de 66,3 %.

Il sied de signaler que l'appréciation plus proportionnelle du nouveau zaïre par rapport à la diminution de la masse monétaire est due aux anticipations déflationnistes des agents économiques, surtout au lendemain de la prise de pouvoir par les nouvelles autorités. En effet, le taux de change du nouveau zaïre au marché libre qui était de 185.000 NZ le dollar US le 17 mai, est tombé à 110.000 NZ à fin mai et fin décembre 1997. De même à Lubumbashi, ce taux est passé de 475.000 NZ le dollar US en mars 1997 à 125.000 NZ à fin décembre, soit une appréciation de 73,7 %.

TABLEAUX ANNEXES DU TITRE IV

Tableau IV.5 : Situation monétaire intégrée
(en millions de ZRZ)

	1989	1990	1991	1992	1993	1994 (1)	1995	1996	1997
1. Avoirs extérieurs nets	-217.647	-824.541	-33.462.675	-1.073.441.666	-54.468.574.745	-1.741.236	-9.144.500	-65.621.990	-57.530.257
Avoirs	259.126	877.035	21.597.433	554.331.913	28.505.505.433	837.136	3.781.605	18.997.955	14.203.270
Engagements	476.773	1.701.576	55.060.108	1.621.773.579	82.974.080.178	2.578.372	12.926.105	84.619.945	71.733.527
2. Crédits intérieurs	161.766	541.356	25.588.349	757.834.754	13.257.027.830	218.061	817.943	8.031.460	35.090.474
a) Créances nettes sur l'Etat	87.876	387.402	23.188.684	706.455.094	12.216.293.088	130.778	254.181	3.871.152	30.363.177
b) Crédits à l'économie	73.890	153.954	2.399.665	51.379.660	1.040.734.742	87.283	563.762	4.160.308	4.727.297
1. Masse monétaire	334.785	1.115.441	26.746.296	942.808.419	30.884.512.564	821.403	3.398.415	21.575.313	32.775.680
- Monnaie	273.499	768.340	18.074.108	766.934.533	19.859.988.536	385.984	1.975.002	10.974.932	22.333.698
- Quasi - monnaie	61.286	347.101	8.672.188	175.873.886	11.024.524.028	435.419	1.423.413	10.600.381	10.441.982
2. Comptes du capital	127.524	113.186	1.535.863	91.839.529	1.400.357.021	-34.095	2.087.488	15.225.504	58.086.880
3. Comptes de réévaluation	-327.446	-891.548	-22.937.126	-993.134.960	-167.245.323.657	-1.673.406	-7.289.780	-53.416.134	-53.921.912
4. Fonds de contrepartie	692	20.456	167.591	2.424.862	517.753.226	3.994	5.878	10.729	5.318
5. Autres postes nets	93.564	387.049	16.667.050	546.631.020	141.538.523.713	888.209	-6.528.558	-40.985.942	-59.335.749

Source : Banque Centrale du Congo

(1) En millions de ZRN à partir de cette année

Tableau IV.5 suite : Situation monétaire intégrée
(en millions de ZRN)

	Déc. 96	Mars 97	Avril 97	Juin 97	Sept. 97	Déc. 97
1. Avoirs extérieurs nets	-65.621.990	-86.597.283	-95.057.371	-60.974.977	-62.296.093	-57.530.257
Avoirs	18.997.955	25.756.944	26.621.291	20.854.832	19.882.070	14.203.270
Engagements	84.619.945	112.354.227	121.678.662	81.829.809	82.178.163	71.733.527
2. Crédits intérieurs	8.031.460	7.203.573	16.019.249	20.615.960	18.741.539	35.090.474
a) Créances nettes sur l'Etat	3.871.152	1.582.812	10.280.640	16.154.772	13.624.895	30.363.177
b) Crédits à l'économie	4.160.308	5.620.761	5.738.609	4.461.188	5.116.644	4.727.297
1. Masse monétaire	21.575.313	37.931.419	41.915.792	37.214.502	34.900.161	32.775.680
Monnaie	10.974.932	23.784.019	27.155.083	26.496.526	23.829.729	22.333.698
Quasi-monnaie	10.600.381	14.147.400	14.760.709	10.717.976	11.070.432	10.441.982
2. Comptes du capital	15.225.504	26.076.941	27.923.043	36.789.165	37.048.313	58.086.880
3. Comptes de réévaluation	-53.416.134	-74.280.222	-76.906.201	-50.142.581	-51.908.785	-53.921.912
4. Fonds de contrepartie	10.729	12.918	15.800	6.716	5.759	5.318
5. Autres postes nets	-40.985.942	-69.134.766	-71.986.556	-64.226.819	-63.600.002	-59.385.749

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.5 bis : Situation monétaire intégrée
(en millions de XDR)

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
1. Avoirs extérieurs nets	-362,3	-291,7	-367,8	-391,3	-372,4	-375,5	-415,9	-395,4	-400,5
Avoirs	431,3	310,3	237,4	202,1	194,9	180,5	172,0	114,5	98,9
Engagements	793,6	602,0	605,1	593,3	567,3	556,1	587,9	509,9	499,4
2. Crédits Intérieurs	269,3	191,5	281,2	276,2	90,6	47,0	37,2	48,4	244,3
<i>a) Créances nettes sur l'Etat</i>	146,3	137,1	254,9	257,5	83,5	28,2	11,6	23,3	211,4
<i>b) Crédits à l'économie</i>	123,0	54,5	26,4	18,7	7,1	18,8	25,6	25,1	32,9
1. Masse monétaire	557,3	394,6	294,0	343,7	211,2	177,2	154,6	130,0	228,2
- Monnaie	455,3	271,8	198,6	279,6	135,8	83,2	89,8	66,1	155,5
- Quasi - monnaie	102,0	122,8	95,3	64,1	75,4	93,9	64,7	63,9	72,7
2. Comptes du capital	212,3	40,0	16,9	33,5	9,6	-7,4	94,9	91,7	404,4
3. Comptes de réévaluation	-545,1	-315,4	-252,1	-362,0	-1.143,6	-360,9	-331,6	-321,9	-375,4
4. Fonds de contrepartie	1,2	7,2	1,8	0,9	3,5	0,9	0,3	0,1	0,0
5. Autres postes nets	-318,7	-226,7	-147,1	-131,1	637,5	-138,3	-296,9	-247,0	-413,4

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.5 bis(suite) : Situation monétaire intégrée
(en millions de XDR)

	Déc. 96	Mars 97	Avril 97	Juin 97	Sept.	Déc. 97
1. Avoirs extérieurs nets	-395,4	-388,9	-398,7	-399,9	-395,8	-400,5
Avoirs	114,5	115,7	111,6	136,8	126,3	98,9
Engagements	509,9	504,6	510,3	536,6	522,1	499,4
2. Crédits intérieurs	48,4	32,4	67,2	135,2	119,1	244,3
<i>a) Créances nettes sur l'Etat</i>	23,3	7,1	43,1	105,9	86,6	211,4
<i>b) Crédits à économie</i>	25,1	25,2	24,1	29,3	32,5	32,9
1. Masse monétaire	130,0	170,3	175,8	244,0	221,7	228,2
Monnaie	66,1	106,8	113,9	173,8	151,4	155,5
Quasi - monnaie	63,9	63,5	61,9	70,3	70,3	72,7
2. Comptes du capital	91,7	117,1	117,1	241,3	235,4	404,4
3. Comptes de réévaluation	-321,9	-333,6	-322,5	-328,8	-329,8	-375,4
4. Fonds de contrepartie	0,1	0,1	-	-	-	-
5. Autres postes nets	-247,0	-310,5	-301,9	-421,2	-404,1	-413,4

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.6 : Liquidités monétaires et quasi-monétaires
(en millions de ZRZ)

	1989	1990	1991	1992	1993	1994 ⁽¹⁾	1995	1996	1997
1. Circulation fiduciaire hors banques	152.991	425.845	10.830.142	363.963.515	13.972.038.158	271.765	1.644.357	8.270.435	15.217.058
Emissions monétaires	211.497	554.060	11.957.319	419.942.223	16.283.771.291	285.616	1.851.190	10.101.434	20.446.075
Encaisses B.C.C.	-51.240	-112.305	-767.895	-49.253.974	-1.623.492.510	-3.429	-138.024	-814.013	-3.686.515
Encaisses B.C.M.	-7.266	-15.910	-359.282	-6.724.734	-688.240.623	-10.422	-68.809	-1.016.986	-1.542.502
2. Monnaie scripturale	181.794	689.596	15.916.154	578.844.904	16.912.474.406	549.638	1.754.058	13.304.878	17.558.622
Dépôts à vue en monnaie nationale	120.508	342.495	7.243.966	402.971.018	5.887.950.378	114.219	330.645	2.704.497	7.116.640
- Banque Centrale du Congo	9.447	108.878	1.318.534	14.241.729	995.696.431	17.335	131.055	767.144	2.273.608
- Banques créatrices de monnaie	111.061	233.617	5.925.432	388.729.289	4.892.253.947	96.884	199.590	1.937.353	4.843.032
Dépôts à terme en monnaie nationale et dépôts en devises des résidents	29.510	155.305	3.780.811	82.525.883	5.644.620.759	298.770	804.266	6.330.439	7.274.335
Dépôts à terme en monnaie nationale	10.037	29.167	213.347	9.651.864	411.776.190	1.360	8.759	130.444	79.592
- Banque Centrale du Congo	-	-	-	-	-	-	-	-	-
- Banques créatrices de monnaie	10.037	29.167	213.347	9.651.864	411.776.190	1.360	8.759	130.444	79.592
Dépôts en devises des résidents	19.473	126.138	3.567.464	72.874.019	5.232.844.569	297.410	795.507	6.199.995	7.194.743
- Banque Centrale du Congo	4.272	32.712	1.534.909	10.043.966	2.065.578.091	142.349	202.550	824.208	900.448
- Banques créatrices de monnaie	15.201	93.426	2.032.555	62.830.053	3.167.266.478	155.061	592.927	5.375.787	6.294.295
Provisions pour paiement des importations	31.776	191.796	4.891.377	93.348.003	5.379.903.269	136.649	619.147	4.269.942	3.167.647
- Banque Centrale du Congo	22.731	123.605	3.350.476	60.625.709	3.783.904.635	100.458	486.986	3.837.161	2.932.061
- Banques créatrices de monnaie	9.045	68.191	1.540.901	32.722.294	1.595.998.634	36.191	132.161	432.781	235.586
Total (1 + 2)	334.785	1.115.441	26.746.296	942.808.419	30.884.512.564	821.403	3.398.415	21.575.313	32.775.680

Source : Banque Centrale du Congo

(1) En millions de ZRZ à partir de cette année

Tableau IV.6(suite) : Liquidités monétaires et quasi-monétaires
(en millions de ZRZ)

	Déc. 96	Mars 97	Avril 97	Juin 97	Septembre 97	Décembre 97
1. Circulation fiduciaire hors banques	8.270.435	15.216.952	15.967.402	15.220.966	15.152.732	15.217.058
Emissions monétaires	10.101.434	18.131.076	19.688.076	20.216.075	20.216.075	20.446.075
Encaisses B.C.C.	-814.013	-1.053.982	-1.541.567	-2.327.028	-2.758.952	-3.686.515
Encaisses B.C.M.	-1.016.986	-1.860.142	-2.179.107	-2.668.081	-2.304.391	-1.542.502
2. Monnaie scripturale	13.304.878	22.714.467	25.948.390	21.993.536	19.747.429	17.558.622
Dépôts à vue en monnaie nationale	2.704.497	8.567.067	11.187.681	11.275.560	8.676.997	7.116.640
- Banque Centrale du Congo	767.144	1.685.624	1.920.090	1.330.034	1.374.950	2.273.608
- Banques créatrices de monnaie	1.937.353	6.881.443	9.267.591	9.945.526	7.302.047	4.843.032
Dépôts à terme en M.N. et dépôts en devises des résidents	6.330.439	8.771.016	9.068.477	6.958.732	7.114.324	7.274.335
Dépôts à terme en M.N.	130.444	444.946	94.775	102.608	356.487	79.592
- Banque Centrale du Congo	-	-	-	-	-	-
- Banques créatrices de monnaie	130.444	444.946	94.775	102.608	356.487	79.592
Dépôts en devises des résidents	6.199.995	8.326.070	8.973.702	6.856.124	6.757.837	7.194.743
- Banque Centrale du Congo	824.208	1.026.189	1.121.484	1.673.607	457.100	900.448
- Banques créatrices de monnaie	5.375.787	7.299.881	7.852.218	5.182.517	6.300.737	6.294.295
Provisions pour paiement des importations	4.269.942	5.376.384	5.692.232	3.759.244	3.956.108	3.167.647
- Banque Centrale du Congo	3.837.161	5.001.865	5.234.507	3.339.593	3.466.066	2.932.061
- Banques créatrices de monnaie	432.781	374.519	457.725	419.651	490.042	235.586
Total (1 + 2)	21.575.313	37.931.419	41.915.792	37.214.502	34.900.161	32.775.680

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.7 : Origine des variations de la masse monétaire
(en millions de ZRZ)

	1990	1991	1992	1993	1994 ⁽¹⁾	1995	1996	1997
Variations de la masse monétaire	780.656	25.630.855	916.062.123	29.941.704.145	-30.883.691.161	2.577.012	18.176.898	11.200.367
Monnaie fiduciaire	494.841	17.305.768	748.860.425	19.093.054.003	-19.859.602.552	1.589.018	8.999.930	11.358.766
Monnaie scripturale	285.815	8.325.087	167.201.698	10.848.650.142	-11.024.088.609	987.994	9.176.968	-158.399
<i>Origine des variations</i>	780.656	25.630.855	916.062.123	29.941.704.145	-30.883.691.161	2.577.012	18.176.898	11.200.367
1. Avoirs extérieurs nets	-606.894	-32.638.134	-1.039.978.991	-53.395.133.079	54.466.833.509	-7.403.264	-56.477.490	8.091.733
2. Crédits Intérieurs	379.590	25.046.993	732.246.405	12.499.193.076	-13.256.809.769	599.882	7.213.517	27.059.014
Créances nettes sur l'Etat	299.526	22.801.282	683.266.410	11.509.837.994	-12.216.162.310	123.403	3.616.971	26.492.025
Crédits à l'économie	80.064	2.245.711	48.979.995	989.355.082	-1.040.647.459	476.479	3.596.546	566.989
3. Comptes du capital	14.338	-1.422.677	-90.303.666	-1.308.517.492	1.400.391.116	-2.121.583	-13.138.016	-42.861.376
4. Comptes de réévaluation	564.102	22.045.578	970.197.834	166.252.188.697	-167.243.650.251	5.616.374	46.126.354	505.778
5. Fonds de contrepartie	-19.774	-147.125	-2.257.271	-515.328.364	517.749.232	-1.884	-4.851	5.411
6. Autres postes nets	449.294	12.746.220	346.157.812	-93.590.698.693	93.231.795.002	5.887.487	34.457.384	18.399.807

Source : Banque Centrale du Congo

(1) En millions de ZRN à partir de cette année

Tableau IV.7(suite) : Origine des variations de la masse monétaire
(en millions de ZRN)

	Déc 1996 ⁽¹⁾	Mars 97	Avril 97	Juin 97	Sept. 97	Déc. 97
Variations de la masse monétaire	+18.176.898	+16.356.106	+3.984.373	-716.917	-2.314.341	-2.124.481
Monnaie fiduciaire	+8.999.930	+6.946.517	+750.450	+4.014	-68.234	+64.326
Monnaie scripturale	+9.176.968	+9.409.589	+3.233.923	-720.931	-2.246.107	-2.188.807
Origine des variations	+18.176.868	+16.356.106	+3.984.373	-716.917	-2.314.341	-2.124.481
1. Avoirs extérieurs nets	-56.477.490	-20.975.293	-8.460.088	+25.622.306	-1.321.116	+4.765.836
2. Crédits intérieurs nets	+7.213.517	-827.887	+8.815.676	+13.412.387	-1.874.421	+16.348.935
Créances nettes sur l'Etat	+3.616.971	-2.288.340	+8.697.828	+14.571.960	-2.529.877	+16.738.282
Crédits à l'économie	+3.596.546	+1.460.453	+117.848	-1.159.573	+655.456	-389.347
3. Comptes du capital	-13.138.016	-10.851.437	-1.846.102	-10.712.224	-259.148	-21.038.567
4. Comptes de réévaluation	+46.126.354	+20.864.088	+2.625.979	-24.137.641	+1.766.204	+2.013.127
5. Fonds de contrepartie	-4.851	-2.189	-2.882	+6.202	+957	+441
6. Autres postes nets	34.457.384	28.148.824	2.851.790	-4.907.947	-626.817	-4.214.253

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Par rapport à décembre 1995

Tableau IV.7 bis : Origine des variations de la masse monétaire
(en pourcentage)

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
Variations de la masse monétaire	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Monnaie fiduciaire	63,4	67,5	81,7	63,8	64,3	61,7	49,5	101,4
Monnaie scripturale	36,6	32,5	18,3	36,2	35,7	38,3	50,5	-1,4
Origine des variations	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
1. Avoirs extérieurs nets	17,4	-14,1	-17,9	-20,0	-19,9	-346,6	-310,7	72,2
2. Crédits intérieurs	48,6	97,7	79,9	41,7	42,9	23,3	39,7	241,6
Créances nettes sur l'Etat	38,4	89,0	74,6	38,4	39,6	4,8	19,9	236,5
Crédits à l'économie	10,3	8,8	5,3	3,3	3,4	18,5	19,8	5,1
3. Comptes du capital	1,8	-5,6	-9,9	-4,4	-4,5	-82,3	-72,3	-382,7
4. Comptes de réévaluation	72,3	86,0	105,9	555,3	541,5	217,9	253,8	4,5
5. Fonds de contrepartie	-2,5	-0,6	-0,2	-1,7	-1,7	-0,1	0,0	0,0
6. Autres postes nets	-37,6	-63,5	-57,9	-470,9	-458,3	287,8	189,6	164,3

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.7 bis(suite) : Origine des variations de la masse monétaire
(en pourcentage)

	Déc. 96	Mars 97	Avril 97	Juin 97	Sept. 97	Déc. 97
Variations de la masse monétaire	+100,0	+100,0	+100,0	+100,0	+100,0	+100,0
Monnaie fiduciaire	+49,5	+42,5	+18,8	-0,6	+2,9	-3,0
Monnaie scripturale	+50,5	+57,5	+81,2	+100,6	+97,1	+103,0
Origine des variations	+100,0	+100,0	+100,0	+100,0	+100,0	+100,0
1. Avoirs extérieurs nets	-310,7	-128,2	-212,3	-3.574,0	+57,1	-224,3
2. Crédits intérieurs nets	+39,7	-5,1	+221,3	-1.870,8	+81,0	-769,5
Créances nettes sur l'Etat	+19,9	-14,0	+218,3	-2.032,6	+109,3	-787,9
Crédits à l'économie	+19,8	+8,9	+3,0	+161,7	-28,3	+18,3
3. Comptes du capital	-72,3	-66,3	-46,3	+1.494,2	+11,2	+990,3
4. Comptes de réévaluation	+253,8	+127,6	+65,9	+3.366,9	-76,3	-94,8
5. Fonds de contrepartie	-0,0	-0,0	-0,1	-0,9	-0,0	-0,0
6. Autres postes nets	+190	+172	+72	+685	+27	+198

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.8 : Ventilation des émissions monétaires en billets et pièces
(en millions de ZRN)

Billets	1993 ⁽¹⁾	1994	1995	1996				1997			
	Décembre	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
1.000.000 NZ	-	-	-	-	-	-	-	479.983	479.983	479.983	479.983
500.000 NZ	-	-	-	-	-	-	-	1.649.991	2.009.992	2.009.992	2.009.992
100.000 NZ	-	-	-	-	-	-	-	3.731.999	4.439.999	4.439.999	4.669.998
50.000 NZ	-	-	-	-	695999	2.394.999	4.891.999	7.094.999	8107999	8.107.999	8.107.999
20.000NZ	-	-	-	-	396400	600.000	1.173.600	1.173.600	1.173.600	1.173.600	1.173.600
10.000 NZ	-	-	-	493.000	990.200	1.144.800	1.344.800	1.344.800	1.344.800	1.344.800	1.344.800
5.000 NZ	-	-	1.138.340	1.653.040	1.822.940	2.000.740	2.000.740	2.000.740	2.004.740	2.004.740	2.004.740
1.000 NZ	-	-	251.179	251.179	251.179	251.179	251.179	251.179	251.179	251.179	251.179
500 NZ	-	228.319	403.998	403.998	403.998	403.998	403.998	403.999	403.999	403.999	403.998
200 NZ	-	29.920	30.320	30.320	30.320	30.320	30.320	30.320	30.320	30.320	30.320
100 NZ	5.645.700	16.190	16.190	16.190	16.190	16.190	16.190	16.190	16.190	16.190	16.190
50 NZ	6.816.000	8911	8.912	8.912	8.912	8.912	8.912	8.912	8.912	8.912	8.912
20 NZ	668.400	973	974	974	974	974	974	974	974	974	974
10 NZ	846.570	716	716	716	716	716	716	716	716	716	716
5 NZ	617.985	235	235	235	235	235	235	235	235	235	235
1 NZ	319.497	110	100	100	100	100	100	100	100	100	100
50 NK	29.260	10	10	10	10	10	12	12	12	12	12
20 NK	-	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-
10 NK	2.703	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
Billets émis à format réduit (2)	1.337.656	328	214	214	214	(6.898)	(22.344)	(57.675)	(57.675)	(57.675)	(57.675)
PIECES											
5 NK	-	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1
1 NK	-	1	a	a	a	a	a	a	a	a	a
TOTAL	16.283.771	285.616	1.851.190	2.858.890	4.618.389	6.846.277	10.101.434	18.131.076	20.216.076	20.216.076	20.446.075

(1) En millions de ZRN

(2) Il s'agit des émissions d'avant la réforme monétaire du 22.10.1993

Tableau IV.9 : Dépôts bancaires à vue (1)
Ventilation par secteur d'activité, catégorie de déposants et province
(milliards de ZRZ)

	1990	1991	1992	1993	1994 ⁽⁴⁾	1995	1996	1997
A. Secteur d'activité	290	7.623	442.665	7.869.975	232.017	823.235	7.244.042	10.842.895
Agriculture	7	179	24.529	323.558	15.826	98.416	265.249	291.344
Sylviculture et exploitation								
Forestière	3	87	1.103	69.563	1.324	6.034	74.847	38.444
Elevage et pêche	2	26	1.816	48.205	351	1.247	7.550	23.200
Industries extractives	16	433	11.176	479.157	5.330	42.584	291.844	185.511
Industries manufacturières	24	804	32.070	747.926	32.952	122.011	1.242.076	1.536.174
Eau, gaz, électricité	10	158	55.915	218.562	4.811	30.063	207.029	255.445
Industries du bâtiment et								
Travaux publics	5	48	5.747	53.504	7.006	3.481	84.363	105.396
Commerce	75	1.777	103.114	2.075.810	63.047	196.972	1.686.364	3.106.756
Transports	12	342	35.276	266.736	7.912	49.894	304.466	464.260
Entreprises immobilières et d'assurances ⁽²⁾	3	96	5.383	129.535	2.814	8.893	38.685	101.913
Autres services	62	1.835	78.961	1.800.112	58.149	178.782	2.438.595	2.939.692
Divers ⁽³⁾	71	1.838	87.575	1.657.307	32.495	84.858	602.974	1.794.760
B. Catégorie de déposants	290	7.623	442.665	7.869.975	232.017	823.235	7.244.042	10.842.985
Particuliers	70	1.728	131.555	1.097.193	29.028	82.097	1.127.490	2.037.874
Entreprises privées	163	4.241	224.490	5.888.361	176.679	656.493	5.506.454	7.152.615
Entreprises publiques	35	1.190	75.573	615.972	23.244	57.003	487.622	1.146.628
Organismes financiers non monétaires	20	347	6.651	71.031	2.409	7.839	44.041	353.716
Pouvoirs publics subordonnés	1	67	770	25.232	288	1.953	31.204	68.628
Organismes publics à caractère administratif	1	50	3.626	172.186	369	17.850	47.231	83.434
C. Province	290	7.623	442.665	7.869.975	232.017	823.235	7.244.528	10.842.895
Kinshasa	207	5.333	385.106	7.441.037	217.500	773.346	6.852.206	7.976.011
Bas-Congo	7	179	8.904	61.649	2.412	8.206	97.723	128.053
Bandundu	3	153	2.875	9.749	191	465	1.348	9.874
Equateur	5	83	2.452	45.811	855	4.156	3.853	42.748
Orientale	6	145	4.525	27.129	627	2.930	6.442	45.129
Sud-Kivu, Nord-Kivu et Maniema	9	272	7.772	90.742	5.442	15.711	92.607	616.643
Katanga	39	1.108	19.360	82.651	4.254	15.245	174.948	1.924.409
Kasai Oriental	8	247	7.735	83.869	545	1.996	13.506	17.745
Kasai Occidental	6	103	3.936	27.338	191	1.180	1.895	82.283

Source : Banque Centrale du Congo

1. Y compris les dépôts en monnaies étrangères

2. Y compris l'Institut National de Sécurité Sociale

3. Essentiellement les particuliers, les pouvoirs publics, la Caisse Générale d'Epargne du Congo et les fonds de contrepartie détenus par les ambassades

4. En millions de ZRN à partir de cette année

Tableau IV.10 : Dépôts bancaires à terme (1)
Ventilation par secteur d'activité, catégorie de déposants, province et échéance
(en milliards de ZRZ)

	1990	1991	1992	1993	1994 ⁽⁴⁾	1995	1996	1997
A. Secteur d'activité	49	561	15.930	621.819	23.064	65.881	677.099	712.228
Agriculture	a	-	20	401	1.251	6.450	-	-
Sylviculture et exploitation forestière	-	-	-	-	-	1.007	-	-
Elevage et pêche	-	-	-	-	140	-	-	-
Industries extractives	2	6	5	5	-	-	-	-
Industries manufacturières	3	62	707	913	66	728	-	6.093
Eau, gaz, électricité	1	11	699	7	-	83	-	-
Industries du bâtiment et travaux publics	a	15	6.008	1	-	-	80.721	-
Commerce	6	65	2.914	28.919	6.148	11.465	-	5.479
Transports	a	20	687	-	-	-	-	-
Entreprises immobilières et d'assurances ⁽²⁾	1	13	-	1	-	-	-	-
Autres services	33	201	3.773	505.005	14.313	42.198	514.288	653.528
Divers ⁽³⁾	3	168	1.117	86.567	1.146	3.950	82.090	47.128
B. Catégorie de déposants	49	561	15.930	621.819	23.064	65.881	677.099	712.228
Particuliers	3	169	862	84.426	1.202	4.238	117.578	72.034
Entreprises privées	14	242	5.941	505.057	16.599	46.336	558.639	639.562
Entreprises publiques	16	136	9.040	32.331	5.163	15.307	882	632
Organismes financiers non monétaires	14	10	2	1	100	-	-	-
Pouvoirs publics subordonnés	2	-	-	4	-	-	-	-
Organismes publics à caractère administratif	a	4	85	-	-	-	-	-
C. Province	49	561	15.930	621.819	23.064	65.881	677.099	712.228
Kinshasa	45	500	15.729	621.584	23.062	65.879	677.097	712.179
Bas-Congo	a	-	2	2	-	-	-	-
Bandundu	a	1	4	4	-	-	-	-
Equateur	a	1	9	1	1	1	-	-
Orientale	a	1	1	2	-	1	-	-
Sud-Kivu, Nord-Kivu et Maniema	1	9	63	179	-	-	-	-
Katanga	3	42	68	39	1	-	2	49
Kasai Oriental	a	1	51	8	-	-	-	-
Kasai Occidental	a	6	3	-	-	-	-	-
D. Echéance	49	561	15.930	621.819	23.064	65.881	677.099	712.228
15 jours	1	111	3.785	23.237	15	29	19.493	550.477
1 mois	1	96	1.087	195.895	14.290	42.297	366.767	65.020
3 mois	18	208	1.014	22.529	6.057	16.046	256.421	53.234
6 mois	25	131	9.827	43.743	2.186	7.001	9.746	17.386
1 an et plus	4	15	217	336.415	516	508	24.672	26.111

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Y compris les dépôts en monnaies étrangères

(2) Y compris l'Institut National de Sécurité Sociale

(3) Essentiellement les particuliers, les pouvoirs publics, la Caisse Générale d'Epargne du Congo et les fonds de contrepartie détenus par les ambassades

(4) En millions de ZRN à partir de cette année

Tableau IV.11 : Crédits aux entreprises et aux particuliers
(en milliards de ZRZ)

	1990	1991	1992	1993	1994 ⁽²⁾	1995	1996	1997
A. Banques	400	6.770	164.325	3.707.556	205.633	1.173.706	8.271.782	9.446.391
crédits à décaissement (1)	154	2.389	51.480	1.040.940	82.616	563.802	4.160.747	4.727.777
crédits de signature	246	4.381	112.845	2.666.616	123.017	609.904	4.111.035	4.718.614
B. Institutions spécialisées	41	603	1.251	156.512	9.948	70.514	394.239	367.102
Total	441	7.373	165.576	3.864.068	215.581	1.244.220	8.666.021	9.813.493

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Y compris les utilisations des crédits accordés par la Banque Centrale du Congo

(2) En millions de ZRN à partir de cette année

Tableau IV.12 : Encours des crédits aux entreprises et aux particuliers
Utilisations des crédits
(en milliards de ZRZ)

	1990	1991	1992	1993	1994 (1)	1995	1996	1997
A. Crédits à court terme	93	912	37.671	758.917	76.075	357.487	2.294.732	2.207.879
1. Agriculture	24	352	10.981	217.704	30.580	167.421	1.297.224	1.203.480
2. Industries manufacturières	15	144	5.441	54.032	11.256	58.522	142.425	274.297
3. Distribution	7	65	3.380	28.848	3.059	32.123	92.960	37.171
4. Transport	2	6	1.088	1.655	4.370	13.907	105.195	28.520
5. Autres	25	293	12.615	456.678	26.810	85.514	656.928	664.411
6. Coton	1	13	838	-	-	-	-	-
7. Sucre	a	9	26	-	-	-	-	-
8. Gécamines	a	a	16	-	-	-	-	-
9. Vivres	10	22	2.459	-	-	-	-	-
10. Autres crédits trésorerie	9	8	827	-	-	-	-	-
11. Crédits Banque Mondiale (86)	-	-	-	-	-	-	-	-
B. Crédits à moyen terme	25	115	3.672	5.539	1.572	10.472	36.308	12.310
1. Investissements productifs	18	84	2.803	3.909	707	6.022	28.678	12.310
2. Autres	2	9	544	3	-	-	7.630	-
3. Non couverts	3	12	325	1.627	865	4.450	-	-
4. Crédits BEDEPE	2	10	-	-	-	-	-	-
I. Crédits à décaissement total (A + B)	118	1.027	41.343	764.456	77.647	367.959	2.331.040	2.220.189
II. Crédits d'engagement	246	4.381	112.845	2.666.616	123.017	609.904	4.111.035	4.718.614
1. Crédocs à l'exportation	36	1.241	10.901	607.959	18.383	58.887	680.669	84.621
2. Crédocs à l'importation	161	2.209	51.422	1.157.306	84.443	485.433	2.979.155	3.188.240
payables à l'embarquement	6	136	1.924	88.261	9.102	22.490	88.013	269.350
payables à délai d'embarquement	155	2.073	49.498	1.069.045	75.341	462.943	2.891.142	2.918.890
3. Autres	49	931	50.522	901.351	20.191	65.584	451.211	1.445.753
TOTAL GENERAL (I + II)	364	5.408	154.188	3.431.072	200.664	977.863	6.442.075	6.938.803

Source : Banque Centrale du Congo, Contrôle bancaire

(1) En millions de ZRN à partir de cette année

Tableau IV.13 : Ventilation des crédits bancaires à décaissement par secteur d'activité (1)
(en milliards de ZRZ)

Secteurs d'activité économique	1992	1993		1994 (2)		1995		1996	1997
	Décembre	Juin	Décembre	Juin	Décembre	Juin	Décembre	Décembre	Décembre
Agriculture, forêts, élevage et pêche	13.144	12.518	146.201	1.543	21.594	57.531	111.696	1.233.058	1.260.062
Production minière	892	1.393	14.782	167	470	18.813	12.486	7.230	17.738
Production industrielle	8.281	7.779	87.672	556	11.574	18.350	56.488	44.426	130.361
Bâtiments et travaux publics	2.083	640	7.243	38	1.284	3.920	5.512	97.962	82.248
Energie	1	6	349	2	105	96	5.957	23.989	112.622
Transports	1.467	24.330	5.944	191	7.536	12.792	14.551	105.195	28.520
Distribution	6.754	20.069	167.016	763	14.212	44.410	67.445	215.288	91.640
Commerce, import. biens de consommation	a	a	a	23	-	-	-	132.940	145.881
Commerce, import. biens d'équipement et matières incorporées à la production	1	1	a	a	-	1	2	-	-
Commerce, export. matières premières	2.442	1.885	16.408	220	2.355	6.067	27.477	3.674	-
Commerce, export. prod. finis ou semi-finis	-	-	-	-	-	213	1.987	361	-
Autres	6.278	156.337	318.841	676	14.280	41.000	64.358	466.917	351.117
Total	41.343	224.958	764.456	4.179	77.647	203.193	367.959	2.331.040	2.220.189

Source : Banque Centrale du Congo, Contrôle bancaire

(1) Non compris le portefeuille-titres des banques et les crédits accordés par la Banque Centrale du Congo

(2) En millions de ZRN à partir de cette année

Tableau IV.14 : Ventilation des crédits bancaires à décaissement par branche d'activité
(en milliards de ZRZ)

Branches d'activité	1990	1991	1992	1993	1994 (1)	1995	1996	1997
Production agricole	11	214	6.037	43.477	3.770	76.317	221.904	292.336
Traitement et conditionnement de la production agricole	7	105	1.874	16.340	7.357	22.887	52.935	50.168
Sylviculture et exploitation forestière	3	70	1.230	14.855	1.923	1.430	88.838	67.316
Elevage	1	37	380	5.071	136	213	5.712	1.203
Pêche	a	1	a	a	2	-	-	-
Minerais métalliques	4	8	327	1.799	291	11.420	7.116	7.425
Minerais non métalliques	1	29	498	10.074	4.236	1.430	1.415	508
Alimentation	1	8	47	1.265	502	2.202	1.378	144
Boissons	4	75	2.300	25.327	4.608	93	163	-
Tabac	1	5	178	1.504	539	1.381	-	94
Textiles et confections	6	30	3.145	156.351	2.381	19.354	55.279	22.507
Industries chimiques	2	16	227	2.900	301	14.333	550	6.572
Matériaux de construction	1	2	297	1.039	770	73	-	-
Métallurgie et fabrications métalliques	1	9	279	11.244	41	536	6.579	-
Autres industries manufacturières	4	86	1.219	13.813	639	6.896	19.598	10.718
Eau, gaz, électricité	a	1	3	720	1	1	-	-
Industries du bâtiment et travaux publics	1	7	1.760	6.129	535	1.931	1.693	94.492
Commerce de gros et demi-gros	8	39	1.531	44.813	2.831	20.334	203.236	122.045
Commerce de détail	22	187	6.391	98.184	8.607	36.497	403.722	402.783
Compagnies pétrolières	11	4	1	9.341	76	685	28.886	30.005
Transports	2	17	1.048	3.034	4.329	8.849	66.157	61.849
Entreprises immobilières et d'assurances	a	a	-	5.840	-	7	-	-
Autres services	3	22	117	3.176	3.005	9.433	56.210	44.506
Divers	12	72	4.620	57.421	13.328	66.706	447.618	282.493
Total (2)	106	1.044	33.509	533.717	60.208	303.008	1.668.989	1.497.164

Source : Banque Centrale du Congo, Centrale des risques

(1) En millions de ZRN à partir de cette année

(2) Ne prend en compte que les crédits à partir de 50.000.000 de ZRN

Tableau IV.15 : Ventilation des crédits bancaires de signature par branche d'activité
(en milliards de ZRZ)

Branches d'activité	1990	1991	1992	1993	1994 ⁽¹⁾	1995	1996	1997
Production agricole	4	97	9.237	28.308	1.206	39.072	178.482	69.339
Traitement et conditionnement de la production agricole	3	66	72	3.202	1.293	3.555	2.905	21.925
Sylviculture et exploitation forestière	a	7	1.674	33.274	2.816	5.348	76.953	-
Elevage	4	4	914	146	-	607	-	4.098
Minerais métalliques	3	28	268	205	1	-	694	-
Minerais non métalliques	a	3	a	-	242	7.798	-	-
Alimentation	1	70	73	98	1.830	159	3.602	263.466
Boissons	7	34	2.716	51.023	10.684	9.315	138.202	280.838
Tabac	2	12	563	8.105	2.901	26.309	193.515	265.453
Textiles et confections	11	182	2.472	95.703	11.468	107.411	194.627	244.599
Industries chimiques	3	123	1.079	21.168	2.223	4.022	45.134	71.525
Matériaux de construction	2	31	3.899	30.982	3.022	19.561	153.981	90.146
Métallurgie et fabrications métalliques	5	55	1.101	8.090	1.270	10.018	32.709	93.614
Autres industries manufacturières	17	98	5.514	30.710	1.956	5.084	80.551	117.416
Eau, gaz, électricité	a	a	10	12.100	-	-	517	-
Industries du bâtiment et travaux publics	5	31	267	1.760	163	17.394	9.803	21.527
Commerce de gros et demi-gros	6	96	1.213	5.498	2.236	38.862	200.555	305.600
Commerce de détail	23	152	4.050	20.656	3.336	14.138	178.820	122.059
Compagnies pétrolières	31	216	8.287	307.764	7.510	55.434	22.580	64.558
Transports	4	102	727	6.891	253	2.305	16.969	3.500
Entreprises immobilières et d'assurances	-	a	-	-	-	-	-	-
Autres services	2	312	1.033	5.975	373	16.252	126.090	158.919
Divers	3	291	6.516	491.345	17.829	48.240	256.724	204.734
Total (2)	136	2.010	51.685	1.163.003	72.612	430.884	1.913.413	2.403.316

Source : Banque Centrale du Congo, Centrale des risques

(1) En millions de ZRN à partir de cette année

(2) Ne prend en compte que les crédits à partir de 50.000.000 de ZRN

Tableau IV.16 : Ventilation des crédits bancaires de signature suivant la forme des crédits
(en milliards de ZRZ)

Formes des crédits	1990	1991	1992	1993	1994 ⁽¹⁾	1995	1996	1997
Crédits d'acceptation à l'importation	4	-	-	264	2.573	1.141	-	-
Crédits documentaires à l'importation	102	1.521	28.644	646.885	45.684	345.370	1.488.170	1.450.227
Crédits documentaires à l'exportation	3	270	17.248	468.112	11.759	14.278	93.926	-
Crédits documentaires à l'intérieur	4	28	247	205	-	-	-	-
Lettres de garantie	2	27	185	-	-	175	20.569	-
Cautions	19	153	5.017	47.537	12.596	69.023	308.293	900.089
Avals	2	11	344	-	-	897	2.455	53.000
Total ⁽²⁾	136	2.010	51.685	1.163.003	72.612	430.884	1.913.413	2.403.316

Source : Banque Centrale du Congo, Centrale des risques

(1) En millions de ZRN à partir de cette année

(2) Ne prend en compte que les crédits à partir de 50.000.000 de ZRN

Tableau IV.17 : Ventilation des crédits octroyés par les institutions spécialisées de crédit
par branche d'activité
(en milliards de ZRZ) (1)

Branches d'activité	1990	1991	1992	1993	1994 ⁽¹⁾	1995	1996	1997
Production agricole	7	21	9	2.280	1	479	11.578	10.033
Traitement et conditionnement de la production agricole	6	33	592	33.202	1.085	1.315	1.315	1.315
Sylviculture et exploitation forestière	2	8	12	1	-	-	-	-
Elevage	1	9	200	93	-	-	780	1
Pêche	-	-	-	-	-	-	-	-
Industries métalliques	-	-	-	-	-	-	-	-
Alimentation	a	1	3	1.258	54	-	15.528	15.528
Boissons	a	a	-	-	-	-	-	-
Tabac	-	-	-	-	-	-	-	-
Textiles et confections	2	59	14	46.804	6.744	34.007	252.169	210.425
Industries chimiques	a	a	4	-	-	-	-	-
Matériaux de construction	a	a	a	a	-	85	80	227
Métallurgie et fabrications métalliques	2	30	26	-	-	-	-	-
Autres industries manufacturières	1	12	-	47.650	1.818	25.556	88.230	112.805
Eau, gaz, électricité	-	-	-	-	-	-	-	-
Industries du bâtiment et travaux publics	3	14	183	-	-	-	-	-
Commerce de gros et demi-gros	a	a	a	7.825	39	153	1.195	1.221
Commerce de détail	5	39	89	9.131	3	-	3.665	-
Compagnies pétrolières	a	-	-	-	-	-	-	2.418
Transports	a	-	19	-	-	125	2.718	2.318
Autres services	a	a	-	283	3	-	1.174	-
Divers	12	377	100	7.985	201	8.794	15.807	10.811
Total ⁽²⁾	41	603	1.251	156.512	9.948	70.514	394.239	367.102

Source : Banque Centrale du Congo, Centrale des risques

(1) En millions de ZRN à partir de cette année

(2) Ne prend en compte que les crédits à partir de 50.000.000 de ZRN pour la SOFIDE et 25.000.000 de ZRN pour les autres organismes de crédit

Tableau IV.18 : Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo
(en millions de ZRZ)

	1989	1990	1991	1992	1993	1994 ⁽¹⁾	1995	1996	1997
1. Avoirs extérieurs nets	-229.648	-967.103	-36.167.174	-1.140.330.689	-57.413.780.602	-1.874.690	-9.619.086	-67.608.970	-58.159.164
Avoirs	156.236	512.341	13.897.465	359.399.867	20.320.461.863	513.914	2.523.476	10.694.834	6.674.029
Engagements	385.884	1.479.444	50.064.639	1.499.730.556	77.734.242.465	2.388.604	12.142.562	78.303.804	64.833.193
2. Crédits intérieurs	98.627	427.217	24.702.133	730.398.483	12.720.888.647	142.738	498.099	6.389.754	29.692.414
a) Créances nettes sur l'Etat	89.874	391.318	23.339.648	720.261.549	12.444.404.301	137.769	302.256	4.560.047	27.184.826
b) Crédits à l'économie	8.753	35.899	1.362.485	10.136.934	276.484.346	4.969	195.843	1.829.707	2.507.588
1. Masse monétaire	189.441	691.040	17.034.061	448.874.919	20.817.217.315	531.907	2.464.978	13.698.948	21.323.175
Monnaie	162.438	534.723	12.148.676	378.205.244	14.967.734.589	289.100	1.775.412	9.037.579	17.490.666
Quasi-monnaie	27.003	156.317	4.885.385	70.669.675	5.849.482.726	242.807	689.566	4.661.369	3.832.509
2. Comptes du capital	67.202	-11.874	429.554	68.293.724	984.468.994	-70.583	1.629.913	12.762.067	44.858.237
3. Comptes de réévaluation	-327.446	-891.548	-22.937.125	-993.134.960	-167.245.323.657	-1.673.406	-7.289.780	-53.416.134	-53.921.912
4. Fonds de contrepartie	73	74	78	75	75	-	-	-	-
5. Autres postes nets	-60.291	-327.578	-5.991.608	66.034.036	100.750.745.318	-519.870	-5.926.098	-34.264.097	-40.726.250

Source : Banque Centrale du Congo

(1) En millions de ZRN à partir de cette année

Tableau IV.18 suite : Situation monétaire de la Banque Centrale du Congo
(en millions de ZRN)

	Déc 96	Mars 97	Avril 97	Juin 97	Sept. 97	Déc. 97
1. Avoirs extérieurs nets	-67.608.970	-86.575.250	-94.694.738	-60.444.789	-63.503.970	-58.159.164
Avoirs	10.694.834	15.522.429	17.483.739	12.371.494	11.352.503	6.674.029
Engagements	78.303.804	102.097.679	112.178.477	72.816.283	74.856.473	64.833.193
2. Crédits intérieurs	6.389.754	4.704.689	13.414.144	15.432.289	12.528.724	29.692.414
a) Créances nettes sur l'Etat	4.560.047	2.126.112	10.655.104	13.009.186	9.976.927	27.184.826
b) Crédits à l'économie	1.829.707	2.578.577	2.759.040	2.423.103	2.551.797	5.507.588
1. Masse monétaire	5.715.934	22.930.630	24.243.483	21.564.200	20.450.848	22.865.677
Monnaie	1.054.565	16.902.576	17.887.492	16.551.000	16.527.682	19.033.168
Quasi-monnaie	4.661.369	6.028.054	6.355.991	5.013.200	3.923.166	3.832.509
2. Comptes du capital	12.762.067	17.439.836	19.206.147	24.012.866	24.143.696	44.858.237
3. Comptes de réévaluation	-53.416.134	-74.280.222	-76.906.201	-50.142.581	-51.908.785	-53.921.912
4. Fonds de contrepartie	-	-	-	-	-	-
5. Autres postes nets	-34.264.097	-47.960.805	-47.824.023	-40.446.985	-43.661.005	-40.726.250

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.19 : Situation monétaire des banques créatrices de monnaie
(en millions de ZRZ)

	1989	1990	1991	1992	1993	1994 ⁽¹⁾	1995	1996	1997
1. Avoirs extérieurs nets	12.001	142.562	2.704.499	66.889.023	2.945.205.857	133.454	474.586	1.986.980	628.907
Avoirs	102.890	364.694	7.699.968	194.932.046	8.185.043.570	323.222	1.258.1- 29	8.303.121	7.529.241
Engagements	90.889	222.132	4.995.469	128.043.023	5.239.837.713	189.768	783.543	6.316.141	6.900.334
2. Crédits intérieurs	63.139	114.139	886.216	27.436.271	536.139.183	75.323	319.844	1.641.706	5.398.060
a) Créances nettes sur l'Etat	-1.998	-3.916	-150.964	-13.806.455	-228.111.213	-6.991	-48.075	-688.895	3.178.351
b) Crédits à l'économie	65.137	118.055	1.037.180	41.242.726	764.250.396	82.314	367.919	2.330.601	2.219.709
1. Masse monétaire	145.344	424.401	9.712.235	493.933.500	10.067.295.249	289.496	933.437	7.876.365	11.452.505
Monnaie	111.061	233.617	5.925.432	388.729.289	4.892.253.947	96.884	199.590	1.937.353	4.843.032
Quasi-monnaie	34.283	190.784	3.786.803	105.204.211	5.175.041.302	192.612	733.847	5.939.012	6.609.473
2. Comptes du capital	60.322	125.060	1.106.309	23.545.805	415.888.027	36.488	457.575	2.463.437	13.228.643
3. Comptes de réévaluation	-	-	-	-	-	-	-	-	-
4. Fonds de contrepartie	619	20.392	167.513	2.424.787	517.753.151	3.994	5.878	10.729	5.318
5. Autres postes nets	-131.145	-313.152	-7.395.342	-425.578.798	-7.519.591.387	-121.201	-602.460	-6.721.845	-18.659.499

Source : Banque Centrale du Congo

(1) En millions de ZRN à partir de cette année

Tableau IV.19 suite : Situation monétaire des banques créatrices de monnaie
(en millions de ZRN)

	Déc. 96	Mars 97	Avril 97	Juin 97	Sept. 97	Déc. 97
1. Avoirs extérieurs nets	1.986.980	-22.033	-362.633	-530.188	1.207.877	628.907
Avoirs	8.303.121	10.234.515	9.137.552	8.483.338	8.529.567	7.529.241
Engagements	6.316.141	10.256.548	9.500.185	9.013.526	7.321.690	6.900.334
2. Crédits intérieurs	1.641.706	2.498.884	2.605.105	5.183.671	6.212.815	5.398.060
a) Créances nettes sur l'Etat	-688.895	-543.300	-374.464	3.145.586	3.647.968	3.178.351
b) Crédits à l'économie	2.330.601	3.042.184	2.979.569	2.038.085	2.564.847	2.219.709
1. Masse monétaire	7.876.365	15.000.789	17.672.309	15.650.302	14.449.313	11.452.505
Monnaie	1.937.353	6.881.443	9.267.591	9.945.526	7.302.047	4.843.032
Quasi-monnaie	5.939.012	8.119.346	8.404.718	5.704.776	7.147.266	6.609.473
2. Comptes du capital	2.463.437	8.637.105	8.716.896	12.776.299	12.904.617	13.228.643
3. Comptes de réévaluation	-	-	-	-	-	-
4. Fonds de contrepartie	10.729	12.918	15.800	6.716	5.759	5.318
5. Autres postes nets	-6.721.845	-21.173.961	-24.162.533	-23.779.834	-19.938.997	-18.656.499

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.20 : Réserves de la Banque Centrale du Congo
(en millions de ZRZ)

	1989	1990	1991	1992	1993	1994 (1)	1995	1996	1997
1. AVOIRS EN DEVICES	116.911	410.507	13.313.980	340.415.508	19.169.730.318	472.667	2.365.919	9.743.328	6.657.277
Avoirs libres	116.911	410.507	13.313.980	340.415.508	19.169.730.318	472.667	2.365.919	9.743.328	6.657.277
2. AVOIRS EN DTS	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. DEVICES ET DTS (1+2)	116.911	410.507	13.313.980	340.415.508	19.169.730.318	472.667	2.365.919	9.743.328	6.657.277
4. OR	39.325	101.834	583.485	18.984.359	1.150.731.545	41.247	157.557	951.506	16.752
a) Avoirs en or	39.325	101.834	583.485	18.984.359	1.150.731.545	41.247	157.557	951.506	16.752
- Or en dépôt	7.331	25.902	554.284	18.797.026	85.722.249	2.814	13.185	98.218	16.752
- Or en nantissement	31.903	58.246	6.363	187.333	1.054.219.008	30.845	144.372	853.288	-
- Or Kilo-Moto/SOMINKI	91	-	22.838	-	-	-	-	-	-
- Or D.G.M.P.	-	17.686	-	-	10.790.288	7.588	-	-	-
b) Or à recevoir «swap»	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS à court terme	89.606	392.702	18.496.388	547.589.760	27.320.784.074	787.226	4.626.964	25.342.351	18.981.118
a) Lignes de crédit	71.377	349.391	13.024.288	395.176.548	22.418.364.359	666.233	3.347.809	17.212.028	10.215.096
- Compte 12.000	13	1	955.136	29.302.267	3.124.604.829	43.944	47.505	2.415.738	975.865
- Compte 12.100	71.364	349.390	12.069.152	365.874.281	19.293.759.530	622.289	3.300.304	14.796.290	9.239.231
- Compte 12.110	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) Swap d'or	-	374.00	-	-	-	2.966.00	15.024.00	108.405.00	86.872
- 14.100 Citibank N.Y. Avance Swap	-	374.00	-	-	-	2.966.00	15.024.00	108.405.00	86.872
c) Autres engagements	18.229	42.937	5.472.100	152.413.212	4.902.419.715	118.027	1.264.131	8.021.918	8.679.150
6. RESERVES NETTES (3+4-5)	66.630	119.639	-4.598.923	-188.189.893	-7.000.322.211	-273.312	-2.103.488	-14.647.517	-12.307.089
7. AVOIRS EXTERIEURS NETS	55.352	60.676	-6.113.174	-234.154.907	-9.106.410.820	-345.410	-9.619.086	-67.608.970	-58.159.164
Réserves nettes	66.630	119.639	-4.598.923	-188.189.893	-7.000.322.211	-273.312	-2.103.488	-14.647.517	-12.307.089
F.M.I. position nette	-	-6.221	-	-5.218	-5.218	-1.711	-7.175.474	-50.398.459	-43.625.242
Provisions arriérés	-11.278	-52.742	-1.514.251	-45.959.796	-2.106.083.391	-70.387	-340.124	-2.562.994	-2.226.833

Sources : Banque Centrale du Congo

(1) En millions de ZRZ à partir de cette année

Tableau IV.20 (suite) : Réserves de la Banque Centrale du Congo
(en millions de ZRN)

	1996	1997			
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
1. AVOIRS EN DEVISES	9.743.328	9.466.489	7.973.846	7.866.276	6.657.277
<i>a) Avoirs libres</i>	9.743.328	9.466.489	7.973.846	7.866.296	6.657.277
2. AVOIRS EN DTS	-	-	-	-	-
3. DEVISES ET DTS (1+2)	9.743.328	9.466.489	7.973.846	7.866.276	6.657.277
4. OR	951.506	1.054.075	1.058.055	20.161	16.752
<i>a) Avoirs en or</i>	951.506	1.054.075	1.058.055	20.161	16.752
Or en dépôt	98.218	27.976	28.081	20.161	16.752
Or en nantissement	853.288	1.026.099	1.029.974	-	-
Or Kilo-Moto/SOMINKI	-	-	-	-	-
Or D.G.M.P.	-	-	-	-	-
<i>b) Or à recevoir «swap»</i>	-	-	-	-	-
5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS A C.T	25.342.351	31.024.643	24.170.972	24.637.549	18.636.618
<i>a) Lignes de crédit</i>	17.212.028	21.461.276	17.611.873	17.889.073	10.215.096
Compte 12.000	2.415.738	2.216.241	5.374.492	5.368.151	975.865
Compte 12.100	14.796.290	19.245.035	12.237.381	12.520.922	9.239.231
Compte 12.110	-	-	-	-	-
<i>b) Swap d'or</i>	108.405	139.087	92.745	95.367	86.872
14.100 Citibank N.Y. Avance Swap	108.405	139.087	92.745	95.367	86.872
<i>c) Autres engagements</i>	8.021.918	9.424.280	6.466	6.653.109	8.679.150
6. RESERVES NETTES (3+4-5)	-14.647.517	-20.504.079	-15.139.071	-16.751.112	-12.307.089
7. AVOIRS EXTERIEURS NETS	-67.608.970	-91.577.115	-63.784.382	-66.970.036	-58.159.164
Réserves nettes	-14.647.517	-20.504.079	-15.139.071	-16.751.112	-12.307.089
F.M.I. position nette	-50.398.459	-67.619.872	-46.307.818	-47.794.882	-43.625.242
Provisions arriérés	-2.562.994	-3.453.164	-2.337.493	-2.424.042	-2.226.833

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.20 bis : Réserves de la Banque Centrale du Congo
(en millions USD)

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
1. AVOIRS EN DEVISES	257,2	205,3	209,1	171,1	181,0	147,7	159,5	84,3	62,8
Avoirs libres	257,2	205,3	209,1	171,1	181,0	147,7	159,5	84,3	62,8
2. AVOIRS EN DTS	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. DEVISES ET DTS (1+2)	257,2	205,3	209,1	171,1	181,0	147,7	159,5	84,3	62,8
4. Or	86,5	50,9	9,2	9,5	10,9	12,9	10,6	8,2	0,2
a) Avoirs en or	86,5	50,9	9,2	9,55	10,9	12,9	10,6	8,23	0,2
- Or en dépôt	16,1	13,0	8,7	9,4	0,8	0,9	0,9	0,8	0,2
- Or en nantissement	70,2	29,1	0,1	0,1	10,0	9,6	9,7	7,4	-
- Or Kilo-Moto/SOMINKI	0,2	-	0,4	-	-	-	-	-	-
- Or D.G.M.P.	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) Or à recevoir «swap»	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5. ENGAGEMENTS EXTERIEURS à c.t.	197,1	176,4	290,5	275,2	258,0	246,0	312,0	219,2	179,1
	343,7	-	-	-	-	-	-	-	-
a) Lignes de crédit	157,0	174,7	204,5	198,6	211,7	208,2	225,7	148,9	96,4
- Compte 12.000	-	-	15,0	14,7	29,5	13,7	3,2	20,9	9,2
- Compte 12.100	157,0	174,7	189,5	183,9	182,2	194,5	222,5	128,0	87,2
- Compte 12.100	-	-	-	-	-	-	-	-	-
b) Swap d'or	-	0,2	-	-	-	0,9	1,0	0,9	0,8
- 14.100 Citibank N.Y. Avance Swap	-	0,2	-	-	-	0,9	1,0	0,9	0,8
c) Autres engagements	40,1	21,5	85,9	76,6	46,3	36,9	85,2	69,4	81,9
6. RESERVES NETTES (3+4-5)	146,6	59,8	-72,2	-94,6	-66,1	-85,4	-141,8	-126,7	-116,1
7. AVOIRS EXTERIEURS NETS	-505,1	-483,6	-568,0	-573,0	-542,2	-585,8	-648,6	-584,9	-548,7
Réserves nettes	146,6	59,8	-72,2	-94,6	-66,1	-85,4	-141,8	-126,7	-116,1
F.M.I. position nette	-626,9	-517,0	-472,0	-455,4	-456,2	-478,4	-483,8	-436,0	-411,6
Provisions arriérés	-24,8	-26,4	-23,8	-23,1	-19,9	-22,0	-22,9	-22,2	-21,0

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.21 : Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires
(en milliards de ZRZ)

	1989	1990	1991	1992	1993	1994 ⁽¹⁾	1995	1996	1997
A. Avoirs extérieurs bruts	259.126	877.035	21.597.433	554.331.913	28.505.505.433	837.136	3.781.605	18.997.955	14.203.270
<i>a) Banque Centrale du Congo</i>	156.236	512.341	13.897.465	359.399.867	20.320.461.863	513.914	2.523.476	10.694.834	6.674.029
1. Avoirs en or	39.325	101.834	583.485	18.984.359	1.150.731.545	41.247	157.557	951.506	16.752
2. F.M.I. compte spécial en XDR	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3. Avoirs en devises	116.911	410.507	13.313.980	340.415.508	19.169.730.318	472.667	2.365.919	9.743.328	6.657.277
<i>b) Banques créatrices de monnaie</i>	102.890	364.694	7.699.968	194.932.046	8.185.043.570	323.222	1.258.129	8.303.121	7.529.241
B. Engagements extérieurs	191.773	673.797	25.006.108	721.597.797	34.666.710.396	1.049.092	12.926.105	84.619.945	71.733.527
<i>a) Banque Centrale du Congo</i>	100.884	451.665	20.010.639	593.554.774	29.426.872.683	859.324	12.142.562	78.303.804	64.833.193
1. Crédit F.M.I.	-	6.221	-	5.218	5.218	1.711	7.175.474	50.398.459	43.625.242
2. Autres engagements	100.884	445.444	20.010.639	593.549.556	29.426.867.465	857.613	4.967.088	27.905.345	21.207.951
<i>b) Banques créatrices de monnaie</i>	90.889	222.132	4.995.469	128.043.023	5.239.837.713	189.768	783.543	6.316.141	6.900.334
C. Avoirs extérieurs nets (A - B)	-217.647	-824.541	-33.462.675	-1.073.441.666	-54.468.574.745	-1.741.236	-9.144.500	-65.621.990	-57.530.257
<i>a) Banque Centrale du Congo</i>	-229.648	-967.103	-36.167.174	-1.140.330.689	-57.413.780.602	-1.874.690	-9.619.086	-67.608.970	-58.159.164
<i>b) Banques créatrices de monnaie</i>	12.001	142.562	2.704.499	66.889.023	2.945.205.857	133.454	474.586	1.986.980	628.907

Source : Banque Centrale du Congo

(1) En millions de ZRN à partir de cette année

Tableau IV.21 suite : Situation consolidée des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires
(en millions de ZRN)

	1996	1997			
	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
A. Avoirs extérieurs bruts	18.997.955	25.756.944	20.854.832	19.882.070	14.203.270
<i>a) Banque Centrale du Congo</i>	10.694.834	15.522.429	12.371.494	11.352.503	6.674.029
1. Avoirs en or	951.506	1.054.075	1.058.055	20.161	16.752
2. F.M.I. Compte spécial en DTS	-	-	-	-	-
3. Avoirs en devises	9.743.328	14.468.354	11.313.439	11.332.342	6.657.277
<i>b) Banques créatrices de monnaie</i>	8.303.121	10.234.515	8.483.338	8.529.567	7.529.241
B. Engagements extérieurs	84.619.945	112.354.227	81.829.809	82.178.163	71.733.527
<i>a) Banque Centrale du Congo</i>	78.303.804	ss	72.816.283	74.856.473	64.833.193
1. Crédit F.M.I.	50.398.459	67.619.872	46.307.818	47.794.882	43.625.242
2. Autres engagements	27.905.345	34.477.807	26.508.465	27.061.591	21.207.951
<i>b) Banques créatrices de monnaie</i>	6.316.141	10.256.548	9.013.526	7.321.690	6.900.334
C. Avoirs extérieurs nets (A - B)	-65.621.990	-86597283	-60.974.977	-62.296.093	-57.530.257
<i>a) Banque Centrale du Congo</i>	-67.608.970	-86.575.250	-60.444.789	-63.503.970	-58.159.257
<i>b) Banques créatrices de monnaie</i>	1.986.980	-22.033	-530.188	1.207.877	628.907

Source : Banque Centrale du Congo

Tableau IV.22 : Situation résumée de la Société Financière de Développement
(en millions de ZRZ)

	1990	1991	1992	1993	1994 ⁽¹⁾	1995	1996 ⁽⁴⁾	1997
1. Trésorerie	18.036	142.326	1.679.307	10.472.616	216.838	38.008	1.718	348
2. Crédits à moyen terme et long terme	100.981	641.298	5.373.207	329.600.871	8.012.376	29.399.303	216.547	181.774
3. Crédits à court terme	1.834	298.226	2.214.959	44.965.803	247.871	6.482.602	20.597	447
4. Immobilisés nets	14.689	330.519	3.900.029	215.002.767	8.783.374	33.920.961	235.651	179.317
Avoirs = Engagements	135.540	1.412.369	13.167.502	600.042.057	17.260.459	69.840.874	474.513	361.886
1. Fonds propres	15.042	365.558	3.995.775	215.923.803	8.156.163	32.053.204	234.517	202.479
Capital	260	260	260	260	-	(2) 1	3	202.479
Réserves et provisions	14.782	365.298	3.995.515	215.923.543	8.156.163	32.053.203	234.514	-
2. Quasi-capital	15.892	12.743	16.471	26.604	317	492	12	32
Avance permanente de l'Etat	1	1	1	-	-	-	-	-
Prêts à long terme de l'Etat	5	5	5	5	-	-	-	-
Fonds consolidés ⁽³⁾	15.886	12.737	16.465	26.599	317	492	12	32
3. Prélèvement sur lignes de crédits extérieurs	102.194	631.988	7.214.987	262.967.907	6.873.753	28.103.250	270.415	215.179
4. Bénéfices cumulés	-3.385	104.427	1.010.446	5.665.899	-1.527.939	-11.626.596	-189.906	-221.295
5. Autres éléments nets	5.797	297.653	929.823	115.457.844	3.758.165	21.310.524	159.475	165.491

Source : Société Financière de Développement

1) En milliers de ZRN

2) Capital inférieur à 1 million de ZRN

3) Y compris les fonds divers

4) En millions de ZRN à partir de cette année

Tableau IV.23 : Situation résumée de la Société Mobilière et Immobilière
(en millions de ZRZ)

	1990	1991	1992	1993	1994 (1)
1. Trésorerie	39	97	1.022	22.461	3.073
2. Créances sur les entreprises et les particuliers	53	41	1	1	1
3. Immobilisés nets	-	-	-	-	-
ACTIF = PASSIF	92	138	1.023	22.462	3.074
1. Fonds propres	11	14	36	535	3.836
Capital	3	3	3	3	2
Réserves et provisions	6	9	31	532	3.833
Fonds disponibles pour prime d'émission	2	2	2	-	1
2. Bons de caisse	29	28	-	330	888.987
3. Engagements à court terme	a	-	-	-	-
4. Dépôts à terme	35	35	-	-	-
5. Autres engagements à terme	13	39	1	-	-
6. Bénéfices cumulés	4	22	986	21.597	-889.749

Source : MOBIMO

(1) En ZRN

Tableau IV.24 : Situation résumée de l'Institut National de Sécurité Sociale
(en millions de ZRZ)

	1990	1991	1992	1993 (2)	1994	1995	1996	1997
1. Trésorerie	1.000	4.572	1.958.251	5	1.647	6.838	88.347	338.000
dont : dépôts à terme	206	2	-	-	-	-	-	-
2. Créances sur l'Etat ⁽¹⁾	2	2	2	-	-	-	-	57.824
3. Créances sur les entreprises et les particuliers	3.965	32.504	3.583.527	10	7.763	67.942	576.541	7.827.462
4. Immobilisés nets	152.783	3.132.236	17.622.026	1.605	94.834	424.817	3.141.208	2.808.524
Avoirs = engagements	157.750	3.169.314	23.163.806	1.620	104.244	499.597	3.806.096	11.087.537
1. Réserves de sécurité	853	853	761	a	a	a	38.934	38.934
a) Allocations familiales	272	272	232	a	a	a	16.226	16.226
b) Risques professionnels	165	165	529	a	a	a	8.597	8.597
c) Pensions	416	416	-	-	-	-	14.111	14.111
2. Fonds de roulement	151.992	3.255.236	20.913.245	1.605	93.835	431.148	3.106.739	3.207.245
a) Allocations familiales	51	51	814	a	-	-	1.455	1.455
b) Risques professionnels	13	13	760	a	-	-	72	72
c) Pensions	68	67	425	a	-	-	163	163
d) Plus-value de réévaluation des immobilisés	151.860	3.255.105	20.911.246	1.605	93.835	431.148	3.105.049	3.205.555
3. Engagements à court terme	1.121	432	253.433	1	6.079	14.972	155.275	103.904
4. Résultat à affecter	1.049	-96895	1.114.722	12	-136	40.747	444.510	1.009.611
5. Autres éléments nets	2.735	9.688	881.645	2	4.466	12.730	60.638	6.727.843

Source : Institut National de Sécurité Sociale

1) Non compris les cotisations non versées par l'Etat

2) En millions de ZRN à partir de 1993

Tableau IV.25 : Situation résumée de la Société Nationale d'Assurances (1)
(en millions de ZRZ)

	1990	1991	1992 ⁽⁴⁾	1993 ⁽⁵⁾	1994	1995	1996
1. Trésorerie	1.349	21.240	2.159	26	5.644	15.916	129.046
2. Créances diverses	11.449	124.545	5.669	98	17.044	102.792	293.644
3. Réassurance	9.439	453.851	20.836	244	44.337	86.889	378.341
4. Immobilisés nets ⁽²⁾	9.053	2.013.656	16.743	370	37.551	188.200	2.009.989
ACTIF = PASSIF	31.290	2.613.292	45.407	738	104.576	393.797	2.811.020
1. Fonds propres	4.139	1.977.656	14.954	408	30.130	172.745	2.047.732
a) Capital libéré ⁽³⁾	1	1	1	1	1	1	1
b) Bénéfices et réserves	4.138	1.977.655	14.953	407	30.129	172.744	2.047.731
2. Provisions techniques	17.191	440.620	22.835	260	64.543	144.624	257.979
3. Provisions mathématiques	904	1.896	338	1	601	10.876	46.626
4. Engagements à court terme	6.154	128.755	6.615	60	11.022	60.475	432.858
5. Autres éléments nets	2.902	64.365	665	9	-1.720	5.077	25.825

Source : Direction Financière de la SONAS

(1) Capital non libéré 4.450

(2) Y compris le portefeuille titres

(3) A titre symbolique

(4) En milliards de ZRZ

(5) En millions de ZRN à partir de 1993

Tableau IV.26 : Recettes et dépenses de différentes branches d'assurances
(en millions de ZRZ)

	1990	1991	1992	1993 ⁽²⁾	1994 ⁽³⁾	1995	1996
I. RECETTES	33.319	595.329	36.979.400	1.226.223	67.135	229.524	806.178
<i>1. Primes et frais</i>	21.658	162.078	17.042.319	452.637	26.597	143.133	554.221
Automobiles et cycles	14.634	67.211	4.694.728	125.727	11.918	68.149	361.419
Incendie	1.158	4.329	323.993	3.408	504	4.549	23.369
Transport	4.621	69.475	2.813.860	49.737	2.421	28.787	149.113
Risques divers (1)	597	19.003	9.130.532	271.551	10.856	40.004	17.326
Vie	648	2.060	79.206	2.214	898	1.644	2.994
<i>2. Autres recettes</i>	11.661	433.251	19.937.081	773.586	40.538	86.391	251.956
II. DEPENSES	36.826	658.750	39.363.498	1.332.492	90.307	302.184	1.089.272
<i>1. Règlements des sinistres</i>	4.307	67.108	875.862	176.817	1.365	15.427	89.832
Automobiles et cycles	2.233	5.718	256.847	4.404	1.111	11.372	70.270
Incendie	405	1.066	8.432	117	140	65	7196
Transport	1.395	58.892	395.765	5.643	76	2.834	7.675
Risques divers (1)	215	1.298	214.262	166.632	37	585	4.191
Vie	59	134	556	21	1	571	500
<i>2. Commissions</i>	1.939	17.559	1.027.331	13.374	1.305	10.537	80.322
<i>3. Dépenses d'exploitation</i>	11.627	62.864	3.140.530	71.892	8.875	88.102	568.101
<i>4. Provisions diverses</i>	14.513	433.427	23.173.751	778.065	65.075	127.156	205.163
<i>5. Charges diverses</i>	4.440	77.792	11.146.024	292.344	13.687	60.962	145.854
III. SOLDE (I - II)	-3.507	-6.3421	-2.384.099	-106.269	-23.172	-72.660	-283.094

Source : Direction Financière de la SONAS

(1) Y compris les primes et frais ainsi que les règlements des sinistres multi-branches

(2) En milliards de ZRZ

(3) En millions de ZRN à partir de 1994

Tableau IV.27 : Situation résumée du Fonds de Promotion de l'Industrie
(en millions de ZRZ)

	1991	1992	1993	1994 ⁽¹⁾	1995	1996	1997
1. Trésorerie	8.639	822.848	4.118.124	761	2.720	35.417	166.896
2. Réalisable	41.437	2.039.272	25.149.927	3.956	41.357	245.010	785.773
dont : entreprises débitrices	36.425	1.359.985	10.866.813	2.217	12.893	49.803	109.206
prêts à court terme	2.624	338.907	9.082.928	855	14.850	83.626	67.893
3. Immobilisés nets	60.350	1.258.931	46.322.293	1.975	9.755	75.564	175.702
Avoirs = engagements	110.426	4.121.051	75.590.344	6.692	53.832	355.992	1.128.371
1. Fonds propres	74.068	2.721.051	63.994.576	4.353	38.398	284.862	983.714
dont : capital social	453	453	453	151	151	151	100.447
Fonds de dotation	33.498	1.970.812	23.010.337	3.581	31.462	241.718	860.275
2. Engagements à court terme	36.478	1.406.868	11.613.335	143	2.649	22.376	36.638
3. Autres éléments nets	-120	-6.892	-17.567	2.196	12.785	48.754	108.019

Source : Direction Financière du F.P.I.

(1) En millions de ZRN à partir de cette année

DEUXIEME PARTIE

***L'ADMINISTRATION, LES ACTIVITES
ET LES COMPTES DE LA BANQUE***

CHAPITRE I

L'ADMINISTRATION ET LES ACTIVITES DE LA BANQUE

I. HAUTE DIRECTION DE LA BANQUE

La composition de la Haute Direction a connu d'importantes modifications après le 17 mai 1997. Par Arrêté Ministériel n° 005/CAB/MIN/FIN/97 du 27 juin 1997, un Comité de Gestion chargé de liquider les affaires courantes a été mis en place. Il était composé de Messieurs KAYOKELA KASANGULA, NGANDU KALONDA BUJITU et KAHILU MBAKA. Monsieur J-C MASANGU MULONGO a été nommé Gouverneur de la Banque Centrale du Congo par décret présidentiel n° 016 du 09 août 1997 et Monsieur Nestor DIAMBWANA Vice-Gouverneur par décret présidentiel n° 055 du 26 novembre 1997.

II. ADMINISTRATION DE LA BANQUE

Dans le cadre de la gestion courante de la Banque, le Gouverneur a diffusé au cours de l'année 1997 les principaux ordres de service ci-après :

- Ordre de Service n° 1141 du 2 janvier 1997 relatif à la mise en place des Chefs de Départements ;
- Ordre de Service n° 1144 du 24 février 1997 portant mise en place du Comité de liquidation de la N.B.K. ;
- Ordre de Service n° 1154 du 11 septembre 1997 portant création de la Cellule Technique pour la Réforme Monétaire (CETEREM) chargée de la conception, de l'exécution et du suivi de la Réforme Monétaire ;
- Ordre de Service n° 1156 du 12 novembre 1997 relatif à la réhabilitation du Bureau de Représentation de la Banque Centrale du Congo à Bruxelles ;
- Ordre de Service n° 1162 du 2 octobre 1997 relatif à la composition du Cabinet du Gouverneur.

III. PARTICIPATION DE LA HAUTE DIRECTION AUX REUNIONS INTERNATIONALES

- Du 17 au 27 septembre 1997 à Hong Kong (Chine), le Gouverneur a participé aux Assemblées Annuelles du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale ;
- Du 28 octobre au 08 novembre 1997, le Gouverneur a effectué une mission officielle en Suède, Belgique et aux Etats - Unis d'Amérique dans le cadre notamment des préparatifs de la Réforme Monétaire ;
- Du 30 novembre au 06 décembre 1997, le Gouverneur a participé à la réunion des Amis du Congo à Bruxelles (Belgique) organisée sous l'égide de la Banque Mondiale et consacrée au programme de stabilisation et de relance de la République Démocratique du Congo.

IV. PERSONNEL DE LA BANQUE

Au 31 décembre 1997, le personnel de la Banque a totalisé 3.031 agents contre 3.187 en 1996, soit une diminution des effectifs de 4,9 %. Cette évolution est consécutive principalement à 85 cas de mise à la retraite, 30 cas de décès, 20 cas de mise en disponibilité et 21 cas de licenciement.

A fin décembre 1997, le personnel de sexe féminin s'élevait à 642 unités contre 675 au terme de l'année 1996, soit une contraction de 4,9 %. Cette évolution s'explique essentiellement par 10 cas de mise à la retraite, 10 détachements et mise en disponibilité ainsi que 3 cas de décès.

L'effectif global des personnes à charge de la Banque représentait une population de 26.185 unités en 1997 contre 25.382 en 1996.

Cette population se compose de la manière ci-après :

DESIGNATION	Au 31/12/96	Au 31/12/97	VARIATION	
			En nombre absolu	En %
Total agents	3.187	3.031	-156	-4,9
(dont sexe féminin)	(675)	(642)	(-33)	(-4,9)
Epouses	3.087	3.046	-41	-1,3
(dont épouses des agents passifs)	(702)	(745)	(+43)	(6,1)
Enfants	16.136	18.289	+2.153	13,3
(dont enfants des agents passifs)	(2.074)	(4.281)	(+2.207)	(106,4)
Retraités	826	879	+53	6,4
Veuves	456	489	+33	7,2
Orphelins	1.690	451	-1.239	-73,3
TOTAL	25.382	26.185	803	3,2

Par rapport au niveau d'études, les effectifs du personnel ont évolué de la manière suivante :

DESCRIPTION	31/12/96	31/12/97	VARIATION	
			En nombre absolu	En %
Licences et Post – Licences	472	452	-20	-4,2
Graduat	371	362	-9	-2,4
Secondaire degré supérieur	734	717	-17	-2,3
Secondaire degré inférieur	1.139	1.074	-65	-5,7
Primaire	362	337	-25	-7,0
Analphabète	109	89	-20	-18,3
TOTAL	3.187	3.031	-156	4,9

V. FORMATION

Au cours de l'année 1997, la politique poursuivie en matière de formation s'est inscrite dans la logique d'amélioration des compétences des agents de la Banque Centrale du Congo. Concrètement, cette politique s'est traduite par des actions de formation, d'initiation, de perfectionnement, de recyclage et par des cours d'anglais.

Dans cette optique, un programme minimum de 20 actions de formation a été arrêté en 1997 pour un budget de US \$ 169.493; mais compte tenu des changements politiques intervenus dans le pays au cours de la période sous revue, la Banque Centrale n'a pu organiser que 8 actions en faveur de 64 agents pour un coût global de US \$ 89.938.

Ces actions de formation ont concerné essentiellement des stages au Fonds Monétaire International (2 agents), à l'International Legal Institute (ILI) (1 agent) et à l'ISCF (2 agents). De même, des cours de comptabilité (14 agents) et d'anglais (14 agents) ont aussi été dispensés par la Direction de Formation du Personnel et enfin, ladite Direction a également organisé la 5^{ème} session de formation des inspecteurs en faveur de 14 agents de la Banque Centrale.

CHAPITRE II

LA REGLEMENTATION DU CREDIT ET DU CHANGE

I. REGLEMENTATION DU CREDIT

La Banque Centrale a maintenu, en 1997, son dispositif réglementaire basé sur la notion de capacité de financement et sur le recours à des taux de refinancement ajustables en fonction de l'inflation.

L'assiette de calcul des capacités de financement des banques créatrices de monnaie n'a subi aucune modification. Les ratios de couverture des crédits par les dépôts des clients ont été maintenus au niveau atteint après la huitième modification de l'instruction n° 1, intervenue le 6 avril 1995.

Au terme de cette modification, le coefficient de couverture a été porté à 50 % pour les dépôts à vue contre 25 % précédemment. Quant aux ratios de couverture des crédits par les dépôts à terme, ils ont été figés à 50 % pour ceux d'une maturité de moins de 3 mois et à 100 % pour une maturité supérieure.

Conformément à sa politique de taux d'intérêt positifs et flexibles et à la faveur du recul de l'inflation, la Banque Centrale a réajusté 8 fois son taux de rées-compte. De 298 % au 15 janvier 1997, il a en effet été ramené à 147 % au 24 mars, 35 % au 7 juillet et 13 % au 31 décembre 1997.

Tous les autres taux de la Banque ont subi la même évolution, ainsi que l'indique le tableau ci-dessous en pourcentage :

	1995	1996	1997
Réescompte.....	125	238	13
Call Money	130	243	18
Avances en comptes courants			
- 1 ^{ère} ligne	133	253	28
- 2 ^{ème} ligne	140	-	-

II. REGLEMENTATION DE CHANGE

D'une manière générale, les dispositions réglementaires en matière de change instituées par le règlement n° 1 du 27 décembre 1996 portant Nouvelle Réglementation de Change en R.D.C. sont demeurées inchangées.

Pour rappel, les principales innovations introduites par cette réglementation concernent :

- la libre détention des avoirs en monnaies étrangères sur le territoire national ;
- l'abolition, pour les opérateurs économiques, de l'obligation de souscrire des licences pour importer ou exporter ;
- la suppression, pour les exportateurs, de l'obligation de rétrocéder tout ou partie des recettes d'exportation aux banques ou à la Banque Centrale ;
- la libéralisation des mouvements de capitaux liés aux investissements directs et de portefeuille, ainsi que des transferts de revenus et de préfinancements, lesquels doivent néanmoins s'opérer par voie bancaire ;
- l'abolition de l'obligation, pour les banques, de requérir l'autorisation préalable de la Banque Centrale pour ouvrir les comptes RME et NRME pour leurs clients ;
- la possibilité accordée aux banques de rendre débiteurs les comptes susvisés.

Néanmoins, pour mettre un terme aux tracasseries subies par les banques et les opérateurs économiques à l'occasion des transferts physiques des capitaux, la Banque Centrale a été amenée à édicter des dispositions particulières concernant l'importation et l'exportation physique des monnaies étrangères d'une part, et d'autre part, le transport sur le territoire national des fonds en devises étrangères ou en monnaie nationale.

Aux termes de celles-ci, la Banque Centrale rend notamment obligatoire l'obtention de son autorisation pour le transport des fonds par les voyageurs, à partir de l'équivalent de 20.000 dollars US.

Ces nouvelles dispositions précisent toutefois que les banques bénéficiaires des autorisations pour exporter physiquement des monnaies étrangères ont obligation de verser ces avoirs dans leurs comptes auprès des correspondants étrangers pour permettre le recyclage de ceux-ci dans le circuit économique congolais, à travers notamment le financement des opérations du commerce extérieur.

Par ailleurs, en application des mesures d'encadrement prises par le Gouvernement pour la pratique du cambisme en République Démocratique du Congo, l'activité professionnelle d'achat et de vente des monnaies étrangères contre la monnaie nationale est subordonnée, depuis le 12 juin 1997, à la détention d'une licence d'exploitation à se procurer auprès de la Banque Centrale moyennant paiement de 50 dollars US.

CHAPITRE III

L'ANALYSE DU BILAN, DU COMPTE DE PERTES ET PROFITS ET DES COMPTES D'ORDRE POUR L'EXERCICE 1997

BILAN AU 31 DECEMBRE 1997

Le bilan de la Banque Centrale du Congo a totalisé 511.728,45 milliards de NZ à fin décembre 1997 contre 166.415,15 milliards une année auparavant, soit une augmentation de 345.313,20 milliards.

En avoirs, cette progression est expliquée essentiellement par la réévaluation des immobilisés qui représentent 53 % du total de l'actif.

En engagements, l'évolution observée est imputable à la hausse du fonds de réserve et d'amortissement constitué à la suite de la réévaluation comptable des valeurs immobilisées. La rubrique " fonds de réserve et d'amortissement " représente 59 % de l'ensemble du passif.

ACTIF

ENCAISSE-OR

L'encaisse-or est évaluée à NZ 16.751.774.337,76 au 31 décembre 1997 contre NZ 951.505.472.330,43 une année auparavant, soit une baisse de NZ 934.753.697.992,67 qui se justifie par la vente de 621.260 grammes d'or. L'encaisse-or a été évaluée au prix de 289,10 USD, l'once d'or fin.

	Au 31 décembre 1996	Au 31 décembre 1997
Or au Congo..... NZ	-	-
Or à l'étranger NZ	951.505.472.330,43	16.751.774.337,76
NZ	951.505.472.330,43	16.751.774.337,76

ACCORDS INTERNATIONAUX

Cette rubrique enregistre les avoirs en droits de tirage spéciaux auprès du FMI et la souscription de la République Démocratique du Congo au capital de cette institution.

Les avoirs en DTS qui totalisaient NZ 2.461.495.766,60 au 31 décembre 1996 sont passés à un solde nul au terme de l'exercice 1997, la Banque n'ayant effectué

aucun règlement au titre de commissions, ni même de rachat des DTS au Fonds Monétaire International.

La participation de la République Démocratique du Congo au capital du Fonds Monétaire International est passée de NZ 9.106.567.625.250,00 à fin décembre 1996 à NZ 7.882.195.869.254,00 une année après, soit une baisse de NZ 1.224.371.755.996,00 qui s'explique par l'appréciation du cours de change de la monnaie nationale. En DTS, cette souscription est restée inchangée et se chiffre à DTS 54.872.427.

	Au 31 décembre 1996	Au 31 décembre 1997
Avoirs en DTS NZ	2.461.495.766,60	-
Souscription DTS NZ	9.106.567.625.250,00	7.882.195.869.254,00
NZ	9.109.029.121.016,60	7.882.195.869.254,00

AVOIRS A VUE ET A COURT TERME EN MONNAIES ETRANGERES

De NZ 10.414.594.282.556,40 à fin 1996, les avoirs bruts en devises étrangères sont passés à un total de NZ 7.268.812.892.803,72 au terme de l'exercice 1997, soit une baisse de NZ 3.145.781.389.752,68. Exprimés en devises, ces avoirs qui totalisaient USD 90.651.920 à fin 1996 sont descendus à USD 68.848.858 au 31 décembre 1997, soit une baisse de USD 21.803.062 qui résulte des ajustements des avoirs en monnaies étrangères et de la régularisation par la Direction de Change des opérations en suspens.

AVOIRS A VUE	Au 31 décembre 1996	Au 31 décembre 1997
Correspondants ordinaires NZ	5.675.053.233.092,67	4.678.564.304.114,73
Caisse M.E. NZ	- 27.335.794.188,77	568.058.509.995,44
(A) NZ	5.647.717.438.903,90	5.246.622.814.110,17

AVOIRS A COURT TERME	Au 31 décembre 1996	Au 31 décembre 1997
Placements NZ	44.000.177.172,00	13.155.226.460,00
M.E. à recevoir NZ	2.712.733.962.001,00	475.948.080.612,00
M.E. à récupérer NZ	6.118.355.341,00	4.903.020.322,00
Prov. pour crédoc à change couvert NZ	1.296.307.628.472,30	883.008.387.986,55
Avances en M.E. rés. NZ	5.780.000.000,00	5.300.000.000,00
Traveller checks reçus NZ	3.651.804.000,00	3.348.540.000,00
Avances accordées par le BRD au Personnel en mission NZ	1.292.419.912,20	933.366.252,00
Avances M.E. récupérables tranche Belgolaise NZ	696.992.496.754,00	635.593.457.061,00
(B) NZ	4.766.876.843.652,50	2.022.190.078.693,55
(A)+(B) NZ	10.414.594.282.556,40	7.268.812.892.803,72

CREANCES SUR LE TRESOR PUBLIC

D'un total de NZ 4.510.261.256.969,99 au 31 décembre 1996, l'endettement du Trésor public auprès de la Banque Centrale a diminué de NZ 3.181.636.475.379,93 en 1997 et s'est situé à NZ 1.328.624.781.590,06 au terme de l'exercice.

En fait, l'endettement de l'Etat s'élève à NZ 33.203.481.609.909,86 dû essentiellement aux avances directes faites à l'ancien régime auxquelles s'ajoutent les intérêts débiteurs tant sur les découverts que sur les créances consolidées à fin 1994. Il convient de noter que les pertes d'exploitation de la Banque Centrale relatives aux exercices 1994, 1995 et 1996 ont été portées au débit du compte général du Trésor, soit un montant de NZ 3.025.066.580.431,76 conformément à l'article 11 des statuts de la Banque Centrale.

Le solde débiteur de l'ancien compte général du Trésor, soit NZ 31.879.064.611.552,25 a été porté dans un compte transitoire d'actif, " avance au Trésor à consolider ", en attendant les négociations avec le gouvernement.

	Au 31 décembre 1996	Au 31 décembre 1997
Avances de trésorerie NZ	4.341.568.591.774,52	1.330.758.685,86
Avances en comptes transitoires		
des dépenses du Trésor Public NZ	1.247.896.586,75	1.051.239.286.340,05
Créance consolidée NZ	167.443.143.684,87	0,55
Avances directes au Trésor NZ	0,53	0,53
Avances en comptes NZ	460.598,45	1.225.453,78
Avances en comptes de gestion NZ	1.164.290,68	276.053.511.075,10
Effets et fonds publics NZ	34,19	34,19
NZ	4.510.261.256.969,99	1.328.624.781.590,06

CREANCES SUR LES ORGANISMES ET ENTREPRISES PUBLICS ET SEMI-PUBLICS

D'un encours de NZ 457.773.495.108,52 à fin 1996, les créances sur les organismes publics et semi-publics se sont élevées à NZ 458.900.443.077,93 à fin 1997, soit une hausse de NZ 1.126.947.969,41 provenant des découverts enregistrés dans les comptes de la Caisse d'Epargne du Congo (CADECO) en provinces.

	Au 31 décembre 1996	Au 31 décembre 1997
CADECO NZ	455.969.680.209,78	456.349.057.918,17
Organisme à caractère administratif NZ	1.742.144,22	2.016.429.581,68
Organisme d'exploitation services		
publics et régies NZ	1.791.137.906,00	494.467.136,61
Entreprises à caractère industriel		
et commercial NZ	10.934.848,52	40.488.441,47
NZ	457.773.495.108,52	458.900.443.077,93

CREANCES SUR LE SECTEUR PRIVE

Les créances sur le secteur privé ont enregistré une baisse de NZ 129.501.232.801,98 qui s'explique par le remboursement des prêts accordés à la Banque Continentale du Congo et à la Banque Internationale du Crédit ainsi que par le règlement de la créance détenue sur la Banque Congolaise du Commerce Extérieur.

	Au 31 décembre 1996	Au 31 décembre 1997
Découverts sur les banques agréées		
congolaises NZ	1.106.289.814.980,38	392.456.784.609,25
Crédit au secteur privé repris aux		
Banques congolaises NZ	354,67	354,67
Prêts accordés aux banques NZ	75.000.000.000,00	-
Avances au personnel de la BCC NZ	542.370.497.523,25	1.201.702.295.092,40
NZ	1.723.660.312.858,30	1.594.159.080.056,32

DEBITEURS DIVERS ET COMPTES TRANSITOIRES DE L'ACTIF

D'un total de NZ 138.889.137.985.082,00 à fin 1996, le compte débiteurs divers est passé à NZ 219.244.091.625.805,00 à fin 1997, soit une hausse de NZ 80.354.953.640.723,40 provenant essentiellement des différences négatives de conversion des opérations en monnaies étrangères et des avances au Trésor à consolider.

	Au 31 décembre 1996	Au 31 décembre 1997
Contre-valeur de change NZ	2.640,44	-
Rémunérations payées d'avances		
au personnel NZ	46.153.062.270,65	81.819.251.257,52
Valeur à récupérer sur vente		
matériel roulant NZ	-	133.820.972.000,00
Débours à récupérer CETEREM NZ	-	229.298.040.000,00
Débours à récupérer réforme mon. NZ	-	1.013.094.400,00
Institutions finan.av.spéc. réf.mon. NZ	10.894.099,99	-
Débours à recevoir NZ	191.684.441,01	-
Valeur à récupérer or brut exporté NZ	- 19,26	-
Avances sur commandes NZ	78.183.732.657,51	124.191.001.818,03
Contributions sur rémunération à		
récupérer NZ	218,86	-
Divers à récupérer NZ	69.620.277.630,35	152.384.968.118,52
Frais émission Bons du Trésor NZ	15.498.033.468,36	-
Crédit en suspens sur compte		
Trésor B. compte CHG NZ	- 42.028.630.149,61	-
Prêt consenti convention 11/12/1992 NZ	157.266.666,67	157.266.666,67

Charges d'exploitation à régulariser

Directions gestionnaires	NZ	905.913.091,19	5.353.421.453,19
Avances payées dépenses d'invest.	NZ	144.312.243.782,18	177.844.023.683,97
Comptes transitoires d'actif	NZ	581.718.202.440,19	48.936.122.095.881,20
Comptes de réévaluation	NZ	134.541.111.952.205,00	169.400.474.939.458,00
Charges à répartir et dépenses à régulariser	NZ	2.497.071.069,09	1.612.551.068,17
Comptes de liaison siège, Directions provinciales et agences	NZ	431.415.791.712,31	-
Déficits d'exploitation exercices ant.	NZ	3.019.390.486.856,81	-
	NZ	138.889.137.985.082,00	219.244.091.625.805,00

PORTEFEUILLE

Au terme de l'exercice 1997, le portefeuille de la Banque Centrale du Congo a enregistré une baisse de NZ 29.359.800.350,00, se situant à NZ 35.407.931.167,56 contre NZ 64.767.731.517,56 une année plus tôt.

	Au 31 décembre 1996	Au 31 décembre 1997
Portefeuille obligations en devises	NZ 4.236.524.465,00	3.394.991.691,00
Portefeuille Bons du Trésor USA	NZ 34.680.000.000,00	31.800.000.000,00
Devises versées aux banques agréées ...	NZ 25.851.201.436,00	212.933.860,00
Participation dans les organismes publics et semi-publics	NZ 12,13	12,13
Participation de la Banque Centrale du Congo au BEID	NZ 3,33	3,33
Participation de la BCC au capital de la NBK	NZ 5.601,10	5.601,10
NZ	64.767.731.517,56	35.407.931.167,56

IMMOBILISE

De NZ 294.417.657.945,21 au terme de l'exercice 1996, les immobilisations de la Banque Centrale du Congo sont évaluées à NZ 273.899.515.313.934,00 soit une hausse de NZ 273.605.097.655.988,00 qui est expliquée d'une part, par les investissements réalisés en 1997 notamment, l'acquisition des immeubles et terrains, dont la part relative est de 99,8 % dans cet accroissement, des matériels et mobiliers ainsi que des véhicules et d'autre part, par la réévaluation des actifs immobilisés.

PASSIF

BILLETS ET PIECES EN CIRCULATION

La valeur des billets et pièces en circulation hors Banque Centrale s'est accrue de NZ 7.472.139.513.893,46 au cours de l'exercice 1997, portant ainsi son total à NZ 16.759.560.159.078,60 à fin 1997 contre NZ 9.287.420.645.185,20 une année plus tôt. Le taux d'accroissement a accusé ainsi une décélération et s'est situé à 80,5 % en 1997 contre 442 % l'année précédente.

	Au 31 décembre 1996	Au 31 décembre 1997
Emissions NZ	10.101.433.962.285,20	20.446.074.761.562,40
Encaisses NZ	- 814.013.317.100,00	-3.686.514.602.483,79
NZ	9.287.420.645.185,20	16.759.560.159.078,60

ENGAGEMENTS A VUE ET A COURT TERME EN MONNAIES ETRANGERES

D'un total de NZ 33.139.630.544.109,10 à fin 1996, l'encours des engagements à vue et à court terme en devises est passé à NZ 25.484.402.481.775,10 au 31 décembre 1997, soit une baisse de NZ 7.655.228.062.333,99.

ENGAGEMENTS A VUE	Au 31 décembre 1996	Au 31 décembre 1997
Correspondants à découvert non résidents NZ	2.415.738.446.054,50	975.864.504.944,39
Non-résidents autres que correspondants NZ	477.169.883.070,00	388.908.129.739,76
R.M.E. résidents NZ	430.531.132.508,00	549.463.566.698,37
F.I.D.A./PRODALU NZ	29.616.583.592,00	27.157.074.920,00
Sommes en ME mises à disposition NZ	18.150.522.485,40	33.085.327.602,60
(A) NZ	3.371.206.567.709,90	1.974.478.603.905,12
Zaïres convertibles NZ	4.030.819.513.163,89	3.414.272.061.500,89
Fournisseurs étrangers à payer NZ	1.647.383.400.389,47	838.208.956.562,60
Monnaies étrangères reçues NZ	681.370.704.669,51	530.833.660.015,17
(B) NZ	6.359.573.618.222,87	4.783.314.678.078,66
ENGAGEMENTS A COURT TERME	Au 31 décembre 1996	Au 31 décembre 1997
Avances spéciales reçues NZ	14.796.289.508.769,20	9.239.231.080.573,20
Arriérés commerciaux NZ	2.562.993.558.170,00	2.226.832.760.831,00
Avances reçus de non-résidents autres que les correspondants NZ	-	2.462.713.804.600,00
Ordonnancement du Trésor en ME NZ	13.411.793.814,00	12.275.290.004,00
Dépôts à terme des résidents en ME NZ	3.651.005.204,00	3.347.807.540,00
ME à livrer aux résidents NZ	14.974.149.067,00	12.210.327.873,00
ME à livrer aux non-résidents NZ	4.036.704.647,00	3.721.781.799,85
Provision pour crédoc à change couvert NZ	1.266.462.486.975,10	871.998.895.757,25
Prêts belges aux résidents NZ	2.570.699.099.854,00	2.060.061.769.311,00
Avances pour importations des biens essentiels NZ	12.269.784,00	11.250.840,00
Caution diamant et or	375.035.011.000,00	335.408.857.000,00

OGEDep provisions en ME	NZ	969.488.103.412,00	777.404.457.401,00
Provision et utilisation ligne			
confirmation Belgoise	NZ	97.066.080.670,00	77.721.125.681,00
ME cédées à crédit	NZ	359.030.534.790,00	299.169.942.880,00
ME à livrer aux non-résidents dans			
le cadre de l'opération SWAP	NZ	375.000.000.000,00	344.500.000.000,00
Provisions pour achats pétrole	NZ	52.020,00	47.700,00
(C) NZ		23.408.850.358.176,00	18.726.609.199.791,30
(A)+(B)+(C) NZ		33.139.630.544.109,10	25.484.402.481.775,10

COMPTES COURANTS DU TRESOR

Cette rubrique enregistre les opérations des comptes des pouvoirs publics ainsi que des comptes de réserve.

Les comptes directs du Trésor ont totalisé NZ 2.947.630.685.390,27 à fin 1997 contre NZ 25.579.975.675,31 une année plus tôt, soit une augmentation de NZ 2.922.050.709.714,96 provenant d'une amélioration des recettes du Trésor au cours de l'exercice 1997.

Les comptes des pouvoirs publics ont progressé de NZ 2.083.774.744.571,39 en 1997. Cette hausse résulte principalement de l'approvisionnement des comptes du Gouvernement et de la Présidence de la République. Ils se sont ainsi situés à NZ 2.814.627.412.257,10 à fin 1997 contre NZ 730.852.667.685,72 une année auparavant.

	Au 31 décembre 1996	Au 31 décembre 1997
Présidence comptes généraux et		
spécifiques	NZ 39.232.456.242,78	466.917.800.675,09
Comptes directs du Trésor	NZ 25.579.975.675,31	2.947.630.685.390,27
Autres pouvoirs publics	NZ 691.620.211.242,94	2.347.709.611.582,01
NZ	756.432.643.361,03	5.762.258.097.647,37

COMPTES COURANTS DES ORGANISMES ET ENTREPRISES PUBLICS ET SEMI-PUBLICS

	Au 31 décembre 1996	Au 31 décembre 1997
Organismes à caractère		
administratif et éducatif	NZ 1.642.000.960,04	52.888.546.496,00
Organismes d'exploitation des		
services et régies	NZ 45.180.280.599,64	69.542.304.840,28
Entreprises à caractère industriel		
et commercial	NZ 25.857.261,06	32.375.246
Institutions financières	NZ 3.811.772.339,11	30.860.647.295,12
Autres organismes et entreprises	NZ 1.183.075,94	-
NZ	50.661.094.235,79	153.323.873.877,44

COMPTES COURANTS DES BANQUES CREATRICES DE MONNAIE

Les avoirs des banques agréées dans les livres de la Banque Centrale ont accusé une hausse de NZ 2.605.724.274.453,62 au cours de l'exercice 1997, passant de NZ 1.100.633.531.744,69 au 31 décembre 1996 à NZ 3.706.357.806.198,31 une année après. Cette évolution est expliquée par la progression des avoirs dans les comptes ordinaires.

	Au 31 décembre 1996	Au 31 décembre 1997
Avoirs en comptes ordinaires NZ	1.098.980.296.004,89	3.706.213.350.467,47
Avoirs en comptes indisponibles NZ	1.653.235.739,79	144.455.730,83
Réserve obligatoire NZ	0,01	0,01
NZ	1.100.633.531.744,69	3.706.357.806.198,31

AUTRES COMPTES COURANTS

Ce compte enregistre les dépôts des organismes internationaux privés autres que les banques, les dépôts des banques étrangères et ceux des institutions internationales dont la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), la Chambre de Compensation de l'Afrique Centrale (C.C.A.C.), l'Association Internationale de Développement (A.I.D.) et la Société Générale de Surveillance (S.G.S.).

De NZ 63.350.783.177,24 à fin décembre 1996, les autres comptes courants ont enregistré un solde de NZ 1.197.133.955.882,62 au 31 décembre 1997, soit une hausse de NZ 1.133.783.172.705,38 provenant exclusivement des engagements de la Banque auprès des fournisseurs locaux.

	Au 31 décembre 1996	Au 31 décembre 1997
Institutions financières internationales NZ	78.834,97	78.834,97
Autres institutions internationales NZ	32.383.656,56	2.383.656,56
Sociétés résidentes NZ	- 771.467,04	455.873.766,96
Autres résidents NZ	3.716.387,77	-26.588.084,23
Autres résidents/collecte spéciale NZ	- 3.052.181,19	- 611.822,95
Autres opérations du gouvernement NZ	63.318.427.946,17	-
Fournisseurs locaux NZ	-	1.196.702.819.531,31
NZ	63.350.783.177,24	1.197.133.955.882,62

CREDITEURS DIVERS ET COMPTES TRANSITOIRES DU PASSIF

Les comptes créditeurs divers et transitoires du passif ont totalisé NZ 122.727.695.138.346,00 à fin 1997 contre NZ 82.958.095.118.673,90 une année plus tôt, soit une hausse de NZ 39.769.600.019.672,10 qui provient essentiellement des différences de conversion dans les opérations de la Banque en monnaies étrangères.

	Au 31 décembre 1996	Au 31 décembre 1997
Créditeurs divers NZ	546.664.836.822,31	692.534.604,13
Valeurs à payer à court terme NZ	1.168.166.127.118,77	2.155.330.882.615,83
Comptes transitoires du passif NZ	118.267.315.663,55	1.439.903.250.231,27
Comptes de réévaluation NZ	81.124.977.795.488,20	15.478.508.408.537,00
Comptes de liaison siège, Directions provinciales et agences NZ	-	2.152.497.975.052,57
Opération de démonétisation ordonnée le 28/09/1993 NZ	19.043.391,53	19.043.391,53
Différence de conversion due à la réforme monétaire NZ	189,53	189,53
Report à nouveau NZ	-	1.500.743.043.724,13
NZ	82.958.095.118.673,90	122.727.695.138.346,00

ENGAGEMENTS A MOYEN ET LONG TERMES

Sont enregistrés sous cette rubrique, les engagements en DTS, comprenant les allocations cumulatives nettes et la contrepartie des prêts reçus du FMI dans le cadre du Fonds Fiduciaire ainsi que les engagements en devises qui reprennent la contrepartie des avances reçues en dollars US dans le cadre de l'opération SWAP. Les montants des allocations cumulatives nettes et la Facilité d'Ajustement Structurel (FAS) demeurent inchangés et s'élèvent respectivement à DTS 86.309.000 et 145.000.000.

ENGAGEMENTS EN DTS	Au 31 décembre	Au 31 décembre 1997
FMI-allocations cumulatives nettes NZ	14.323.746.700.100,00	12.397.928.804.560,00
FMI-Facilité d'Ajustement Structurel NZ	23.745.943.923.151,00	20.553.318.089.201,00
(A) NZ	38.069.690.623.251,00	32.951.246.893.761,00
Engagements en ME NZ	108.405.222.000,00	86.871.876.000,00
Engagements en nouveaux zaires convertibles NZ	-576.794.177.180,31	173.308.449.068,69
(B) NZ	-468.388.955.180,31	260.180.325.068,69
(A)+(B) NZ	37.601.301.668.070,70	33.211.427.218.829,70

FONDS DE RESERVE ET D'AMORTISSEMENT

Le fonds de réserve et d'amortissement de la Banque a enregistré une hausse de NZ 301.268.679.693.563,00 en 1997, qui procède essentiellement des provisions constituées pour les amortissements et pour des créances douteuses. Il a totalisé ainsi NZ 302.726.294.980.390,00 au 31 décembre 1997 contre NZ 1.457.615.286.826,55 une année plus tôt.

CAPITAL

Le capital de la Banque Centrale détenu en totalité par l'Etat congolais, n'a pas changé en 1997. Il est de NZ 6.000.000.

COMPTES DE PERTES ET PROFITS DE L'EXERCICE 1997

L'exercice 1997 s'est soldé par un excédent de NZ 17.076,10 milliards, les recettes s'étant chiffrées à NZ 259.196,73 milliards et les dépenses à NZ 242.120,63 milliards.

CREDIT

Au cours de l'exercice 1997, les redevances et commissions ont été la principale source des recettes de la Banque Centrale, leur part dans le total a été de 93,8 % contre 67,63 % en 1996 ; tandis que celle des intérêts perçus sur les avances de la Banque est descendue à 5,7 % contre 27,7 % l'année précédente.

RECETTES (1)	Au 31 décembre 1996	Au 31 décembre 1997
Intérêts NZ	1.104,09	14.896,26
Redevances et commissions NZ	2.692,60	243.035,98
Amendes et pénalités NZ	9,36	19,97
Recettes diverses NZ	175,19	1.244,52
NZ	3.981,24	259.196,73

(1) En milliards de NZ

DEBIT

Les charges d'exploitation de la Banque Centrale ont totalisé NZ 242.120,63 milliards à fin 1997 contre NZ 6.138,07 milliards une année plus tôt. Elles sont dominées par les charges diverses qui sont constituées essentiellement par les pertes de change. Ces frais divers ont représenté 97 % de l'ensemble de charges tandis que les frais du personnel n'ont totalisé que 1 % des dépenses de la Banque contre 20,7 % en 1996.

DEPENSES (1)	Au 31 décembre 1996	Au 31 décembre 1997
Frais du personnel NZ	1.273,60	2.417,79
Frais de l'administration NZ	831,28	1.790,56
Frais relatifs aux bâtiments et matériels... NZ	369,89	608,97
Frais de bureau NZ	237,69	371,93
Frais d'émissions des signes monétaires NZ	1.563,57	1.148,95
Frais d'assurance NZ	16,88	48,05
Frais divers et imprévus NZ	1.363,34	235.215,54
Dotations aux amortissements NZ	0,03	33,86
Frais financiers NZ	351,38	479,17
Charges d'exploitation à régulariser NZ	130,41	5,81
NZ	6.138,07	242.120,63

(1) En milliards de NZ.

L'ADMINISTRATION DE LA BANQUE CENTRALE DU CONGO EN 1997

HAUTE DIRECTION

Gouverneur	J-C MASANGU MULONGO
Vice-Gouverneur	Nestor DIAMBWANA

CABINET DU GOUVERNEUR

Directeur de Cabinet	MULONGO MUKALAY
Conseillers	MUDERHWA IGULU
	KASONGO MAMBU SHEMBE
	KALAMBA WAFWANA
	MAYAKA ESONGAMA
	MABUNDA LIOKO
	LUYENYEMA LULE
	KALALA KAPOTELA

COMMISSAIRES AUX COMPTES

NGOMA PUNGI
MANDEVO NGOYO

AUDIT DU GOUVERNEUR

Coordinateur	AMISI MATONGO
Membres	ZAKPIOMBU WANDU
	MWIKIZA MBONEKUBE
	MUKENDI KALALA
	ILANGA WAWA
	LUKUBIKA DIMBU
	MANENO CHUMA
	EFOMI ISEKOFAYA
	NDANDU MUNANGA
	MUKENDI NKANDI

I. DEPARTEMENT DES EMISSIONS MONETAIRES

Chef de Département MWAZAKA MATA LIYENGE

Direction de la Trésorerie Générale

Titulaire MUSHAGALUSA gwa MBIRIBINDI

Adjoint BIEKONDA LONTO

Direction des Caisses

Titulaire KILOMO SAKUNGU

Adjoint MPIA KEVANI

II. DEPARTEMENT DU CREDIT ET DES OPERATIONS MONETAIRES

Chef de Département MUAMBA MBANDAKULU

Direction du Crédit

Titulaire ELONGO ONGONA

Adjoint WEMBI LOAMBO

Direction des Interventions sur le marché

Titulaire LUONO KIMBANGA

Adjoint NSOMWE NSOMWE

III. DEPARTEMENT DES SERVICES ETRANGERS

Chef de Département NGANDU KALONDA BUJITU

Direction du Change

Titulaire MUKOIE DENYIMI

Adjoints ALI MUNGAMBA
(Gestion des Avoirs Extérieurs)

NGANDU KATUMBA

(Contrôle et Comptabilisation)

Direction du Suivi des Opérations de Change

Titulaire MPONGO MAKUMBU

Adjoint ISASI NDELO

IV. DEPARTEMENT DE LA SUPERVISION DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS

Chef de Département MAMBULU MAKUDIA N'SIALA

Direction du Contrôle sur Pièces

Titulaire LENGOMO MONWAN

Adjoint MOLULU MOBEDI

Direction du Contrôle sur Place

Titulaire MUKULUMANI KIGEMBESEMBE

Adjoint KASONGO KIMPEVILE

V. DEPARTEMENT DE LA COMPTABILITE ET DU BUDGET

Chef de Département MAHELE WOSONGO

Direction de la Comptabilité Générale

Titulaire BANOTA KUNDJI

Adjoint SANGWA LUMBU

Direction des comptes courants

Titulaire BARABUTU BONG'U

Adjoints ONEMA LODY

(C.C.M.N.)

KATALIKO VIRANGA

(Fonds Publics)

Direction du Budget

Titulaire KALONGA MUKENGESHAY

Adjoint AMISI DODO

VI. DEPARTEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

Chef de Département KAHILU MBAKA

Direction de Gestion du Personnel

Titulaire MOBWANO ATHENDE

Adjoint MAYANI ASINGI

Direction de la Formation

Titulaire	MASENSI TITA
Adjoint	MUKENDI DIKUBAKUBA

Direction des Services Médicaux

Titulaire	ANDIMI EMINA
Adjoints	NGOY MANYONWE KAMBERE SYENGEHA (Problèmes Administratifs)

VII. DEPARTEMENT DE L'ADMINISTRATION GENERALE

Chef de Département	TSHITEYA NKASHAMA
---------------------	-------------------

Direction Juridique

Titulaire	YOMBO KEBEJI N'JILA
Adjoint	BONDJEKA W'EKILA

Direction du Secrétariat Général

Titulaire	BAMALA NKOLOBISE
Adjoints	BADIBANGA wa MAPUMBA (Relations avec l'extérieur) MBELU MAPUNDA (Administration)

Direction de la Logistique

Titulaire	KWEY MONSENGO NTWA
Adjoints	NGENYI BUNGI (Gestion Immobilière et Intendance) NYUBA di PHOBA (Services Techniques)

Direction de l'Informatique

Titulaire	...
Adjoint	KAMA MAWETE

VIII. DEPARTEMENT DE COORDINATION PROVINCIALE

Chef de Département KUTEKALA KAAWA

Direction Provinciale de Lubumbashi

Titulaire ...

Adjoint KALENGA BISAKA

Direction Provinciale de Kisangani

Titulaire BANGBELU WILI

Adjoint MANAN PUKURU

Direction Provinciale de Mbuji-Mayi

Titulaire KABAMBI wa ILUNGA

Adjoint TSHIBOLA KANDENGA

Direction Provinciale de Mbandaka

Titulaire MOKANGA OMOY

Adjoint IYONGELA ITILIA

Direction Provinciale de Bukavu

Titulaire KAZAD DISAMB

Adjoint MASUMBUKU MUNEGE

Direction Provinciale de Boma

Titulaire MUKOKO LEZI LALU

Adjoint MAINDO PAPE LOMBILO

Direction Provinciale de Kananga

Titulaire KAMANAMPATA BALAWEBE

Adjoint LUTETE LUKANDA

Direction Provinciale de Bandundu

Titulaire ON'SHIDING LABELANTE

Adjoint MABULU ma NZINGA

ENTITES A STATUT PARTICULIER**DIRECTION GENERALE DE L'HOTEL DES MONNAIES**

Directeur Général	MALU WA KONI
Directeur Général-Adjoint	MUNGANGA GADIMBA

Direction Technique

Titulaire	MBUYU MUGOY
Adjoints	BOLE BOLE IZAMBAY (Production des billets de banque) KIPUYA TSHITE (Production Documents de Sécurité) KATHY MBAYA (Maintenance équipement) MOKE MONGA (Maintenance bâtiment)

Direction Commerciale

Titulaire	KASONGO MWAMBA WA LENGÉ
Adjoint	BOLIPOMBO M'BOMBO

Direction Administrative et Financière

Titulaire	MOLEKA ma EKWELI
Adjoint	MUKANYA MUYEMBI

Sous - Direction de l'Organisation, du Contrôle et de la Sécurité

Titulaire	KASHWANTALE BUGALE
-----------	--------------------

DIRECTIONS AUTONOMES**Direction des Etudes**

Titulaire	LUKUSA dia BONDO
Adjoints	LENGA USUNGU (Statistiques, Documentations et Publications) MAWAKA LUBEMBO (Etudes et Recherches Economiques)

Direction de l'Inspection et de la Sécurité

Titulaire	EKOMU NANA
Adjoints	DIKASA DIAKALENGELE (Inspection) OLELA SHUNGU (Sécurité)

Bureau de Représentation à Bruxelles

Responsable	LEBENI di KIPAKO
-------------	------------------

Projet Centre Hospitalier

Titulaire	BOKETSHU N'KATSU
Adjoint	MBEMBI MWANA WUTA

TABLEAUX ANNEXES DE LA DEUXIEME PARTIE

Tableau 1 : Répartition du Personnel de la Banque suivant le niveau d'études et le grade au 1^{er} janvier 1997 ⁽¹⁾

Grades	Analphabètes	Primaires	Secondaires degré inférieur	Secondaires degré supérieur	Graduats	Licences	Totaux
Directeurs principaux	-	-	-	-	-	11	11
Directeurs	-	-	-	-	1	12	13
Directeurs-adjoints	-	-	-	-	1	32	33
Chefs de service principaux	-	-	2	-	3	55	60
Chefs de service	-	-	5	10	26	62	103
Chefs de service adjoints	-	-	17	35	79	122	253
Chefs de bureau principaux	-	-	49	43	112	108	312
Chefs de bureau	-	1	30	47	81	63	222
Chefs de bureau adjoints	-	3	113	156	76	-	348
Rédacteurs principaux	1	9	131	249	-	-	390
Rédacteurs	2	8	135	185	-	-	330
Rédacteurs- adjoints	1	6	200	-	-	-	207
Commis principaux	-	26	249	-	-	-	275
Commis	16	50	103	-	-	-	169
Commis-adjoints	44	72	50	-	-	-	166
Auxiliaires de bureau principaux	15	46	45	-	-	-	106
Auxiliaires de bureau	5	14	16	-	-	-	35
Auxiliaires de bureau-adjoints	5	60	3	-	-	-	68
Agents de maintenance principaux	8	47	2	-	-	-	57
Agents de maintenance	10	13	-	-	-	-	23
Agents de maintenance-adjoints	2	4	-	-	-	-	6
TOTAL	109	359	1.150	725	379	465	3.187

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Non compris les agents en détachement, en disponibilité et en suspension

Tableau 1 (bis) : Répartition du Personnel de la Banque suivant le niveau d'études
et le grade au 1^{er} janvier 1997 ⁽¹⁾
(Personnel féminin)

Grades	Analphabètes	Primaires	Secondaires degré inférieur	Secondaires degré supérieur	Graduats	Licences	Totaux
Directeurs principaux	-	-	-	-	-	-	-
Directeurs	-	-	-	-	-	-	-
Directeurs-adjoints	-	-	-	-	-	2	2
Chefs de service principaux	-	-	2	-	-	6	8
Chefs de service	-	-	3	-	4	6	13
Chefs de service adjoints	-	-	4	7	4	28	43
Chefs de bureau principaux	-	-	11	5	27	21	64
Chefs de bureau	-	-	12	16	23	13	64
Chefs de bureau adjoints	-	-	33	49	18	-	100
Rédacteurs principaux	-	2	52	47	-	-	101
Rédacteurs	-	-	43	43	-	-	86
Rédacteurs- adjoints	-	-	73	-	-	-	73
Commis principaux	-	4	66	-	-	-	70
Commis	-	2	18	-	-	-	20
Commis-adjoints	-	3	13	-	-	-	16
Auxiliaires de bureau principaux	-	1	9	-	-	-	10
Auxiliaires de bureau	-	-	2	-	-	-	2
Auxiliaires de bureau-adjoints	-	2	-	-	-	-	2
Agents de maintenance principaux	-	1	-	-	-	-	1
Agents de maintenance	-	-	-	-	-	-	-
Agents de maintenance-adjoints	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL	0	15	341	167	76	76	675

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Non compris les agents en détachement, en disponibilité et en suspension

Tableau 2 : Répartition du Personnel de la Banque par Direction au premier janvier 1997

	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997
A. SIEGE									
Haute Direction	60	67	72	194	106	104	99	99	115
Département des Opérations en Monnaies Nationales ⁽¹⁾	323	348	348	355	348	344	298	301	309
Crédit	35	40	40	44	45	44	40	43	41
C.C.M.N.F.P.	113	100	106	109	103	105	97	97	95
Trésorerie	175	208	202	202	200	195	161	161	173
Département des Opérations en Monnaies Etrangères	175	189	182	174	191	185	169	157	140
Cabinet	-	-	-	-	-	-	5	5	6
R.C.A.I.	75	72	69	68	67	67	61	57	47
Change	100	117	113	106	124	118	103	95	87
Département du Contrôle	498	461	443	476	480	461	304	290	290
Cabinet	-	-	-	-	-	-	4	5	10
Comptabilité et Budget	118	115	112	113	113	113	108	100	94
Contrôle Interne	243	188	181	205	206	195	52	47	47
Contrôle Intermédiaires financiers	44	51	53	53	54	53	56	56	64
Suivi des Opérations de Change	93	107	97	105	107	100	84	82	75
Département des Ressources Humaines	277	278	277	241	335	339	311	307	329
Cabinet	-	-	-	-	-	-	9	9	9
Gestion du Personnel ⁽²⁾	232	237	233	196	289	293	151	157	167
I.F.P.	45	41	44	45	46	46	49	48	45
Services Médicaux	-	-	-	-	-	-	102	93	108
Département des Services Généraux & Logistique	616	701	713	745	756	728	692	639	538
Cabinet	-	-	-	-	-	-	8	8	11
Secrétariat Général	87	121	121	130	149	145	133	128	116
Immeubles	349	343	339	326	301	282	265	244	201
Intendance	180	237	253	289	306	301	227	203	158
Approvisionnement	-	-	-	-	-	-	59	56	52
Département de Coordination provinciales	43	44	48	63	67	67	64	61	47
Cabinet	-	-	-	-	-	-	5	5	11
Direction d'Appui	43	44	48	63	67	67	59	56	36
Directions Autonomes	489	532	549	647	702	713	913	838	808
Etudes	82	81	76	83	83	74	74	75	80
Juridique	108	56	63	66	60	54	54	52	46
Planification, Organisation et Informatique	155	139	137	134	157	144	143	138	134
Sécurité	-	-	-	-	-	-	113	106	109
Hôtel des Monnaies	144	256	251	327	361	395	470	454	423
Direction Générale des Matières Précieuses	-	-	22	37	41	46	46	-	-
Centre Médical	-	-	-	-	-	-	13	13	16
TOTAL SIEGE	2.481	2.620	2.632	2.895	2.985	2.941	2.850	2.692	2.576
B. DIRECTIONS PROVINCIALES									
1. Lubumbashi	138	135	128	130	147	138	118	111	105
2. Kisangani	107	96	115	110	109	104	100	94	90
3. Bukavu	78	81	88	92	90	84	86	87	87
4. Kananga	81	94	85	96	97	94	87	82	66
5. Mbandaka	87	92	88	88	92	84	80	72	62
6. Boma	91	92	93	98	97	92	88	80	75
7. Bandundu	66	68	67	78	76	73	71	69	53
8. Mbuji-Mayi	91	94	89	92	86	78	76	74	71
9. Bureau de représentation Bruxelles	-	3	3	7	6	6	6	2	2
TOTAL DIRECTIONS PROVINCIALES	739	755	756	791	800	753	712	671	611
TOTAL (A + B)	3.220	3.375	3.388	3.686	3.785	3.694	3.562	3.363	3.187

Source : Banque Centrale du Congo

(1) Y compris Personnel de Cabinet

(2) Y compris Personnel autres sans affectation

LISTE DES BANQUES CREATRICES DE MONNAIE ET DES INSTITUTIONS FINANCIERES NON BANCAIRES

A. BANQUES CREATRICES DE MONNAIE

1. *Banque Commerciale du Congo (B.C.D.C.)*

Succursales ou agences : Boma, Bukavu, Buta, Butembo, Gemena, Goma, Isiro, Kalemie, Kikwit, Kindu, Kisangani, Kolwezi, Likasi, Lubumbashi, Kananga, Matadi, Mbandaka, Mbuji-Mayi, Bunia, Kamina, Tshikapa, Beni, Gbadolite, Ilebo, Kalima, Uvira et Kongolo

2. *Union des Banques Congolaises (UBC)*

Succursales ou agences : Boma, Bukavu, Isiro, Kisangani, Kinshasa, Lubumbashi, Goma, Beni, Mwene-Ditu, Butembo et Kolwezi.

3. *Banque Congolaise du Commerce Extérieur (B.C.C.E.)*

Succursales ou agences : Kinshasa, Lubumbashi, Boma, Bukavu, Buta, , Goma, Isiro, Likasi, Gemena, Kisangani, Muanda, Mbuji-Mayi, Mbandaka, Mbanza-Ngungu, Tshela, Basankusu, Lodja, Inongo, Uvira, Zongo, Lisala, Boende, Beni, Bukavu, Kananga, Kolwezi, Tshimbulu, Gbadolite, Matadi, Butembo, Inkisi, Kabinda et Kenge.

4. *Banque Internationale pour l'Afrique au Congo (B.I.A.C.)*

Succursales ou agences : Kinshasa et Lubumbashi.

5. *Nouvelle Banque de Kinshasa (N.B.K.)*

Succursales ou agences : Kinshasa, Lubumbashi, Kisangani, Kolwezi, Likasi, Mbanza-Ngungu, Boma, Isiro, Goma, Gbadolite, Kalemie, Beni, Bunia, Kananga, Mbuji-Mayi, Butembo, Bumba, Matadi, Tshikapa, Inkisi et Kaniama.

6. *Citibank (C.B.)*

Siège : Kinshasa.

7. *Banque de Crédit Agricole (B.C.A.)*

Succursales ou agences : Kinshasa, Kikwit, Lubumbashi et Butembo.

8. *Banque Continentale Africaine au Congo (BANCOC)*

Siège : Kinshasa.

9. *Compagnie Bancaire de Commerce et de Crédit (COBAC)*

Siège : Kinshasa.

10. *FRANSABANK (F.B.)*

Siège : Kinshasa.

11. *Stanbic Bank (S.B.C.)*

Siège : Kinshasa.

12. *African Trade Bank (A.T.B.)*

Siège : Kinshasa.

13. *Banque Internationale de Crédit (B.I.C.)*

Siège : Kinshasa.

14. *Banque de Commerce et de Développement (B.C.D.)*

Siège : Kinshasa

B. INSTITUTIONS FINANCIERES NON BANCAIRES1. *Société Financière de développement (SOFIDE)*

Succursale ou agences : Kinshasa, Goma, Kisangani, Lubumbashi et Kananga.

2. *Société Mobilière et Immobilière (MOBIMO)*

Siège : Kinshasa.

3. *Caisse Générale d'Epargne du Congo (CADECO)*

Succursales : Kinshasa, Lubumbashi, Kisangani, Mbuji-Mayi, Bukavu, Mbandaka, Kikwit, Kananga et Matadi.

Agence : Kinshasa, Kalemie, Kolwezi, Likasi, Bunia, Isiro, Yangambi, Ganda-jika, Butembo, Goma, Kindu, Gemena, Bumba, Boma, Tshela, Mbanza-Ngungu, Inongo, Lodja, Mweka, Mwene-Ditu, Kamina, Muanda, Bandundu, Kabinda, Ilebo, Tshikapa, Boende, Aketi, Buta, Kikwit, Lukula, Kipushi, Kasongo, Uvira, Gbadolite, Idiofa, Nioki Semendua et Kongolo.

4. *Institut National de Sécurité Sociale (I.N.S.S.)*

Agences : Kinshasa, Mbandaka, Kisangani, Kananga, Lubumbashi, Bukavu, Goma, Mbuji-Mayi, Matadi, Kikwit et Boma.

5. *Société Nationale d'Assurances (SONAS)*

Succursales ou agences : Kinshasa, Kananga, Lubumbashi, Bukavu, Kisangani, Mbandaka, Goma, Mbuji-Mayi, Matadi, Kikwit et Boma.

6. *Fonds de Promotion de l'Industrie (FPI)*

Siège : Kinshasa.

7. *Office Congolais des Postes et Télécommunications (OCPT)*
8. *Compagnie Financière de Kinshasa (COFIKI)*
9. *Fédération des Caisses Populaires des Crédits Luymas (FCPCL-CBCO)*
10. *Coopérative Centrale d'Epargne et de Crédit de la Communauté Evangélique de l'Alliance au Congo (COOECEC-CEAC)*
11. *Coopérative Centrale d'Epargne et de Crédit de la 23^e Communauté Evangélique du Congo (COOCEC-CEC)*
12. *Union des Caisses Populaires pour le Développement (U.C.P.D.-KATANGA)*
13. *Caisse Populaire Centrale de Crédit-Tujenge (C.P.C.T.-KATANGA)*
14. *Centrale des Coopératives Populaires du Katanga (CECCOP)*
15. *Caisse Chrétienne d'Epargne et de Crédit Kananga (CEACEC)*
16. *Centrale de la Caisse Populaire et de Crédit Agricole (CAPECA-KANANGA)*
17. *Caisse Chrétienne d'Epargne Agricole (COOCEA-KANANGA)*
18. *Coopérative Centrale d'Epargne et de Crédit (COOCEC-KANANGA)*
19. *Coopérative Centrale d'Epargne et de Crédit (COODEC-BASANKUSU)*
20. *Coopérative de Développement d'Epargne et de Crédit (CODEC-KASAI)*
21. *Coopérative de Développement d'Epargne et de Crédit (CODEC-BUNIA)*
22. *Caisse Populaire de Kikwit (C.P.K.)*
23. *Crédit Populaire Congolais (C.P.C.)*
24. *Coopérative Financière pour le Développement au Congo (COOFICO-BUTEMBO)*
25. *Coopérative Centrale d'Epargne et de Crédit au Kivu (COOCEC-KIVU)*
26. *Coopérative d'Epargne et de Crédit Imara*

LISTE DES ABREVIATIONS UTILISEES

A. Organismes nationaux

BEDEPE	Bureau d'Encouragement au Développement des Petites et Moyennes Entreprises
CADECO	Caisse Générale d'Epargne du Congo
CESCN	Commission des Etudes Statistiques et des Comptes Nationaux
C.F.M.K.	Chemins de fer Matadi-Kinshasa
C.F.U.	Office des Chemins de Fer des Uélé
C.M.C.	Compagnie Maritime Congolaise
COFIKI	Compagnie Financière de Kinshasa
D.A.I.P.N.	Domaine Agro-Industriel Présidentiel de la N'Sele
D.G.C.	Direction Générale des Contributions
D.G.R.A.D.	Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et des Participations
GECAMINES	Générale des Carrières et des Mines du Congo
I.N.S.	Institut National de la Statistique
I.N.S.S.	Institut National de Sécurité Sociale
I.R.E.S.	Institut de Recherches Economiques et Sociales de l'Université de Kinshasa
KIMIN	KILO-MOTO Mining International
MIBA	Société Minière de Bakwanga
MOBIMO	Société Mobilière et Immobilière
M.P.R.	Mouvement Populaire de la Révolution
O.C.N.	Office des Chantiers Navals
O.C.S.	Office des Chemins de fer du Sud.
OFIDA	Office des Douanes et Accises
OGEDP	Office de Gestion de la Dette Publique
OKIMO	(ex KILO-MOTO) Office d'or de KILO-MOTO
ONATRA	Office National des Transports du Congo
O.N.D.E.	Office National du Développement d'Elevage
OPEC	Office de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises Congolaises
O.T.P.	Office des Transports et des Ports
O.C.C.	Office Congolais de Contrôle
O.N.C.	Office National du Café

PRAIGEFI	Programme d'Appui aux Institutions de Gestion Economique et Financière
REGIDESO	Régie de Distribution d'Eau
S.F.E.	Société des Chemins de Fer de l'Est
SIDERNA	Sidérurgie Nationale de Maluku
SINELAC	Société Nationale d'Electricité des Etats des Grands Lacs
S.N.C.C.	Société Nationale des Chemins de Fer Congolais
SNEL	Société Nationale d'Electricité
SOBEMAP	Société Belge des Mathématiques Appliquées
SODIMICO	Société de Développement Industriel et Minier du Congo
SOFIDE	Société Financière de Développement
SONAS	Société Nationale d'Assurance
SOMINKI	Société Minière du Kivu
SOTRAC	Société de Transports Congolais
SICORAIL	Société Interrégionale Congolaise du Rail
SOCIR	Société Congo-Italienne de Raffinage
TUK	Transports Urbains de Kinshasa
TMK	Transports et Messageries du Kivu
FINA REP SPRL	
ZEP	Zone d'Echange Préférentiel

B. Organismes internationaux

A.E.L.E.	Association Européenne de Libre Echange
A.I.D.	Association Internationale pour le Développement
ALENA	Association de Libre Echange Nord Américain
APEC	Asian Pacific Economic Coopération
B.A.D.	Banque Africaine de Développement
B.E.A.C.	Banque des Etats de l'Afrique Centrale
B.E.I.	Banque Européenne d'Investissement
B.I.R.D.	Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement
C.A.E.M.	Centre Africain d'Etudes Monétaires
C.C.E.A.C.	Chambre de Compensation des Etats de l'Afrique Centrale
C.E.E.	Communauté Economique Européenne
C.E.E.A.C.	Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale
C.E.P.G.L.	Communauté Economique des Pays des Grands Lacs

COMECON	Council for Mutual Economic Assistance
C.O.M.E.S.A.	Common Market of the East and South Africa
F.E.D.	Fonds Européen de Développement
F.M.I.	Fonds Monétaire International
O.C.D.E.	Organisation de Coopération et de Développement Economique
O.I.C.	Organisation Internationale du Café
O.M.C.	Organisation Mondiale du Commerce
O.N.U.D.I.	Organisation des Nations-Unies pour le Développement Industriel
O.N.U.	Organisation des Nations-Unies
P.N.U.D.	Programme des Nations-Unies pour le Développement
S.F.I.	Société Financière Internationale
S.G.S.	Société Générale de Surveillance
S.F.I.D.A.	Société Internationale pour le Développement en Afrique
U.C.A.C.	Unité de Compte pour l'Afrique Centrale
U.E.B.L.	Union Economique Belgo-Luxembourgeoise
U.S.A.I.D.	United State Agence for International Development

